

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS D'AIX**

Date de Publication : 20/07/2022

N° : 2022/291

# Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022

## Ressources – Finances

### 2022 CT2 188

#### **AVIS - Dispositions relatives aux Etats Spéciaux de Territoire à compter du 1er juillet 2022**

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale dispose notamment en son article 181 l'abrogation, à partir du 1er juillet, des articles L5218-4 à L5218-8-8 du Code Général des Collectivités Territoriales. Cette abrogation implique donc la suppression des dispositions relatives aux états spéciaux de territoire à compter de cette date.

Afin d'assurer la continuité du service public, la Métropole doit prendre des mesures transitoires dans sa gestion financière permettant de préserver les paiements auprès des fournisseurs. Les volumes financiers des états spéciaux de territoire représentent 164 millions d'euros en fonctionnement et 283 millions d'euros en investissement. Il est donc capital, dans un contexte de fragilité économique déjà avéré, de garantir la stabilité des délais de paiements de la Métropole envers les entreprises fournisseurs de prestations de service ou de travaux auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ainsi, à compter du 1er juillet 2022 et jusqu'à la clôture comptable de l'exercice 2022 comprenant la période de « journée complémentaire », les états spéciaux de territoires deviennent des budgets de liquidation transitoire comme indiqués ci-après :

Avant le 1er juillet 2022	A partir du 1er juillet 2022
Etat spécial de territoire du territoire Marseille Provence	Budget de liquidation transitoire 1
Etat spécial de territoire du territoire du Pays d'Aix	Budget de liquidation transitoire 2
Etat spécial de territoire du territoire du Pays Salonais	Budget de liquidation transitoire 3
Etat spécial de territoire du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	Budget de liquidation transitoire 4
Etat spécial de territoire du territoire Istres-Ouest Provence	Budget de liquidation transitoire 5
Etat spécial de territoire du territoire du Pays de Martigues	Budget de liquidation transitoire 6

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est l'ordonnateur des budgets de liquidation transitoire dont seul le Directeur Général des Services de la Métropole peut avoir la délégation.

La création de nouvelles opérations ne peut s'effectuer sur les budgets de liquidation transitoire, aussi ces nouvelles inscriptions seront opérées sur le Budget principal de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- L'information aux six Conseils de Territoire.

#### **Où le rapport ci-dessus**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

A compter du 1er juillet 2022 et jusqu'à la clôture de l'exercice 2022 comprenant la période de « journée complémentaire », les états spéciaux de territoires deviennent des budgets de liquidation transitoire comme indiqués ci-après :

Avant le 1er juillet 2022	A partir du 1er juillet 2022
Etat spécial de territoire du territoire Marseille Provence	Budget de liquidation transitoire 1
Etat spécial de territoire du territoire du Pays d'Aix	Budget de liquidation transitoire 2
Etat spécial de territoire du territoire du Pays Salonais	Budget de liquidation transitoire 3
Etat spécial de territoire du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	Budget de liquidation transitoire 4
Etat spécial de territoire du territoire Istres-Ouest Provence	Budget de liquidation transitoire 5
Etat spécial de territoire du territoire du Pays de Martigues	Budget de liquidation transitoire 6

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est l'ordonnateur unique des budgets de liquidation transitoire dont seul le Directeur Général des Services de la Métropole peut avoir la délégation.

#### **Article 3 :**

Les créations de nouvelles opérations seront opérées au sein du Budget principal de la Métropole.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

## **2022 CT2 189**

### **AVIS - Budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du compte de gestion de l'exercice 2021**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2021 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix est constitué par le vote du Conseil de la Métropole du Compte Administratif de chacun de ces budgets annexes présentés par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L5217-10-10 de ce même Code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le Compte de Gestion de chacun de ces budgets annexes de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur Principal des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue le document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix suivants :

- CT2 - Opérations d'Aménagement,
- CT2 - Assainissement,
- CT2 - Eau,
- CT2 - Collecte et traitement des déchets.
- CT2 - Assainissement non collectif
- CT2 - Eau en régie
- CT2 - Assainissement en régie

Les identités de valeur entre le Compte de Gestion et le Compte Administratif de chacun des budgets annexes listés ci-avant ont été vérifiées.

Sont en cours de clôtures les budget annexes « CT2-Eau en régie » et « CT2-Assainissement en régie » sur l'exercice 2021 aucune prévision et aucune écriture comptable n'ont été effectuées sur ce budget.

La délibération FBPA 026/9128/20/CM a acté la dissolution du budget annexe « CT2 – Assainissement non collectif ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix ;
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2021 ;
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2021 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Les résultats de clôture de l'exercice 2021 du Compte de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix sont les suivants :

#### **Budget Annexe CT2 – Opérations d'aménagement :**

Section d'investissement	2 799 320.61 euros
Section de fonctionnement	- 2 844 586.83 euros
<b>Solde</b>	<b>-45 266.22</b>
<b>euros</b>	

Budget Annexe CT2 – Assainissement :

Section d'investissement 917 144.63 euros  
Section de fonctionnement 7 138 942.76 euros  
**Solde 8 056 087.39 euros**

Budget Annexe CT2 – Eau :

Section d'investissement 1 303 933.12 euros  
Section de fonctionnement 1 749 916.60 euros  
**Solde 3 053 849.72 euros**

Budget Annexe CT2 – Collecte et traitement des Déchets :

Section d'investissement 14 056 889.35 euros  
Section de fonctionnement 9 762 339.06 euros  
**Solde 23 819 228.41 euros**

Budget Annexe CT2 – Assainissement non collectif :

Section d'investissement 0 euro  
Section de fonctionnement 81 607.99 euros  
**Solde 81 607.99 euros**  
Le budget ayant été dissous à l'issue de l'exercice 2019, l'excédent a été intégré au budget annexe « CT2 – Assainissement » suite à la délibération prise par le Conseil de métropole le 17 décembre 2020.

Budget Annexe CT2 – Eau en régie :

Section d'investissement 3 542 470.83 euros  
Section de fonctionnement 621 422.60 euros  
**Solde 4 163 893.43 euros**  
Montant conforme au compte administratif de l'exercice 2019.

Budget Annexe CT2 – Assainissement en régie :

Section d'investissement 2 505 905.33 euros  
Section de fonctionnement 948 090.95 euros  
**Solde 3 453 996.28 euros**  
Montant conforme au compte administratif de l'exercice 2019.

**Article 2 :**

Déclare que les Comptes de Gestion des budgets annexes « CT2 – Opérations d'Aménagement », « CT2 - Assainissement », « CT2 - Eau » et « CT2 – Collecte et traitement des déchets », du Territoire du Pays d'Aix dressés par le Receveur pour l'exercice 2021, visés et certifiés conformes par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

**Article 3 :**

Sont approuvés ces Comptes de Gestion.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 190**

**AVIS - Budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du compte administratif de l'exercice 2021**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Pour approbation le Compte Administratif de l'exercice 2021 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix suivants :

- CT2 - Opérations d'Aménagement;
- CT2 - Assainissement ;
- CT2 - Eau ;
- CT2 - Collecte et traitement des déchets ;

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2021 pour ces budgets annexes.

Pour le budget « CT2 – Assainissement », il convient de régulariser 10 € sur le solde de clôture de l'exercice 2019, en section d'exploitation. En effet, le résultat de clôture de cette section en 2019 a été porté à 1 336 331.05€ au lieu de 1 336 321.05 € (dans le compte de gestion 2019). Cet écart de 10 € sera régularisé dans le cadre des résultats de clôture de l'exercice 2021 ; ainsi le montant du résultat de clôture 2021 de la section d'exploitation de 7 138 952.76 €, comme il apparaît dans le tableau ci-

dessous sera réduite de 10 €.

Cette régularisation se fera au moment de la reprise des excédents à la prochaine étape budgétaire.

Un rapport de présentation du Compte Administratif 2021 est annexé à la présente délibération qui décrit l'exécution du budget.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans le compte administratif précité, de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice 2021 relatifs à ces budgets annexes ;
- Les comptes de gestion 2021 produits par monsieur le Receveur des Finances ;
- La lettre de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Arrête, pour chacun des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2021 dont les montants sont retranscrits ci-après :

BUDGET ANNEXE CT2 – OPERATIONS D'AMENAGEMENT

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2021	RESULTATS DE L'EXERCICE 2021	RESULTATS DE CLOTURE 2021
INVESTISSEMENT	1 857 101,07	0,00	942 219,54	2 799 320,61
EXPLOITATION	-1 716 292,22	0,00	-1 128 294,61	-2 844 586,83
TOTAL	140 808,85		-186 075,07	-45 266,22

BUDGET ANNEXE CT2 - ASSAINISSEMENT

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2021	RESULTATS DE L'EXERCICE 2021	RESULTATS DE CLOTURE 2021
INVESTISSEMENT	-2 288 623,91	0,00	3 205 768,54	917 144,63
EXPLOITATION	4 877 195,13	2 288 623,91	4 550 381,54	7 138 952,76
TOTAL	2 588 571,22	2 288 623,91	7 756 150,08	8 056 097,39

Au résultat de clôture de l'exploitation de 2021 seront déduits 10 € de régularisation de l'exercice 2019, portant le montant de clôture de l'exploitation de l'exercice 2021 à 7 138 942,76 € concordant avec le Compte de Gestion de l'exercice 2021.

BUDGET ANNEXE CT2 - EAU

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2021	RESULTATS DE L'EXERCICE 2021	RESULTATS DE CLOTURE 2021
INVESTISSEMENT	-1 084 197,26	0,00	2 388 130,38	1 303 933,12
EXPLOITATION	2 566 339,99	1 084 197,26	267 773,87	1 749 916,60
TOTAL	1 482 142,73	1 084 197,26	2 655 904,25	3 053 849,72

BUDGET ANNEXE CT2 – COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2021	RESULTATS DE L'EXERCICE 2021	RESULTATS DE CLOTURE 2021
INVESTISSEMENT	16 833 520,55	0,00	-2 776 631,20	14 056 889,35
EXPLOITATION	5 754 194,13	0,00	4 008 144,93	9 762 339,06
TOTAL	22 587 714,68	0,00	1 231 513,73	23 819 228,41

#### **Article 2 :**

Est donné acte à Madame la Présidente de la Métropole de la présentation faite du Compte Administratif de l'exercice 2021 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix listés ci-avant.

#### **Article 3 :**

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les résultats de clôture, ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion 2021 de Monsieur le Receveur des Finances et celui constaté dans le Compte Administratif 2021.

#### **Article 4 :**

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes du Compte Administratif des budgets annexes susvisés

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 191****AVIS - Budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix - Budget Supplémentaire de l'exercice 2022**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions des instructions budgétaires et comptables M57 et M49, le Budget Supplémentaire a pour objet principal de reprendre les résultats et les restes à réaliser constatés au Compte Administratif de l'exercice précédent.

Il permet également de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions budgétaires.

- Budget annexe « CT2 – Assainissement » :  
L'équilibre du Budget Supplémentaire 2022 du budget annexe « CT2 - Assainissement » s'établit comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
Section d'exploitation	8 228 356.21 €	8 228 356.21 €
	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	5 570 017.06 €	5 570 017.06 €

- Budget annexe « CT2 – Eau » :  
L'équilibre du Budget Supplémentaire 2022 du budget annexe « CT2 - Eau » s'établit comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
Section d'exploitation	2 406 846.60 €	2 406 846.60 €
	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	282 497.76 €	282 497.76 €

- Budget Annexe « CT2 – Opération d'Aménagement » :  
L'équilibre du Budget Supplémentaire 2022 du budget annexe « CT2 – Opération d'Aménagement » s'établit comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	3 649 697.54 €	3 649 697.54 €
	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	3 139 812.68 €	3 139 812.68 €

Un rapport de présentation et les maquettes budgétaires sont joints en annexe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,****Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA-022-10894/21/CM du 16 décembre 2021 approuvant le Budget Primitif des budgets annexes du territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA-006-11693/22/CM du 5 mai 2022 approuvant la décision modificative des budgets annexes « CT2 – Assainissement et « CT2 – Eau » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus****Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,****Délibère****Article 1 :**

Est intégrée la reprise de résultats de l'exercice 2021 des budgets annexes « CT2- Assainissement », « CT2 – Eau » et « CT2 – Opération d'Aménagement » aux Budgets Supplémentaires de l'exercice 2022 de ces mêmes budgets

**Article 2 :**

Est adopté le Budget supplémentaire 2022 des budgets Annexes « CT2- Assainissement », « CT2 – Eau » et « CT2 – Opération d'Aménagement » tel que présenté ci-dessus et détaillé en annexe.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 192****AVIS - Budget annexe "Collecte et Traitement des Déchets Métropolitain" - Budget Supplémentaire de l'exercice 2022**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur le budget supplémentaire 2022 du budget annexe « collecte et traitement des déchets métropolitain », budget établi selon la nomenclature budgétaire et comptable M57.

Le budget supplémentaire est un budget constatant la reprise des résultats de l'exercice précédent et d'ajustements des crédits. Les résultats de ce projet de Budget Supplémentaire sont présentés successivement en balances générales distinctes.

Ces balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

La reprise des résultats de l'exercice précédent est intégrée au budget supplémentaire.

Il s'équilibre comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
Section de Fonctionnement	24 116 672,86	24 116 672,86
	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	3 654 934,36	3 654 934,36

Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que la maquette budgétaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FBPA 020/10892/21/CM du 16 décembre 2021 approuvant le Budget Primitif 2022 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets métropolitain » ;
- La délibération FBPA 003/11690/22/CM du 5 mai 2022 approuvant la Décision Modificative n°1 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets métropolitain ».

**Où le rapport ci-dessus****Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,****Considérant****Délibère****Article 1 :**

Sont intégrées au budget supplémentaire 2022 du budget annexe « collecte et traitement des déchets métropolitain » les reprises des résultats 2021 des budgets annexes « collecte et traitement des déchets unifiés des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues », « CT2- collecte et traitement des déchets », « CT3 - collecte et traitement des déchets » ; « CT5 - collecte et traitement des déchets ».

**Article 2 :**

Est adopté le budget supplémentaire 2022 du budget annexe « collecte et traitement des déchets métropolitain » tel que présenté ci-avant et annexé

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**



## **2022 CT2 193**

### **AVIS - Budget annexe "Collecte et Traitement des Déchets Métropolitain" - Affectation du résultat 2021**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes 2021 des budgets annexes « collecte et traitement des déchets unifié » des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues, « CT2 - collecte et traitement des déchets », « CT3- collecte et traitement des déchets » et « CT5-collecte et traitement des déchets », ont été approuvés par le vote du compte administratif le 30 juin 2022.

Afin de se mettre en conformité avec le principe de finances publiques de l'unité budgétaire, la délibération FBPA-034-10906/21/CM du 16 décembre 2021 a procédé à la création d'un budget annexe unique « collecte et traitement des déchets métropolitain ».

Sur le plan technique, les budgets annexes des Territoires du Pays d'Aix, du Pays Salonais et d'Istres-Ouest- Provence sont transférées vers le budget annexe « collecte et traitement des déchets métropolitain ».

De plus, les budgets annexes « collecte et traitement des déchets » dissous à compter du 31 décembre 2021, les résultats sont repris au budget supplémentaire du budget annexe « collecte et traitement des déchets métropolitain ».

Les résultats de clôture des budgets annexes sont les suivants :

- budget annexe « CT2 - Collecte et traitement des déchets » :

Le résultat de clôture 2021 de la section d'exploitation s'établit à 9 762 339,06 euros.  
Le résultat de clôture 2021 de la section d'investissement, s'élève à 14 056 889,35 euros.

- budget annexe « CT3 - Collecte et traitement des Déchets » :

Le résultat de clôture 2021 de la section d'exploitation s'établit à 7 393 821,62 euros.  
Le résultat de clôture 2021 de la section d'investissement, s'élève à -1 893 068,39 euros.

- budget annexe « CT5 - Collecte et traitement des Déchets » :

Le résultat de clôture 2021 de la section d'exploitation s'établit à 0 euro.  
Le résultat de clôture 2021 de la section d'investissement, s'élève à 705 110,10 euros.

- budget annexe « collecte et traitement des déchets unifié » des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues :

Le résultat de clôture 2021 de la section d'exploitation s'établit à 12 830 673,16 euros.

Le résultat cumulé 2021 de la section d'investissement, incluant le solde des restes à réaliser, s'élève à -6 268 380,91 euros.

Cet arrêté des comptes permet de déterminer :

- Le résultat de clôture de la section de fonctionnement (d'exploitation), constitué par le résultat comptable constaté à la clôture de l'exercice auquel s'ajoutent les résultats antérieurs de clôture ;
- Le solde d'exécution de la section d'investissement, laissant apparaître un besoin/ ou un excédent de financement de la section ;
- Les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes, qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

Le besoin de financement de la section d'investissement doit être corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

La procédure, prévue par l'instruction budgétaire et comptable M57, consiste, une fois le résultat de fonctionnement arrêté et constaté lors de l'approbation du compte administratif, à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être maintenu en section de fonctionnement.

Budgets	Résultats de l'exercice 2021		Résultats de clôture Fonctionnement (Exploitation) 2021 (A)	Résultats de clôture d'investissement 2021 (B)	Restes à Réaliser en Recettes 2021 (C)	Résultats cumulés Investissement 2022 (B+C)	Part affectée à l'investissement 2022 (D)	Solde maintenu en section de Fonctionnement (Exploitation) (A-D)
	Fonctionnement / Exploitation	Investissement						
Budget Collecte et Traitement des déchets métropolitain	7 266 907,51	19 426 447,65	29 986 833,84	6 566 430,46	34 119,60	6 600 550,06	11 584 148,32	18 402 685,52

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;



- la délibération FBPA-034-10906/21/CM du 16 décembre 2021 relative au renommage du budget annexe « collecte et Traitement des Déchets unifié des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues » en budget annexe « Collecte et traitement des Déchets métropolitain » ;
- La délibération FBPA 020/10892/21/CM du 16 décembre 2021 approuvant le Budget Primitif 2022 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets métropolitain ».

## Où le rapport ci-dessus

### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

### Délibère

#### Article 1 :

Sont prononcées les dissolutions des budgets annexes « CT2 - Collecte et traitement des déchets », « CT3- Collecte et traitement des Déchets », « CT5-Collecte et traitement des Déchets » à compter du 31 décembre 2021.

#### Article 2 :

Est approuvée la reprise des résultats du budget annexe « CT2 - Collecte et traitement des déchets » et leur intégration dans le budget annexe « collecte et traitement des déchets métropolitain » comme suit :

Le résultat de clôture 2021 de la section d'exploitation s'établit à 9 762 339,06 euros.

Le résultat de clôture 2021 de la section d'investissement, s'élève à 14 056 889,35 euros.

#### Article 3 :

Est approuvée la reprise des résultats du budget annexe « CT3- Collecte et traitement des Déchets » et leur intégration dans le budget annexe « collecte et traitement des déchets métropolitain » comme suit :

Le résultat de clôture 2021 de la section d'exploitation s'établit à 7 393 821,62 euros.

Le résultat de clôture 2021 de la section d'investissement, s'élève à -1 893 068,39 euros.

#### Article 4 :

Est approuvée la reprise des résultats du budget annexe « CT5-Collecte et traitement des Déchets » et leur intégration dans le budget annexe « collecte et traitement des déchets métropolitain » comme suit :

Le résultat de clôture 2021 de la section d'exploitation s'établit à 0 euro.

Le résultat de clôture 2021 de la section d'investissement, s'élève à 705 110,10 euros.

#### Article 4 :

Sont approuvés les résultats du budget annexe « collecte et traitement des déchets unifié » des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues et leur prise en compte dans le budget annexe renommé « collecte et traitement des déchets métropolitain » comme suit :

Le résultat de clôture 2021 de la section d'exploitation s'établit à 12 830 673,16 euros.

Le résultat cumulé 2021 de la section d'investissement, incluant le solde des restes à réaliser, s'élève à -6 268 380,91 euros.

#### Article 5 :

Est pris acte des inscriptions budgétaires suivantes en tenant compte du suivi analytique relatif aux territoires exerçant la compétence prévention et gestion des déchets :

### ***Budget annexe « collecte et traitement des déchets métropolitain » :***

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture de **18 402 685,52 euros**, qui sera reporté en recettes sur la ligne budgétaire codifiée 002 « Résultat d'exploitation reporté » du budget supplémentaire 2022 ;

La part affectée à l'investissement d'un montant de **11 584 148,32 euros** donnera lieu à l'émission d'un titre au compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » à l'issue du vote du budget supplémentaire 2022 ;

La section d'investissement présente un résultat de clôture de **6 600 550,06 euros** qui sera reporté en recettes sur la ligne budgétaire codifiée **001** « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » du budget supplémentaire 2022.

### Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2022 CT2 194**

### **AVIS - Budget annexe Transport - Versement d'une participation financière du Territoire du Pays d'Aix au Budget annexe des Transports pour l'opération d'investissement 'BHNS des Bus de l'Etang'**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le 4 juin 2021 par une délibération N°MOB 008-10133/21/CM le programme modificatif d'une opération d'investissement N° 201680030 pour la réalisation de la phase 2 de la ligne de BHNS ZENIBUS des Bus de l'Etang.

Par une décision du 22 juin 2022, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a validé le principe d'une participation financière de l'Etat Spécial du Territoire pour des travaux de réalisation d'un collecteur d'eaux pluviales situé dans le secteur des Rigons sur la commune des Pennes-Mirabeau.

L'EST du CT2 procèdera à un abondement au Budget Annexe des Transports à hauteur de 1 300 000 €HT.

A cet effet, il convient donc d'enregistrer cette participation en recettes d'investissement au Budget Annexe Transport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Provence ;
- La délibération n° 2021\_CT2\_04 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 4 juin 2021 approuvant le programme de travaux du collecteur d'eaux pluviales des Rigons sur la zone d'activités de Plan de Campagne aux Pennes-Mirabeau pour un montant de 1 300 000 euros HT ;
- La délibération n° N°MOB 008-10133/21/CM du Conseil du 11 février 2021 validant le programme modificatif global des travaux de la phase 2 de la ligne de BHNS ZENIBUS des Bus de l'Etang ;
- La délibération n° N°MOB 007-10132/21/CM du Conseil du 11 février 2021 approuvant la révision de l'autorisation de programme n°168490TP « BHNS ZENIBUS

des Bus de l'Etang » ;

- La Décision du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 30 septembre 2020 N°05-1-13 approuvant le versement d'une participation au Budget Annexe des Transports métropolitains ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

#### **Où le rapport ci-dessus**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'enregistrement de la participation financière du Territoire du Pays d'Aix d'un montant de 1 300 000 €HT au Budget Annexe des Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation de l'opération du collecteur d'eaux pluviales sur la zone d'activités de Plan de Campagne aux Pennes-Mirabeau;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'enregistrer les recettes afférentes.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la participation du Budget Principal – Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix au Budget Annexe des Transports de la Métropole qui pilote l'opération globale d'aménagement d'un collecteur d'eaux pluviales sur la zone d'activités de Plan de Campagne aux Pennes-Mirabeau pour un montant de 1 300 000 euros HT.

#### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront inscrites dans le budget annexe Transport – section d'investissement –nature 1315 – sous politique C210.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 195**

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration de 3 logements locatifs sociaux dénommée ' Route de Velaux ' située 2 Route de Velaux à Coudoux**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière d'actions en faveur du logement, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration de 3 logements locatifs sociaux dénommée « Route de Velaux » située 2 Route de Velaux à Coudoux .

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant de 312 011 euros est financée par un emprunt d'un montant total de 219 209 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la commune de Coudoux, co-garantes chacune à hauteur de 50 % soit 109 604,50 euros.

La SA HLM Famille et Provence a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2020. Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 034-10110/21/CM du 4 juin 2021 relative à l'approbation du règlement et des conditions d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de prêt n° 131154 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la SA HLM Famille et Provence a contracté un prêt d'un montant total de 219 209 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition-amélioration de 3 logements locatifs sociaux à Coudoux.
- Que la SA HLM Famille et Provence a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 50 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements locatifs sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Famille et Provence.

## Délibère

### Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 219 209 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 131154.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration de 3 logements locatifs sociaux dénommée « Route de Velaux » située 2 Route de Velaux à Coudoux.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

### Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

### Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2022 CT2 196

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Vilogia pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 17 logements locatifs sociaux dénommée ' Cœur de Ville ' située Traverse du Torrent du Pas de l'Etoit à Meyrargues**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière d'actions en faveur du logement, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 17 logements locatifs sociaux dénommée « Cœur de Ville » située Traverse du Torrent du Pas de l'Etoit à Meyrargues. Portée par la SA HLM Vilogia, cette opération d'un montant de 2 544 378 euros est financée par un emprunt d'un montant total de 2 090 939 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la commune de Meyrargues, co-garantes chacune à hauteur de 50 % soit 1 045 469,50 euros.

La SA HLM Vilogia a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2020.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 034-10110/21/CM du 4 juin 2021 relative à l'approbation du règlement et des conditions d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de prêt n° 130975 en annexe signé entre la SA HLM Vilogia et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la SA HLM Vilogia a contracté un prêt d'un montant total de 2 090 939 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 17 logements locatifs sociaux à Meyrargues.
- Que la SA HLM Vilogia a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 50 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements locatifs sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM Vilogia.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Vilogia.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 090 939 euros souscrit par la SA HLM Vilogia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 130975.

Ce prêt, constitué de neuf lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 17 logements locatifs sociaux dénommée « Cœur de Ville » située Traverse du Torrent du Pas de l'Etroit à Meyrargues.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Vilogia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Vilogia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Vilogia.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2022 CT2 197**

**AVIS - Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement d'entreprises Chabanne Architecte / Chabanne Ingénierie/ Echologos relatif au marché de maîtrise d'œuvre pour l'opération de la construction d'un équipement aquatique à Venelles**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre l'opération de construction d'un équipement aquatique à Venelles, la Métropole Aix-Marseille-Provence, venant aux droits de la Communauté du Pays d'Aix, a conclu un marché de maîtrise d'œuvre avec le groupement d'entreprises CHABANNE ARCHITECTE / CHABANNE INGENIERIE / ECHOLOGOS. La mission confié est, conformément à la loi MOP du 12/07/1985 modifiée et ses décrets d'application, une mission de base avec pour partie les études d'exécutions hors missions d'ordonnancement, pilotage et coordination.

Conformément au chapitre IV de l'acte d'engagement, le marché est conclu pour la durée de réalisation totale du projet, additionnée à l'exécution des tranches conditionnelles 2 et 3 (soit durant les deux premières années de mise en service de l'équipement aquatique).

La réception de l'ouvrage est intervenue en date du 13 mai 2016.

La mission de suivi de l'exploitation s'est donc terminée le 12 mai 2018.

Le 19 novembre 2018, le groupement solidaire a transmis au maître d'ouvrage l'état liquidatif du marché 2011M024.

Conformément à l'article 3.10 section 1 du cahier des clauses administratives particulières, le décompte final établi par le maître d'ouvrage doit faire état de l'éventuelle pénalité de dépassement du seuil de tolérance sur le coût réel de l'opération.

Conformément à l'article 6 du cahier des clauses administratives particulières, une pénalité de 118 262,54 € doit être appliquée (calcul joint en annexe 1).

Le montant du décompte final s'élèverait à 51 624,20 € TTC.

Cependant, une erreur manifeste s'est glissée dans les articles 6.03 et 6.05 du cahier des clauses administratives particulières.

En effet, l'article 6.03 stipule :

« Article 6.03 Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance.

Ce taux de tolérance est de 1%.

N'entrent pas dans le calcul du taux de tolérance les coûts induits par des demandes de modification de type 2 et 3. complémentaires de la maîtrise d'ouvrage. »

Or, s'agissant d'un taux indiqué et non calculé, la mention soulignée n'a pas lieu d'être dans cet article et aurait dû être mentionnée à l'article 6.05 déterminant les modalités de calcul du coût réel constaté de l'opération.

La pénalité de 118 262,54 € ne peut donc être imputée au groupement.

Le maître d'ouvrage, constatant l'erreur matérielle et ne souhaitant pas pénaliser le groupement, acte le décompte final pour un montant de 169 946,74 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment ses articles 2044 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la Commande Publique ;

- La délibération 2013\_B088 du Bureau communautaire de la CPA du 7 mars 2013 approuvant le marché n°2011M024 avec le groupement d'entreprises CHABANNE / KEO INGENIERIE / KEO FLUIDES / ECHOLOGOS ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le groupement d'entreprises CHABANNE ARCHITECTE / CHABANNE INGENIERIE/ ECHOLOGOS.

##### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tous documents y afférents.

##### **Article 3 :**

Le montant de l'indemnité sera imputé sur l'Autorisation de Programme numéro 432 dont les crédits de paiement sont inscrits au Budget 2021 qui présente les disponibilités suffisantes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2022 CT2 198**

#### **Budget Supplémentaire 2022 - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire a adopté le 30 novembre 2021 le Budget Primitif 2022 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix. Une Décision Modificative n°1 a été adoptée en Conseil de Territoire le 28 avril 2022.

Il convient aujourd'hui d'adopter le Budget Supplémentaire afin de procéder à des ajustements de crédits au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement.

Le Budget Primitif est un document prévisionnel et il est donc nécessaire d'ajuster les prévisions en cours d'année.

Les dotations de gestion étant figées pour l'année, le financement des dépenses supplémentaires ne peut être assuré que par des redéploiements de crédits ou par des recettes nouvelles.

#### **1 – Section de Fonctionnement**

Il convient de procéder à des ajustements de crédits entre chapitres au sein de la section de fonctionnement.

Sens	Chapitre	Libellé Chapitre	Total
Recettes	74	Dotations et participations	273 000,00
	70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	351 824,00
	75	Autres produits de gestion courante	857 146,61
	77	Produits spécifiques	159 689,39
<b>Total Recettes</b>			<b>1 641 660,00</b>
Dépenses	011	Charges à caractère général	1 346 893,00
	65	Autres charges de gestion courante	264 578,00
	67	Charges spécifiques	30 189,00
<b>Total Dépenses</b>			<b>1 641 660,00</b>

**En recettes**, il s'agit d'ajuster les prévisions estimées au moment du budget primitif 2022.

Les mouvements notables sont les suivants :

- Revenus des immeubles : il s'agit d'inscrire les recettes relatives aux loyers et charges locatives du Quatuor B acquis en 2021 et encore occupé par les entreprises Allianz et Nahéma, ainsi que des loyers d'occupation de parcelle au Tholonet par la société TDF, pour un montant total de 183 566 euros.
- Direction du Juridique : il s'agit d'inscrire une recette à hauteur de 425 900 euros correspondant au règlement du litige pour la piscine Jas de Rhodes.



- Les écritures de régularisation relatives à l'apurement des rattachements de dépenses 2021 qui ne seront pas consommés conduisent à l'inscription de crédits supplémentaires de l'ordre de 250 000 euros.
- Concernant la DSP du 6MIC, il convient de régulariser l'inscription budgétaire de la recette relative à la redevance d'occupation, pour un montant de 101 062 euros.
- Suite à la validation de l'avenant avec le délégataire de l'ARENA, un montant de 250 000 euros doit être inscrit au titre de la régularisation de la redevance 2021.
- Enfin, il convient d'inscrire les recettes correspondant aux versements des opérateurs de compétences (OPCO) pour la scolarité des apprentis pour un montant de 273 000 €.

**En dépenses**, les mouvements notables sont les suivants :

- L'augmentation significative des coûts de l'énergie oblige le Territoire à inscrire des crédits supplémentaires à hauteur de 930 K€ pour les postes électricité et gaz :
  - Direction des Bâtiments : + 697 793 euros afin de financer principalement les fluides des piscines et des bâtiments administratifs.
  - Technopôle de l'Arbois : ce dernier gérant la consommation de fluides sur ses propres lignes budgétaires, un crédit supplémentaire de 230 000 euros est nécessaire.
- En matière de prestations de services, il convient d'inscrire des crédits supplémentaires dans le cadre de la politique sportive afin de compenser le désengagement du budget principal métropolitain pour l'Iron Man (19 K€) mais également de soutenir le PAUC Hand Ball dans le cadre de sa qualification en coupe d'Europe (200 K€) et Provence Rugby pour la préparation de la coupe du Monde 2023 et l'objectif de montée en Top 14 (200 K€).
- Des crédits à hauteur de 30 289 euros sont également sollicités pour des régularisations de titres de recettes à annuler sur exercices antérieurs.
- Enfin, il convient d'inscrire 264 K€ de crédits supplémentaires en matière de subventions aux

associations de haut niveau individuel au titre de la saison sportive 2022/2023 qui débutera au mois de septembre.

## La Section de Fonctionnement du Budget Supplémentaire de l'exercice 2022 pour l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix s'équilibre en dépenses et en recettes à : 1 641 660.00 euros

### 2 – Section d'Investissement

Il convient de procéder à des ajustements de crédits au sein de la section d'investissement. Il s'agit ici de transférer des crédits d'une opération à une autre suivant l'état d'avancement de ces dernières.

Les mouvements notables sont les suivants :

Pole	Service	Opération	Libellé	Total
ENVIRONNEMENT	1DN - Forêt	DI246AP4 DI261AP2	CT2 Travaux Forestiers Espaces Naturels CT2 Aide à la sylviculture	-500,00 500,00
Total 1DN - Forêt				0,00
Total ENVIRONNEMENT				0,00
CULTURE ET SPORTS	2C - CULTURE	DI445AP DI457AP2 DI485AP	Subvention d'Equipements Grands Opérateurs Fondation Vasarely Programme propriétaires privés	-29 000,00 -25 000,00 -17 326,00
Total 2C - CULTURE				-71 326,00
Total CULTURE ET SPORTS				-71 326,00
DGS DELEGUEE	6D - Coordination de Projet et	DI549AP DI554AP DI644AP DI662AP2	CG13 déviations et Aménagement RD Echangeur A51/RD59 et RD14/RN296 CPER 201 Subvention LGV PACA MGA2 REA	-519 890,06 -686 351,00 -300 000,00 -885 000,00
Total 6D - Coordination de Projet et Foncier				-2 391 241,06
2E - Direction des Finances				DI810AP Acquisition terrain bâti 982 165,31
Total 2E - Direction des Finances				982 165,31
1BAT - MOIB				DI451AP Installations Générales Piscine Pertuis 50 000,00 DI462- 4A Etudes couveuse agricole de Luynes -648 000,00
Total 1BAT - MOIB				-598 000,00
Total DGS DELEGUEE				-3 007 075,75
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	EURPOL - Technopôle Arbois	DI9047 2021200800 DI9042AP DI9045TT DI9051AP	Devt immobilier entreprises Dev immobilier neuf Arbois ZAC Petit Arbois gestion eaux pluviales Perennisation patrimoine TTC Plan ESR Arbois	-200 000,00 -60 000,00 -150 000,00 -150 000,00 -500 000,00
Total EURPOL - Technopôle Arbois				-1 060 000,00
14 - Enseignement Supérieur Re				DI817AP Centre Hospitalier Aix Pertuis -2 373 733,98
Total 14 - Enseignement Supérieur Recherche				-2 373 733,98
3A - Développement économie				DI384AP8 CT2 Sub Pôle compé Conv. FUI 2015/2017 30 000,00 2021201300 CT2 Projet R&D Collaboratif 2022-2026 -16 800,00 DI384AP7 CT2 Projet R&D collaboratifs FUI -18 000,00 DI384AP9 CT2 Projet R&D collaboratifs FUI 2018 4 800,00
Total 3A - Développement économique				0,00
3D - Agriculture				DI301AP CT2 Halle TDP -50 000,00 DI302 CT2 Aide restructuration caves -60 000,00 DI345AP CT2 Fds Intervention Foncière Agriculture -200 000,00 DI462- 4A CT2 Pépinières Jeunes Agriculteurs -243 013,00
Total 3D - Agriculture				-553 013,00
3T - Tourisme				DI907 CT2 Subventions diverses -9 000,00 DI605AP CT2 Tourisme -40 000,00
Total 3T - Tourisme				-49 000,00
3I - ITER				DI371AP2 Cité de l'énergie -100 000,00
Total 3I - ITER				-100 000,00
14 - Enseignement Supérieur Re				2021002200 CPER 2021 - 2027 -1 000 000,00
Total 14 - Enseignement Supérieur Recherche				-1 000 000,00
Total DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, EMPLOI ET INNOVATION				-5 135 746,98
DEPLACEMENTS ET ESPACES PUBL	6B - Infrastructures	DI687 2021201100	Parking persuasion Aix Club Hippique CT2 - Travaux Entretien parking TPA	-25 000,00 -100 000,00
Total 6B - Infrastructures				-125 000,00
3C - Infrastructures Communau				2021200400 CT2 Réhabilitation Zones Activités 630 000,00 DI305AP8 AIX Aix Pôle d'activité rue G.Claude -400 000,00 DI305AP9 AIX PAA Rue G Lauzière 451,00 DI305A11 CT2 Aix Pôle d'activité Entrée Est RD59 -140 000,00 DI324AP CT2 Zi Avon Gardanne 490 000,00 DI325AP CT2 Zi Pradeaux Grésasque -182 000,00 DI610AP CT2 Réhab/Amngt Meyrargues Nord 290 700,00 DI809AP CT2 La Roque d'Anthéron ZAC Grand Pont 300 000,00 DI306AP1 CT2 Vitrolles - ZA Estroublans tranche 3 -68 000,00 DI305A12 CT2 Aix Pôle d'activité rue Hennebique -10 000,00 DI331AP CT2 Toutes zones Etudes et travaux -530 000,00 DI335AP1 CT2 Plan de campagne Pluvial collecteur -910 000,00 DI335AP2 CT2 Plan de Campagne rd point A51/RD543 -10 000,00
Total 3C - Infrastructures Communautaires				-538 849,00

Pole	Service	Opération	Libellé	Total
	SD - Aménagements de voiries	DI553AP	CT2 Voiries - Etudes et travaux	160 000,00
		DI202200100	CT2 Aires de Stationnement	100 000,00
		DI5523AP	CT2 Aix contournement les Milles	-340 000,00
	Total SD - Aménagements de voiries			-80 000,00
Total DEPLACEMENTS ET ESPACES PUBLICS				-743 849,00
URBANISME AMENAGEMENT	3B - Opérations d'aménager	DI6124AP	Pertuis Jas de Beaumont	-450 000,00
		DI202101000	Projet Gardanne Meyreuil	-80 000,00
		DI316AP	Aix ZAC de la gare	-100 000,00
		DI318	Simiane Collongue ZAC du Safré	-50 000,00
		DI3203AP	ZAC Vergeras St Estève Janson	5 000,00
		DI328	Aix en Provence, Projet Lignane	250 000,00
		DI319	Saint Paul Lez Durance Durance Eco quartier les	60 000,00
		DI6121AP	ZAC Pertuis extension	-100 000,00
		DI364AP	Vitrolles Cap Horizon	-200 000,00
	Total 3B - Opérations d'aménagement			-665 000,00
	15 - Appui aux communes	CCPD	CCPD	9 576 497,73
	Total 15 - Appui aux communes			9 576 497,73
	7B - Gens du voyage	DI702	Aires GDV	5 400,00
	Total 7B - Gens du voyage			5 400,00
	7 - Aide à la Pierre	DI712AP6	Aide à la pierre	41 100,00
	Total 7 - Aide à la Pierre			41 100,00
	7C - Politique de la ville	DI714AP	ANRU Aix	-1 000 000,00
	Total 7C - Politique de la ville			-1 000 000,00
Total URBANISME AMENAGEMENT				7 957 997,73
Total général				0,00

## La Section d'Investissement du Budget Supplémentaire de l'exercice 2022 pour l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix s'équilibre en dépenses et en recettes à 0 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2021\_CT2\_519 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 30 novembre 2021 adoptant le BP 2022 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2022\_CT2\_116 du Conseil du Territoire du 28 avril 2022 adoptant la Décision Modificative n°1 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2022 ;
- La délibération n°FBPA-001-11688/22/CM du Conseil de la Métropole du 5 mai 2022 adoptant la Décision Modificative n°1 du Budget Principal pour l'exercice 2022 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Ressources et Moyens du 10 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

## Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

### Délibère

#### Article unique :

Est adopté, par nature, le Budget Supplémentaire pour 2022 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### 2022 CT2 199

**Contrats Communautaires Pluriannuels de Développement pour les Communes du Territoire du Pays d'Aix - Mise à jour de l'affectation des crédits pour l'année 2022 et poursuite des engagements jusqu'en 2025**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de soutenir l'aménagement du territoire des communes et de contribuer à la réalisation des équipements communaux structurants, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (ci-après CPA) avait institué, par délibération du 29 novembre 2013, un dispositif de fonds de concours au bénéfice de ses communes membres dénommé « Contrat Communautaire Pluriannuel de Développement » (ou « CCPD ») et mis en œuvre au moyen de conventions conclues avec chaque commune membre.

Ce dispositif contractuel participe à la structuration et à l'aménagement du Territoire, tout autant qu'il permet aux communes de développer la qualité des équipements et des services mis à disposition des habitants.

Le contrat se conforme à l'article 186 de la Loi du 13 août 2004 qui a instauré un dispositif juridique

permettant le versement de fonds de concours par les EPCI à fiscalité propre à leurs communes membres et se conforme aux conditions prévues dans la loi précitée. En 2018, lors de la création de la Métropole Aix Marseille Provence, les contrats ont fait l'objet d'un transfert à la Métropole au même titre que tous les autres contrats en cours.

Les conventions conclues sur le fondement de ce dispositif sont entrées en vigueur tout au long de l'année 2014. Initialement, les contrats, prévus pour une durée de 7 ans, arrivaient à terme en 2020, les dates d'achèvement s'étalant entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 avril 2021 pour la majorité d'entre eux.

En raison de la crise sanitaire liée au COVID 19 et au retard pris sur les travaux engagés par les communes, la durée des CCPD a été prorogée de deux années supplémentaires, par délibération du Conseil de métropole en date du 18 février 2021. Cette prolongation visait à compenser les aléas d'une année soumise à une situation d'urgence sanitaire qui avait vu nombre d'engagements reportés et accompagner le Plan de Relance en faveur de l'économie locale. En outre, une durée supplémentaire de deux ans, à compter du 18 février 2023, a été prévue dans les contrats pour permettre la bonne fin de l'exécution financière des engagements de cofinancements, sans qu'il soit possible d'engager de nouvelles opérations postérieurement à cette date.

Ainsi la clôture des CCPD s'organise aujourd'hui en deux temps : une première échéance à la date du 18 février 2023 au-delà de laquelle le démarrage des opérations inscrites dans chaque contrat n'est plus possible, puis une période de 2 ans, jusqu'au 18 février 2025, permettant d'assurer le versement des fonds de concours pour couvrir les travaux engagés avant la première échéance.

Le COSTRA CCPD s'est réuni le 15 juin dernier afin de réévaluer les crédits affectés à chaque commune pour 2022 au regard des mouvements budgétaires prévus dans le cadre du vote du prochain Budget Supplémentaire. En effet, cet abondement au BS tient à la moindre exécution d'autres opérations qui subissent des décalages de réalisation ce qui permet de disposer d'une enveloppe financière supplémentaire.

Les crédits de paiement disponibles faisant l'objet de la répartition sont ainsi portés de 27.6 Millions d'€ à 37.176 Millions d'€.

Compte tenu des nouvelles disponibilités, il est proposé d'acter aujourd'hui l'affectation d'une deuxième enveloppe par commune établie pour 2022 selon les mêmes modalités de répartition de la première enveloppe. Pour rappel, le montant des fonds de concours mobilisables annuellement pour chaque commune est proratisé au début de chaque exercice budgétaire au regard des crédits de paiement alloués aux CCPD. Cette proratisation est effectuée en prenant en compte le montant annuel de fonds de concours le plus élevé versé à chaque Commune lors des années comprises entre 2014 et 2020 rapporté aux crédits affectés au dispositif CCPD sur l'année N.

La deuxième enveloppe 2022 est donc calculée à partir du nouveau CP de 37.176 Millions d'€ et sa répartition par commune est réalisée dans la limite du montant du contrat 2021-2023 conformément au tableau ci-joint. L'autorisation de programme des contrats reste inchangée, seule la ventilation annuelle des crédits de paiements est ajustée et il convient de confirmer la poursuite du soutien aux communes dans la réalisation des projets d'investissement qui sont aujourd'hui programmés grâce à ces fonds de concours jusqu'à leur échéance

Par ailleurs, compte tenu de la nécessité de garantir un taux d'exécution optimum, il est important de rappeler la règle de répartition des crédits qui ne pourront pas être utilisés par les communes dans les délais impartis. Au regard des impératifs du calendrier budgétaire métropolitain, les crédits non alloués au 15 octobre 2022 seront répartis entre les communes ayant effectivement transmis des demandes de versements, en priorisant les dossiers de celles ayant un taux de réalisation 2014-2020 inférieur à 30%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° 2013\_A192 du Conseil communautaire de la CPA du 23 novembre 2013, portant sur la mise en place d'un dispositif de soutien aux Communes dans le cadre de la dynamisation des projets ;
- La délibération n°2014\_A107 du Conseil communautaire de la CPA du 22 mai 2014, portant sur un avenant au contrat modifiant le préambule et les article 1 et 7 afin de préciser la gestion des projets communaux et d'en faciliter l'exécution pour chacune des communes membres ;
- La délibération du Bureau communautaire de la CPA du 9 avril 2015 portant sur un avenant 2015 prolongeant de 2 ans la durée des contrats ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;

- La délibération n°FBPA 015-9624/21/CM du Conseil de la Métropole du 18 février 2021 relative à l'approbation de l'avenant de prorogation des Contrats Communautaires Pluriannuels de Développement d'une durée de 2 ans pour les 36 communes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La réunion du COSTRA CCPD en date du 15 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de soutenir les Communes dans leurs projets d'investissement et de mettre à jour la répartition des crédits alloués aux CCPD.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la mise à jour de l'affectation des crédits pour l'année 2022 des CCPD et la poursuite des engagements jusqu'en 2025.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581162718 Nature 4581 Fonction 020 Autorisation de Programme CCPD.

**Article 3 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la présente mise à jour qui sera adressée à chaque commune.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Ressources – Foncier

**2022 CT2 200**

**AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'EPF PACA et la Commune de Simiane-Collongue - Secteur centre village**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le secteur dit « centre village », d'une superficie d'environ 10 hectares, situé au Nord de la Commune de Simiane-Collongue, a été identifié par la Commune comme un secteur potentiel de développement de l'habitat. En effet, il s'agit d'un espace stratégique, situé à proximité immédiate du collège et de la maison de retraite, et au sein duquel la commune est déjà propriétaire de plusieurs tenements fonciers.

Pour mener à bien ce projet, la Commune de Simiane-Collongue a sollicité l'EPF PACA pour l'accompagner dans la maîtrise foncière des biens nécessaires à la mise en œuvre de ce projet. Une convention d'intervention foncière a été signée le 23 janvier 2018 sur ce site entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune et l'EPF PACA. Depuis, l'opérateur foncier a acquis la totalité des biens nécessaires à la réalisation d'une opération mixte comprenant du logement incluant du logement locatif social, le transfert de l'EHPAD existant ainsi que la réalisation d'équipements publics.

La Commune souhaite se porter acquéreur du foncier appartenant à l'EPF PACA en vue de mettre en œuvre une consultation pour désigner l'opérateur de la partie relative aux logements et permettre le transfert de l'EHPAD existant. La Commune réalisera la partie équipements publics en maîtrise d'ouvrage directe.

Compte-tenu de l'ensemble des démarches initiées et afin de permettre à l'EPF PACA de finaliser la cession de ses terrains à la Commune, il est nécessaire de prolonger la durée de la convention initiale jusqu'au 31 décembre 2024 par l'approbation du présent avenant n°1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 017-1954/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant la convention d'intervention foncière en phase réalisation avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la Commune de Simiane-Collongue – Site Centre Village ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

#### **Où le rapport ci-dessus**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de finaliser les démarches de cession des terrains dont est propriétaire l'EPF PACA en prolongeant la durée de la convention initiale par voie d'avenant.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Simiane-Collongue et l'EPF PACA sur le site centre village ci-annexé.

##### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et toutes les pièces liées à ce dossier.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2022 CT2 201**

**AVIS - Approbation de l'avenant n°2 à la convention d'intervention foncière avec l'EPF PACA et la Commune de Bouc-Bel-Air - Secteur Bel Ombre**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le secteur dit « Bel Ombre » à Bouc-Bel-Air, d'une superficie d'environ 2,8 hectares, situé au Nord de la Commune, représente un espace de développement stratégique pour la Commune, afin notamment de répondre à ses objectifs en matière de production de logement.

Ainsi, en février 2012, la Commune a adhéré au partenariat conclu entre la Communauté du Pays d'Aix et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) visant à soutenir à court terme, la production d'habitat mixte. Dans ce cadre, l'EPF PACA a acquis en 2014 le site « Bel Ombre ».

Par la suite, une consultation d'opérateurs a été organisée sur une partie du foncier en vue de réaliser une opération d'habitat mixte comprenant une centaine de logements dont 50 % minimum de logements locatifs sociaux. A l'issue de cette consultation, deux opérateurs ont été retenus par les personnes publiques pour la réalisation d'un programme d'habitat mixte de 120 logements.

Cependant, la réalisation de ce projet est entravée par la présence de droits réels immobiliers grevant les terrains concernés. En effet, l'analyse des actes de mutation a révélé la présence d'une limitation de la constructibilité au profit des parcelles voisines aujourd'hui morcelées en plusieurs tènements et obérant la constructibilité du programme évoqué ci-dessus.

Pour mener à bien l'opération, il est préalablement nécessaire d'éteindre ces droits réels immobiliers. A cet effet, un dossier de déclaration d'utilité publique a été déposé par l'EPF PACA en Préfecture des Bouches-du-Rhône le 10 juin 2021, l'enquête publique a eu lieu et le commissaire-enquêteur a rendu un avis favorable.

Compte tenu de toutes les démarches initiées et afin de permettre à l'EPF PACA de poursuivre la procédure visant à éteindre la charge de densité pour mettre en œuvre le projet, il est nécessaire de prolonger jusqu'au 31 décembre 2025 la durée de la convention initiale par le présent avenant n°2.

Pour rappel, l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'EPF PACA et la Commune de Bouc-Bel-Air sur le secteur Bel Ombre signé le 21 mai 2021 avait pour objet, d'une part, d'autoriser l'EPF PACA à lancer la procédure de déclaration d'utilité publique pour lever la servitude de densité et d'autre part, d'augmenter l'engagement financier de la convention afin de permettre à l'EPF PACA de prendre en charge les frais financiers liés à cette procédure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 009-1227/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant la convention d'intervention foncière sur le secteur Bel Ombre à Bouc-Bel-Air ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° URBA 024-8999/20/BM du Bureau de la Métropole du 17 décembre 2020 approuvant l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière sur le secteur Bel Ombre à Bouc-Bel-Air ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de finaliser les démarches foncières afin de mettre en œuvre le projet d'aménagement, en prolongeant la durée de la convention initiale par voie d'avenant.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention d'intervention foncière conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Bouc-Bel-Air et l'EPF PACA, sur le site Bel Ombre ci-annexé.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et toutes les pièces liées à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 202**

**AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière conclue avec l'EPF PACA et la Commune de Pertuis sur le site "Entrée de ville - route de Villelaure"**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le site « Entrée de ville - route de Villelaure », renommé « Les Lilas », localisé à l'Ouest de la Commune dans le prolongement du tissu pavillonnaire, représente un espace de développement stratégique pour la commune afin de répondre aux besoins en logement en favorisant mixité urbaine et sociale. Ainsi, dans le cadre de la révision allégée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme la Commune de Pertuis a défini en 2015 les principales orientations d'aménagement du site.

Dans ce contexte, la Commune de Pertuis, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPF PACA ont contractualisé une Convention d'Intervention Foncière en opération d'ensemble en phase impulsion –réalisation sur ce site de près de 20 hectares.

Devenue exécutoire le 23 février 2017, la convention a permis à l'EPF PACA de se porter acquéreur de la totalité du foncier nécessaire au programme et d'initier une consultation d'opérateurs pour la réalisation d'une opération d'ensemble comprenant :

- Entre 300 et 310 logements (hors résidence seniors), collectifs (essentiellement une résidence intergénérationnelle à caractère social) et individuels, en accession et en locatif social,
- Des commerces et/ou services de proximité,
- Une résidence senior d'un minimum de 80 logements,
- Des espaces communs de desserte et d'agrément pour les futurs habitants.

L'ensemble de l'opération, d'environ 400 logements, devant comprendre à minima 30% de logements locatifs sociaux (LLS) et la partie hors résidence seniors (310 logements) 20% d'accession sociale en sus.

A l'issue de cette consultation, le groupement d'opérateurs économiques constitué et représenté par la société AMETIS PACA a été retenu par la Commune de Pertuis et l'EPF PACA pour la réalisation dudit programme, avec comme organisme social, la société UNICIL.

Une promesse de vente synallagmatique a été conclue entre l'EPF PACA et AMETIS sous différentes conditions dont la modification du PLU en vue de l'ouverture à l'urbanisation.

La convention d'intervention foncière en phase réalisation arrivant à échéance le 31 décembre 2022, il est nécessaire de prolonger de deux années la durée de la convention pour permettre la finalisation de la cession à l'opérateur désigné.

S'agissant des principales modalités juridiques et financières, la convention reste inchangée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 006-1224/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant la convention d'intervention foncière en phase impulsion-réalisation avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la Commune de Pertuis – Site entrée de Ville-Route de Villelaure ;

- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de finaliser les démarches initiées pour permettre la cession effective des terrains par l'EPF PACA à l'opérateur en prolongeant la durée de la convention initiale par voie d'avenant.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Pertuis et l'EPF PACA sur le site « Entrée de ville - route de Villelaure » ci-annexé.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et toutes les pièces liées à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**



## **2022 CT2 203**

### **AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière en phase réalisation avec l'EPF PACA et la Commune des Pennes-Mirabeau - Secteur de Pallières II**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le secteur de Pallières, d'une superficie d'environ 44 hectares, sis sur la Commune des Pennes-Mirabeau représentant un potentiel de développement stratégique, fait depuis longtemps, l'objet d'un partenariat entre la Commune des Pennes-Mirabeau, l'Etablissement Public Foncier PACA et l'ex Communauté d'agglomération du Pays d'Aix (devenue Territoire du Pays d'Aix au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence).

Afin d'y favoriser, en greffe urbaine, l'émergence d'un projet d'aménagement mixte à vocation d'habitat, d'activités et de services, une convention d'anticipation foncière a été signée entre les parties en novembre 2007. Un arrêté préfectoral du 7 novembre 2007 avait par ailleurs instauré une ZAD (Zone d'Aménagement Différé), aujourd'hui caduque, sur la totalité du périmètre.

Par délibération du conseil municipal de la Commune des Pennes-Mirabeau, en date du 26 février 2015, la ZAC Pallières II a été créée puis concédée à la SPLA (Société Publique Locale d'Aménagement) Pays d'Aix Territoires le 1<sup>er</sup> Juin 2015.

Suite à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence en 2016 par fusion des 6 anciens EPCI existants sur son territoire, la Métropole a défini par délibération du 19 octobre 2017, l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement. Ainsi en accord avec la Commune des Pennes-Mirabeau, la ZAC « Pallières II » a été déclarée d'intérêt métropolitain.

En outre, suite à la délibération du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, le transfert effectif de l'opération à la Métropole actant son périmètre ainsi que la date du transfert de maîtrise d'ouvrage a été décidé.

En conséquence, le traité de concession a été modifié par un avenant n°2 en date du 18 décembre 2018 afin que la Métropole devienne le concédant.

Dans ce contexte, la Commune des Pennes-Mirabeau, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur ont mis fin à la précédente convention d'intervention foncière en phase anticipation qui a permis à l'EPF d'assurer la maîtrise foncière de 6 hectares.

Cette dernière a été remplacée par une convention d'intervention foncière en phase réalisation sur le site « ZAC Pallières II » afin de poursuivre la maîtrise foncière, éventuellement par DUP (Déclaration d'Utilité Publique), et de permettre à l'EPF de réaliser des études pré-opérationnelles complémentaires.

Dans le cadre de cette convention, exécutoire depuis le 2 mars 2017, en cas d'absence de sortie opérationnelle au terme de la convention fixée au 31 décembre 2022, la Métropole se porte garante des

biens acquis dans la limite d'un montant de 20 millions d'euros.

Compte tenu du montant des acquisitions déjà réalisées et de la rétrocession d'une première tranche du foncier à la SPLA Pays d'Aix Territoires en date du 14 décembre 2020 afin de permettre de commencer la réalisation du programme, le portage financier de l'EPF PACA est aujourd'hui de 5,6 millions sur les 20 millions prévus au titre de la convention.

L'EPF PACA, la Commune des Pennes Mirabeau et la Métropole Aix-Marseille-Provence, souhaitent aujourd'hui poursuivre la mission de maîtrise foncière de l'EPF sur le restant de la ZAC par :

- Un allongement de la durée de la convention au 31 décembre 2025
- Une réduction du montant total de la convention de 5 millions, pour le porter à 15 millions €/HT contre 20 millions auparavant. Ce montant représentant le montant prévisionnel, en prix de revient, des investissements de toutes natures nécessaires à la réalisation des missions de l'EPF dans le cadre de l'exécution de la convention d'intervention foncière en phase réalisation.
- Une augmentation de l'engagement financier actuel de l'EPF PACA de 3 millions d'euros HT pour porter ce montant à 15 millions d'euros HT contre 12 millions d'euros HT auparavant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2007\_A154 du Conseil communautaire de la CPA du 20 juin 2007 approuvant la convention d'anticipation foncière tripartite entre la CPA, l'Etablissement Public Foncier ;
- La délibération n° 2010\_B559 du Bureau communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 approuvant l'avenant n°1 à la convention d'anticipation foncière tripartite entre la CPA, l'Etablissement Public Foncier et la Commune des Pennes-Mirabeau ;

- La délibération n°2012\_A023 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 approuvant l'avenant n°2 à la convention d'anticipation foncière tripartite entre la Communauté du Pays d'Aix, l'Etablissement Public Foncier et la Commune des Pennes-Mirabeau ;
- La délibération n°2012\_A224 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2012 approuvant l'avenant n°3 à la convention d'anticipation foncière tripartite entre la Communauté du Pays d'Aix, l'Etablissement Public Foncier et la Commune des Pennes-Mirabeau ;
- La délibération n° URB 008-1226/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant la convention d'intervention foncière en phase réalisation avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la Commune des Pennes-Mirabeau – Secteur Pallières II ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

#### Où le rapport ci-dessus

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### Considérant

- Qu'il convient de prolonger, par voie d'avenant, la convention foncière en phase réalisation entrée la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Commune des Pennes-Mirabeau jusqu'au 31 décembre 2025.
- Qu'il convient de réajuster la convention ainsi que l'engagement financier correspondant à 15 millions d'euros HT.

#### Délibère

##### Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière en phase réalisation entre la Métropole Aix-Marseille Provence, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Commune des Pennes-Mirabeau sur le secteur « Les Pallières II » ci annexé, portant réduction de la garantie de la Métropole de 20 à 15 millions d'euros.

##### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et toutes les pièces liées à ce dossier.

#### Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### 2022 CT2 204

**AVIS - Approbation de la convention d'intervention foncière avec l'EPF PACA et la Commune de Gardanne - Site Les Molx**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le secteur dit « Les Molx », d'une superficie d'environ 2,7 hectares, est situé au Sud-Est du centre-ville de la Commune de Gardanne, en limite d'une zone industrielle existante à l'Ouest et bordé au Sud par une zone agricole et à l'Est par un espace boisé classé.

Le site a été acquis par l'EPF PACA en 2014 dans le cadre de la convention multi-site habitat et avait initialement pour vocation d'accueillir une aire d'accueil des gens du voyage, sans que ce projet n'ait finalement pu aboutir.

Compte-tenu du contexte industriel du secteur et des besoins en foncier économique, les personnes publiques se sont accordées pour faire évoluer la destination du secteur et y accueillir une opération de développement économique.

Toutefois, afin de permettre à l'EPF PACA de finaliser la cession des terrains à un opérateur, il est nécessaire d'adapter le cadre conventionnel liant la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Gardanne et l'EPF PACA.

S'agissant des principales modalités juridiques et financières, la convention prendra effet à compter de sa signature et prendra fin au 31 décembre 2027. La garantie de rachat incombant à la Métropole est fixée dans la présente convention à 2 millions d'euros. Elle correspond au montant des dépenses effectuées par l'EPF PACA pour l'acquisition et le portage du terrain au titre de la convention Habitat à caractère Multisites. Une enveloppe budgétaire complémentaire est proposée pour d'éventuelles acquisitions foncières supplémentaires en limite du périmètre et qui permettraient de contribuer à l'atteinte des objectifs du projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de finaliser les démarches de cession des terrains dont est propriétaire l'EPF PACA par la conclusion d'une convention.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention d'intervention foncière à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Gardanne et l'EPF PACA sur le site Les Molx ci-annexée.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et toutes les pièces liées à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 205**

**AVIS - Constat de désaffectation et déclassement du domaine public métropolitain d'un lot de volume issu de la parcelle AI 85 affectée au Canal de Marseille sur la Commune des Pennes-Mirabeau, quartier Bellepeire**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire sur la Commune des Pennes Mirabeau, dans le quartier des Giraudet, d'une parcelle non bâtie, cadastrée section AI numéro 85 pour une contenance d'environ 1158 m².

Cette parcelle, a originellement été acquise et intégrée au domaine public de la ville de Marseille pour la réalisation d'un ouvrage d'art souterrain, dit « souterrain de l'Assassin », permettant le passage du Canal de Marseille. Cet ouvrage débouche quelques mètres plus au sud, sur la parcelle AI86 sur laquelle se trouve la station du Canal de Marseille dite des « Giraudets ».

En tant que bien immobilier affecté au service public de l'eau, la parcelle AI 85 a ensuite été intégrée dans le patrimoine de la communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM) avant d'être transférée le 26 décembre 2019 dans le patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP). Etant traversée par un ouvrage public affecté au service public d'eau potable, la parcelle AI 85 fait partie du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La SARL IMMO DL a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'acquisition à titre onéreux, d'un volume de propriété correspondant à la surface de la parcelle cadastrée section AI n°85. Cette acquisition s'avère indispensable pour permettre la réalisation de son projet de construction de 8 bâtiments comprenant 72 logements collectifs sur deux parcelles privées qui jouxtent la parcelle AI 85 conformément au permis d'aménager n° 013 071 21 C0030 délivré le 23 septembre 2021.

Ce volume qui s'étendrait sur la totalité de la surface de la parcelle AI 85 et jusqu'à 1 mètre de profondeur, permettrait à l'aménageur d'y réaliser une voirie privée, des réseaux en tréfonds et un espace vert.

Afin de permettre la réalisation du programme immobilier, il est donc envisagé de procéder à la vente de la surface, jusqu'à un mètre de profondeur, de la parcelle concernée, tout en conservant la propriété du sous-sol où se trouve l'ouvrage d'art du Canal de Marseille, lequel doit rester affecté au service public.

Conformément aux dispositions de l'article L.2141-1 du Code général de la propriété des personnes publiques la sortie d'un bien du domaine public est conditionnée, d'une part, par une désaffectation matérielle du bien et d'autre part, par une décision administrative constatant cette désaffectation et portant déclassement du bien.

La parcelle AI 85 fait donc l'objet d'un projet de division en volume afin d'en détacher deux lots conformément aux plans apparaissant dans l'Etat Descriptif de Division en Volume (EDDV) ci-annexé (ANNEXE 1).

Les lots se décomposent de la manière suivante :

- Un lot volume n° 2000 correspondant à la surface de la parcelle AI85, s'étendant sans limite de hauteur et jusqu'à un mètre de profondeur, qui a vocation à être cédé à la société IMMO DL.
- Un lot volume n° 1000 correspond au tréfonds dans lequel se trouve l'ouvrage d'art du Canal de Marseille, s'étendant à partir du niveau naturel retransché d'un mètre, qui restera affecté au service public.

Les caractéristiques du lot volume n° 2000, en nature de terre et de végétation et sans lien fonctionnel avec l'ouvrage souterrain situé entre 7.88 et 10.2 mètres de profondeur, permettent de constater son absence d'affectation à l'usage direct du public ou à un service public au sens de l'article L.2111-1 du Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 Juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite céder la surface d'une parcelle affectée au Canal de Marseille (futur lot volume n° 2000), sans impacter l'ouvrage souterrain (futur lot volume n° 1000), pour permettre de réaliser un programme immobilier autorisé par la Commune des Pennes-Mirabeau.
- Qu'il est nécessaire, préalablement à cela, de diviser la parcelle AI 85 en deux lots volumes (n° 1000 et n° 2000) et de constater la désaffectation du lot n° 2000 pour permettre de prononcer son déclassement du domaine public.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'acte authentique portant division en volume de la parcelle cadastrée section AI N°85 sise sur la Commune des Pennes-Mirabeau en 2 lots volumes, conformément à l'Etat Descriptif de Division en Volume (EDDV) ci-annexé.

**Article 2 :**

Est constatée la désaffectation du lot volume n° 2000, représentant une surface base d'environ 1158m², s'étendant sur un mètre de profondeur à partir du terrain naturel, tel qu'il apparaît sur les plans ci-annexés.

**Article 3 :**

Est prononcé, le déclassement du lot volume n° 2000 tel que désigné à l'article 2, du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour être incorporé à son domaine privé.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette division et prendre toutes les dispositions y concourant.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2022 CT2 206**

**AVIS - Cession à titre onéreux d'un lot de volume sur la parcelle cadastrée AI 85 sise sur la Commune des Pennes-Mirabeau au bénéfice de la société IMMO DL**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire sur la Commune des Pennes Mirabeau, dans le quartier des Giraudet, d'une parcelle non bâtie, cadastrée section AI numéro 85 pour une superficie de 1158 m<sup>2</sup>, constituée de deux lots volumes.

Cette parcelle a originellement été acquise et intégrée au domaine public de la ville de Marseille pour la réalisation d'un ouvrage d'art souterrain, dit « souterrain de l'Assassin », permettant le passage du Canal de Marseille. Cet ouvrage débouche quelques mètres plus au sud, sur la parcelle AI 86 sur laquelle se trouve la station dite des « Giraudets ».

En tant que bien immobilier précédemment affecté au service public de l'eau, la parcelle AI 85 a ensuite été intégrée dans le patrimoine de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM) avant d'être transférée le 26 décembre 2019 dans le patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP).

Etant traversée par un ouvrage public affecté au service public d'eau potable, la parcelle AI 85 fait partie du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La SARL IMMO DL a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'acquisition à titre onéreux, d'un volume de propriété correspondant à la surface de la parcelle cadastrée section AI n°85.

Cette acquisition s'avère indispensable pour permettre la réalisation de son projet de construction de 8 bâtiments comprenant 72 logements collectifs sur deux parcelles privées qui jouxtent la parcelle AI 85 conformément au permis d'aménager n° 013 071 21 C0030 délivré le 23 septembre 2021.

Ce volume qui s'étendrait sur la totalité de la surface et jusqu'à 1 mètre de profondeur de la parcelle AI 85 permettrait d'y réaliser une voirie privée, des réseaux en tréfonds et un espace vert.

Afin de permettre la réalisation de ce programme immobilier, il a été envisagé de procéder à la vente de l'emprise de surface concernée, tout en conservant la propriété du sous-sol, où se trouve l'ouvrage d'art du Canal de Marseille.

Dans le cadre du permis d'aménager susvisé, la Société des Eaux de Marseille (SEM) a imposé le respect d'un certain nombre de prescriptions (ANNEXE 1) parmi lesquelles la réalisation d'études géotechniques dont les prescriptions devaient impérativement être « prises en compte par le promoteur pour garantir l'intégrité du souterrain de l'Assassin qui se trouve sous la voie d'accès au projet immobilier ».

Sur la base des études géotechniques transmises par la SARL IMMO DL démontrant l'absence de risque pour l'intégrité du souterrain de l'assassin, le bureau d'étude ARCADIS mandaté par la SEM / Métropole devra donner un avis favorable, permettant à la SEM de rendre un avis favorable définitif sans lequel l'acte authentique ne pourra pas être signé.

Ainsi, pour permettre la réalisation de ce programme immobilier, la parcelle AI 85 devait faire l'objet du détachement d'un lot volume et d'un déclassement du domaine public.

Par une délibération intervenue préalablement, le même jour, le Bureau de la Métropole a autorisé la division en volumes de la parcelle cadastrée AI 85 en deux lots volumes (ANNEXE 2), a constaté la désaffectation du lot volume n°2000 correspondant à la surface de la parcelle AI 85 et s'étendant sur un mètre de profondeur pour une superficie d'environ 1158m<sup>2</sup> puis a prononcé le déclassement de ce lot volume.

Il s'agit maintenant d'autoriser la cession du lot volume n°2000 sous réserve de la réalisation des conditions suivantes :

- **Encadrement de l'espace vert :** Intégration d'une interdiction de plantation à système racinaire sur le lot volume n°2000 au sein :
  - De l'Etat Descriptif de Division en Volume (EDDV)
  - Du règlement de copropriété de l'ensemble immobilier à créer (sur les parcelles AI 212 85,74, 83, 287 et sur le lot volume n°2000)
  - Dans tous actes translatifs des lots de copropriétés de l'ensemble immobilier à créer.

Il est par ailleurs rappelé que le porter à connaissance des périmètres de protection du Canal de Marseille (PPRR et PRRS), qui réglemente également les plantations, s'applique à l'ensemble des parcelles de l'ensemble immobilier à créer, dès lors qu'elles sont couvertes par le périmètre de protection.

- Clôture séparative de l'ensemble immobilier et du complexe des Giraudets : Engagement de la SARL IMMO DL à faire édifier une clôture séparative afin d'éviter toute intrusion dans le complexe des Giraudets. Cet engagement devra également être repris, complété d'une obligation de maintien en bon état d'entretien au sein du règlement de copropriété de l'ensemble immobilier à créer.
- Respect des prescriptions du périmètre de protection : Intégration du « porter à connaissance » des périmètres de protection du Canal de Marseille au sein de
  - L'Etat Descriptif de Division en Volume (EDDV).
  - Du règlement de copropriété de l'ensemble immobilier à créer sur les parcelles AI 212 85,74, 83, 287 et sur le lot volume n°2000
  - Dans tous actes translatifs des lots de copropriétés de l'ensemble immobilier à créer.

Il est rappelé en particulier que le stationnement des véhicules est strictement interdit sur les emprises des périmètres de protection du Canal de Marseille. Le constructeur s'assurera de prendre toutes dispositions constructives permettant le respect de cette disposition nécessaire à la pérennité des ouvrages.

- Transmission des études géotechniques en cours de travaux

Par ailleurs, l'acquéreur consent, au bénéfice de la personne publique compétente en matière d'eau potable et de son délégataire ou de toute personne autorisée par ces derniers, à la constitution d'une servitude de passage à pied ou avec tout véhicule sur la parcelle AI 212, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé (ANNEXE 3). Cette servitude permet d'une part, d'accéder au reliquat de la voie de contournement de l'ouvrage public sise sur le confront Nord-Ouest et Nord de la parcelle AI 85 et d'autre part, d'accéder aux regards réalisés à la surface du lot volume n°2000 sur le périmètre de protection du Canal de Marseille.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro 13071005T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 30 juin 2022 portant constat de désaffectation et déclassement du domaine public métropolitain d'un lot volume issu d'une parcelle affectée au Canal de Marseille, sur la Commune des Pennes-Mirabeau ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n°2022-13040-31047 en date du 05 mai 2022 ;
- Le permis d'aménager n°013 071 21 C0030 délivré le 23 septembre 2021 comprenant l'avis favorable sous réserve de la SEM ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 Juin 2022.

### **Où le rapport ci-dessus**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Le porter à connaissance « périmètres de protection du Canal de Marseille » de décembre 2020 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite céder à la SARL IMMO DL le lot volume n°2000 de la parcelle AI 85 pour permettre de réaliser un programme immobilier autorisé par la Commune des Pennes-Mirabeau ;
- Que le lot volume n°2000 a fait l'objet d'un déclassement du domaine public le 30 juin 2022.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée, sous réserve de l'avis favorable définitif de la SEM, au regard des études géotechniques requises, qui devra être annexé à l'acte authentique, la cession par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SARL IMMO DL aux conditions susvisées, du lot volume n°2000 représentant une superficie de 1158m<sup>2</sup> et s'étendant sur un mètre de profondeur à partir de la surface, à détacher de la parcelle non bâtie cadastrée Section AI n°85 sise Commune des Pennes-Mirabeau, quartier de Bellepeire, pour un montant de 95 000 euros HT, soit 114 000 euros TTC, conformément au plan ci-annexé.

### Article 2 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage à pied ou avec tout véhicule sur la parcelle AI 212 au bénéfice de la personne publique compétente en matière d'eau potable, son délégataire ou toute autre personne désignée par eux autorisée, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé (ANNEXE 3) permettant d'une part, d'accéder au reliquat de la voie de contournement de l'ouvrage public sise au Nord-Ouest et au Nord de la parcelle AI 85 et d'autre part, d'accéder aux regards réalisés à la surface du lot volume n°2000 sur le périmètre de protection du Canal de Marseille.

### Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à la cession et à la constitution de servitude ainsi qu'à prendre toutes les dispositions y concourant.

### Article 4 :

Les frais de géomètres, ainsi que tous les droits, honoraires et frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la SARL IMMO DL.

### Article 5 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe eau du territoire de Marseille Provence sur la section de fonctionnement sur la nature 775.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Mobilité - Déplacements, mobilité, transports et infrastructures**

### 2022 CT2 207

**AVIS - Actualisation des principes directeurs des règles d'accès et de redevances applicables aux opérateurs des gares routières de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est autorité organisatrice de Mobilité. A ce titre, elle est gestionnaire des gares routières sur son territoire et fixe les principes, les règles d'accès et les redevances applicables aux utilisateurs des gares routières.

Par délibération N°2015\_A313, le 17 décembre 2015, la communauté du Pays d'Aix avait approuvé des montants de redevances transporteurs pour les gares routières existantes du Pays d'Aix et tous les nouveaux Pôles d'échanges à venir dès leur ouverture.

Le 15 juin 2016, l'Autorité de Régulation des Transports (ART) qui contrôle et régit les accès, la non-discrimination des transporteurs et les règles de gestion des Gares Routières, a adopté la décision n°2016-101 relative à la structure-type des règles d'accès aux aménagements de transport. Celle-ci a été complétée le 4 octobre 2017 par la décision n°2017-116 relative aux règles tarifaires, à la procédure d'allocation des capacités et à la comptabilité propre des aménagements de transport routier.

Afin de répondre aux exigences de l'ART, la Métropole d'Aix-Marseille Provence avait adopté le 15 décembre 2016 par délibération TRA 018-1393/16/CM les principes garantissant aux opérateurs de transport des règles d'accès transparentes, objectives et non discriminatoires, conformément aux exigences réglementaires issues de l'ordonnance « gares routières ».



L'ART avait également demandé à la Métropole de mettre en conformité les règles d'accès aux gares et les redevances en respectant les décisions sus visées et ses prescriptions, et d'intégrer les informations suivantes, dès lors qu'elles étaient applicables à l'aménagement :

- Présentation de l'aménagement,
- Description des prestations d'accès et des services complémentaires,
- Conditions d'accès à l'aménagement,
- Tarification et facturation (si l'équipement était soumis à tarification),
- Conditions d'utilisation de l'aménagement.

Ainsi, conformément aux obligations dictées par l'ART, les règles d'accès harmonisées seront applicables au sein des gares routières suivantes :

A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022 pour :

- PEM d'Aire de Crau à Salon de Provence
- PEM de Gardanne
- PEM de Trets
- PEM de Pertuis
- PEM Danielle Casanova à Martigues
- Gare Routière Jean Dupas à Vitrolles
- Gare Routière de Fos sur Mer

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour :

- PEM Plan d'Aillane à Aix en Provence
- PEM Aréna à Aix en Provence

Dans ce cadre, la délibération N°2015\_A313 du 17 décembre 2015 du Pays d'Aix sera abrogée.

Par ailleurs, le 16 mai 2019, la délibération TRA 003-5982/19/CM a permis d'adopter les règles d'accès et les tarifs de redevances de touchers de quais pour les sites de Gare routière d'Aix en Provence, Gare routière du Krypton (Aix en Provence), Gare routière de Marseille Saint Charles.

Depuis 2021, l'ART accepte qu'il n'y ait plus encaissement des redevances dès lors que l'exploitant de la gare routière est aussi son principal utilisateur. En conséquence, la Métropole fait le choix de ne plus procéder aux encaissements des redevances concernant les services exploités par cette dernière à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Toutefois, et par mesure d'équité, la formule de calcul des redevances applicables aux autres opérateurs, tiendra compte du montant que les services organisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence auraient dû payer.

La Métropole Aix-Marseille-Provence se réserve le droit d'appliquer ces règles d'accès à l'ensemble des Pôles d'Echanges Multimodaux et gares routières métropolitains actuels et à venir.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A313 du 17 décembre 2015 de la communauté du Pays d'Aix approuvant les montants de redevances transporteurs pour les gares routières du Pays d'Aix ;
- La décision n°2016-101 de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières du 15 juin 2016 relative à la structure-type des règles d'accès aux aménagements de transports ;
- La décision n°2017-116 du 4 octobre 2017 relative aux règles tarifaires, à la procédure d'allocation des capacités et à la comptabilité propre des aménagements de transport routier ;
- La délibération n° TRA 003-5982/19/CM du 16 mai 2019, adoptant les règles d'accès et les tarifs de redevances de touchers de quais pour les sites de Gare routière d'Aix en Provence, Gare routière du Krypton (Aix en Provence), Gare routière de Marseille Saint Charles ;
- L'information aux Conseils de Territoire.

**Où il le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de réviser les règles d'accès aux pôles multimodaux et aux gares routières conformément aux exigences réglementaires issues de l'Autorité de Régulation des Transports (ART).
- Que la Métropole souhaite modifier les modalités d'encaissement des redevances concernant ses propres services tout en respectant les principes d'équité pour le calcul des services des opérateurs extérieurs.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvés les principes directeurs, les nouvelles règles d'accès et de redevances applicables aux gares routières de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ceux-ci se substituent aux règles définies par la délibération N°2015\_A313 du 17 décembre 2015 qui est abrogée.

### **Article 2 :**

Les principes directeurs des règles d'accès applicables aux opérateurs des gares routières de la Métropole Aix-Marseille Provence entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2022. Les principes directeurs des redevances entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2022 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille Provence chapitre 011 nature 611 en dépenses et chapitre 70 nature 7068 en recettes.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

### **2022 CT2 208**

#### **AVIS - Approbation du règlement des transports scolaires applicable pour l'année scolaire 2022-2023**

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 15 décembre 2016 le transfert de compétence de transport interurbain du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1 janvier 2017.

La Métropole devient donc sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants :

- Transport routier de personnes non urbain ;
- Transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L1231-2 du Code des transports et dans les conditions réglées par son décret;
- Transport scolaire au titre de l'article L311-8 du Code des Transports.

75 000 élèves sont pris en charge par la Métropole.

Dans la perspective d'harmoniser progressivement l'organisation des transports scolaires sur le territoire métropolitain il est proposé d'adopter un règlement des transports scolaires métropolitain rénové à compter de l'année scolaire 2022/2023.

Il définit :

- les ayants droit et les conditions à remplir pour bénéficier du transport scolaire organisé par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- les conditions de création et d'organisation des services spécialisés assurant la desserte des établissements d'enseignement pour le transport des élèves ;

- les modalités d'inscription aux transports scolaires ;
- le rôle des différents acteurs (Métropole Aix-Marseille-Provence, Transporteurs, Organismes Locaux) ;
- les règles pour assurer la discipline et la bonne tenue des élèves, à la montée, à la descente et à l'intérieur des véhicules affectés aux services de transport scolaire ;
- les conditions à remplir pour bénéficier d'une participation financière aux frais de transport engagés par la famille en l'absence de transport public (aides individuelles au transport ou « AIT ») ;
- le protocole sanitaire.

Ce règlement est joint en annexe.

La Métropole a pour objectif de maintenir le niveau de services assurés aux usagers

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports et notamment l'article L311-8
- Le Code de la Route;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'information aux Conseils de Territoire.

#### **Où le rapport ci-dessus**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'approuver le règlement des transports scolaires applicable pour l'année scolaire.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le règlement des transports scolaires métropolitain applicable à compter de l'année scolaire 2022/2023.

Il annule et remplace tous les précédents.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2022 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille Provence: Chapitre 70 et 74 Nature 7061 – 70612 – 70614 7474 Sous- Politique C220 –A430, Chapitre 011 Nature 6287– Sous-Politique C220.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

## **2022 CT2 209**

### **AVIS - Actualisation des règlements intérieurs des parkings relais métropolitains**

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération MOB 003-8330/20/CM du 31 juillet 2020, le règlement des parkings relais hors P+R Marseille a été modifié afin d'harmoniser leur mode de fonctionnement sur l'ensemble du territoire, hors Marseille dans un premier temps.

Les parcs relais ont vocation à accueillir un stationnement de courte durée, conditionné à l'utilisation des transports en commun. Or il apparaît que de nombreux usagers en détournent l'usage pour y stationner sur une longue durée ou sans utiliser les transports en commun.

Face à ce constat, il convient de simplifier et harmoniser les modalités d'accès aux parcs relais hors Marseille et parcs relais Marseille, en rappelant que leur accès reste exclusivement conditionné à l'utilisation des transports en commun sur l'ensemble du territoire métropolitain et sur les durées définies ci-après.

Dans ces nouveaux règlements, il est précisé les notions suivantes :

#### **1 - Parkings relais (P+R) métropolitains (Marseille)**

Le règlement d'exploitation des parkings relais de la Métropole de Marseille a été revu dans sa globalité afin d'être en cohérence avec le règlement des parkings relais métropolitains (Hors Marseille).

Le stationnement sera limité à une journée (soit de 04h30 à 08h00 le lendemain). Au-delà, une majoration tarifaire sera appliquée.

Le weekend et jours fériés (du vendredi 4h30 au lundi 8h00), le stationnement ne donnera pas lieu à une majoration tarifaire pour les abonnés en vertu de la mise en place de la fonctionnalité P2R en relais-résidents (stationnement de nuit avec fonction relais et les transports en commun avant sortie du véhicule).

#### **2 - Parkings relais (P+R) métropolitains (hors Marseille)**

Le stationnement sera limité à une journée (soit de 06h30 à 08h00 le lendemain). Au-delà, une majoration tarifaire sera appliquée.

Le weekend et jours fériés (du vendredi 6h30 au lundi 8h00), le stationnement n'est pas soumis à majoration tarifaire pour les abonnés qui bénéficient de la fonction P2R.

Deux parkings relais proposent des droits d'accès différenciés :

- P+R AIX Colonel Jean-Pierre : 7 journées consécutives de stationnement sont autorisées, la majoration tarifaire n'intervenant qu'à partir du 8<sup>ème</sup> jour (applicable pour les abonnés et occasionnels transports).
- P+R AIX Plan d'Aillane : 14 journées consécutives de stationnement sont autorisées, la majoration tarifaire n'intervenant qu'à partir du 15<sup>ème</sup> jour. Sur ce parking, les usagers de la ligne 40 (Gare TGV et Aéroport) disposent de la gratuité de stationnement pour une durée de 7 jours, sur présentation du titre de transport au guichet d'accueil de cette ligne.

#### **3 - Parkings relais (P+R) métropolitains : Modalités communes.**

-La pénalité pour détournement d'usage sera harmonisée sur les deux secteurs.

Certains P+R métropolitains pourront également proposer des possibilités de stationnement lors d'événements spécifiques. Dans ce cas, un forfait sera mis en place. Les modalités d'accès aux parkings seront détaillées sur le site [www.rtm.fr](http://www.rtm.fr) ou sur le site [www.lepilote.com](http://www.lepilote.com).

Ces nouveaux règlements seront applicables au sein des sites actuels et à venir. Toutefois, pour plus de souplesse, toute spécificité inhérente au fonctionnement d'un équipement sera portée à la connaissance du public par voie d'affichage sur place, et sur internet via le site [www.lepilote.com](http://www.lepilote.com).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération 2016-CT2-292 du 8 décembre 2016 modifiant les règlements intérieurs des gares routières, parkings relais et parcs relais vélo.

- La délibération MOB 003-8330/20/CM du 31 juillet 2020 modifiant les règlements intérieurs des gares routières, parkings relais et parcs relais vélo afin d'harmoniser leur fonctionnement ;
- L'information des Conseils de Territoire.

## **Où le rapport ci-dessus**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient d'actualiser les règlements des parcs relais métropolitains (Marseille et hors Marseille) afin d'adapter ces derniers à leurs usages et d'harmoniser les droits d'accès.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvés les règlements intérieurs cadre applicables au sein des parkings relais métropolitains.

#### **Article 2 :**

Ces règlements intérieurs se substituent aux règlements actuels, dès leur approbation par le Conseil de la Métropole. Ils entreront en vigueur à leur retour du contrôle de légalité.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

#### **2022 CT2 210**

#### **AVIS - Actualisation des modalités d'occupation et tarifs des pôles d'échanges et parkings relais métropolitains**

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération 006-8333/20/CM du 31 juillet 2020, la Métropole a approuvé les nouvelles modalités d'occupation et loi tarifaire des Pôles d'échanges et Parkings Relais (P+R) de la Métropole Hors Marseille RTM.

Les parcs relais sont des outils de mobilité. Ils permettent aux usagers des transports de stationner leur véhicule en périphérie des villes, puis d'utiliser en chainage, un service de transport en commun. Ces parkings relais accueillent les usagers en courte durée (1 journée). Leur vocation consiste à limiter l'usage des véhicules personnels jusqu'au lieu de destination, en préférant pour ce faire l'utilisation des réseaux de transport.

La Métropole dispose de plusieurs parcs relais sur son territoire qui montrent une hétérogénéité tarifaire et des usages.

C'est dans ce contexte qu'il est proposé de toiletter la gamme tarifaire afférente pour donner plus de lisibilité aux usagers des transports tout en incitant leur usage grâce à une tarification adaptée.

En outre, les parcs relais font partie du bouquet de services offerts aux usagers des transports. C'est ainsi qu'à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022, les droits d'accès aux P+R sont intégrés au sein des produits tarifaires des transports en commun (hors abonnements scolaires).

L'annexe ci-jointe la nouvelle tarification applicable au 1<sup>er</sup> septembre pour les réseaux de la Métropole Mobilité.

Il est proposé que les tarifs TTC des parkings s'établissent comme suit :

#### **1 - RESEAU RTM**

- Forfait journée : 5€ (dont 2,80 € de transports collectifs et 2,20 € de parking relais) (Recharge d'euros sur Porte-Monnaie Transport (PMT). Ce tarif se substitue à la tarification au quart d'heure.
- Titre évènementiel stationnement : 5 € pour 5 heures de stationnement dans un P+R éligible au dispositif.
- Dépassement de durée de stationnement : 15 €.

#### **2 – RESEAU CIOTABUS**

Forfait journée.

- 3,50 € qui intègre le titre de transport aller-retour (hors TER) et le P+R pour la journée
- Titre évènementiel stationnement : 5 € pour 5 heures de stationnement dans un P+R éligible au dispositif.
- Dépassement de durée de stationnement : 15 €.
- Passage du « ticket perdu » de 30 € à 28 €.

#### **3 - RESEAU AIX EN BUS**

- Forfait journée : 3,50€ qui intègre le titre de transport aller-retour et le P+R pour la journée (ancien tarif : 2,50 €).
- Titre évènementiel stationnement : 5 € pour 5 heures de stationnement dans un P+R éligible au dispositif.
- Dépassement de durée de stationnement : 15 €.
- Passage du « ticket perdu » de 30 € à 28 € correspondant à l'abonnement 30 jours du réseau Aix-en-bus.

#### **4- RESEAU PAYS D'AIX MOBILITE**

- Forfait journée : 3,50€ qui intègre le titre de transport aller-retour (hors TER) et le P+R pour la journée (ancien tarif : 2,50€).
- Titre évènementiel stationnement : 5 € pour 5 heures de stationnement dans un P+R éligible au dispositif.
- Dépassement de durée de stationnement : 15 €.
- Passage du « titre perdu » de 30 € à 28 €.

Les autres tarifs actuellement en vigueur sont inchangés.

## 5- Autres modifications apportées à l'annexe tarifaire.

Par délibération N° MOB-010-11734/22/CM en date du 5 mai 2022, la Métropole a harmonisé la tarification du réseau interurbain lecar/Cartreize. Plusieurs points méritent d'être précisés concernant les conditions d'application des tarifs lecar/Cartreize et ils sont modifiés dans l'annexe.

Les titres de transport de la gamme actuelle interurbaine lecar/Cartreize seront bien utilisables à bord jusqu'au 29 août 2022 inclus. En revanche, il est proposé d'avancer la date de vente et d'utilisation de la nouvelle gamme tarifaire interurbaine au 3 août 2022 Ceci, afin de permettre aux clients d'utiliser progressivement la nouvelle gamme. Il s'agit de donner l'opportunité aux usagers détenteurs de produits actuellement en vigueur de les écouler durant l'été et ainsi d'éviter trop d'opérations de « Services Après-Vente » pendant les premiers jours de la rentrée, période traditionnellement très chargée. Ces opérations génèreraient une saturation des points de vente et, de ce fait, un mécontentement des voyageurs.

Enfin, dans un objectif d'harmonisation et de lisibilité, la mention « 30 jours » remplace la mention « mensuel » pour les titres des gammes « Métropole » et « lecar/Cartreize ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° MOB-006-8333/20/CM du 31 juillet 2020, approuvant les nouvelles modalités d'occupation et loi tarifaire des Pôles d'échanges et Parkings Relai (P+R) de la Métropole hors Marseille ;
- La délibération n° MOB-010-11734/22/CM du 5 mai 2022, harmonisant la tarification du réseau interurbain lecar/Cartreize ;
- L'information des Conseils de Territoires.

#### **Où le rapport ci-dessus**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Considérant**

- Que les parcs relais sont des outils de mobilité permettant de limiter l'usage de la voiture tout en favorisant l'usage des transports en commun ;
- Que les tarifs de ces parcs relais doivent être homogénéisés et intégrés au sein des produits de transport ;
- Qu'il est nécessaire de prévoir une tarification spécifique pour l'usage des P+R lors de certains événements ;
- Qu'il convient par ailleurs de modifier les conditions d'application de la nouvelle gamme tarifaire interurbaine lecar/Cartreize.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées les nouvelles modalités d'occupation et la loi tarifaire des pôles d'échanges et parkings relais métropolitain à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022.

### **Article 2 :**

Sont approuvées les conditions d'application de la gamme tarifaire interurbaine lecar/Cartreize à compter du 3 août 2022 au lieu du 29 août initialement prévu.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe « Transports métropolitains » 2022 de la Métropole Aix-Marseille-Provence au chapitre 70 - nature 7061.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

### **2022 CT2 211**

**AVIS - Approbation du bilan de la concertation préalable dans le cadre du projet d'extension du Bus à Haut Niveau de Service-ZENIBUS sur les communes de Marignane et des Pennes-Mirabeau**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole du 13 juillet 2017 a approuvé un premier programme de prolongement du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) ZENIBUS, par délibération n° TRA 005-2329/17/CM.

Ce prolongement initial consistait à desservir, avec une seule ligne, au sud, la ZAC des Florides à Marignane et à l'est, la zone commerciale de Plan de Campagne.

Ces deux prolongements amènent à un linéaire total de la ligne d'environ 23,86 km sur les 4 communes traversées (Marignane, Vitrolles, Saint-Victoret et Les Pennes-Mirabeau), avec des extensions d'un total de 6,8km dont :

- Extension Sud vers le Technoparc des Florides pour 2,4km,

- Extension Est vers le futur Pôle d'Echanges Multimodal de Plan de Campagne pour 4,4km.

Par la suite, le Conseil de Métropole a approuvé le 4 juin 2021, par délibération n° MOB 008-10133/21/CM, un nouveau projet d'extension du ZENIBUS qui intègre notamment la mise en service de deux lignes de BHNS, accompagné d'un programme modificatif.

Cette modification du projet initial a été proposée afin de garantir la fiabilité du service tout au long du linéaire du ZENIBUS et apporter une hausse des fréquences de bus sur un tronç commun à Vitrolles, connaissant aujourd'hui la plus forte fréquentation.

Ainsi, à l'horizon 2025, le nouveau service ZENIBUS sera doté de deux lignes :

- ZEN A : Pôle d'Echanges Multimodal de Cap Horizon (Vitrolles) <> Pôle d'Echanges Multimodal de Plan de Campagne (Les Pennes-Mirabeau),
- ZEN B : Le Griffon (Vitrolles) <> Technoparc des Florides (Marignane).

Enfin, le Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 par délibération n°MOB-023-11085/21/CM, a approuvé les modalités de mise en œuvre de la concertation règlementaire conformément aux articles L103-2 et suivants du code de l'urbanisme.

La concertation s'est déroulée du 28 février au 28 mars 2022. Elle a permis de faciliter le dialogue entre le maître d'ouvrage, les experts, les élus et acteurs du territoire et l'ensemble des citoyens afin d'améliorer le projet, sa pertinence, son intégration dans l'environnement avec le souci permanent de le rendre davantage accessible, compréhensible par le public et acceptable pour la société.

Elle s'inscrit également dans la perspective d'une enquête publique ultérieure selon le Code de l'environnement.

Pour communiquer sur la tenue d'une concertation et pour informer le public sur le projet, les moyens de communication suivants ont été mis en œuvre :

- Une publicité légale dans le journal La Provence, avis publiés les 22, 24 et 28 février 2022
- Des expositions dans les communes concernées pour présenter le projet au public (Mairie des Pennes-Mirabeau, Mairie de Marignane, Mairie de Vitrolles, Mairie de Saint-Victoret, La boutique de Parc Camoin à Marignane).
- Différents supports internet : un site dédié, une page dédiée sur les sites institutionnels (Métropole et Territoires), communication sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram et LinkedIn).
- Publication d'un communiqué de presse en date du 25 février 2022.
- Deux réunions publiques :
  - o Lundi 28 février 2022 à 18h à la mairie de Vitrolles,
  - o Lundi 7 mars 2022 à 18h45 à la mairie des Pennes-Mirabeau.
- Distribution d'affiches de concertation et de flyers descriptif du projet.

- Des affichages à destination du public sur les abribus ainsi que dans les bus de la ligne ZENIBUS.

Les moyens d'expression proposés au public étaient les suivants :

- Des temps d'échanges lors de la réunion publique ;
- Un registre numérique dédié à l'opération sur le site internet ;
- Des registres papiers mis à disposition du public sur les lieux d'exposition.

La concertation sur le projet ZENIBUS s'est déroulée dans de bonnes conditions: environ 100 personnes ont participé aux réunions publiques (environ 30 personnes à Vitrolles et 70 aux Pennes-Mirabeau) et 13 contributions ont été recensées sur registres numériques et papiers. Aucune opposition majeure au projet n'a pu être détectée.

Le bilan de la concertation est présenté dans un document annexé à la présente délibération. Il expose le déroulement complet de cette concertation. Les contributions du public sont regroupées de manière thématique et synthétique.

Il ressort principalement de ce bilan des interrogations et des remarques sur :

- Les aménagements et considération des cycles,
- L'offre de transport au-delà du ZENIBUS (lignes ferroviaires, autres lignes de transports collectifs, etc...),
- Le stationnement,
- L'information voyageur (disponibilités des bornes d'information voyageur actuelles ZENIBUS).

Les réponses du Maître d'ouvrage à l'ensemble des observations émises sont intégrées au bilan annexé à la présente délibération.

Il est donc proposé par la présente délibération de procéder à l'approbation du bilan de la concertation préalable relative à l'extension de la ligne ZENIBUS entre la ZAC des Florides à Marignane et à l'est, la zone commerciale de Plan de Campagne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° TRA 005-2329/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 approuvant le programme de prolongement du BHNS du réseau des bus de l'étang vers la halte ferrée et son pôle d'échanges associé de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau et vers le pôle d'activités des Florides à Marignane;
- La délibération n° MOB 008-10133/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 approuvant le programme modificatif du prolongement du BHNS ZENIBUS vers le pôle d'échanges de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau et vers le pôle d'activités des Florides à Marignane ;
- La délibération n° MOB 008-10133/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 approuvant le lancement de la concertation préalable pour l'extension de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service entre Marignane et les Pennes Mirabeau (ZENIBUS) avec la mise en service de 2 lignes de BHNS (ZEN A et ZEN B);
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 27 juin 2022.

#### Où le rapport ci-dessus

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### Considérant

- Que la concertation préalable relative au projet d'extension du Bus à Haut Niveau de Service ZENIBUS entre les communes de Marignane et des Pennes-Mirabeau s'est effectivement déroulée du 28 février 2022 au 28 mars 2022 ;
- Qu'il convient d'approuver le bilan de cette concertation dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur ;
- Qu'il s'avère nécessaire de poursuivre l'opération de réalisation des extensions du Bus à Haut Niveau de Service ZENIBUS.

#### Délibère

##### Article 1 :

Est arrêté le bilan de la concertation préalable portant sur la réalisation du projet d'extension du Bus à Haut Niveau de Service ZENIBUS entre les communes de Marignane et des Pennes-Mirabeau, ci-annexé.

##### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à lancer toutes les procédures administratives nécessaires à la poursuite de l'opération.

#### Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### 2022 CT2 212

**AVIS - Approbation du nouveau programme modificatif du projet d'extension de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service ZENIBUS vers le pôle d'échanges de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau et vers le pôle d'activités des Florides à Marignane**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Plan de Mobilité métropolitain, approuvé le 16 décembre 2021, affiche des objectifs forts et ambitieux en matière de mobilité sur la période 2020-2030.

Le projet d'extension du Bus à Haut Niveau de Service, ZENIBUS, inscrit dans le plan précité, fait partie des projets les plus structurants sur la Métropole Aix-Marseille Provence

#### Rappel des aménagements réalisés dans le cadre du BHNS-ZENIBUS mis en service en 2016 :

L'itinéraire actuel de la phase 1 représente 17km entre le square de Gaulle aux Pennes Mirabeau et le lycée Maurice Genevoix à Marignane.

La ligne est constituée d'aménagements ponctuels répartis en différents points du tracé :

- 2.9 km de site propre pour les deux sens ;
- 33 carrefours et giratoires équipés de feux tricolores de régulation pour le passage du ZENIBUS ;
- 33 stations composées de deux arrêts et réalisées selon le design spécifique de la ligne ;
- 2 terminus (square de Gaulle aux Pennes Mirabeau et lycée Genevoix à Marignane).



Le Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 a approuvé un premier programme de prolongement du BHNS ZENIBUS, par délibération n°TRA 005-2329/17/CM.

Ce programme prévoyait l'extension de la ligne actuelle au sud sur la commune de Marignane jusqu'au Technoparc des Florides et à l'est jusqu'à la zone commerciale de Plan de Campagne. Le montant de ce programme initial était de 15.297 Millions d'euros HT (hors foncier).

Par délibération du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021, n°MOB 008-10133/21/CM, un programme modificatif a été approuvé proposant entre-autre :

- Le remplacement de la ligne étendue de ZENIBUS par 2 nouvelles lignes appelées ZEN A et ZEN B,
- La création d'une ligne ZEN A : Pôle d'Echanges Multimodal de Cap Horizon (Vitrolles) <> Pôle d'Echanges Multimodal de Plan de Campagne,
- La création d'une ligne ZEN B : Technoparc des Florides (Marignane) <> Clinique/Griffon (Vitrolles),
- La mise en place d'un tronc commun aux 2 lignes de BHNS de 4km environ sur la commune de Vitrolles,
- L'amélioration de la circulation des transports en commun sur l'avenue Jean Giono à Marignane,
- La requalification d'une partie de l'avenue Henri Barrelet à Marignane en faveur des transports en commun.

Le montant de cette modification de programme était de 18,75 Millions d'euros HT (avec une provision foncière de 750.000 € HT).

Considérant le niveau des études en cours, des suggestions techniques majeures ont été mises en évidence nécessitant une revalorisation financière du programme modificatif.

Au total, 3 sujets impactent significativement l'estimation initiale du projet identifiés sur :

1. L'avenue du Général de Gaulle à Marignane,
2. Le pont du canal de Marseille sur la RD6 aux Pennes-Mirabeau,
3. Sur la RD6 aux Pennes-Mirabeau.

- L'avenue du Général de Gaulle à Marignane

Les études géotechniques et hydrauliques sur l'avenue du Général de Gaulle à Marignane ont mis en évidence la nécessité de modifier les hypothèses constructives initiales. Le montant de ces nouvelles adaptations est estimé à 690 000 € HT répartis ainsi :

- 550 000 € HT pour les adaptations techniques liées au mur de soutènement projeté permettant la réalisation du couloir de bus,
- 140 000 € HT pour la prise en compte de la problématique hydraulique sur ladite avenue.
- L'ouvrage du Canal de Marseille sur la RD6

#### aux Pennes-Mirabeau

Le tracé envisagé traverse un pont de franchissement du canal de Marseille localisé sur la RD6 aux Pennes-Mirabeau. Considérant l'état structurel de cet ouvrage d'art et la répartition envisagée des futurs usages avec la réalisation d'un couloir de bus, il s'avère nécessaire de renforcer ce dernier et de mettre en conformité le dispositif de protection.

Le montant estimé pour le renforcement de cet ouvrage et sa mise en conformité sécuritaire est estimé à 210 000 € HT.

- La RD6 aux Pennes-Mirabeau

Sur la section de la RD6 localisée entre le giratoire du vélodrome et le giratoire dit des « ruches » sur la commune des Pennes-Mirabeau, le projet prévoit la réalisation de couloirs de bus bidirectionnels sur environ 1km.

Afin de respecter les dispositions réglementaires en matière de sécurité tout en contribuant à réduire les possibilités de collisions sur ce secteur, il s'avère nécessaire de mettre en place un dispositif de mur béton séparatif entre les 2 sens de circulation.

Cette disposition constructive impose également d'élargir la plateforme pour permettre la mise en place de cet équipement.

Le montant estimé pour la mise en place du dispositif de sécurité accompagné de l'élargissement de la plateforme est estimé à 400 000 € HT.

Ainsi, le montant cumulé de ces 3 adaptations techniques majeures est de 1 300 000 € HT.

Par ailleurs, sur les études réalisées, des optimisations techniques ont pu être réalisées sur le programme envisagé. Le montant de ces optimisations a été estimé à 350 000 € HT.

Ce faisant, considérant d'une part le montant présenté des 3 adaptations majeures et d'autre part les optimisations techniques réalisés, le montant du projet à isopérimètre est réévalué à 19 700 000,00 € HT contre 18 750 000,00 € HT (+5.1% d'augmentation du montant de l'opération).

Accompagné de cette revalorisation du projet, le comité de pilotage a également demandé la prise compte d'éléments complémentaires sur le programme modificatif en faveur de la mobilité, de la performance des transports en commun et de l'intérêt de l'espace public.

Voici ci-après la liste des équipements ou infrastructures ajoutée au programme modificatif :

- Réalisation de 2 abris-vélo sécurisés sur le secteur de la clinique à Vitrolles et sur le Square de Gaulle aux Pennes-Mirabeau en cohérence avec le développement du maillage cycle sur ces secteurs. Montant estimé de ces équipements : 100 000 € HT,
- Réalisation d'une station complémentaire sur la commune des Pennes-Mirabeau (station Bellepeire) pour répondre aux enjeux d'urbanisation sur le secteur. Montant estimé de la station : 100 000 € HT,
- Réalisation d'une zone de stationnement complémentaire sur l'avenue Jean Giono à Marignane pour compenser l'impact généré par l'amélioration de la voirie en faveur des

transports en commun. Montant estimé de cet aménagement: 100 000 € HT,

- La reprise d'une partie de la chaussée particulièrement dégradée de l'avenue Henri Barrelet à Marignane ainsi que la mise en accessibilité du quai sud de l'arrêt Barrelet/Libération. Montant estimé de ces aménagements: 160 000 € HT,
- Modification de la position du parking relais et augmentation du nombre de places (49 places contre 29 initialement) projeté sur le Square de Gaulle aux Pennes-Mirabeau. Modification sans impact financier,
- Développement des équipements de vidéosurveillance et de vidéo verbalisation sur les carrefours à feux avec priorité bus projetés sur la commune des Pennes-Mirabeau. Montant estimé de ces équipements sur la totalité de l'extension jusqu'à la zone commerciale de Plan de Campagne : 260 000 € HT,
- Intégration de nouveaux équipements d'aide à la conduite sur les carrefours à feux existants pour permettre le franchissement optimisé des véhicules de transports en commun. Montant estimé de ces équipements complémentaires : 50 000 € HT.

Enfin, les membres du comité de pilotage ont demandé de conserver de manière optionnelle la réalisation d'un prolongement du couloir du bus aux abords du cinéma de Plan de Campagne pour un montant estimé à 470 000 € HT.

En effet, ce caractère optionnel reste conditionné à la performance des transports et aux conditions d'accès des services de sécurité sur la zone de Plan de Campagne.

Ce faisant, le montant total de ces investissements complémentaires décidés par le comité de pilotage est de 1 240 000 € HT dont 470 000 € HT d'investissements optionnels (+ 6.6 % d'augmentation du montant de l'opération).

Par délibération du 11 février 2021, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a approuvé un programme d'investissement important sur la thématique hydraulique au bénéfice de la zone commerciale de Plan de Campagne.

Cet investissement, imposé par un arrêté préfectoral du 11 avril 2011, prévoit la réalisation d'un ouvrage hydraulique important sur le chemin des Rigons. Le montant estimé de cette opération est de 1 300 000 € HT (coût global études et travaux).

Le chemin des Rigons à Plan de Campagne est concerné par le tracé de la future ligne A de ZENIBUS. Cet axe important de mobilité accueillera à l'horizon de la mise en service en 2025 des équipements en faveur du futur Bus à Haut Niveau Service.

Afin d'optimiser la coordination technique et les impacts en phase de travaux, le comité de pilotage a approuvé le 8 décembre 2021 le principe de transférer la réalisation de cet ouvrage hydraulique dans le cadre du projet d'extension du BHNS-ZENIBUS.

Ce faisant, il convient donc d'intégrer l'estimation de cet équipement hydraulique (1 300 000 € HT) dans le cadre de l'opération globale.

Une participation de l'état spécial du territoire du Pays d'Aix est prévue en contrepartie au bénéfice du budget annexe transport permettant de compenser l'ensemble des sommes engagé sur cette réalisation. En conclusion, considérant les éléments précités à savoir :

1. Les suggestions techniques rencontrées dans le cadre des études pour un montant de 950 000 € HT (+5.1%),
2. Les décisions du comité de pilotage pour des compléments d'investissements estimé à 1 240 000 € HT (+6.6%).
3. La décision de transfert des études et de la réalisation de l'ouvrage hydraulique sur le chemin des Rigons estimé à 1 300 000 € HT (+6.9%).

Le nouveau montant de l'opération d'extension du BHNS-ZENIBUS est de 22 240 000 € HT (incluant 470 000 € HT d'investissements optionnels et 750 000 € HT de provisions foncières) contre 18 750 000 € HT (+18.6%) décomposée ainsi :

- Part Etudes + Foncier : 3 850 000,00 € HT ;
- Part Travaux : 18 390 000 € HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TRA 002-7840/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant l'arrêt du projet de déplacements urbains de la Métropole ;
- La délibération n°TRA 17/005-1793/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, approuvant la revalorisation et l'affectation d'une opération BHNS Bus de l'Etang Phase 2 dans le cadre du Budget annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n°TRA 005-2329/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 approuvant le programme de prolongement du BHNS du réseau des bus de l'étang vers la halte ferrée et son pôle d'échanges associé de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau et vers le pôle

d'activités des Florides à Marignane en vue du lancement de la maîtrise d'œuvre - Demande de subventions auprès des partenaires potentiels ;

- La délibération n°MOB 006-9276/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 approuvant de la composition du comité de pilotage Prolongement du Bus à Haut Niveau de Service ZENIBUS ;
- La délibération n°MOB 008-10133/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 approuvant le programme modificatif de la phase 2 du BHNS ZENIBUS et du prolongement vers le pôle d'échanges de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau et vers le pôle d'activités des Florides à Marignane avec la mise en service de 2 lignes de Bus à Haut Niveau de Service;
- La délibération n° MOB-001-11063/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 approuvant le Plan de Mobilité métropolitain;
- L'arrêté préfectoral du 11 avril 2011 portant autorisation au titre de l'article L.214.3 du Code de l'environnement concernant la réhabilitation du rejet d'eaux pluviales du bassin versant de la zone de Plan de Campagne ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 8 décembre 2021 ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 27 juin 2022

**Où le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'intégrer l'ensemble des thématiques évoquées dans le présent rapport aux bénéfices de la performance des transports et d'une bonne coordination des opérations d'investissement sur la zone commerciale de Plan de Campagne.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le nouveau programme modificatif de l'extension du BHNS-ZENIBUS estimé à 22 240 000,00 euros HT intégrant :

- Les suggestions techniques rencontrées pendant la phase Etudes de l'opération pour un montant de 950 000 euros HT ;
- Les décisions du comité de pilotage de voir intégrer des investissements complémentaires estimés à 1 240 000 euros HT,
- Le transfert de la réalisation de

l'ouvrage pluvial du chemin des Rigons à Plan de Campagne pour un montant de 1 300 000 euros HT.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires à l'opération 2016800300 – 168490TP – BHNS Bus de l'Etang Phase 2 sont inscrits au budget Transport de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Nature : 2031 - Sous-politique : C210 et Nature : 2314 - Sous-politique : C210.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 213**

**AVIS - Approbation du bilan de la concertation réglementaire relative au projet de Pôle d'Echanges Multimodal de Plan-de-Campagne sur la commune des Pennes-Mirabeau**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la 2ème phase du projet de modernisation de la ligne ferrée Aix-Marseille, l'Etat, la Région et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de financer la réalisation d'une halte ferroviaire à proximité de la zone commerciale de Plan-de-Campagne et du parc de loisir aquatique, à l'Est de l'A51 en bordure de la RD543 sur la commune des Pennes Mirabeau.

Cet engagement est inscrit au contrat de plan 2015-2020 signé entre l'Etat et la Région Provence Alpes Côte d'Azur, ainsi que dans sa convention d'application métropolitaine approuvée en Conseil de Métropole du 17 octobre 2016.

En parallèle, en décembre 2016, le conseil de la Métropole a approuvé l'Agenda de la Mobilité. Ce

dernier, pour répondre aux défis environnementaux et économiques, se donne pour but, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine, et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

En lien avec le projet de halte ferroviaire de Plan de Campagne, l'Agenda de la mobilité prévoit la création d'un pôle d'échanges multimodal, afin d'organiser le rabattement des usagers. Aussi, par délibération n°TRA 012-2336/17/CM en date du 13 juillet 2017, la Métropole a approuvé le programme des travaux de réalisation de ce Pôle d'Echanges de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau, au droit de la future halte ferrée du même nom.

Par ailleurs, cette opération est soumise à concertation publique en application du 4° de l'article L. 103-2 du Code de l'Urbanisme.

Aussi, par délibération n°MOB 004-10129/21/CM en date du 4 juin 2021, le Conseil de la Métropole a défini les modalités de cette concertation.

Cette concertation s'est déroulée du 28 février au 28 mars 2022 avec plusieurs actions à destination de l'ensemble des habitants du territoire.

Lors de cette concertation, il a été réalisé :

- Une information sur les sites internet de la Métropole, du Territoire du Pays d'Aix et de la Ville des Pennes-Mirabeau ainsi que sur le journal La Provence ;
- Une communication digitale sur Facebook, LinkedIn et twitter ;
- Une exposition au siège du Territoire du Pays d'Aix ainsi que dans les mairies concernées par le projet avec registre papier : Les Pennes-Mirabeau, Cabriès, Septèmes-les-Vallons et Bouc-Bel-Air ;
- Un registre numérique qui a permis de consigner les remarques, questions et observations ;
- Une réunion publique le 7 mars à 18h à la Mairie des Pennes-Mirabeau

La diversité des moyens mis en œuvre et leur nombre ont permis d'informer largement les habitants du projet de création du pôle d'échanges multimodal porté par la Métropole d'Aix-Marseille Provence. L'intérêt suscité par ce projet est manifeste au vu du nombre d'administrés ayant consulté les panneaux dans les lieux d'exposition.

Cet intérêt s'est également traduit dans les registres d'expression puisque que trente-deux observations ont été consignées dans les registres.

Enfin, la réunion publique qui a eu lieu à la Mairie des Pennes-Mirabeau a rassemblé plus d'une centaine de personnes.

Le déroulé de cette concertation, le relevé des échanges de la réunion publique ainsi que les contributions et réponses apportées sont synthétisés dans le bilan annexé à la présente délibération.

De manière globale, il ressort que le projet suscite l'intérêt général mais nécessite une réflexion plus poussée sur la sécurisation et l'accès des modes doux au pôle d'échanges. De plus, l'étude sur la restructuration des lignes de bus desservant le pôle d'échanges depuis les communes environnantes reste à poursuivre. Enfin des réponses devront être apportées lors des études de circulation sur l'augmentation de trafic due à l'arrivée du pôle d'échanges et les réserves de capacités sur les carrefours et giratoire aux abords de ce dernier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TRA 012-2336/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 approuvant le programme des travaux du projet de création du pôle d'échanges multimodal de Plan de Campagne ;
- La délibération n°MOB 004-10129/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 approuvant les modalités de concertation publique pour le projet de création du pôle d'échanges multimodal de Plan de Campagne ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 27 juin 2022.

#### **Où le rapport ci-dessus**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la concertation préalable relative au projet de pôle d'échanges multimodal de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau s'est déroulée du 28 février 2022 au 28 mars 2022 ;
- Qu'il convient d'approuver le bilan de cette concertation dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur ;
- Qu'il s'avère nécessaire de poursuivre l'opération de réalisation du pôle d'échanges multimodal de Plan de Campagne.



## Délibère

### Article unique :

Est approuvé le bilan de la concertation publique réalisée dans le cadre du projet de création du pôle d'échanges multimodal de Plan de Campagne annexé au présent rapport.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2022 CT2 214**

### **AVIS - Approbation de convention relative au financement des études d'avant-projet de la phase 1 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'enquête publique de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur s'est déroulée en janvier et février derniers. Par délibération URBA-001-11098/21/CM du 16 décembre 2021 la Métropole a donné son avis sur le projet de création de la Ligne ferroviaire Nouvelle Provence Côte d'Azur.

Le 2 mars 2022, une ordonnance du Président de la République a créé un établissement public local de financement de cette ligne nouvelle, au sens de la loi d'Orientations sur les Mobilités. Cet établissement public local sera mis en place avant la période estivale.

Une convention d'avant-projet a été élaborée par la SNCF sur la Phase 1 de la Ligne Nouvelle. Elle décrit en détail les études à mener, qui devront être suivies d'études directes d'avant-projet détaillé.

Pour mémoire, la ligne nouvelle Provence Côte d'Azur comprend deux phases depuis le rapport du Conseil d'Orientations des Infrastructures de janvier 2018 et la Loi d'Orientation des Mobilités du

24 décembre 2019, qui s'est basée sur ce rapport pour les grands choix d'infrastructures nationales. Pour la Métropole, les deux phases correspondent à deux étapes bien distinctes, mais dépendantes l'une de l'autre. Elles sont aussi imbriquées dans le temps : la Phase 1 est en objectif de réalisation sur la période 2023-2029 et la Phase 2, 2027-2035.

La Phase 1 comprend la libération partielle du site ferroviaire dit des Abeilles pour un aménagement du faisceau de voies ; dit « Bloc Est » ; ainsi qu'une modernisation des voies littorales, dite « Corridor Ouest ». La Phase 2 comprend la traversée souterraine de Marseille et la gare souterraine à Saint-Charles. Le site des Abeilles sera totalement libéré, la gare entièrement transformée au sein de l'opération urbaine « Quartiers Libres ». L'intérêt de la Phase 1 relève de l'exploitation. Elle vise à améliorer le fonctionnement de l'existant. La Phase 2 est l'enjeu premier du projet, c'est elle qui permet le développement et les phases ultérieures vers Nice.

Le plan de financement des études AVP Phase 1 prévoit un montant de 1, 258 millions d'euros pour la Métropole, dans un calendrier rapide sur trois ans.

	Clé de répartition (%)	Périmètre SNCF Réseau	Périmètre SNCF G&C	Total (€)
Etat	50,0000%	12 600 000,00 €	2 500 000,00 €	15 100 000,00 €
Région	25,0000%	6 300 000,00 €	1 250 000,00 €	7 550 000,00 €
Département des Bouches du Rhône	4,1667%	1 050 008,40 €	208 335,00 €	1 258 343,40 €
Département du Var	3,7500%	945 000,00 €	187 500,00 €	1 132 500,00 €
Département des Alpes Maritimes	2,7083%	682 491,60 €	135 415,00 €	817 906,60 €
Métropole Aix-Marseille Provence	4,1667%	1 050 008,40 €	208 335,00 €	1 258 343,40 €
Métropole Toulon Provence Méditerranée	3,7500%	945 000,00 €	187 500,00 €	1 132 500,00 €
Métropole Nice Côte d'Azur	2,7083%	682 491,60 €	135 415,00 €	817 906,60 €
Communauté d'agglomération Dracénie Provence Verdon	0,8333%	209 991,60 €	41 665,00 €	251 656,60 €
Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins	1,6667%	420 008,40 €	83 335,00 €	503 343,40 €
Communauté d'agglomération Sophia Antipolis	0,8333%	209 991,60 €	41 665,00 €	251 656,60 €
Communauté d'agglomération du Pays de Grasse	0,4167%	105 008,40 €	20 835,00 €	125 843,40 €
Total	100,0000%	25 200 000,00 €	5 000 000,00 €	30 200 000,00 €

Le texte proposé par la SNCF, bien que remplissant ses objectifs, prend insuffisamment en compte les besoins d'études en interface entre les services du maître d'ouvrage et ceux de la Métropole, mais aussi ceux de la Ville de Marseille. Il est toutefois entendu, comme partenaires directs de cette opération, que ces besoins seront assurés par la SNCF.

Les études devront aussi prévoir et étudier toutes les mesures transitoires nécessaires induites par les travaux menés par la SNCF, et c'est aussi une réserve que ce texte amène.

Enfin et surtout par rapport à l'annexe 2 de ce document, la Métropole, ainsi que la Ville de Marseille, et d'autres collectivités partenaires du projet, ont estimé trop tardif les délais de lancement des études de la Phase 2 proposés initialement. En effet, la Phase 2 se caractérise par des ouvrages lourds, c'est le cœur du projet. L'Autorité Environnementale elle-même, dans son avis sur le projet rendu l'année dernière, a soulevé le retard déjà pris dans l'étude des ouvrages souterrains de la Phase 2. Outre les ouvrages souterrains, la libération du plateau des Abeilles à St Charles pour les travaux de la gare souterraine constitue une opération très lourde à prévoir dès maintenant. Des études doivent aussi être menées d'urgence pour permettre par avance les interfaces avec notre projet de Tramway passant sous le viaduc ferroviaire dit « tunnel » du Boulevard National. Le projet de nouvelle gare se déploiera en effet dans cette zone, ouvrant la gare à 360°, à cet endroit vers Voltaire, la Belle de Mai et le Tramway arrivera avant la LNPCA. Il apparaît donc que les études des deux phases de la LNPCA doivent être menées en même temps.

A la suite d'un comité de pilotage en décembre dernier, il a été convenu qu'un projet d'AVP de la Phase 2 devait être présenté au prochain comité de pilotage du printemps. Lors d'un COPIL le 14 juin, l'Etat, la Région et nos autres partenaires ont confirmé définitivement leur volonté d'adopter et signer l'AVP de la Phase 2 d'ici la fin de l'année, pour un démarrage début 2023. L'AVP de la Phase 2 est estimé aux alentours de la centaine de millions d'euros. Les deux AVP doivent être approuvés et signés d'ici la fin de l'année.

Par conséquent, et malgré les quelques réserves et rappels, on ne peut que donner un avis favorable à l'adoption de cet avant-projet de la Phase 1. Celui de la phase 2 sera présenté à notre session de la rentrée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération URBA-001-11098/21/CM du 16 décembre 2021 sur l'avis de la Métropole sur le projet de création de la Ligne ferroviaire Nouvelle Provence Côte d'Azur ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 27 juin 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention relative au financement des études de niveau avant-projet de la phase 1 de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur ci-annexée.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2022 CT2 215**

**AVIS - Concession pour la mise à disposition, le nettoyage, la maintenance et l'exploitation publicitaire d'abris-voyageurs sur Marseille, Allauch, Carnoux en Provence, Carry le Rouet, Cassis, La Ciotat, Ceyreste, Châteauneuf les Martigues, Ensues la Redonne, Gémenos, Le Rove, Plan de Cuques, Roquefort La Bédoule, Sausset les Pins, Septèmes les Vallons, Martigues, Port-de-Bouc, Saint Mitre les Remparts, Pertuis et Aubagne et de mobiliers publicitaires sur Marseille**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les abris voyageurs qui équipent actuellement les réseaux de transport de Marseille et du Territoire de Marseille Provence (hors Saint Victoret, Marignane et Gignac), de Martigues et de Pertuis font l'objet de quatre marchés distincts, comprenant la mise à disposition, l'installation, la maintenance et le nettoyage des abris. Sur Marseille, le marché d'abris voyageur comporte également du mobilier publicitaire 2 m<sup>2</sup> et 8 m<sup>2</sup>.

C'est dans ce contexte que la Métropole Aix Marseille Provence a lancé une consultation en vue de l'attribution d'un contrat de concession pour la mise à disposition, le nettoyage, la maintenance et l'exploitation publicitaire d'abris-voyageurs et de mobiliers publicitaires.

Ainsi, un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 1<sup>er</sup> avril 2021 au Bulletin officiel des annonces des marchés publics, le 2 avril 2021 au Journal officiel de l'Union européenne, le 9 avril dans le journal Le Moniteur et sur le profil acheteur de la Métropole Aix Marseille Provence sur la plateforme de dématérialisation.

La date limite de réception des candidatures et des offres était fixée au 7 mai 2021 à 16h00.

La commission concession s'est réunie le 10 juin 2021 pour l'analyse des candidatures et a admis quatre des cinq candidats à présenter une offre. Elle a en effet retenu qu'elles respectaient les obligations d'emploi des travailleurs handicapés et qu'ils offraient par ailleurs des garanties professionnelles et financières satisfaisantes les rendant aptes à assurer les missions de la présente consultation. Le candidat non retenu ne présentait pas de garantie financière suffisante.

Le dossier de consultation des entreprises a été publié sur le profil d'acheteur de la Métropole Aix Marseille Provence le 21 juillet 2021 à destination des seuls candidats admis à présenter une offre.

Le 21 octobre 2021 une modification de DCE a été publiée sur la plateforme de dématérialisation portant sur une correction d'erreur sur les montants de reprise du raccordement électrique et des massifs existants sur le territoire de Marseille Provence.

Suite aux questions posées par des candidats, les précisions et corrections sur les documents de consultation induites ont été transmises le 4 novembre 2021 à l'ensemble des candidats admis à présenter une offre.

La date limite de réception des offres a été fixée au 15 novembre 2021 à 12h00.

Seul l'entreprise JCDecaux France a remis une offre.

Après analyse détaillée, la Commission Concession a rendu son avis sur l'offre de JCDecaux France lors de sa séance du 16 décembre 2021. La Commission a recommandé d'engager les discussions avec l'unique soumissionnaire retenu.

Par courrier du 17 décembre 2021, les négociations ont été ouvertes. Une première réunion de négociations orale a été organisée les 25 janvier 2022. Il a été demandé le dépôt d'une offre intermédiaire au plus tard le 04 mars 2022. L'entreprise a remis le pli dans les délais. Puis une seconde négociation orale s'est déroulée le 22 mars 2022. Enfin, le 25 avril 2022, le soumissionnaire a déposé son offre finale.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation. Il présente les motifs du choix du soumissionnaire retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la société JCDecaux France. Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de concession qu'il est proposé de conclure avec le soumissionnaire retenu.

La durée du contrat est fixée à 16 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au concessionnaire. Le contrat de concession confie à l'attributaire l'exploitation des abris de voyageurs sur le périmètre de la concession, ainsi que du mobilier publicitaire sur la ville de Marseille, à ses risques et périls, le concessionnaire se rémunérant par la perception des recettes générées par la location d'espace publicitaire.

La Métropole ne verse aucune subvention ou paiement au concessionnaire. Elle rémunérera par prix unitaires les prestations de déplacement de mobiliers. Le soumissionnaire doit cependant payer à la métropole, chaque année un intéressement correspondant à un taux moyen de 21,2 % du chiffre d'affaire, dont un montant de minimum garanti à hauteur de 87 % de l'intéressement.

Les travaux de reconditionnement et d'installation des 1 476 abris voyageurs et des 584 mobiliers urbains publicitaires doivent être achevés au plus tard 12 mois après la date de notification du présent contrat.



Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du concessionnaire pour l'exploitation des abris-voyageurs de Marseille, Allauch, Carnoux en Provence, Carry le Rouet, Cassis, La Ciotat, Ceyreste, Châteauneuf les Martigues, Ensues la Redonne, Gémenos, Le Rove, Plan de Cuques, Roquefort La Bédoule, Sausset les Pins, Septèmes les Vallons, Martigues, Port-de-Bouc, Saint Mitre les Remparts, Pertuis et Aubagne et de mobiliers publicitaires sur Marseille ;
- d'approuver le contrat de concession et ses annexes, dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les Procès-verbaux de la Commission de Concession ;
- Le rapport de présentation ci-après annexé de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence, établi en application de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 juin 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 23 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, au terme de la procédure de consultation et au vu du rapport présenté par Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de se prononcer sur le choix du concessionnaire et d'approuver le contrat de concession et ses annexes.

##### **Délibère**

###### **Article 1 :**

Est approuvé le choix de la société JCDecaux France en qualité de concessionnaire pour la mise à disposition, le nettoyage, la maintenance et l'exploitation publicitaire d'abris-voyageurs sur Marseille, Allauch, Carnoux en Provence, Carry le Rouet, Cassis, La Ciotat, Ceyreste, Châteauneuf les Martigues, Ensues la Redonne, Gémenos, Le Rove, Plan de Cuques, Roquefort La Bédoule, Sausset les Pins, Septèmes les Vallons, Martigues, Port-de-Bouc, Saint Mitre les Remparts, Pertuis et Aubagne et de mobiliers publicitaires sur Marseille.

###### **Article 2 :**

Est approuvé le contrat de concession pour la mise à disposition, le nettoyage, la maintenance et l'exploitation publicitaire d'abris-voyageurs d'abris-voyageurs sur Marseille, Allauch, Carnoux en Provence, Carry le Rouet, Cassis, La Ciotat, Ceyreste, Châteauneuf les Martigues, Ensues la Redonne, Gémenos, Le Rove, Plan de Cuques, Roquefort La Bédoule, Sausset les Pins, Septèmes les Vallons, Martigues, Port-de-Bouc, Saint Mitre les Remparts, Pertuis et Aubagne et de mobiliers publicitaires sur Marseille. établi pour une durée de 16 ans, ainsi que ses annexes, ci-joints.

###### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ledit contrat de concession et ses annexes

###### **Article 4**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tous les actes et à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

###### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Mobilité – Entrées de ville et voiries communautaires**

### **2022 CT2 216**

**Réhabilitation du parking des Brès sur la Commune de Ventabren – Approbation du programme de travaux et approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole et la Commune de Ventabren pour la réalisation de l'opération**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les Communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les Communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière de « parcs et aires de stationnement », à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1er janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des Communes qui étaient membres de cet EPCI.

Ce transfert de compétence s'est accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage.

En 2021, la Commune de Ventabren a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour intervenir sur le parking des Brès.

Ce parking, situé à flanc de colline, est constitué d'une rue de 10 à 15 m de largeur réalisée en déblai/remblai, et comprenant des places de parking en épis côté amont de voirie. La chaussée présente aujourd'hui des signes d'affaissement.

La Commune a saisi la Métropole par courrier en octobre 2021 afin que la Métropole, compétente sur ce parking, procède à une opération de réhabilitation.

Suite à l'approfondissement des études réalisé début 2022, le programme de travaux proposé est le suivant :

### **Programme des travaux :**

Les travaux consistent à réaliser le confortement de la plateforme par la mise en place d'un grillage à hautes performances mécaniques, ancré dans le terrain par l'intermédiaire de clous passifs.

Le dimensionnement est le suivant :

- Grillage ancré à hautes performances mécaniques sur une surface d'environ 900 m²,
- Mise en place de plus de 200 ancrages passifs, répartis en 5 rangées disposées entre elles selon un espacement d'environ 2,5 m, la longueur des clous est comprise entre 4m et 8m en fonction de leur localisation. Le linéaire global d'ancrages représente environ 1300 m.

Le coût prévisionnel des études s'élève à 25 000 € HT, soit 30 000 € TTC.

Le coût prévisionnel des travaux s'élève à 260 000 € HT soit 312 000 € TTC.

Le coût prévisionnel de l'opération pour la Métropole, comprenant les études et les travaux, s'élève à 342 000 € TTC.

La Commune de Ventabren se propose de réaliser cet aménagement par délégation de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

A cette fin, il est nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée au bénéfice de la Commune de Ventabren, pour un montant de 285 000 €HT, soit 342 000 €TTC, correspondant au coût prévisionnel des études et des travaux à réaliser.

Les missions confiées à la Commune pour la réalisation de cette opération sont les suivantes :

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté ;

- Préparation du choix du maître d'œuvre, signature du contrat de maîtrise d'œuvre, après approbation du choix du maître d'œuvre par le maître de l'ouvrage, et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre ;
- Approbation des avant-projets et accords sur le projet ;
- Préparation du choix de l'entrepreneur, signature du contrat de travaux, après approbation du choix de l'entrepreneur par le maître de l'ouvrage, et gestion du contrat de travaux ;
- Validation des décomptes mensuels, validation du service fait et paiement de la rémunération des titulaires des marchés concourant à la réalisation de l'opération ;
- Réception de l'ouvrage et accomplissement de tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus ;
- Accompagnement de la Métropole dans la mise en œuvre des procédures de levée de réserve et dans la garantie de parfait achèvement.

La réalisation par la Commune des missions et tâches qui lui sont ainsi confiées ne donnera lieu à aucune rémunération.

Cependant, la Métropole prendra en charge les dépenses exposées par la Commune pour l'exercice de ces missions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la commande publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 126-10998/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 validant l'avenant n°4 à la convention de gestion n°17/1200 avec la Commune de Ventabren ;

- La délibération n° MOB 007-117/22/CM du Conseil de la Métropole du 5 mai 2022 validant la création de l'autorisation de programme de l'opération d'investissement n°22 2 143 BP 01 « Aires de stationnement » pour un montant de 500 000 € ;
- L'avis de la Commission de Territoire Mobilité et infrastructures de transports du 15 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de procéder à la réhabilitation du parking des Brès sur la Commune de Ventabren.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le programme de travaux de réhabilitation du parking des Brès sur la Commune de Ventabren pour un coût global de 342 000 € TTC, études et travaux inclus.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, à conclure avec la Commune de Ventabren relative à la réhabilitation du parking des Brès pour un montant de 342 000 € TTC.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que toutes les pièces afférentes à ce dossier.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget d'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581222001, Nature 4581, Fonction 844, Autorisation de Programme 2022200100.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2022 CT2 217**

**Approbation du programme de travaux et d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la Commune de Meyreuil pour l'aménagement de l'entrée de ville « chemin des Cigales »**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence facultative relative aux « Entrées de Ville », le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé à mettre en œuvre les aménagements visant à assurer la cohérence des entrées de ville et de village sur son territoire.

Il est aujourd'hui proposé de valider le programme d'aménagement de l'entrée de ville de Meyreuil « chemin des Cigales ».

En 2021 et 2022, le Territoire du Pays d'Aix a réalisé les études de faisabilité et établi le programme de l'opération d'entrée de ville de Meyreuil « chemin des Cigales ».

#### **Programme des travaux :**

Cette opération d'aménagement s'étend depuis le giratoire d'accès à la RD6 et le secteur Les Ballons, sur environ 600 ml, et tend à améliorer la qualité et la sécurité de cette entrée de ville.

- Voirie :
  - Adaptation du profil en travers de la chaussée afin de limiter la vitesse des automobilistes ;
  - Aménagement d'un dispositif ralentisseur (plateau surélevé) incitant à la réduction de vitesse qui sera limitée à 30 km/h ;
  - Création d'une voie verte pour la circulation des piétons et cycles côté Nord ;
  - Création d'un îlot de retournement en extrémité ouest pour les transports en commun notamment ;
  - Aménagements d'arrêts de bus ;
  - Aménagements de deux zones de point d'apport volontaire pour le tri ;
  - Adaptation de la signalisation verticale et horizontale.
- Réseaux :
  - Réfection totale de l'éclairage public ;
  - Adaptation du réseau d'eaux pluviales au nouvel aménagement, y compris

compensation de l'imperméabilisation supplémentaire.

- Espaces verts :
  - Aménagements paysagers, d'espaces verts ou minéraux ponctuels dans l'emprise foncière résiduelle.

Le coût prévisionnel des travaux s'élève à 1 200 000 € HT.

Le coût global de l'opération, y compris études et travaux, s'élève à 1 300 000 € HT soit 1 560 000 € TTC.

#### **Transfert de maîtrise d'ouvrage :**

La Commune de Meyreuil se propose d'assurer la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cet aménagement.

Cette possibilité de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage est régie par l'article L 2422-12 du Code de la commande publique relatif au transfert de maîtrise d'ouvrage publique. Il prévoit que lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme.

Il est donc proposé aujourd'hui d'approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à conclure avec la Commune de Meyreuil dont les caractéristiques sont définies ci-après :

#### **Modalités de la convention :**

La Commune de Meyreuil assurera la totalité de la maîtrise d'ouvrage de cette opération en respectant les compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Financement de la convention :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le financement de la totalité des frais engagés sur cette opération.

La Commune de Meyreuil percevra une avance de 600 000€ TTC à la notification de la convention. Elle procédera ensuite à des appels de fonds dûment justifiés au fur et à mesure de l'avancement de l'opération et ce dans la limite de l'enveloppe allouée. La Commune ne percevra aucune rémunération à raison des missions réalisées en qualité de maître d'ouvrage temporaire de l'opération.

**Missions confiées à la Commune** pour la réalisation de cette opération :

La Commune assume sur le plan administratif et technique, l'étude et la réalisation de l'ensemble du programme objet de l'opération visée à l'article 1er de

la présente convention dans le respect de la législation et réglementation applicables. Dans le cadre de sa mission, la Commune fait son affaire du choix des titulaires des marchés publics liés à la réalisation de l'opération et applique ses propres règles (seuils de procédure, Commission d'Appel d'Offres, etc.). De manière identique, la Commune signe les marchés et les exécute. La Commission d'Appel d'Offres de la Commune sera exclusivement compétente pour attribuer ces marchés.

De plus, la Commune doit :

- Lancer toute étude relative à l'ensemble de l'opération (y compris procédures réglementaires et relevés spécifiques) ;
- Conclure, signer et exécuter les contrats et marchés correspondants nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- S'assurer de la bonne exécution des marchés, et procéder au paiement des entreprises ;
- Obtenir toutes les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux, notamment les autorisations de voirie pour les parties d'ouvrages relevant de ce domaine et les arrêtés de circulation correspondants ;
- Assurer le suivi des travaux ;
- Assurer la réception des ouvrages ;
- Fournir à la Métropole la totalité des DOE et DIUO se rapportant aux travaux et aménagements réalisés ;
- Suivre l'année de garantie de parfait achèvement ;
- Engager toute action en justice et défendre dans le cadre de tout litige avec les entrepreneurs, maîtres d'œuvre et prestataires intervenant dans l'opération ;
- Et plus généralement, prendre toute mesure nécessaire à l'exercice de sa mission.

Il est donc aujourd'hui proposé une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage afin de formaliser les modalités de cet accord.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 validant l'intégration de l'AP Globale des Entrées de Villes pour un montant de 76 M€ ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Mobilité et infrastructures de transports du 15 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de procéder à l'aménagement de l'entrée de ville de Meyreuil « chemin des Cigales »

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le programme de travaux d'aménagement de l'entrée de ville « chemin des Cigales » sur la Commune de Meyreuil pour un montant de 1 300 000 € HT soit 1 560 000 € TTC (études et travaux).

#### **Article 2 :**

Est approuvé le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage de la Métropole au bénéfice de la Commune de Meyreuil pour l'aménagement de l'entrée de ville « chemin des Cigales ».

#### **Article 3 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à conclure avec la Commune de Meyreuil pour l'aménagement de l'entrée de ville Chemin des Cigales.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que les différentes pièces afférentes à ce dossier.

#### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 458116250, Nature 4581, Fonction 518, Autorisation de Programme DI50AP12.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2022 CT2 218**

**Approbation de conventions entre la Métropole, le Département des Bouches-du-Rhône et la Commune de Saint-Cannat pour l'aménagement de l'entrée de ville de Saint-Cannat RD7N-chemin de la maisonnette**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence relative à l'aménagement des Entrées de Ville, la Communauté du Pays d'Aix s'est engagée en 2013 dans le réaménagement de la RD7n/chemin de la Maisonnette sur la Commune de Saint-Cannat.

En 2022, le Territoire du Pays d'Aix a finalisé les études de projet pour réaliser les aménagements de la RD7n depuis son intersection avec le Chemin de la Maisonnette jusqu'à la proximité de son intersection avec l'impasse Robespierre.

#### **Convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la Commune**

Aujourd'hui, la Commune souhaite, concomitamment aux travaux du Territoire du Pays d'Aix, intégrer des éléments complémentaires ne relevant pas de la compétence Entrée de Ville.

Il s'agit de :

- La réalisation de travaux de génie civil pour l'enfouissement des réseaux aériens existants de télécommunications ;
- La réalisation de travaux de génie civil pour un réseau de vidéoprotection.

La Commune souhaite transférer la maîtrise d'ouvrage de ces travaux au Territoire du Pays d'Aix à l'occasion de l'opération d'aménagement de cette entrée de ville.

Le Territoire du Pays d'Aix se propose d'assurer la maîtrise d'ouvrage unique de ces travaux.

Cette possibilité de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage est régie par l'article L.2422-12 du Code de la commande publique relatif au transfert de maîtrise d'ouvrage publique. Il prévoit que lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme.

Il est donc proposé aujourd'hui de valider la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix et la commune de Saint-Cannat dont les caractéristiques sont définies ci-après :

#### **- Modalités de la convention :**

Le Territoire du Pays d'Aix assurera la totalité de la maîtrise d'ouvrage de cette opération et se fera rembourser par la Commune le montant des travaux relevant de la compétence de la Commune.

#### **- Montant de la convention :**

Le coût prévisionnel des travaux objets du transfert de maîtrise d'ouvrage s'élève à 15 000,00 €HT soit 18 000 €TTC.

Le coût des travaux d'aménagement d'entrée de ville s'élève à 640 000 €TTC.

Le coût global des travaux de l'opération s'élève donc à 658 000 €TTC.

#### **- Financement de la convention :**

La Commune de Saint-Cannat assure le financement de la totalité des travaux dont elle transfère la maîtrise d'ouvrage et objets de la convention.

Le Territoire du Pays d'Aix procèdera à l'émission d'un titre de recette justifié à l'attention de la Commune après validation des décomptes généraux définitifs de travaux.

Le Territoire du Pays d'Aix ne percevra aucune rémunération à raison des missions réalisées en qualité de maître d'ouvrage temporaire de l'opération.

#### **- Mise à disposition :**

Pour la réalisation de l'opération implantée sur le domaine public de la Commune, les emprises et leurs abords seront mis à disposition du maître d'ouvrage pour la réalisation de l'aménagement de l'entrée de ville.

Il est donc aujourd'hui proposé une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage afin de formaliser les modalités de cet accord.

#### Convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage avec le Département et la Commune

Par ailleurs, cette opération impacte la voirie départementale classée pour partie en agglomération. Elle nécessite donc la conclusion d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole, le Département des Bouches-du-Rhône et la Commune de Saint-Cannat afin d'autoriser la Métropole à intervenir sur le domaine public routier départemental et de définir les modalités d'entretien et d'exploitation des équipements créés en et hors agglomération.

Cette convention transfère à la seule Métropole la qualité de maître d'ouvrage pour l'ensemble des phases d'études et de travaux. Toutefois, chaque fois qu'une décision déterminante dans la réalisation de l'ouvrage est à prendre durant l'opération, la Métropole recueillera préalablement à toute décision l'accord de la Commune et du Département.

La Commune sera seule compétente pour mener les procédures nécessaires aux acquisitions foncières.

A l'issue des travaux, la voie concernée par ces travaux sera classée en agglomération par la Commune et la Métropole remettra gratuitement au Département les ouvrages à incorporer au domaine public routier départemental.

La convention concerne aussi l'abattage d'un platane qui donnera lieu à des mesures compensatoires comprenant un volet nature avec la replantation de sujet selon le principe d'un arbre replanté pour un arbre abattu et un volet financier à la charge de la Métropole destiné à assurer l'entretien ultérieur, défini d'après le règlement de voirie départemental du Département des Bouches-du-Rhône en vigueur et son barème des redevances pour l'occupation du domaine public routier départemental.

Par cette convention, la Commune accepte l'entretien et l'exploitation d'une partie du domaine public routier départemental et de ses dépendances ; et le Département garde à sa charge l'entretien et l'exploitation ainsi que toutes les obligations afférant à la voie elle-même (chaussée), et aux parties non concernées par la convention en dehors des pouvoirs de police afférents au Maire.

Les ouvrages concernés par la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage sont les suivants :

- la création de chaussée,
- les feux tricolores,
- les trottoirs,
- les bandes cyclables,
- le réseau et les ouvrages pluviaux,
- l'éclairage public,
- les arrêts de bus,
- les aménagements paysagers et le réseau d'arrosage,

- la signalisation horizontale et verticale de police et directionnelle,
- l'abattage d'un platane si le projet l'exige et le Département le permet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 validant l'intégration de l'AP Globale des Entrées de Villes pour un montant de 76M€ ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Mobilité et Infrastructures de Transports du 15 juin 2022.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il est nécessaire de réaliser simultanément les travaux souhaités par la Commune et ceux de l'entrée de ville « RD7n chemin de la Maissonnette » à Saint-Cannat.
- Qu'il est nécessaire d'intervenir sur le domaine routier départemental pour réaliser l'opération d'aménagement de l'entrée de Ville « RD7n chemin de la Maissonnette » à Saint-Cannat.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre le Territoire du Pays d'Aix et la Commune de Saint-Cannat relative à l'aménagement de l'entrée de ville « RD7n chemin de la Maissonnette » sur la Commune de Saint-Cannat telle qu'annexée.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre le Territoire du Pays d'Aix, le Département des Bouches-du-Rhône et la Commune de Saint-Cannat relative à l'aménagement de l'entrée de ville « RD7n chemin de la Maissonnette » sur la Commune de Saint-Cannat telle qu'annexée.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer ces deux conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 458116250, nature 4581, fonction 518, autorisation de programme DI 50AP12.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## **Habitat et aménagement du territoire – Habitat**

#### **2022 CT2 219**

**AVIS - Stratégie de lutte contre l'habitat indigne - Approbation de l'avenant n°2 à la convention de portage immobilier et foncier avec CDC-Habitat Social pour une intervention ciblée au sein de copropriétés dégradées**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 16 mai 2019, le Bureau de la Métropole a adopté, dans le cadre de sa stratégie de lutte contre l'habitat indigne dans les grandes copropriétés dégradées, une convention de portage immobilier et foncier avec CDC Habitat social, afin que cet organisme puisse acquérir 210 lots dans 6 copropriétés dégradées : Corot (80 lots), Bellevue (30 lots), La Maurelette (30 lots), le Grand Mail (40 lots), Est Marseillais (10 lots), La Mariélie (20 lots). Ces acquisitions seront conduites auprès de copropriétaires endettés afin d'engager rapidement une baisse des dettes des syndicats de copropriétés et dégager ainsi des moyens de gestion.

La durée de cette convention de portage a été fixée à 3 ans, reconductible par période de 1 à 3 ans, sans excéder une durée globale de 10 ans.

Cette action s'inscrit dans le cadre de l'accord partenarial signé avec la Ville de Marseille, l'État, l'ANAH, les collectivités territoriales, le Procureur, l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise, l'Agence d'information pour le logement des Bouches du Rhône, l'Association Régionale HLM, la Caisse des dépôts et consignations, afin de bâtir des stratégies d'interventions collectives sur les grandes copropriétés dégradées, dont une dizaine nécessite une action prioritaire : Bel Horizon 1 et 2 (Marseille 3ème), Bellevue(Marseille 3ème), Plombières (Marseille 3ème), Corot (Marseille 13ème), Maison Blanche (Marseille 14ème), Le Mail - Le Mail G et les Gardians (Marseille 14ème), Les Rosiers (Marseille 14ème), Kalliste (Marseille 15ème), La Maurelette (Marseille 15ème), Consolat (Marseille-15ème). D'autres grandes copropriétés de la Métropole se trouvent également fragilisées comme celles de la Mariélie à Berre l'Etang ou les Facultés à Aix-en-Provence, mais aussi dans d'autres arrondissements de Marseille (Est Marseillais, Bel Ombre, La Cravache).

L'intervention sur ces grandes résidences privées se met progressivement en place au travers :

- D'opérations d'aménagement visant à une appropriation publique des bâtiments les plus dégradés (Kalliste, Corot),
- De dispositifs opérationnels de type Plans de sauvegarde ou OPAH copropriétés (Kalliste, Corot, Bellevue, Plombières, La Mariélie, Les Facultés) pour accompagner le redressement,
- De désignation d'administrateurs provisoires (Corot, Est Marseillais, Bellevue).

Le redressement de ces ensembles immobiliers et des bâtiments réhabilitables, passe par toute une série d'actions au premier rang desquelles figurent l'amélioration de la gestion des parties communes et la réalisation de travaux de conservation.



Le portage de lots de copropriétés par un opérateur dédié est un élément supplémentaire permettant d'améliorer le fonctionnement de celles-ci en rachetant en priorité des logements dont les propriétaires ne sont plus en capacité de faire face aux charges et aux appels de fonds divers. Cet outil permet à la fois d'apporter une aide aux copropriétaires en difficulté et également de désendetter la copropriété.

La copropriété Les Facultés à Aix-en-Provence, avec un objectif de portage de quarante logements, a été intégrée par avenant (n°1), approuvé par délibération DEVT 004-6957/19/BM du 24 octobre 2019.

L'objet du présent rapport a pour objectif de soumettre à l'approbation de l'assemblée délibérante un avenant n°2 à la convention de portage immobilier et foncier n° 19/0482 conclue avec CDC Habitat social pour les raisons suivantes :

- la durée de la convention :

Pour rappel, cette opération de portage provisoire sur 3 ans renouvelable visait à accompagner les copropriétés susvisées dans l'attente de la mise en place soit d'une concession d'aménagement (concession à la copropriété ou concession de portage) soit d'une opération de requalification des copropriétés dégradées (ORCOD).

Les partenaires institutionnels ont validé en juin 2021 le principe d'un dispositif opérationnel spécifique de type ORCOD pour traiter les grandes copropriétés dégradées. Cette opération complexe nécessite à ce jour des expertises complémentaires. A cet effet, l'ANAH national a proposé à la Métropole Marseille Provence et ses partenaires une mission d'appui qui devrait pouvoir démarrer en juin 2022.

Aussi, il est envisagé une validation et une mise en œuvre du dispositif d'ici le 1<sup>er</sup> semestre 2023 avec en parallèle le lancement des marchés nécessaires à sa mise en œuvre.

Pour permettre une continuité de l'action foncière dans l'attente d'une opérationnalité de l'ORCOD ou de toute autre concession sur les copropriétés concernées, il est proposé par ce rapport de proroger la convention de portage immobilier et foncier avec CDC Habitat social jusqu'au 31 décembre 2023 (soit 18 mois supplémentaires).

- le périmètre :

La copropriété du Parc Corot située 130 avenue Corot dans le 13<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille faisant l'objet d'une concession d'aménagement spécifique depuis mai 2020, il convient de régulariser et de modifier le périmètre d'intervention de la convention en supprimant cette copropriété du champ d'action de la convention de portage.

- les objectifs :

Pour rappel, l'objectif global d'acquisition de lots dans le cadre de cette convention était de 210 logements avec des sous objectifs définis par copropriétés.

Au regard du retrait de la copropriété Corot de cette convention, il convient de porter ce nouvel objectif à 170 logements.

Pour plus de souplesse dans l'action foncière, ce nouvel objectif ne sera plus décliné par copropriété.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEVT 004-1839/17/CM du 30 mars 2017 approuvant un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les grandes copropriétés dégradées ;
- La délibération n°DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 adoptant une stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne ;
- La délibération n°DEVT 001-5884/19/BM du 16 mai 2019 approuvant la convention de portage dans 6 copropriétés dégradées ;
- La convention de portage immobilier et foncier 19/0482, exécutoire à compter du 9 juillet 2019, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et CDC Habitat Social ;
- La délibération DEVT 004-6957/19/BM du 24 octobre 2019 approuvant l'avenant 1 à la convention de portage immobilier et foncier avec CDC-Habitat Social pour une intervention ciblée au sein de copropriétés dégradées ;
- L'avenant n°1 à la convention de portage immobilier exécutoire à compter du 16 janvier 2020, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et CDC Habitat Social.
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

#### **Où le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'action de CDC Habitat social dans le cadre de cette convention de portage foncier et immobilier participe à l'action des partenaires publics en faveur des copropriétés en difficultés ;
- Qu'il convient de proroger cette intervention dans l'attente de la mise en œuvre de l'ORCOD, des marchés associés ou de toute autre concession sur les copropriétés concernées.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant 2 à la convention 19/0482 de portage immobilier et foncier, intervention ciblée au sein de copropriétés dégradées de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec CDC Habitat Social, ci-annexé.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant ainsi que tous les documents y afférents.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 220**

**Attribution de subventions nominatives dans le cadre de l'accession à coût maîtrisé**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le Territoire du Pays d'Aix.

C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Territoire du Pays d'Aix.

Ce dispositif se décline en deux types d'aides :

- **Une aide directe à la personne**  
D'un montant de 2 500 € dans le neuf ou 4 000 € dans l'ancien (logements de plus de 5 ans), cette aide est portée par le notaire de l'opération : l'aide doit être mentionnée dans l'acte notarié qui devra intégrer des clauses anti spéculatives et préciser que l'aide sera restituée en cas de vente du logement sans motif légitime dans les 5 ans ayant suivi son achat.
- **Un prêt « bonifié »**  
Aujourd'hui, mis en œuvre par la CEPAC, partenaire bancaire du Pays d'Aix, ce prêt, d'une durée de 20 ans, s'élève à 28 000 € pour une acquisition dans le neuf et à 47 000 € pour une acquisition dans l'ancien. Ce prêt complète un (ou des) crédit(s) immobilier(s) principal(aux) : le prêt à l'accession sociale (si le ménage est éligible) ou un prêt classique dans le cadre d'une offre globale de financement.

Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par le Pays d'Aix.

Les bénéficiaires doivent notamment :

- Ne pas être propriétaire de leur résidence principale depuis plus de deux ans ;
- Acheter un bien au titre de leur résidence principale sur l'une des 36 Communes du Pays d'Aix ;
- Résider ou travailler sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- Respecter les plafonds de ressources du Prêt Accession Sociale (PAS) en vigueur (revenus fiscaux de référence de l'année n-2) ;
- Être bénéficiaire du Prêt à Taux Zéro (PTZ) ;
- Être issu en priorité du parc locatif social (public ou privé conventionné social).

En application de ce qui précède, et après examen des dossiers, il est proposé d'attribuer 71 aides à la personne, soit un montant total de 233 000 euros pour :

- 35 aides directes :
  - 23 aides dans le neuf, soit 57 500 euros
  - 12 aides dans l'ancien, soit 48 000 euros
- 36 prêts bonifiés CEPAC :
  - 11 achats dans le neuf soit un montant maximum de 27 500 euros
  - 25 achats dans l'ancien soit un montant maximum de 100 000 euros

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans les tableaux ci-annexés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la construction et de l'habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- La délibération n°2019\_CT2\_582 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 relative à la définition de nouvelles modalités et à l'approbation d'une convention avec la CEPAC ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 8 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire en matière de politique locale de l'Habitat.

#### **Délibère,**

##### **Article 1 :**

Est approuvé dans le cadre des aides directes à la personne, le versement de subventions d'un montant total de **105 500 euros** à **35** primo-accédants mentionnés dans le tableau ci-annexé par le biais de leurs notaires.

##### **Article 2 :**

Est approuvé dans le cadre de la convention de partenariat avec la CEPAC, le versement d'une subvention maximale de **127 500 euros** pour la mise en œuvre de **36** prêts bonifiés correspondant au projet d'acquisition des accédants cités dans le tableau ci-annexé.

##### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581182735, Nature 4581, Fonction 553, Autorisation de Programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2022 CT2 221**

### **Attribution de subventions à la Commune de Lambesc dans le cadre des opérations façades**

Monsieur le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Une attention particulière doit être apportée aux centres anciens afin de les préserver et les mettre en valeur notamment pour résorber la vacance, améliorer leur aspect architectural, maintenir la population résidente et attirer de nouveaux arrivants.

Depuis 2002, la Communauté du Pays d'Aix a ainsi décidé de subventionner les Communes qui mettent en place une aide aux particuliers pour des opérations de ravalement de façades.

Ainsi, les Communes du Pays d'Aix peuvent bénéficier d'une subvention complémentaire au dispositif communal de rénovation des façades mis en place dans leur centre-ville dont les bénéficiaires effectifs sont les propriétaires privés.

Cette subvention s'élève, en fonction des cofinancements obtenus (notamment du programme de rénovation des façades du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône), à hauteur de 15 %, ou de 25 % du montant total de subvention communale accordée aux particuliers pour la rénovation de leurs façades.

Pour pouvoir bénéficier de cette aide, les Communes doivent préalablement définir leurs modalités d'intervention (travaux subventionnables, périmètre opérationnel, taux de subvention...) et transmettre leur délibération municipale au Pays d'Aix. La participation du Pays d'Aix est versée à la Commune sur présentation d'une attestation du receveur de la Commune justifiant des sommes versées au titre des opérations de ravalement de façade.

Le Pays d'Aix est sollicité par la Commune de Lambesc, au titre des opérations façades, à hauteur de 375 €.

Com-mune	Nbre de façades	Montant des Travaux subventionnables	Montant total de la subvention versé par la commune	Montant de la subvention accordée par la commune	Montant de la subvention accordée par le Pays d'Aix	%
LAMBESC		7 930 €	2 500 €	2 125€	375€	15%

TOTAL : 375 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010\_A091 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative aux fonds de concours incitatifs ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° 2021\_CT2\_116 du Conseil Territoire du Pays d'Aix du 8 avril 2021 approuvant l'ajustement de la participation financière du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 8 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'aider les Communes à préserver leur centre ancien en venant en appui de leurs opérations façades.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une aide d'un montant de 375 euros à la Commune de Lambesc dans le cadre des opérations façades.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération 4581182735, nature 4581, fonction 50, autorisation de programme DI735AP.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 222**

**Amélioration du parc immobilier bâti - Aides en faveur de propriétaires privés occupants et bailleurs**

Monsieur le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Depuis plusieurs années, le Territoire du Pays d'Aix s'engage dans la mise en œuvre et le soutien des dispositifs programmés axés sur la réhabilitation du parc immobilier privé.

Pour accompagner cette politique d'amélioration du bâti privé, le Territoire du Pays d'Aix avait mis en place un troisième Programme d'Intérêt Général (PIG) « Mieux Habiter - Mieux Louer » avec secteurs renforcés entre 2016 et 2021. Ce dispositif incitatif a permis d'accompagner les propriétaires de logements privés, occupants et bailleurs du Territoire.

Hors dispositif en cours, le Pays d'Aix, en s'associant aux objectifs prioritaires pour la réhabilitation des logements du parc privé fixés par l'Anah et en complément de ses aides accorde :

- pour les propriétaires occupants (sur conditions de ressources) : une subvention de 10 % du montant subventionnable de l'Anah et une prime de 500 € pour les propriétaires éligibles à la prime « habiter mieux » de l'Anah ;
- [LT1] pour les propriétaires bailleurs : une « prime de réduction de loyer » visant à encourager les propriétaires bailleurs privés à produire des logements « conventionnés » avec loyer maîtrisé durant 6 ans à 12 ans. Son mode de calcul varie, selon le conventionnement, de 125 €/m<sup>2</sup> pour un loyer très social à 50 €/m<sup>2</sup> pour un loyer intermédiaire. Le montant de cette prime est plafonné à 80m<sup>2</sup> / logement..

Les décisions d'attribution des aides en faveur de l'habitat privé sont prises après avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH), dans la limite des droits à engagement alloués annuellement.

Les primes et subventions accordées par le Pays d'Aix sont versées à l'achèvement des travaux sur la

base des attestations de versement de la participation de l'Anah, qui vérifie les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicable. En cas de dépassement du plafond d'attribution des aides publiques (80 % ou 100 % du montant des travaux), le Pays d'Aix se réserve le droit d'écarter son aide.

Suite aux décisions prises au sein des CLAH qui ont eu lieu les 17 décembre 2021, 3 mars 2022, et 9 mai 2022, la participation du Territoire du Pays d'Aix est sollicitée sur 45 dossiers, détaillée dans le tableau ci-joint, pour un montant total de 72 476 € ainsi répartis :

- 49 462 € pour 40 dossiers de propriétaires occupants
- 23 014 € pour 5 dossiers de 3 propriétaires bailleurs

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014\_A273 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative au dispositif d'aides à la rénovation énergétique des logements privés ;
- Le Règlement Général de l'Anah ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 8 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'intervenir auprès des propriétaires occupants et bailleurs du parc privé en vue d'améliorer le confort des occupants, de réduire la vacance, de lutter contre l'insalubrité et la précarité énergétique et de contribuer à une offre en logements à loyers maîtrisés.

## Délibère

### Article 1 :

Sont attribuées les subventions aux propriétaires privés, dont la liste est ci-annexée, pour un montant total de 72 476 euros. .

### Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

### Article 3 :

Les subventions sont versées sur présentation par la délégation locale de l'Anah de la copie de l'ordre de paiement après travaux de l'Anah, pièce que l'Anah ne produit qu'après avoir instruit et vérifié les pièces au paiement et notamment toutes les factures acquittées des travaux.

### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182735, nature 4581, fonction 552, autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## 2022 CT2 223

### **Attribution d'aides pour la réhabilitation de logements locatifs sociaux – Approbation de conventions de financement**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le parc social du Pays d'Aix est relativement ancien puisque près de la moitié des logements a été réalisée avant 1977. En partie vieillissant, ce parc a besoin de travaux de remise à niveau et de réhabilitation.

Ainsi, depuis 2014, le Pays d'Aix soutient les opérations de réhabilitation de logements locatifs sociaux.

### **Les aides se déclinent de la façon suivante :**

	Nature des réhabilitations				Taux de financement global de la CPA Maximum 50% du coût total de l'opération
	Énergie / Thermique			Autres Travaux	
	Maximum	Moyen	Minimum	Travaux plafonnés à 13 000 euros par logement	
	Travaux non plafonnés	Travaux plafonnés à 18 000 euros par logement			
Projets ANRU ou assimilés en cours	40%	30%	20 %	30%	Financement de complément
QPV / Quartiers d'habitat social fragilisés	30%	25%	20%	25%	
Reste du territoire				15%	

En ce qui concerne la partie Énergie / Thermique, le niveau de subvention retenu est propre à chaque poste de dépenses inscrit dans la grille d'analyse des travaux. Il existe 6 postes différents :

- Etudes Préalables
- Enveloppe thermique
- Qualité sanitaire de l'air
- Systèmes techniques
- Confort d'été
- Accompagnement des usagers et retour d'expérience.

Le Territoire du Pays d'Aix est accompagné par le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) du Pays d'Aix dans l'étude et l'analyse technique des dossiers.

Chaque subvention allouée à une opération de réhabilitation de logement social fait l'objet d'une convention de financement entre le Territoire du Pays d'Aix et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de Territoire.

Selon ces critères, il est proposé dans ce rapport d'attribuer quatre aides à la réhabilitation de logements locatifs sociaux et d'approuver les conventions afférentes.

### • **GENDARMERIE DU JAS**

La première opération concernée ici est la réhabilitation de la Résidence « Gendarmerie du Jas de Bouffan », ensemble immobilier du bailleur Pays d'Aix Habitat, située sur la Commune d'Aix-en-Provence (hors secteur QPV ou ANRU). Cette résidence, construite en 1981, comprend 30 logements collectifs répartis en 2 bâtiments.

Le programme des travaux envisagés est le suivant :

- Travaux Energétiques / Thermiques
  - Réfection de l'étanchéité toitures terrasses
  - Travaux d'isolation
  - Remplacement des chaudières
- Autres travaux
  - Réfection toitures tuiles
  - Réfection des évacuations eaux pluviales
  - Travaux terrasses / peinture / voirie / clôture/ portail...

Le montant prévisionnel des travaux énergétiques étant supérieur au plafond de 18 000 € par logement, la subvention du Territoire sera en partie plafonnée. Cette aide, déclinée dans le tableau annexé, s'élève, par conséquent, à :

- 131 841 € pour la partie « Energie / Thermique »
- et 42 992 € pour la partie « Autres Travaux »,

Soit une subvention globale de 174 833 €, représentant 5 828 € par logement et 20 % du prix de revient total de l'opération (868 314 €).

#### • LE MISTRAL I

La deuxième opération présentée dans ce rapport est la réhabilitation de la Résidence « Le Mistral I », ensemble immobilier du bailleur Pays d'Aix Habitat, située sur la Commune d'Aix-en-Provence (hors secteur QPV ou ANRU). Cette résidence, construite en 1969, comprend 60 logements collectifs répartis en 3 bâtiments.

Le programme des travaux envisagés est le suivant :

- Travaux Energétiques / Thermiques
  - Menuiseries
  - Travaux d'isolation
  - Remplacement des radiateurs
  - VMC
  - ECS Solaire collective
  - Eclairage
- Autres travaux
  - Volets
  - Gros œuvres
  - Ravalement des façades, étanchéité

Le montant prévisionnel des travaux énergétiques étant supérieur au plafond de 18 000 € par logement, la subvention du Territoire sera en partie plafonnée. Cette aide, déclinée dans le tableau annexé, s'élève, par conséquent, à :

- 309 038 € pour la partie « Energie / Thermique »
- et 109 466 € pour la partie « Autres Travaux »,

Soit une subvention globale de 418 504 €, représentant 6 975 € par logement et 18 % du prix de revient total de l'opération (2 372 148 €).

#### • LE SERPOLET

La troisième opération présentée est la réhabilitation de la Résidence Le Serpolet, par le bailleur Pays d'Aix Habitat, située sur la commune d'Aix-en-Provence (hors secteur QPV ou ANRU). Cette résidence, construite en 1978, comprend 31 logements collectifs.

Le programme des travaux envisagés est le suivant :

- Travaux Energétiques / Thermiques
  - Traitement façades
  - Travaux d'isolation
  - Menuiseries
  - VMC
  - Eclairage
- Autres travaux
  - Ravalement, révision toiture, étanchéité
  - Serrurerie / portes palières, volets
  - Travaux intérieurs, plomberie, électricité
  - VRD
  - Désamiantage...

Le montant prévisionnel des travaux dits « autres » étant supérieur au plafond de 13 000 € par logement, la subvention du Territoire sera en partie plafonnée. Cette aide, déclinée dans le tableau annexé, s'élève, par conséquent, à :

- 138 512 € pour la partie « Energie / Thermique »
- et 60 450 € pour la partie « Autres Travaux »,

Soit une subvention globale de 198 962 €, représentant 6 418 € par logement et 10 % prix de revient total de l'opération (1 961 473 €).

#### • RUE MARECHAL FOCH

Enfin, la dernière opération concernée par ce rapport est la réhabilitation d'un immeuble situé 29 rue Maréchal Foch à Aix-en-Provence, en bail emphytéotique depuis 1998 (hors secteur QPV ou ANRU) avec l'Association Logement Pays d'Aix (ALPA). Cette résidence comprend 14 logements collectifs répartis sur 4 étages.

Le programme des travaux envisagés est le suivant :

- Travaux Energétiques / Thermiques
  - Remplacement de la chaudière collective
  - Remplacement des menuiseries

La subvention du Territoire du Pays d'Aix, déclinée dans le tableau annexé, s'élève à 37 929 €, représentant 2 709 € par logement et 23 % du prix de revient total de l'opération (161 912 €).

Au total, pour ces 4 opérations, la participation du Territoire du Pays d'Aix s'élève à 830 228 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2019\_CT2\_014 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019 relative à la modification des taux d'intervention du Territoire pour la réhabilitation des logements locatifs sociaux ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 8 juin 2022.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'il convient de soutenir la réhabilitation des logements locatifs sociaux sur le Territoire du Pays d'Aix.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont attribuées des subventions pour les opérations de réhabilitation décrites dans le tableau annexé pour un montant total de 830 228 €.

##### **Article 2 :**

Sont approuvées les conventions de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et les bailleurs sociaux concernés.

##### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant est autorisé à signer les conventions et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182736, nature 4581, fonction 552, autorisation de programme DI736AP.

##### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2022 CT2 224**

**Plan de Sauvegarde des Facultés à Aix-en-Provence - Attribution d'une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation d'un programme de travaux - Approbation d'une convention de financement**

Monsieur le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Depuis plusieurs années, le Territoire du Pays d'Aix est engagé dans le redressement de la copropriété des Facultés sur Aix-en-Provence.

La résidence Les Facultés est située au sein du Quartier Politique de la Ville d'Encagnane, retenu au titre des opérations de renouvellement urbain et pour lequel une concession d'aménagement a été signée avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Dès 2015, suite à la réalisation d'une étude pré-opérationnelle, l'ensemble des partenaires publics et privés a décidé la mise en œuvre d'un Plan de Sauvegarde pour assurer le redressement de la résidence.

Ainsi, le 24 août 2015, le Préfet des Bouches-du-Rhône prenait un arrêté portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde.



Concernant le projet technique, la Commission du Plan de Sauvegarde du 20 mars 2018 a validé le programme de travaux d'urgence, première étape du redressement pour assurer la sécurité des occupants.

En 2019, le programme de travaux finalisé, estimé à 7 093 067 € TTC, et le plan de financement correspondant ont été validés par les partenaires publics et privés. Le projet, visant la mise en sécurité et la mise aux normes des parties communes de la résidence, repose sur 3 typologies de travaux :

- Travaux d'urgence (Bloc 1) : sécurité incendie et amiante
- Travaux sur la pérennité des ouvrages (Bloc 2) : toiture, électricité, réseaux eau & chauffage
- Travaux relatifs aux énergies et valorisation (Bloc 3) : isolation, menuiseries, réfection des communs

Une convention de préfinancement a été conclue en 2019 avec les SACICAP Provence et Méditerranée afin d'aider les propriétaires privés par la mise en œuvre du préfinancement des subventions publiques attribuées par l'Anah, le Territoire du Pays d'Aix, le Département des Bouches-du-Rhône et la Région dans le cadre du Plan de Sauvegarde. La participation du Pays d'Aix envisagée était alors de 893 777 € TTC, soit 12% du coût total du programme des travaux.

En 2021, la copropriété a fait face à des difficultés de gouvernance, décalant d'autant les décisions à prendre sur les travaux d'urgence et le Plan de Sauvegarde. Ce décalage du démarrage des travaux ont amené les SACICAP à se retirer de l'opération, ne pouvant pas s'engager au-delà de 2022 du fait de la fin de leur convention avec l'Etat au 31 décembre.

Une nouvelle assemblée générale de copropriété du 7 avril 2022 a validé le programme de travaux et le plan de financement ajusté au regard notamment du contexte économique (augmentation de près de 15%), et de l'intégration des dépenses d'acquisition pour la copropriété.

Aujourd'hui, le coût prévisionnel des travaux est estimé à 7 619 850 € HT, soit 8 385 644 euros TTC et se décline selon les 3 phases :

- Le Bloc 1 « travaux d'urgence » : 5 048 926 € HT
- Le Bloc 2 « mise en conformité et rénovation énergétique » : 1 791 065 € HT
- Le Bloc 3 « Autres travaux rénovation énergétique / amélioration » : 779 858 €

S'ajoutent à ce montant des travaux, les honoraires, l'assurance dommage-ouvrage, le coût des acquisitions foncières ainsi que les frais financiers liés au retrait de la convention avec les SACICAP, soit un montant global de **8 720 644 € TTC**.

Au vu de la caducité de la convention de préfinancement avec les SACICAP et de l'actualisation du montant des travaux, il est proposé

d'ajuster la participation du Pays d'Aix dans le cadre des travaux définis dans le cadre du Plan de Sauvegarde.

Pour rappel, la participation du Pays d'Aix complète le financement de l'Anah en prenant en compte le coût total des travaux, des honoraires techniques, de l'assurance dommage ouvrage et des honoraires de gestion.

Sur la base de ces règles de financement, les montants prévisionnels maximums des financements apportés par le Pays d'Aix, s'élèveraient à un montant total de 1 019 077 € euros TTC, soit 12% du coût de revient du projet, tel que défini dans le tableau ci-après :

Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix	
Financements prévisionnels	Bloc 1 : Travaux d'urgence 504 893 €
	Bloc 2 : Travaux de mise en conformité 358 213 €
	Bloc 3 : Autres travaux rénovation énergétique 155 972 €
<b>Total : 1 019 077 € soit 12% du coût total de l'opération</b>	

Le plan de financement global de l'opération, tel que prévu dans le Plan de Sauvegarde entre les différents partenaires, est le suivant :

Plan de financement	
DEPENSES	
Travaux plan de sauvegarde (PDS) HT	6 530 351
Honoraires	839 391
Assurance dommage ouvrage	125 054
Honoraires syndic	125 054
TVA (10%-20%)	765 794
Coût Acquisitions lots	300 000
Frais financiers	35 000
<b>Dépenses TTC</b>	<b>8 720 644</b>
RECETTES	
Subvention ANAH	5 129 552
Subvention Métropole	1 019 077
Subvention Département	152 376
Subvention Région	230 000
Reste à charge Copropriétaires	2 189 639
<b>Recettes TTC</b>	<b>8 720 644</b>

Afin d'aider la copropriété à réaliser les travaux d'urgence (bloc 1), le Territoire du Pays d'Aix propose le versement d'une avance, au syndicat des copropriétaires, sur la base de l'avance accordée par l'Anah, à hauteur de 40 % dans la limite maximale de 300 000 €.

Ainsi, la subvention du Territoire est prévisionnellement répartie, en fonction du phasage des travaux, de la manière suivante :

2022	2023	2024	TOTAL
Bloc 1 - Avance	BLOC 1 + 2	BLOC 3	
300 000 €	563 106 €	155 972 €	1 019 078 €

Les engagements financiers concourant à la mise en œuvre des travaux ainsi que les modalités de versement de la participation du Territoire du Pays d'Aix sont définis dans la convention de financement à conclure avec le syndicat des copropriétaires annexée au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2019\_CT2\_585 du Conseil Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 approuvant les conventions de préfinancement dans le cadre du plan de sauvegarde des Facultés à Aix-en-Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 8 juin 2022.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'intervenir dans le cadre du Plan de Sauvegarde pour aider au redressement de cette copropriété dégradée.
- Que la Commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde a validé le programme de travaux sur la résidence des Facultés.
- Que l'assemblée générale de la copropriété des Facultés a adopté le programme des travaux, son enveloppe financière et son mode de financement.
- Que le syndic de copropriété sollicite l'aide financière de la Métropole – Territoire du Pays d'Aix pour la réalisation d'un programme de travaux sur la résidence des Facultés.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont attribuées des subventions d'un montant global de 1 019 077 € TTC pour la réalisation des travaux d'urgence, des travaux de mise en conformité, de rénovation énergétique et d'amélioration au syndicat des copropriétaires de la résidence Les Facultés à Aix-en-Provence.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la convention de financement à conclure entre la Métropole – Territoire du Pays d'Aix et le syndicat des copropriétaires de la résidence Les Facultés.

##### **Article 5 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents afférents.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération 45811822735, nature 4581, fonction 50, autorisation de programme DI735AP.

##### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Habitat et aménagement du territoire – Politique de la ville / Cohésion sociale

### 2022 CT2 225

**AVIS - Approbation de la prolongation des avenants aux conventions d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) dans les Quartiers Politique de la Ville du territoire métropolitain**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à la loi du 21 février 2014, les six Conseils de Territoire du territoire métropolitain disposant de Quartiers Politique de la Ville ont chacun signé un contrat de ville.

L'article 1388 bis du Code général des impôts (CGI), modifié par la loi de finances pour 2015, confirme le rattachement de l'abattement de TFPB aux contrats de ville.

Celui-ci permet aux bailleurs sociaux signataires des contrats de ville de bénéficier d'un abattement de 30 % sur la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour leurs patrimoines situés en quartier politique de la ville et de financer, en contrepartie, des actions de renforcement de la qualité urbaine aux locataires ou des dispositifs spécifiques au quartier.

Il s'inscrit, conformément au comité interministériel des villes du 19 février 2013 sur :

- Un programme d'actions territoriales articulé avec des démarches de gestion urbaines et sociale de proximité
- Un bilan annuel quantitatif et qualitatif des actions réalisées par les bailleurs sociaux précis des actions réalisées
- L'implication des locataires et conseils citoyens dans le choix des actions et la mesure de la satisfaction

L'article 181 de la loi 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019 a permis la prorogation de ces contrats jusqu'au 31 décembre 2022, prorogeant de fait la période d'application de l'abattement TFPB, selon les conditions de mise en œuvre identiques.

Soit pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence, un avenant a été signé le 30 décembre 2020.

Soit pour le Conseil de Territoire du pays d'Aix, un avenant a été signé le 30 septembre 2021.

Soit pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais un avenant a été signé le 28 décembre 2020.

Soit pour le Conseil de territoire Istres Ouest Provence un avenant a été signé le 2 octobre 2020.

Soit pour le Conseil de Territoire du Pays de Martigues, un avenant a été signé le 31 décembre 2020.

Ces avenants de convention d'abattement TFPB ont été entérinés par une délibération du Bureau de la Métropole CHL 008-8218/20/BM du 31 juillet 2020 et pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix par un deuxième avenant à la convention initiale d'abattement de la TFPB par une délibération du Bureau de la Métropole CHL 006-10021/21/BM du 4 juin 2021.

Celui-ci intègre deux nouveaux signataires que sont la Ville de Gardanne et le bailleur social Erilia, et annexe cet avenant au contrat de ville 2015-2020, prorogé jusqu'au 31 décembre 2022 par le protocole d'engagements renforcés et réciproques en conservant les autres dispositions de l'avenant n°1 à la convention initiale.

La loi de finances pour 2022 a acté la prorogation des contrats jusqu'au 31 décembre 2023 et des régimes fiscaux zonés dans un contexte de réflexion sur les contours et le contenu de ceux-ci. Par cohérence, les régimes fiscaux zonés qui leurs sont attachés ont également été prorogés d'une année, à l'instar de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties (ATFPB) dont les organismes HLM bénéficient au titre de leur parc ancien et dont le cadre national de valorisation a été révisé en septembre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La délibération HN 8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la –Métropole ;
- L'article 1388 bis du Code général des impôts (CGI), modifié par la loi de finances pour 2015 ;
- L'article 181 de la loi 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019
- L'avenant à la convention d'abattement de la TFPB du territoire de Marseille Provence signé le 30 décembre 2020 ;

- Le deuxième avenant à la convention d'abattement de la TFPB du territoire du Pays d'Aix signé le 30 septembre 2021 ;
- L'avenant à la convention d'abattement de la TFPB du territoire du Pays Salonais signé le 28 décembre 2020 ;
- L'avenant à la convention d'abattement de la TFPB du territoire Ouest Provence signée le 2 octobre 2020 ;
- La convention d'abattement de la TFPB du territoire du Pays de Martigues signé le 31 décembre 2020 ;
- L'article 181 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019, la durée des six contrats de ville de la métropole est prolongée jusqu'en 2022 ;
- La loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022, la durée des six contrats de ville de la métropole et des régimes fiscaux zonés à l'instar de l'abattement de taxe foncière pour le bâti (ATFPB) est prorogée jusqu'au 31 décembre 2023 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 27 juin 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais 27 juin 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Ouest Provence 27 juin 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues 23 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'en application de l'article 181 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019, la durée des six contrats de ville de la métropole est prolongée jusqu'en 2022 ;
- Que l'article 1388 bis du Code général des impôts (CGI), modifié par la loi de finances pour 2015, confirme le rattachement de l'abattement de TFPB aux contrats de ville ;
- Que l'article 181 de la loi 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019 a permis la prorogation de ces contrats jusqu'au 31 décembre 2022, prorogeant de fait la période d'application de l'abattement TFPB, selon les conditions de mise en œuvre identiques ;

- Qu'en application de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022, la durée des six contrats de ville de la métropole et des régimes fiscaux zonés à l'instar de l'abattement de taxe foncière pour le bâti (ATFPB) est prolongée jusqu'en décembre 2023.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la prorogation de l'avenant de la convention TFPB du territoire Marseille Provence ci annexé jusqu'au 31 décembre 2023.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la prorogation des deux avenants de la convention TFPB du territoire du Pays d'Aix ci annexés jusqu'au 31 décembre 2023.

##### **Article 3 :**

Est approuvée la prorogation de l'avenant de la convention TFPB du territoire du Pays Salonais ci annexé jusqu'au 31 décembre 2023.

##### **Article 4 :**

Est approuvée la prorogation de l'avenant de la convention TFPB du territoire du Pays Ouest Provence ci annexé jusqu'au 31 décembre 2023.

##### **Article 5 :**

Est approuvée la prorogation de l'avenant de la convention TFPB du territoire du Pays de Martigues ci annexé jusqu'au 31 décembre 2023.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2022 CT2 226**

### **AVIS - Approbation de la prolongation des avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi N° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.

Concernant la Métropole Aix-Marseille- Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 59 et comptent 300 000 habitants. Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, des contrats de ville ont été signés par les six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix- Marseille-Provence en 2015.

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine pose également l'obligation de l'évaluation à mi-parcours des Contrats de Ville conclus à l'échelle intercommunale pour la période 2015-2020.

L'évaluation à mi-parcours des six contrats de ville a été présentée à l'ensemble des six Conseils de Territoire lors du Comité de Pilotage Métropolitain du 21 Mars 2019.

Des enjeux et des priorités d'intervention à l'échelle de la Métropole ont été alors déterminés et actés dans le cadre d'un avenant à chaque contrat de ville du territoire métropolitain.

Soit pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence, un avenant portant protocole d'engagement réciproques et renforcés a été signé le

Soit pour le Conseil de Territoire du pays d'Aix, un avenant portant protocole d'engagements réciproques et renforcés a été signé le 2 novembre 2020

Soit pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais un avenant protocole d'engagements réciproques et renforcés a été signé le

Soit pour le Conseil de territoire Istres Ouest Provence un avenant protocole d'engagements réciproques et renforcés a été signé le

Soit pour le Conseil de Territoire du Pays de Martigues, un avenant protocole d'engagements réciproques et renforcés a été signé le 15 octobre 2019.

Ces avenants ont été entérinés par une délibération du Bureau Métropolitain DEVT 016-6664/19/BM en date du 26 septembre 2019

En outre, l'article 181 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour 2019 a prévu la prorogation de la durée des contrats de ville jusqu'au 31 décembre 2022.

La loi de finances pour 2022 a acté la prorogation des contrats jusqu'au 31 décembre 2023 et des régimes fiscaux zonés dans un contexte de réflexion sur les contours et le contenu de ceux-ci. Il convient donc d'approuver les avenants actant ces prorogations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DEVT 016-6664/19/BM du 26 septembre 2019 ;
- L'article 181 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019, la durée des six contrats de ville de la métropole est prolongée jusqu'en 2022 ;
- La loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances de 2022, la durée des avenants portant protocole d'engagements réciproques et renforcés est prorogée jusqu'au 31 décembre 2023 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 27 juin 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juin 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 28 juin 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 27 juin 2022 ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 23 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'en application de l'article 181 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi des finances pour 2019, la durée des six contrats de ville de la Métropole est prolongée jusqu'en 2022 ;
- Qu'en application de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022, la durée des six contrats de ville de la Métropole est prorogée jusqu'en décembre 2023.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant ci-annexé relatif à la prorogation du protocole d'engagements réciproques et renforcés du Conseil de Territoire Marseille Provence jusqu'au 31 décembre 2023.

##### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant ci-annexé relatif à la prorogation du protocole d'engagements réciproques et renforcés du Conseil de Territoire du Pays d'Aix jusqu'au 31 décembre 2023.

##### **Article 3 :**

Est approuvé l'avenant ci-annexé relatif à la prorogation du protocole d'engagements réciproques et renforcés du Conseil de Territoire du Pays salonais jusqu'au 31 décembre 2023.

##### **Article 4 :**

Est approuvé l'avenant ci-annexé relatif à la prorogation du protocole d'engagements réciproques et renforcés du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile jusqu'au 31 décembre 2023.

##### **Article 5 :**

Est approuvé l'avenant ci-annexé relatif à la prorogation du protocole d'engagements réciproques et renforcés du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence jusqu'au 31 décembre 2023.

##### **Article 6 :**

Est approuvé l'avenant ci-annexé relatif à la prorogation du protocole d'engagements réciproques et renforcés du Conseil de Territoire du Pays de Martigues jusqu'au 31 décembre 2023.

##### **Article 7 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2022 CT2 227**

**Attribution d'aides pour la réhabilitation de logements locatifs sociaux dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville – Approbation de conventions de financement**

Le parc social du Pays d'Aix est relativement ancien puisque près de la moitié des logements a été réalisée avant 1977. En partie vieillissant, ce parc a besoin de travaux de remise à niveau et de réhabilitation. Ainsi, depuis 2014, le Pays d'Aix soutient les opérations de réhabilitation de logements locatifs sociaux. Les aides se déclinent de la façon suivante :

	Nature des réhabilitations				Taux de financement global du Territoire Maximum 50% du coût total de l'opération
	Energie / Thermique			Autres Travaux	
	Maximum	Moyen	Minimum		
	Travaux non plafonnés	Travaux plafonnés à 18 000 euros par logement		Travaux plafonnés à 13 000 euros par logement	
Projets ANRU ou assimilés en cours	40%	30%	20 %	30%	Financement de complément
QPV / Quartiers d'habitat social fragilisés	30%	25%	20%	25%	
Reste du territoire				15%	

Chaque subvention allouée à une opération de réhabilitation de logement social fait l'objet d'une convention de financement entre le Territoire du Pays d'Aix, et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de Territoire.

Selon ces critères, il est proposé dans ce rapport d'attribuer des aides à la réhabilitation de logements locatifs sociaux et d'approuver les conventions afférentes.

Les opérations concernent ici les Résidences Hespérides Debussy, Rossini, ensembles immobilier du bailleur Logis Méditerranée, situées sur la Commune de Vitrolles dans le périmètre des Quartiers Prioritaires de la Ville (secteur Centre et Frescoule).

#### • RESIDENCE LES HESPERIDES

La résidence les Hespérides, construite en 1985, comprend 131 logements collectifs répartis en 6 bâtiments. Le projet global de Logis Méditerranée repose sur la réhabilitation du Foyer Les Hermès qui comporte une vente d'immeuble à rénover à la Ville en vue de la réalisation du CCAS, des créations d'espace collectifs, d'une épicerie solidaire et par la réhabilitation de 37 logements sociaux (20 PLAI et 17 PLUS).

Le programme des travaux envisagés pour la réhabilitation des 37 logements (20 PLAI et 17 PLUS) porte sur :

- Démolition de gros œuvre,
- Etanchéité,
- Ravalement de façades,
- Revêtement de sol,
- Doublage de cloisons et faux plafonds,
- Menuiseries intérieures,
- Serrurerie,
- CVC plomberie,
- Electricité,
- Peinture et nettoyage
- Aménagements extérieurs.

Le prix de revient prévisionnel pour l'ensemble de ces interventions est chiffré à 1 914 000 € TTC.

Aucun travaux d'amélioration de la performance énergétique n'est prévu pour ce projet.

Les travaux à réaliser, et pour lesquels le bailleur sollicite un financement du Territoire, entrent donc dans la catégorie « autres travaux ».

Le montant total prévisionnel des travaux étant supérieur au plafond de 13 000 € par logement, le Pays d'Aix interviendra à hauteur de 25 % du montant plafonné. Cette aide, déclinée dans le tableau annexé, s'élève, par conséquent, à **120 250 €** pour cette opération de réhabilitation représentant 37 logements locatifs sociaux.

#### • RESIDENCE DEBUSSY

La résidence Debussy, construite en 1991, comprend 49 logements collectifs répartis en 7 bâtiments.

Le programme des travaux envisagés porte sur :

- Ravalement de façades,
- Reprise des descentes EP,
- Réfection des étanchéités,
- Remplacement des gardes corps d'accès en RDC,
- Mise aux normes des accès toitures et combles,
- Mise aux normes des systèmes d'éclairage des parties communes.

Le prix de revient prévisionnel pour l'ensemble de ces interventions est chiffré à 500 000 € TTC.

Aucun travaux d'amélioration de la performance énergétique n'est prévu pour ce projet. La

performance énergétique de la résidence est qualifiée de satisfaisante par le bailleur (étiquette C). Les travaux à réaliser, et pour lesquels le bailleur sollicite un financement du Territoire, entrent donc dans la catégorie « autres travaux ».

Le montant total prévisionnel des travaux étant inférieur au plafond de 13 000 € par logement, le Pays d'Aix interviendra à hauteur de 25 % du montant des travaux. Cette aide, déclinée dans le tableau annexé, s'élève, par conséquent, à **125 000 €** pour cette opération de réhabilitation représentant 49 logements locatifs sociaux.

#### • RESIDENCE ROSSINI

La résidence Rossini, construite en 1992, comprend 49 logements collectifs répartis en 7 bâtiments.

Le programme des travaux envisagés porte sur :

- Traitement des façades,
- Reprise des descentes Eps,
- Réfection de l'étanchéité des balcons,
- Peinture des garde-corps,
- Révision de la toiture.

Le prix de revient prévisionnel pour l'ensemble de ces interventions est chiffré à 600 000 € TTC.

Aucun travaux d'amélioration de la performance énergétique n'est prévu pour ce projet. La performance énergétique de la résidence est qualifiée de satisfaisante par le bailleur (étiquette C). Les travaux à réaliser, et pour lesquels le bailleur sollicite un financement du Territoire, entrent donc dans la catégorie « autres travaux ».

Le montant total prévisionnel des travaux étant inférieur au plafond de 13 000 € par logement, le Pays d'Aix interviendra à hauteur de 25 % du montant des travaux. Cette aide, déclinée dans le tableau annexé, s'élève, par conséquent, à **150 000 €** pour cette opération de réhabilitation représentant 49 logements locatifs sociaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2019\_CT2\_014 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019 relative à la mise à jour des modalités d'intervention du Territoire pour la réhabilitation des logements locatifs sociaux ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;

- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 8 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de soutenir la réhabilitation des logements locatifs sociaux sur le Territoire du Pays d'Aix.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention pour les trois opérations décrites dans le tableau annexé pour un montant total de 395 250 €.

**Article 2 :**

Sont approuvées les conventions de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et les bailleurs sociaux concernés.

**Article 3 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant est autorisé à signer les conventions et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162732, nature 4581, fonction 52, autorisation de programme DI732-1A.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 228**

**Approbation de la convention avec l'opérateur DUNES pour la mise en œuvre du dispositif de médiation sociale Ville/bailleurs sociaux de Vitrolles**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance, la Ville de Vitrolles et les bailleurs sociaux du Territoire ont souhaité s'engager, dès 2013, dans un dispositif de médiation sociale partenarial et inter-bailleurs.

Un diagnostic partagé avait fait apparaître un besoin de médiation sociale sur le parc social et sur l'espace public, en complément des dispositifs de médiation sociale existants, notamment aux abords des établissements scolaires secondaires.

En réponse à l'appel à projet 2021 du contrat de Ville du Pays d'Aix, l'association DUNES avait proposé la mise en place d'un dispositif de médiation sociale répondant aux enjeux mis en avant par les pouvoirs publics et participant à la stratégie d'approche globale déployée dans le cadre du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de Vitrolles.

Après une année d'expérimentation, un Comité de pilotage de la « Médiation Sociale Ville Bailleurs » s'est tenu le vendredi 7 janvier 2022 à l'issue duquel les financeurs – Ville, Etat, Bailleurs sociaux – ont décidé de reconduire l'association DUNES dans le portage du dispositif à travers l'établissement d'une convention triennale, qui permettra à l'association de mener à bien ses missions dans la stabilité et la continuité, qui sont également attendues par la population.

La présente convention définit le cadre d'intervention de la médiation sociale Ville – bailleurs (MSVB) menée par l'association DUNES sur la commune de Vitrolles pour l'année 2022. Elle sera renouvelée par tacite reconduction pendant deux exercices sous réserve des validations internes annuelles propres à chaque partenaire financeur et de la stabilité financière du projet.

Le Territoire du Pays d'Aix est partenaire de cette action depuis 2013 et accompagnait ce projet, initialement conduit par l'association Adélies, à hauteur de 34 000 euros. En 2015, dans le cadre du transfert des charges de subventions aux communes, cette action avait été transférée pour ce montant.

Il s'agit de confirmer ce partenariat en approuvant la convention.



Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,  
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A125 du Conseil communautaire de la CPA du 10 juillet 2015, relatif au transfert des subventions aux associations vers les Communes membres de la CPA ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 8 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix soutient les dispositifs de médiation sociale.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention pour la mise en œuvre du dispositif de médiation sociale ville bailleurs de Vitrolles sur l'année 2022 ci-annexée.

**Article 2 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	54
Majorité absolue	28
Pour	54
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 229**

**Approbation de la convention annuelle avec l'opérateur DUNES pour la mise en œuvre du dispositif de médiation sociale Ville/bailleurs sociaux d'Aix-en-Provence**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance, la Ville d'Aix-en-Provence et les bailleurs sociaux du Territoire ont souhaité s'engager, dès 2019, dans un dispositif de médiation sociale partenarial et inter-bailleurs.

Un diagnostic partagé avait fait apparaître un besoin de médiation sur une partie du parc social et de l'espace public en complément des dispositifs de médiation existants, notamment aux abords des établissements scolaires secondaires (collège, lycée). Forts de ce diagnostic commun, la Ville, les bailleurs sociaux et l'État ont collectivement élaboré un cahier des charges de la « médiation sociale urbaine, tranquillité et paisibilité dans les quartiers d'habitat social » pour la Commune d'Aix-en-Provence, définissant les missions, les territoires, les modalités d'intervention des médiateurs et les moyens alloués au dispositif.

Les objectifs généraux de la médiation sociale sont les suivants :

- Contribuer à réduire les situations de tension en intervenant sur les problématiques relevant du champ d'action du médiateur ;
- Contribuer à restaurer le lien social sur les quartiers concernés, dans l'objectif d'aller vers un mieux-vivre ensemble ;
- Identifier et analyser les situations d'atteinte à la tranquillité publique ;
- Répondre au sentiment d'insécurité de la population par une présence visible et active sur l'espace public aux heures de grande fréquentation et au sein des espaces privés des résidences appartenant aux bailleurs ;
- Rassurer et améliorer les relations entre les individus et les groupes ;
- Réguler l'utilisation de l'espace public et ouvert au public en agissant en cas d'appropriation problématique d'un espace

et en intervenant sur des comportements incivils ;

- Faire de la médiation un outil de résolution privilégié des difficultés de tranquillité publique ;
- Accompagner les médiateurs en parcours d'insertion (Parcours Emplois Compétences, adultes relais).

Le 24 juillet 2019, une convention entre l'association Développement Urbain de Nouveaux Espaces Sociaux (ci-après DUNES) et l'ensemble des partenaires a été signée afin de mettre en place un dispositif de médiation sociale au sein des parcs d'habitat social des quartiers prioritaires d'Encagnane et du Jas de Bouffan d'Aix-en-Provence.

Le comité de pilotage de février 2020 a validé la reconduction du dispositif de médiation sociale et son extension sur d'autres parcs d'habitat social sensibles, nécessitant un renforcement de l'équipe de médiation pour permettre de couvrir ces nouvelles zones.

Le 8 octobre 2020, un avenant à la convention entre l'association DUNES et l'ensemble des partenaires a été signé afin d'étendre le dispositif de médiation sociale sur les quartiers de Corsy, Beisson et Pinette dans les mêmes conditions et suivant les mêmes objectifs que ceux définis initialement. Pour le quartier d'Encagnane déjà couvert, l'association a intégré dans son périmètre d'action la copropriété des facultés.

L'association DUNES a étoffé en 2021 ses équipes par l'affectation de 3 médiateurs supplémentaires et comprend encore pour l'année 2022 une équipe de 9 « Médiateurs » ainsi qu'une équipe d'encadrement équivalente à un Emploi Temps Plein.

Les médiateurs travaillent en lien étroit avec les différents acteurs du territoire : centres-sociaux, associations de proximité, ADDAP 13 (éducateurs spécialisés et médiateurs établissements scolaires), associations spécialisées (Point accueil écoute jeunes, Mission Locale, etc.), les établissements scolaires, les services de la Ville d'Aix-en-Provence, la Maison départementale de la solidarité et la déléguée du Préfet.

L'action s'adaptera aux saisonnalités et les horaires de présence des équipes de médiation seront adaptés au besoin du territoire avec un fonctionnement été/hiver qui tiendra compte des diagnostics partagés sur ces périodes (mis en exergue lors des cellules de veille, comité techniques, diagnostic en marchant...).

#### **Financement du projet**

Le coût total du dispositif de médiation s'élève à **358 943 €** (N° du GU 2022\_081\_01) **pour l'année 2022**. La participation financière de la Commune d'Aix-en-Provence et le Territoire du Pays d'Aix est la suivante :

- Commune d'Aix-en-Provence : 49 820 €
- Territoire du Pays d'Aix : 52 365 € répartis de la manière suivante :

Participation prévue dans la convention	37 365 € (du 01/01 au 31/12)
Participation exceptionnelle pour l'intervention sur la copropriété des facultés	15 000 € (calcul défini dans la partie participation bailleur)
<b>Total participation Territoire du Pays d'Aix</b>	<b>52 365€</b>

- Bailleurs sociaux : 181 600 € répartis de la manière suivante :

	Montant de participation annuelle
Pays d'Aix Habitat Métropole	92 250 €
Famille et Provence	44 480 €
UNICIL	3 330 €
SACOGIVA	3 660 €
13 Habitat	20 280 €
LOGIREM	17 600 €
<b>TOTAL</b>	<b>181 600 €</b>

- La participation de l'Etat sera sollicitée sur le Fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation ainsi que sur des postes d'adultes relais.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, pour les actions soumises à convention et celles comprises entre 5 000 € et 23 000 €, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80%, après notification de la subvention et de la convention afférente - le paiement du solde sera versé l'année suivante au regard de la production des éléments suivants, au plus tard le 30 juin 2022 :

- Les derniers bilans et comptes de résultat connus de l'association certifiés par le Président et le trésorier de l'association ;
- Un bilan qualitatif et quantitatif de l'action ;
- Le compte de résultat final de l'action, signé et certifié par le Président et le trésorier de l'association ;
- Un état définitif des factures acquittées pourra être demandé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2006\_A20 du Conseil communautaire de la CPA du 22 juin 2006 ;

- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°2020\_CT2\_161 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020 approuvant l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs relative à l'action de médiation sociale urbaine dans les quartiers prioritaires d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 8 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que ce projet fait l'objet d'une convention pluriannuelle pour un financement du Territoire du Pays d'Aix au motif qu'il s'inscrit dans le champ d'intervention du Territoire en matière de prévention de la délinquance tel que défini par la délibération cadre n°2006\_A20 du Conseil communautaire de la CPA du 22 juin 2006.
- Que la participation du Territoire au projet pour l'année 2022 est de 52 365 € et que ce montant est attribué dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle votée au budget.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant de 52 365 € à l'opérateur DUNES pour son action de médiation sociale sur les quartiers prioritaires de la Ville d'Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association Dunes.

**Article 3 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 420.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	54
Abstentions	2
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

HUBERT Claudie - PENA Marc

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 230**

**Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix oeuvrant dans le champ de la Prévention de la délinquance et approbation de conventions**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le Territoire du Pays d'Aix, différentes associations développent des projets spécifiques dans le champ de la Prévention de la Délinquance.

A ce titre, 7 structures sollicitent la participation de la Métropole pour des aides financières destinées à soutenir les actions qui s'inscrivent, soit dans le Contrat de Ville du Territoire, pour les Communes d'Aix-en-Provence, Gardanne, Pertuis et Vitrolles, soit dans les dispositifs de soutien à la programmation des Comités Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), ou dans d'autres dispositifs non contractuels sur des Communes dont les actions ont besoin d'être soutenues.

Cette proposition s'inscrit dans le prolongement des actions soutenues par le Pays d'Aix selon les 4 axes d'intervention suivants, conformément à la délibération n°2006\_A20 du Conseil communautaire de la CPA d'Aix du 22 juin 2006 :

- Accès au droit et aide aux victimes ;
- Médiation ;
- Prévention des conduites à risques ;
- Information et communication.

Il est ainsi proposé de soutenir financièrement les 20 projets suivants selon la répartition proposée ci-dessous :

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	BUDGET PREVISIONNEL	SUBVENTION SOLLICITEE	SUBVENTION PROPOSEE	CONV OUI/N ON
<b>AXE 1 : Accès au droit et aide aux victimes</b>						
1016	SOLIDARITE FEMMES 13	Accueil à l'antenne de l'association et permanence MJM – Aix-en-Provence	66 400 €	10 900 €	9 000 €	OUI
1017	SOLIDARITE FEMMES 13	Permanence et animation réseau - Vitrolles	17 100 €	7 400 €	7 000 €	OUI
1018	SOLIDARITE FEMMES 13	Permanence et animation réseau - Gardanne	10 300 €	5 000 €	4 500 €	OUI
1019	SOLIDARITE FEMMES 13	Permanence et animation réseau – Bouc-Bel-Air	5 100 €	3 000 €	3 000 €	OUI
1014	SOLIDARITE FEMMES 13	Permanence et formation des intervenants sociaux – Pertuis	5 900 €	1 900 €	1 700 €	OUI
1021	SOLIDARITE FEMMES 13	Animation réseau violences conjugales – Aix-en-Provence	6 340 €	4 000 €	3 500 €	OUI
1023	SOLIDARITE FEMMES 13	Participation au protocole de lutte contre les violences conjugales – Aix-en-Provence	10 700 €	4 000 €	4 000 €	OUI
1022	SOLIDARITE FEMMES 13	La Rue est à nous – Aix-en-Provence	14 700 €	9 800 €	7 600 €	OUI
994	APERS	Intervenants sociaux – Aix-en-Provence	90 000 €	30 000 €	21 000 €	OUI
1222	APERS	Intervenants sociaux - Gardanne	45 000 €	15 000 €	13 500 €	OUI
1223	APERS	Intervenants sociaux - Vitrolles	45 000 €	7 500 €	6 750 €	OUI
1221	APERS	Permanences d'aide aux victimes - Les Pennes-Mirabeau	20 039 €	6 091 €	5 000 €	OUI
1220	APERS	Permanences d'aide aux victimes – Vitrolles	20 039 €	6 091 €	5 000 €	OUI
993	APERS	Permanences d'aide aux victimes – Aix-en-Provence	71 395 €	21 703 €	18 210 €	OUI
1219	APERS	Permanences d'aide aux victimes - Gardanne	20 117 €	6 115 €	5 000 €	OUI
996	ADEJ	Accès au droit des jeunes – Bouc-Bel-Air	8 000 €	8 000 €	3 600 €	NON

992	LE CRI DE L'ENFANT	Maillage Humaniste au centre Hospitalier	19 710 €	11 710 €	6 000 €	NON
<b>Sous total axe 1</b>				<b>158 210 €</b>	<b>124 360 €</b>	
N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	BUDGET PREVISIONNEL	SUBVENTION SOLLICITEE	SUBVENTION PROPOSEE	CONV OUI/N ON
<b>AXE 2 : Médiation</b>						
1015	POMPIERS SANS FRONTIERE	Mise en place d'une section des cadets de la sécurité - Aix-en-Provence	15 400 €	2 500 €	2 250 €	NON
623	SYNERGIE FAMILY	De la vie dans mon quartier	25 798 €	13 827 €	8 000 €	NON
<b>Sous total axe 2</b>				<b>16 327 €</b>	<b>10 250 €</b>	
<b>TOTAL Montant Proposé AXE 1 + AXE 2 = 124 360 € + 10 250 €</b>					<b>134 610 €</b>	
N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	BUDGET PREVISIONNEL	SUBVENTION SOLLICITEE	SUBVENTION PROPOSEE	CONV OUI/N ON
<b>AXE 3 : Prévention des conduites à risques</b>						
927	BUS 31/32	Prévention du décrochage scolaire - Aix-en-Provence	352 805 €	6 000 €	6 000 €	NON
<b>Sous total axe 3</b>				<b>6 000 €</b>	<b>6 000 €</b>	
<b>Total Montant proposé AXE 1 + AXE 2 + AXE 3 = 124 360 € + 10 250 € + 6 000 €</b>					<b>140 610 €</b>	

La participation du Territoire du Pays d'Aix au financement des vingt projets déposés et retenus dans le cadre du champ d'intervention du Territoire en matière de prévention de la délinquance, s'élève à 140 610 €.

Conformément au Règlement budgétaire et Financier de la Métropole, pour les actions soumises à convention et celles comprises entre 5 000 € et 23 000 €, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80%, après notification de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs et quantitatifs et financiers.

Les subventions inférieures à 5 000 € pourront faire l'objet d'un versement unique avec un contrôle a posteriori.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2006\_A20 du Conseil communautaire de la CPA du Pays d'Aix du 22 juin 2006 ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme, et aménagement du 8 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix au titre de sa compétence en matière de prévention de la délinquance propose le financement de vingt projets qui s'inscrivent dans le champ d'intervention du Territoire en matière de prévention de la délinquance tel que défini par la délibération cadre n°2006\_A20 du Conseil communautaire de la CPA du 22 juin 2006.
- Que le montant total de la participation financière du Territoire du Pays d'Aix pour les vingt projets est attribué dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle votée au budget.

## Délibère

### **Article 1 :**

Sont attribuées des subventions pour un montant total de 140 610 € répartis comme indiqué dans le tableau ci-dessus aux bénéficiaires suivants :

- SOLIDARITE FEMMES 13
- APERS
- ACCES AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES (ADEJ)
- LE CRI DE L'ENFANT
- POMPIERS SANS FRONTIERE
- SYNERGIE FAMILY
- BUS 31/32

### **Article 2 :**

Sont approuvées les deux conventions à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les associations Solidarité Femmes 13 et l'APERS.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 420.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Habitat et aménagement du territoire – Prospective et aménagement de l'espace / SCOT

### **2022 CT2 231**

**AVIS - Demande de retrait du dossier de Déclaration d'Utilité Publique Réserve Foncière - Quartier de Gare aux Pennes-Mirabeau au bénéfice de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le secteur du quartier de Gare à Plan-de-Campagne, situé au Nord-Est de la Commune des Pennes-Mirabeau, à proximité de l'autoroute A51, représente un espace de développement stratégique pour les acteurs publics afin d'y développer un nouveau quartier à proximité du futur pôle d'échanges multimodal. En effet, la réalisation d'un projet d'aménagement autour de la gare de Plan-de-Campagne permettrait d'améliorer les services de transports en commun, de moderniser les équipements existants et d'améliorer l'environnement immédiat autour de l'équipement public.

Le Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement parmi lesquels « le caractère structurant de l'opération pour la mise en œuvre des orientations métropolitaines notamment en matière d'aménagement et d'équilibre de l'habitat » ainsi que « la prise en compte dans le programme de l'opération de l'articulation habitat-transport et des démarches environnementales ». Ainsi, en considération du caractère stratégique du secteur du quartier de gare de Plan-de-Campagne en matière d'aménagement, d'habitat et de transports, l'opération d'aménagement a été déclarée d'intérêt métropolitain par délibération du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018.

Sur le plan foncier, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune des Pennes-Mirabeau et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur ont signé en octobre 2017 une convention d'intervention foncière en phase anticipation sur le secteur du quartier de gare à Plan-de-Campagne. Le conventionnement porte sur une enveloppe financière d'un montant de 25 millions d'euros, mobilisée afin de permettre à l'opérateur foncier de procéder aux acquisitions nécessaires à la mise en œuvre du projet.

L'EPF PACA a engagé des négociations amiables qui lui ont permis d'acquérir un certain nombre de biens. Cependant, compte-tenu de la dureté foncière du secteur et afin d'assurer une maîtrise foncière certaine des tènements nécessaires à la mise en œuvre de l'opération, une procédure de déclaration d'utilité publique pour réserve foncière a été

engagée. Le périmètre retenu pour la mise en œuvre de la procédure de déclaration d'utilité publique représente une superficie d'environ 29 hectares.

Une grande majorité des terrains du projet de quartier de gare est la propriété des mêmes indivisions. Les négociations engagées avec ces dernières ont permis de faire émerger un consensus permettant à court-terme la cession des terrains d'assiette du futur pôle d'échanges multimodal lié à la nouvelle halte ferroviaire de Plan-de-Campagne. Ainsi il serait possible de réaliser un projet urbain de qualité dans le cadre d'un partenariat public-privé, au travers des outils d'urbanisme opérationnel habituels.

Ce travail, engagé en lien étroit avec la Commune des Pennes-Mirabeau, permet donc d'entrevoir la faisabilité d'une opération sans maîtrise publique des terrains et conduit la Métropole à demander le retrait de la DUP Réserve Foncière, déposée par l'EPF PACA en Préfecture fin 2020. Le présent rapport vise donc à autoriser la Métropole à demander le retrait du dossier de DUP Réserve foncière. Cette demande de retrait sera faite par l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Il convient de noter que le Bureau de la Métropole du 10 mars 2022 a autorisé la Métropole Aix-Marseille-Provence à engager une procédure de DUP travaux pour la mise en œuvre du pôle d'échanges multimodal des Pennes-Mirabeau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 003-1673/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant la convention d'intervention foncière en phase anticipation avec l'EPF PACA et la Commune des Pennes-Mirabeau ;
- La délibération n°URB 023-2781/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 définissant les critères de l'intérêt Métropolitain des opérations d'aménagement ;
- La délibération n°URB 014-3853/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 déclarant l'intérêt métropolitain de l'opération d'aménagement du quartier de gare aux Pennes-Mirabeau ;

- La délibération n°URB 016-4771/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la conclusion de l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière en phase anticipation avec l'EPF PACA et la Commune des Pennes-Mirabeau ;
- La délibération n°URB 023-5154/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant accord de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif au lancement d'une Déclaration d'Utilité Publique pour réserve foncière par l'Etablissement Public Foncier PACA - Quartier de Gare à Plan-de-Campagne ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URBA 025-9000/20/BM du Bureau de la Métropole du 17 décembre 2020 portant autorisation de lancement d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique Réserve foncière - Quartier de Gare aux Pennes-Mirabeau au bénéfice de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- La délibération n°MOB-011-11261/22/BM du Bureau de la Métropole du 10 mars 2022 portant approbation du lancement de la déclaration d'utilité publique et demande d'ouverture de l'enquête publique préalable et de l'enquête parcellaire, dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure d'expropriation pour le projet du Pôle d'Echanges Multimodal de Plan de Campagne ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

#### **Où le rapport ci-dessus**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite désormais mettre en œuvre un projet urbain en lien avec les propriétaires des terrains et des opérateurs privés, sans maîtrise publique du foncier autour de la future gare et de son pôle d'échanges sur la Commune des Pennes-Mirabeau.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la demande de retrait de la Déclaration d'Utilité Publique Réserve Foncière au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le périmètre de 29 hectares du projet de quartier de gare aux Pennes-Mirabeau.

## **Article 2 :**

L'EPF PACA est autorisé à solliciter le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône pour le retrait du dossier de Déclaration d'Utilité Publique Réserve Foncière et d'enquête parcellaire sur le périmètre de 29 hectares du projet de quartier de gare aux Pennes-Mirabeau.

## **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces assurant la mise en œuvre des articles qui précèdent, ainsi que toutes les pièces qui en seraient le préalable ou la conséquence.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2022 CT2 232**

**AVIS - Mise en place d'un périmètre de droit de préemption urbain renforcé sur les zones 2AU de Lignane et de la Calade sur la commune d'Aix-en-Provence**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales. L'article L.211-2 2ème alinéa du Code de l'urbanisme dispose que lorsqu'un Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Établissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain (DPU).

Sur le Territoire du Pays d'Aix, cette compétence est devenue effective au 1<sup>er</sup> janvier 2018, jusqu'à cette

date elle était exercée par la Commune.

La Commune d'Aix-en-Provence a approuvé son Plan Local d'Urbanisme par délibération n°2015-349 en date du 23 juillet 2015. Depuis cette date le document d'urbanisme a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolutions dont la plus récente, la modification n°6, date du 19 décembre 2019. La Métropole par délibération en date du 19 décembre 2019 a actualisé le droit de préemption urbain et le droit de préemption renforcé sur la Commune d'Aix-en-Provence et a notamment modifié le périmètre du droit de préemption urbain renforcé du centre-ville d'Aix-en-Provence afin de le faire coïncider avec le périmètre de la concession d'aménagement dite de réhabilitation urbaine de l'agglomération aixoise adoptée par la Commune par délibération n°2015-611 en date du 15 décembre 2015.

**Le secteur de Lignane** situé au nord d'Aix-en-Provence constitue une des principales portes d'entrée de la Commune sur l'axe historique de l'ancienne Route nationale 7. Transition entre campagne et ville, l'urbanisation du site s'est développée le long de la RD7n sans véritable plan d'aménagement d'ensemble créant un quartier mixte mélangeant activités économiques le long de la route départementale, habitat et agriculture. La traversée de Lignane s'effectue sur un linéaire d'environ 800 mètres, composé de plusieurs séquences pour finir sur la coupure agricole et naturelle de la Touloubre qui délimite le secteur de celui de la Calade, plus au sud.

Le Plan Local d'Urbanisme de la ville approuvé en 2015 classe le secteur de Lignane en zone 2AU (urbanisation future) totalisant 38 hectares. Sur ce périmètre de nombreuses entreprises sont présentes mais un certain nombre de parcelles, environ 13 hectares, sont inoccupées. Ces activités coexistent avec de l'habitat (classées en N), situé en arrière-plan. Des terrains agricoles classés en A (Agricole) sont également présents bien que moins visibles depuis la route mais marquant encore fortement le paysage.

Cette urbanisation disparate, progressive et au coup par coup de Lignane génère aujourd'hui des difficultés et des dysfonctionnements techniques importants pour les riverains, les usagers de la RD7n et les entreprises présentes sur site, tant au niveau de la sécurité routière, des différents réseaux (assainissement, eau potable) que du risque inondation lié à la Touloubre. Aussi, le secteur de Lignane déjà partiellement urbanisé et occupé par des activités économiques, présente un intérêt majeur pour mettre en œuvre une politique de renouvellement urbain et de densification du tissu existant. Cette volonté s'inscrit dans les nouvelles directives du PLUi du Territoire qui visent notamment à réduire la consommation d'espaces agricoles et naturels et à privilégier la densification des zones déjà occupées et anthropisées. La restructuration du site de Lignane présente un intérêt majeur pour le Territoire du Pays d'Aix. Ce projet permettra de dégager du foncier à vocation économique tout en permettant une requalification de cet espace qui s'est développé sans planification urbaine et également une amélioration de la sécurité routière sur la RD 7n. La Métropole Aix-Marseille-Provence / Territoire du Pays d'Aix a souhaité engager une opération

d'aménagement à vocation économique sur le site de Lignane, en confiant à la SPLA Pays d'Aix Territoires une étude de positionnement économique, afin de définir la vocation de l'opération et sa programmation.

**Le secteur de la Calade** se situe au nord-ouest d'Aix-en-Provence sur la RD7n et constitue une entrée de ville majeure, composée d'un tissu urbain peu dense et mixte avec la présence d'habitat diffus et d'entreprises. Le site est traversé par la ligne ferroviaire des Alpes reliant Marseille à Briançon et la ligne TER devant à terme augmenter sa capacité et le cadencement de la circulation des trains. L'ancienne halte ferrée désaffectée pourrait ainsi à terme être remise en service.

Le PLU de la Commune a défini dans une OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation) les principes d'aménagement autour du futur pôle d'échanges, avec un secteur à dominante d'activités économiques, dont le périmètre d'environ 38 hectares est classé en zone 2AU, c'est-à-dire une zone insuffisamment équipée, fermée à l'urbanisation.

La configuration du site a été considérablement modifiée avec la suppression du passage à niveau et la réalisation de la déviation de la RD7n. Ainsi, de nouveaux enjeux se dessinent : traiter et aménager l'ancienne RD7n dont les deux voies se retrouvent en impasse, créer de nouvelles zones de développement économique en intégrant les activités présentes sur le site ainsi que la réalisation d'une déchèterie-ressourcerie, assurer un traitement paysager adapté à l'urbanisation projetée, tout en préservant la faisabilité à moyen/long terme de créer une centralité autour du pôle d'échanges.

En 2017, le Territoire du Pays d'Aix a confié à la SPLA Pays d'Aix Territoires la réalisation d'une étude de faisabilité sur le secteur qui avait pour objectif de produire un diagnostic, notamment sur les aspects fonciers et proposer un schéma d'aménagement, un montage opérationnel et établir un bilan financier. Sur la base de cette étude préalable et des analyses foncières, il ressort qu'environ 13 ha sont aménageables et 4 hectares seraient potentiellement mutables. Par ailleurs, le positionnement économique de cet espace serait prioritairement orienté vers l'accueil de PME du secteur de l'éco-construction. Cette filière est en cohérence avec les entreprises déjà installées sur le site et l'accueil à court terme d'une déchèterie-ressourcerie.

Sur la base de ces éléments, le Territoire du Pays d'Aix souhaite définir un projet sur le secteur de la Calade, sous la forme d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté. Dans cette optique, et au titre de sa compétence « en matière de création, aménagement et gestion des zones d'activités économiques », le Territoire du Pays d'Aix a confié en mars 2019 à la SPLA, par le biais d'une convention de mandat d'études, la réalisation de l'ensemble des études préalables nécessaires à la formalisation du dossier de création de la ZAC. Une équipe pluridisciplinaire a d'ores et déjà été retenue pour réaliser cette mission.

Le projet de ZAC aura pour objectif de :

- Proposer un schéma d'aménagement permettant de dégager environ 15 hectares de terrains cessibles notamment pour des

activités orientées vers le secteur de l'éco construction,

- Recomposer le schéma viaire à partir des deux impasses de la RD7n qui desservent le secteur,
- Préserver la possibilité à terme de réaliser un pôle d'échanges autour de l'ancienne halte ferrée, avec un parc relais,
- Intégrer le projet de déchèterie-ressourcerie sur une parcelle communale d'environ 1 ha,
- Prendre en compte le caractère résidentiel du site, notamment au sud de la RD7n et la problématique du risque inondation lié à la Touloubre.

A ce jour, les secteurs de Lignane et de la Calade sont soumis au droit de préemption simple. De nombreux biens sont donc exclus du droit de préemption urbain conformément à l'article L211-4 du Code de l'urbanisme.

Il s'agit de :

- l'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués soit par un seul local à usage d'habitation, soit par un tel local et ses locaux accessoires, soit par un ou plusieurs locaux accessoires d'un tel local, le tout compris dans un bâtiment soumis au régime de la copropriété soit depuis plus de dix ans, soit à la suite du partage total ou partiel d'une société d'attribution ;

- la cession de parts ou d'actions de société constituée en vue de l'attribution d'immeubles aux associés par fractions divisées ou de société coopérative de construction et donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires ;

- l'aliénation d'un immeuble bâti pendant une période de quatre ans à compter de son achèvement.

L'article précise que ces cessions peuvent être soumises au droit de préemption si le titulaire décide de l'appliquer par une délibération motivée. Il s'agit dans ce cas d'un droit de préemption urbain renforcé (DPUR).

Or, pour faciliter l'aboutissement des projets d'aménagement économique, il importe que toutes les transactions intervenant dans ces périmètres complexes soient connues afin de permettre la mobilisation des biens nécessaires à la mise en œuvre des projets d'aménagement économique. Il convient donc de définir sur ces deux secteurs un droit de préemption urbain renforcé.

Les effets juridiques attachés à la délibération auront pour point de départ l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité prescrites à l'article R221-2 du Code de l'urbanisme.



Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015-A304 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le Schéma de cohérence territorial du Pays d'Aix ;
- La délibération n° 2015-349 du Conseil municipal du 23 juillet 2015 de la Commune d'Aix-en-Provence approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la Commune ;
- La délibération n°URB 003-7895/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant la modification n°6 du PLU de la Commune d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n° 2015-350 du Conseil municipal du 23 juillet 2015 de la Commune d'Aix-en-Provence, actualisant les droits de préemption urbain sur la Commune ;
- La délibération n°2016-428 du Conseil municipal du 23 septembre 2016 de la Commune d'Aix-en-Provence modifiant le périmètre du droit de préemption renforcé ;
- La délibération n°URB014-7385-19-BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 portant évolution des périmètres de droit de préemption urbain et de droit de préemption urbain renforcé sur la Commune d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°2020-CT2-372 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 10 décembre 2020 approuvant le lancement d'une opération d'aménagement économique sur le secteur de Lignane à Aix-en-Provence et passation d'une convention d'études avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°URB 010-5605/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 portant approbation d'une convention de mandat d'études avec la SPLA Pays d'Aix Territoires s'agissant de la réalisation du dossier de ZAC de l'opération d'aménagement de La Calade à Aix-en-Provence ;
- La délibération n° URBA 012-10528/21/CM du Conseil de la Métropole du 7 octobre 2021 portant lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté sur le site de la Calade à Aix-en-Provence - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente de plein droit en matière de droit de préemption urbain.
- Qu'il est nécessaire de disposer de moyens réglementaires pour favoriser l'aboutissement des projets de zones d'activités économiques sur les secteurs de Lignane et de la Calade.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvée l'extension du périmètre du droit de préemption urbain renforcé sur les zonages 2AU de Lignane et de la Calade sur la Commune d'Aix-en-Provence conformément aux plans joints en annexe.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2022 CT2 233**

### **AVIS - Actualisation du droit de préemption urbain sur la commune de Venelles**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales. L'article L.211-2 2ème alinéa du Code de l'urbanisme dispose que lorsqu'un Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Établissement est compétent de plein droit en matière de droit de préemption urbain (DPU). Sur le territoire du Pays d'Aix, cette compétence est devenue effective au 1<sup>er</sup> janvier 2018, jusqu'à cette date elle était exercée par la Commune.

Selon l'article L 211-1 du Code de l'urbanisme, un droit de préemption urbain peut être institué par délibération sur tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation future, délimitées par un plan local d'urbanisme approuvé, lorsqu'il n'a pas été créé de zone d'aménagement différé (ZAD) sur ces territoires.

La Commune de Venelles a approuvé son Plan Local d'Urbanisme par délibération n°D 2016-138AT du Conseil Municipal en date du 11 juillet 2016.

Par délibération n° D2017-107 en date du 13 septembre 2017, la Commune a institué le droit de préemption urbain dans les zones UA, UB, UC, UD, UE, 1AU et 2AU du document d'urbanisme en vigueur intégrant ainsi les modifications n°1 et 2 en date du 27 juin 2017.

La ZAD de Venelles sur le périmètre du quartier de Font Trompette créée par arrêté en date du 1<sup>er</sup> août 2007 a été prolongée pour une période de 6 ans par arrêté préfectoral n° 13-2016-06-03-007 en date du 3 juin 2016.

Depuis cette date, le document d'urbanisme a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolutions dont la plus récente, la modification n°3, date du 24 octobre 2019 ; la zone d'aménagement différé est également arrivée à échéance.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite actualiser les périmètres de droit de préemption urbain de la Commune de Venelles afin de pouvoir bénéficier de cet outil sur l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du PLU en vigueur y compris sur le périmètre de la ZAD de Font Trompette aujourd'hui expirée.

Les effets juridiques attachés à la délibération auront pour point de départ l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité prescrites à l'article R. 211-2 du Code de l'urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté Préfectoral n°13-2016-06-03-007 du 3 juin 2016 portant renouvellement de la ZAD de Venelles pour une durée de 6 ans ;
- La délibération n°D2016-138 AT en date du 11 juillet de la Commune de Venelles approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la Commune ;
- Les délibérations n°D2017-75 et D2017-76 du Conseil municipal de Venelles du 27 juin 2017 de la commune de Venelles approuvant les modifications 1 et 2 du PLU ;
- La délibération n°D2017-107 du Conseil municipal de Venelles du 13 septembre 2017 instaurant le Droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones U et AU du PLU ;
- La délibération n° URB 014-7117/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 approuvant la modification n°3 du PLU de Venelles ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente de plein droit en matière de droit de préemption urbain ;
- La nécessité de disposer de périmètres de droit de préemption à jour afin de mettre en œuvre la politique foncière et favoriser l'aboutissement des projets sur la Commune de Venelles.

## Délibère

### **Article 1 :**

Est approuvée l'actualisation du périmètre du droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du PLU de Venelles en vigueur conformément au plan joint en annexe.

### **Article 2 :**

Est stipulé que le document graphique reportant le périmètre du DPU sera annexé au PLU en vigueur, accompagné de la présente délibération, conformément aux dispositions de l'article R151-52 du Code de l'Urbanisme.

### **Article 3 :**

Est précisé que sera ouvert un registre dans lequel seront inscrites toutes les acquisitions réalisées par exercice ou par délégation de ce DPU ainsi que l'utilisation effective des biens ainsi acquis, conformément aux dispositions de l'article L213-13 du Code de l'Urbanisme.

### **Article 4 :**

Est précisé que le DPU entrera en vigueur dès lors que la présente délibération sera exécutoire après réalisation des formalités suivantes, conformément aux dispositions de l'article R211-2 du Code de l'Urbanisme :

- Affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de Venelles,
- Insertion d'une mention de cet affichage dans deux journaux diffusés dans le département.

### **Article 5 :**

Est indiqué que la présente délibération sera transmise sans délai aux personnes ou organismes suivants, conformément aux dispositions de l'article R. 211-3 du Code de l'Urbanisme :

- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- La Chambre Départementale des Notaires,
- Le barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence,
- Le Greffe du Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2022 CT2 234**

### **AVIS - Actualisation du droit de préemption urbain sur la commune du Puy-Sainte-Réparate**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales. L'article L.211-2 2ème alinéa du Code de l'urbanisme dispose que lorsqu'un Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Établissement est compétent de plein droit en matière de droit de préemption urbain (DPU). Sur le territoire du Pays d'Aix, cette compétence est devenue effective au 1<sup>er</sup> janvier 2018, jusqu'à cette date elle était exercée par la Commune.

Selon l'article L. 211-1 du Code de l'urbanisme, un droit de préemption urbain peut être institué par délibération sur tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation future, délimitées par un plan local d'urbanisme approuvé, lorsqu'il n'a pas été créé de zone d'aménagement différé (ZAD) sur ces territoires.

La Commune du Puy-Sainte-Réparate a approuvé son Plan Local d'Urbanisme par délibération du Conseil Municipal du 9 février 2017.

Par délibération du 5 avril 2017, la Commune a institué le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du plan local d'urbanisme en vigueur.

Le territoire de la Commune est couvert par trois zones d'aménagement différé créées par arrêté préfectoral en date du 1 août 2007. Leur délai de validité a été prolongé pour une période de 6 ans par arrêté préfectoral n°13-2016-06-02-022 en date du 2 juin 2016. Les zones d'aménagement différé sont arrivées à échéance le 2 juin 2022.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite actualiser les périmètres de droit de préemption urbain de la Commune du Puy-Sainte-Réparate afin de pouvoir bénéficier de cet outil sur l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du PLU en vigueur y compris sur le périmètre des zones d'aménagement différé aujourd'hui expirées.

Les effets juridiques attachés à la délibération auront pour point de départ l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité prescrites à l'article R. 211-2 du Code de l'urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du 9 février 2017 du Conseil municipal du Puy-Sainte-Réparate approuvant le Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du 5 avril 2017 du Conseil municipal du Puy-Sainte-Réparate instaurant le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones U et AU du PLU ;
- L'arrêté préfectoral n°13-2016-06-02-022 en date du 2 juin 2016 portant renouvellement des ZAD du Puy-Sainte-Réparate pour une durée de 6 ans ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente de plein droit en matière de droit de préemption urbain.
- La nécessité de disposer de périmètres de droit de préemption à jour afin de mettre en œuvre la politique foncière et favoriser l'aboutissement des projets sur la Commune du Puy-Sainte-Réparate

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'actualisation du périmètre du droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du PLU du Puy-Sainte-Réparate en vigueur conformément au plan joint en annexe.

**Article 2 :**

Est stipulé que le document graphique reportant le périmètre du DPU sera annexé au PLU en vigueur, accompagné de la présente délibération, conformément aux dispositions de l'article R151-52 du Code de l'Urbanisme.

**Article 3 :**

Est précisé que sera ouvert un registre dans lequel seront inscrites toutes les acquisitions réalisées par exercice ou par délégation de ce DPU ainsi que l'utilisation effective des biens ainsi acquis, conformément aux dispositions de l'article L213-13 du Code de l'Urbanisme.

**Article 4 :**

Est précisé que le DPU entrera en vigueur dès lors que la présente délibération sera exécutoire après réalisation des formalités suivantes, conformément aux dispositions de l'article R211-2 du Code de l'Urbanisme :

- Affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de du Puy-Sainte-Réparate.
- Insertion d'une mention de cet affichage dans deux journaux diffusés dans le département.

**Article 5 :**

Est indiqué que la présente délibération sera transmise sans délai aux personnes ou organismes suivants, conformément aux dispositions de l'article R. 211-3 du Code de l'Urbanisme :

- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- La Chambre Départementale des Notaires,
- Le barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence,
- Le Greffe du Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 235**

**AVIS - Actualisation du droit de préemption urbain sur la commune de Pertuis**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales. L'article L.211-2 2ème alinéa du Code de l'urbanisme dispose que lorsqu'un Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Établissement est compétent de plein droit en matière de droit de préemption urbain (DPU). Sur le Territoire du Pays d'Aix, cette compétence est devenue effective au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Jusqu'à cette date elle était exercée par la Commune.

Selon l'article L.211-1 du Code de l'Urbanisme, un droit de préemption urbain peut être institué par délibération sur tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation future, délimitées par un plan local d'urbanisme approuvé, lorsqu'il n'a pas été créé de zone d'aménagement différé (ZAD) sur ces territoires.

La Commune de Pertuis a approuvé son Plan Local d'Urbanisme par délibération n°15.URBA.329 du Conseil municipal du 15 décembre 2015. Lors du même conseil, elle a également institué le droit de préemption urbain dans les zones U et AU de son nouveau PLU par délibération n°15. URBA.354.

Depuis cette date, le document d'urbanisme a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolutions dont la plus récente, la modification n°2, date du 17 décembre 2020 ; la zone d'aménagement différé « Jas de Beaumont » créée par arrêté préfectoral n° SI 2007-05-30-0050-PREF du 30 mai 2007 puis renouvelée pour 6 ans le 31 mai 2016, est également arrivée à échéance.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite actualiser les périmètres de droit de préemption urbain de la Commune de Pertuis.

Les effets juridiques attachés à la délibération auront pour point de départ l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité prescrites à l'article R. 211-2 du Code de l'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 31 mai 2016 renouvelant la ZAD Jas de Beaumont pour 6 ans ;
- La délibération n°15.URBA.329 du 15 décembre 2015 du Conseil municipal de Pertuis approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la Commune ;
- La délibération n°15.URBA.354 du 15 décembre 2015 du Conseil municipal de Pertuis instaurant le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones U et AU du PLU ;
- La délibération n° URBA 0056-9294/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 approuvant la modification n°2 du PLU de Pertuis ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente de plein droit en matière de droit de préemption urbain.
- La nécessité de disposer de périmètres de droit de préemption à jour afin de mettre en œuvre la politique foncière et favoriser l'aboutissement des projets sur la Commune de Pertuis.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'actualisation du périmètre du droit de préemption urbain sur les zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du PLU de Pertuis telles que reportées sur le document graphique annexé à la présente délibération.

#### **Article 2 :**

Est stipulé que le document graphique reportant le périmètre du DPU sera annexé au PLU en vigueur, accompagné de la présente délibération, conformément aux dispositions de l'article R151-52 du Code de l'Urbanisme.

#### **Article 3 :**

Est précisé que sera ouvert un registre dans lequel seront inscrites toutes les acquisitions réalisées par exercice ou par délégation de ce DPU ainsi que l'utilisation effective des biens ainsi acquis, conformément aux dispositions de l'article L213-13 du Code de l'Urbanisme.

#### **Article 4 :**

Est précisé que le DPU entrera en vigueur dès lors que la présente délibération sera exécutoire après réalisation des formalités suivantes, conformément aux dispositions de l'article R211-2 du Code de l'Urbanisme :

- Affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de Pertuis,
- Insertion d'une mention de cet affichage dans deux journaux diffusés dans le département.

#### **Article 5 :**

Est indiqué que la présente délibération sera transmise sans délai aux personnes ou organismes suivants, conformément aux dispositions de l'article R. 211-3 du Code de l'Urbanisme :

- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- La Chambre Départementale des Notaires,
- Le barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence,
- Le Greffe du Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire – PLU, PLUi et urbanisme**

#### **2022 CT2 236**

#### **AVIS - Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur - Avis de la Métropole Aix-Marseille-Provence et consultation des communes**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Schéma Régional des Carrières (SRC), élaboré par le Préfet de Région, définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la Région. Il s'appuie sur un état des lieux faisant l'inventaire des ressources et l'analyse prospective des besoins en matériaux dans la région, y compris en abordant les questions de ressources secondaires et la logistique associée.

Le SRC s'impose à certains documents d'urbanisme tels que le SCOT, les PLU et les PLUi. Son opposabilité a été renforcée par ordonnance n° 2020-745 du 17 juin 2020. Aussi, le SCOT métropolitain, actuellement en cours d'élaboration par la Métropole Aix-Marseille-Provence, devra être compatible avec le futur SRC PACA.

#### **L'élaboration du Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur :**

Le préfet de Région Provence Alpes Côte d'Azur a lancé l'élaboration du SRC en septembre 2017. Les travaux d'élaboration ont été réalisés sous-pilotage de la DREAL PACA et avec l'appui d'une équipe projet constituée de plusieurs partenaires : le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA), la Cellule économique régionale de la construction (CERC), le bureau d'études ECOVIA, la Région et la DREAL.

## Le contenu du Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur :

En comité de pilotage de mai 2021, le projet de SRC a été validé. Il est fondé sur un état des lieux, une démarche de prospective, une analyse des enjeux et un scénario d'approvisionnement. Le document est ainsi constitué de cartes de localisation des gisements, et de mesures, correspondant à des orientations d'actions.

Plus précisément, le SRC porte sur 7 gisements d'intérêt national (GIN) relatifs à de la craie d'orgon, du gypse, des dolomies et de la chaux industrielle et 4 gisements d'intérêt régional (GIR) relatifs à de la craie d'orgon, du gypse, du roc, des alluvions et du calcaire pour le ciment. Les GIN/GIR ont un intérêt particulier en lien avec leur faible disponibilité nationale ou régionale, la dépendance forte à ces matériaux, la difficulté de substitution et l'intérêt patrimonial dans le cas de restaurations architecturales, culturelles ou historiques.

Le SRC comporte également 5 orientations correspondant aux enjeux socio-économiques et environnementaux de la Région :

- Intégrer l'approvisionnement en matériaux dans la planification du territoire ;
- Economiser la ressource et développer le recyclage ;
- Optimiser les transports et limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES) ;
- Préserver les enjeux du territoire ;
- Prendre en compte l'environnement dans l'exploitation des carrières, réhabiliter et valoriser les sites.

Ces 5 orientations se déclinent en 59 mesures.

Elles sont complétées par une orientation transversale : mettre en place un observatoire des matériaux et développer la formation.

Communes concernées par un GIN/GIR :

CT	Communes
1	Sausset-les-Pins, Carry-le-Rouet, Ensues-la-Redonne, Le Rove, Septèmes-les-Vallons, Marseille, Allauch, Gignac-la-Nerthe, Châteauneuf-les-Martigues.
2	Aix-en-Provence, Fuveau, la Roque-d'Anthéron, le Puy Sainte-Réparate, Meyrargues, Peyrolles-en-Provence, Pertuis, Vitrolles.
3	Sénas, Rognac, Saint-Chamas, La Fare-les-Oliviers, Lançon-Provence, Salon-de-Provence, Péligasse, Eyguières, Lamanon, Alleins, Mallemort, Charleval.
4	Aubagne, Roquevaire.
5	Istres, Fos-sur-Mer, Miramas, Comillon-Confoux, Grans.
6	Martigues.

Communes concernées par une carrière existante :

Communes CT1	Carrières – Lieu-dit	Nature matériau	Echéance d'exploitation) (arrêté
Septèmes-les-Vallons	BP 6	Calcaire	10/05/2026
Châteauneuf-les-Martigues	Bastide Blanche Les Bouttiers Ancien Chemin de Martigues	Calcaire Calcaire Calcaire à chaux	22/01/2023 10/08/2044 31/12/2029
Marseille 10e, 14e et 16e	10e 14e 16e	Calcaire Calcaire Calcaire	25/02/2030 22/06/2050 09/05/2032
Cassis	Brégadan	Calcaire	09/01/2023
La Ciotat	Roumagoua Roumagoua	Calcaire Calcaire	26/09/2044 01/08/2049

Communes CT2	Carrières – Lieu-dit	Nature matériau	Echéance d'exploitation) (arrêté
Aix-en-Provence	Les Tuileries, l'Oratoire, Poucelle, La	Argile	28/12/2027
Vitrolles	Le Val d'Ambla	Marbre	27/12/2026
Lambesc	Les Taillades	Colluvion	31/12/2033
Peyrolles-en-Provence	Chapeliers	Alluvions	11/12/2042
Puylobier	Richaume Sud	Argile	30/06/2030
Les Pennes-Mirabeau	Avenue Paul Brutus	Dolomie	26/06/2022
Gardanne	La Malespine	Calcaire	17/11/2023

Communes CT3	Carrières – Lieu-dit	Nature matériau	Echéance d'exploitation) (arrêté
Charleval	Lei Ruompido de Bonneval	Colluvion	12/10/2046
La Fare-les-Oliviers	Vallon de Vautubière – Le Coussou	Calcaire	31/07/2044
Mallemort	Les Iscles du Mois de mai	Alluvions	11/12/2029
Salon-de-Provence	Quartier Saint-Jean	Calcaire	13/03/2030
La Barben	Les Quatre Termes		2017-2047

Communes CT4	Carrières – Lieu-dit	Nature matériau	Echéance d'exploitation) (arrêté
Auriol	Carrière Saint-Claude	Calcaire	02/04/2023
Aubagne	Vallon de l'Escargot	Calcaire	05/10/2039

Commune CT5	Carrières – Lieu-dit	Nature matériau	Echéance d'exploitation) (arrêté
Istres	Carrière des Jumeaux La Grande Groupède Quartier Prignan	Alluvions anciennes Alluvions anciennes Alluvions anciennes	07/08/2024 10/10/2022 06/01/2024

Il est à noter que le SRC ne cartographie pas les carrières existantes (il en produit la liste). Mais il cartographie le gisement potentiel d'exploitation (GPE) qui représente les gisements actuels, dans lesquels sont situés les carrières existantes.

## L'étape de consultation du Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur :

Afin de poursuivre l'élaboration de ce schéma, la DREAL consulte, pour avis, l'ensemble des EPCI de la Région. A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) est consultée. Son avis fait l'objet de la présente délibération.

La procédure d'élaboration du SRC ne prévoit pas que la DREAL consulte directement les communes de la Région. Cependant, chaque EPCI consulté peut solliciter lui-même l'avis de ses communes membres, afin de transférer ensuite ces avis à la DREAL. La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de consulter les 92 communes qui la composent.

Ainsi, 9 communes ont transmis un avis à AMP, dans le délai imparti. Il en ressort que :

- 3 communes ont émis un avis défavorable au SRC : Jouques, Roquevaire, Aubagne ;
- 2 communes ont émis un avis favorable au SRC : Charleval et Peyrolles ;
- 1 commune a émis un avis favorable avec une réserve et un point de vigilance, dans la continuité de l'avis d'AMP : Berre-l'étang ;

- 2 communes ont transmis une information, à savoir qu'elles partagent le constat fait par le SRC relatif aux carrières actuellement exploitées sur leur territoire : Auriol et La Barben ;
- 1 commune a signalé une incohérence de contenu (positionnement d'un gisement et d'une exploitation) et exprimé un besoin en équipement complémentaire à une exploitation existante (un échangeur) : Les Pennes-Mirabeau.

La Métropole AMP a transmis ces avis à la DREAL.

#### L'avis d'AMP sur le Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur :

Dans le cadre de la consultation en cours, la Métropole Aix-Marseille-Provence émet un avis favorable sur le Schéma Régional des Carrières Provence Alpes Côte d'Azur assorti de 3 réserves sur les mesures suivantes :

- Mesure n° 4 du SRC : tendre, à l'échelle des SCOT et à défaut des PLUi, vers l'autonomie en granulats communs ;
- Mesure n° 5 du SRC : analyser l'équilibre production/besoin du territoire en granulats communs à l'échelle du SCOT et définir les actions permettant d'atteindre l'autonomie territoriales en granulats communs ;
- Mesure n° 6 du SRC : définir, à l'échelle des SCOT et à défaut des PLU(i), les modalités d'approvisionnement en matériaux, autres que les granulats communs, afin de contribuer au maintien de l'autonomie régionale, voire nationale.

Pour ces 3 mesures, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'oppose à la notion d'« autonomie à l'échelle des SCOT et à défaut des PLU(i) ». Le périmètre de ces documents, fortement variable d'un cas à l'autre, paraît en effet peu pertinent pour analyser les besoins et les capacités de production en granulats communs et autres.

La Métropole Aix-Marseille-Provence n'est pas favorable à l'intégration dans le SCOT de l'analyse des besoins et des capacités de production pour les différents types de matériaux, dont les granulats communs. Elle propose ainsi un renvoi à l'Etat, qui pourrait fournir cette analyse dans le cadre des Porteurs à Connaissance (PAC) relatifs aux documents d'urbanisme et de planification.

En revanche, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'orientation (figurant dans la mesure 4) qui consiste à donner « priorité au renouvellement et à l'extension des carrières existantes ; ainsi qu'à la justification du besoin pour créer de nouveaux sites d'extraction ».

Cet avis favorable est, en outre, assorti de deux points de vigilance. Le premier porte sur la mesure n° 9 : « préserver, dans les documents d'urbanisme, l'accès aux gisements d'intérêt national ou régional ». Cette préservation doit se faire sur le long terme, dans un équilibre entre préservation des gisements et aménagement du territoire. Plus précisément, la Métropole Aix-Marseille-Provence met un point de vigilance sur les sites du massif de la Nerthe (GIR de Roc et GIN de chaux industrielle) et du Val de Durance (GIR d'alluvions) car ces sites présentent une forte richesse environnementale (agriculture, biodiversité, faune et flore marine...) qu'il convient de préserver et/ou de restaurer.

Le second point de vigilance porte sur le principe de prendre en compte les chartes des Parcs Naturels Régionaux et du Parc National des Calanques, qui développent des mesures spécifiques liées à l'accompagnement paysager des carrières en exploitation ou en reconversion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 515-3 et suivants, R 515-2 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le courrier du préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du 24 février 2022, consultant les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), dont la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le Schéma Régional des Carrières de la Région Provence Alpes Côte d'Azur est en cours d'élaboration ;
- L'avis de la commune d'Auriol, courrier du 4 avril 2022 ;
- L'avis de la commune de Jouques, courrier du 13 mai 2022 ;
- L'avis de la commune de la Barben, courriel du 19 mai 2022 ;
- L'avis de la commune de Berre l'Etang, courrier du 20 mai 2022 ;
- L'avis de la commune de Roquevaire, délibération du conseil municipal du 23 mai 2022.
- L'avis de la commune d'Aubagne, courrier du 24 mai 2022 ;
- L'avis de la commune de Charleval, courriel du 24 mai 2022 ;



- L'avis de la commune de Peyrolles, courrier du 24 mai 2022 ;
- L'avis de la commune des Pennes-Mirabeau, courriel du 24 mai 2022 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des six Conseils de Territoire ;

#### Où le rapport ci-dessus

#### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur

#### Considérant

- Que depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) sur l'ensemble de son périmètre ;
- Que le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Métropole Aix-Marseille-Provence a été prescrit par délibération le 15 décembre 2016 ;
- Que depuis le 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'urbanisme sur l'ensemble de son périmètre ;
- Que le Schéma Régional des Carrières de la Région Provence Alpes Côte d'Azur est en cours d'élaboration par le Préfet de Région et que la Métropole Aix-Marseille-Provence est consultée pour avis, au titre de l'article R. 515-4 du code de l'environnement ;
- Que la métropole a consulté les 92 Communes membres sur le projet de Schéma Régional des Carrières de la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

#### Délibère

##### Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de Schéma Régional des Carrières de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, avec trois réserves et deux points de vigilance, tels qu'indiqués ci-dessous :

- Réserve sur la mesure n°4 relative à l'autonomie des approvisionnements en granulats communs à l'échelle des SCOT ou à défaut des PLUi ;
- Réserve sur la mesure n°5 relative à l'analyse de l'équilibre production/besoin du territoire en granulats commun à l'échelle du SCOT ;
- Réserve sur la mesure n°6 relative à la définition, à l'échelle des SCOT et à défaut des PLUi, des modalités d'approvisionnement en matériaux, autres que les granulats communs ;
- Point de vigilance sur la mesure n° 9 relative à la préservation, dans les documents d'urbanisme, de l'accès aux gisements d'intérêt national ou régional ;

- Point de vigilance global sur la nécessité de prendre en compte les chartes des Parcs Naturels Régionaux et du Parc National des Calanques.

Un document joint en annexe de la délibération détaille ces réserves et points de vigilance.

##### Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a consulté les communes sur le projet de Schéma Régional des Carrières de la Région Provence Alpes Côte d'Azur et transmet les avis recueillis aux services de l'Etat qui élaborent le document.

##### Article 3 :

La Métropole souhaite que l'Etat intègre dans les futurs Porters à Connaissance, relatifs aux documents d'urbanisme et de planification, l'analyse de l'équilibre entre production et besoin du territoire en granulats communs et les autres matériaux.

#### Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

##### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

##### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

##### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### 2022 CT2 237

**AVIS - Délibération cadre - Schémas des procédures d'élaboration et d'évolutions des documents d'urbanisme applicables sur la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la

Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales issu de la loi MAPTAM, disposait que la Métropole Aix-Marseille-Provence était composée de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Dans ce cadre, six Conseils de Territoire ont été institués.

En outre, la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a donné à la Métropole AMP, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire.

Ainsi, les prérogatives propres des Conseils de Territoire et les attributions pouvant leur être déléguées par le Conseil de la Métropole ont été fixées au I et II de l'article L. 5218-7 du CGCT.

En outre, les dispositions de l'article L5218-7, II du CGCT étaient combinées avec l'article L134-13 du Code de l'Urbanisme. Celui-ci prévoyait des attributions de compétence au profit du Conseil de la Métropole et des Conseils de Territoire pour l'élaboration et l'évolution des Plans Locaux d'Urbanisme.

Dans ce contexte, la Métropole a adopté puis reconduit un ensemble de délibérations dites « cadres » visant à répartir les compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoires et leurs Présidents respectifs, en matière d'urbanisme.

La promulgation de la loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite « Loi 3DS », entérine l'évolution institutionnelle de la Métropole Aix Marseille Provence. De ce fait, il convient de modifier ces délibérations « cadres » afin de tenir compte des évolutions apportées et notamment de la suppression de l'article L134-13 du Code de l'Urbanisme ; de sécuriser juridiquement les procédures, de leur donner de la lisibilité, et de réaffirmer le rôle des communes dans le dispositif.

La compétence urbanisme exercée par la Métropole Aix Marseille Provence recouvre l'élaboration et l'évolution des documents suivants :

- Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi)
- Plans Locaux d'Urbanisme (PLU)
- Règlements Locaux de Publicité (RLP)
- Règlements Locaux de Publicité intercommunaux (RLPi)
- Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP)
- Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR)
- Plans de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP) et Plans de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV)

### **Concernant les PLU/PLUi :**

Il convient de rappeler que dans l'attente de l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi), la Métropole est compétente, pour la gestion des PLU communaux sur l'ensemble du territoire métropolitain.

A ce jour un PLUi a été approuvé sur le territoire Marseille Provence, 3 PLUi sont en cours d'élaboration sur les territoires du Pays d'Aix, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, et du Pays de Martigues. Le lancement d'une démarche préalable à l'élaboration d'un futur PLUi sur le Territoire du Pays Salonais est proposé au vote du présent Conseil. Des réflexions sont en cours sur le territoire du Pays d'Istres-Ouest-Provence.

Dès leur approbation, les PLUi peuvent faire l'objet de procédures d'évolutions.

Les PLU communaux en vigueur peuvent faire l'objet d'une révision (si celle-ci a été engagée avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018), d'une révision allégée, d'une modification, d'une modification simplifiée ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans l'attente de l'approbation du PLUi du territoire concerné (art. L. 153-6, I C. urb.).

### **Concernant les RLP/RLPi :**

Chaque territoire a prescrit un RLPi sur son périmètre.

Une procédure de RLP est en cours de finalisation sur la commune d'Aubagne.

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a simplifié la procédure d'élaboration et d'évolution des Règlements Locaux de Publicité. En effet, l'article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement prévoit que le Règlement Local de Publicité est élaboré, révisé ou modifié conformément aux procédures d'élaboration, de révision ou de modification des Plans Locaux d'Urbanisme définies au titre V du livre Ier du code de l'urbanisme, à l'exception des dispositions relatives à la procédure de modification simplifiée prévue par l'article L. 153-45 du Code de l'Urbanisme.

### **Concernant les documents patrimoniaux :**

La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 « relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine » a largement renouvelé le droit de la protection du patrimoine. Celle-ci a notamment créé les sites Patrimoniaux Remarquables et transformé de plein droit les secteurs sauvegardés, les Aires de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) ainsi que les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) existants au jour de sa publication en sites patrimoniaux remarquables.

Les dispositions transitoires de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 organisent le maintien en vigueur des règlements des AVAP et des ZPPAUP applicables avant la date de publication de la loi, jusqu'à ce qu'un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) ou un Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP) s'y substitue.

Elles prévoient également que les projets d'AVAP mis à l'étude avant la date de publication de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 sont instruits puis approuvés conformément aux articles L. 642-1 à L. 642-10 du Code du Patrimoine dans leur rédaction antérieure à cette loi.

Ainsi, pour chaque procédure d'élaboration ou d'évolution des documents précités un schéma de procédure est joint en annexe de la présente délibération à l'exception des schémas relatifs aux procédures de modification de règlement d'AVAP, de création de SPR, et d'élaboration de PVAP et PSMV. En effet aucune de ces procédures n'est aujourd'hui en cours d'élaboration sur le Territoire Métropolitain. Ces schémas seront proposés au vote d'un prochain conseil.

Les présents schémas se substituent à l'ensemble des délibérations « cadres » évoquées précédemment.

Ils offrent un cadre juridique commun. En outre, les modalités de travail à mettre en place dans le cadre des procédures seront déterminées et adaptées à chaque contexte local.

Toutefois les procédures d'élaboration/révision/révision allégée de PLU/RLP communaux ou intercommunaux dont les modalités de collaboration avec les communes ainsi que les objectifs poursuivis et les modalités de concertation avec le public définis préalablement à l'entrée en vigueur des schémas joints en annexe, se poursuivent selon lesdites modalités.

Ces schémas se substituent à l'ensemble des délibérations « cadres » évoquées précédemment.

Ils offrent un cadre juridique commun. En outre, les modalités de travail à mettre en place dans le cadre des procédures seront déterminées et adaptées à chaque contexte local.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code du Patrimoine ;
- Loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;

- Loi du 7 Aout 2015, portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (3 DS) ;
- La délibération FPBA 062-10934/21 CM du conseil de Métropole du 16 décembre 2021 définissant la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FPBA 063-10935/21 CM du conseil de Métropole du 16 décembre 2021 définissant la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération FPBA 064-10936/21 CM du conseil de Métropole du 16 décembre 2021 définissant la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- La délibération FPBA 065-10937/21 CM du conseil de Métropole du 16 décembre 2021 définissant la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération FPBA 066-10938/21 CM du conseil de Métropole du 16 décembre 2021 définissant la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire d'Istres-Ouest-Provence ;
- La délibération FPBA 067-10939/21 CM du conseil de Métropole du 16 décembre 2021 définissant la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des six Conseils de Territoire.

#### **Où le rapport ci-dessus**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver des schémas de procédures relatifs aux procédures d'urbanisme afin de les sécuriser, de leur donner de la lisibilité, et de réaffirmer le rôle des communes dans le dispositif.

## Délibère

### **Article 1 :**

Sont approuvés les schémas relatifs aux procédures d'élaboration et d'évolutions des Plans Locaux d'Urbanisme, d'élaboration et d'évolutions des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux, d'élaboration des Règlements Locaux de Publicité, d'élaboration et d'évolutions des Règlements Locaux de Publicité intercommunaux, et enfin de création d'Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine. Ces schémas sont joints en annexe de la présente délibération.

### **Article 2:**

Les procédures d'élaboration/révision/révision allégée de PLU/RLP communaux ou intercommunaux, dont les modalités de collaboration avec les communes ainsi que les objectifs poursuivis et les modalités de concertation avec le public définis préalablement à l'entrée en vigueur des schémas joints, se poursuivent selon lesdites modalités.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2022 CT2 238**

**AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Peyrolles-en-Provence - Approbation de la modification simplifiée n°1**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021, a défini la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Peyrolles-en-Provence a été approuvé le 9 mars 2017 par délibération du Conseil municipal n°DE 2017-03-039.

Ce PLU a fait l'objet, par la suite, d'une modification n°1 approuvée par délibération n°URB 016-4175/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018.

Par courrier du Maire en date du 27 septembre 2021, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a été saisi afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la Commune de Peyrolles-en-Provence.

Par délibération n°URBA-003-10692/21/CM du Conseil de la Métropole du 19 novembre 2021, une procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la Commune de Peyrolles-en-Provence a été sollicitée auprès de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette procédure de modification simplifiée n°1 a été engagée afin d'apporter des adaptations réglementaires au chapitre relatif aux dispositions applicables à la zone UD du règlement écrit de son Plan Local d'Urbanisme. Il s'agit plus précisément de modifier l'article UD6 du règlement écrit concernant le traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du PLU, relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'urbanisme.

Par arrêté n°22/043/CM en date du 4 février 2022, la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification simplifiée n°1 PLU de la Commune de Peyrolles-en-Provence.

Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la Commune de Peyrolles-en-Provence ont été définies par délibération n°2022\_CT2\_599 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en date du 14 décembre 2021.

Conformément au chapitre IV du titre préliminaire du livre Ier de la partie réglementaire du Code de l'urbanisme, et suite à la saisine de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAe) le 4 mars 2022, le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la Commune de Peyrolles-en-Provence a fait l'objet d'un examen au cas par cas. Dans sa décision n°CU-2022-3088 du 29 avril 2022, la MRAe a confirmé que ce projet n'était pas soumis à évaluation environnementale.

Suite à cette même saisine, l'Agence Régionale pour la Santé, par mail du 8 mars 2022, a émis les observations suivantes :

- Concernant la lutte anti-vectorielle contre le moustique-tigre :  
*« Compte tenu de l'implantation du moustique Aedes Albopictus, ou moustique tigre, dans le département depuis 2010, la présence d'eau stagnante constitue un risque de développement de ce moustique. Dans ce contexte, des précautions particulières sont à observer. D'une manière générale, la nature des matériaux utilisés doit limiter la stagnation et rendre l'entretien possible. Les équipements installés ne doivent pas s'opposer à l'écoulement de l'eau. Les temps de vidange des ouvrages de stockage doivent être inférieurs à 72h. Il est conseillé au pétitionnaire de se rapprocher de l'EID (Entente Interdépartementale pour la Démoustication) pour obtenir les informations et conseils concernant l'aménagement et l'exploitation des ouvrages de gestion des eaux pluviales, notamment afin d'éviter au maximum les eaux stagnantes mais aussi plus généralement pour les équipements et constructions : toits, terrasses, gouttières, conception de routes, dispositifs de récupération d'eau de pluie, arrosage des espaces verts, ouvrages de gestion des eaux pluviales... ».*
- Concernant les espèces végétales allergisantes :  
*« Outre les espèces exotiques envahissantes, il convient également d'éviter les espèces allergisantes.*

*L'ANSES (Agence Nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail), dans son rapport d'expertise de janvier 2014 intitulé « État des connaissances sur l'impact sanitaire lié à l'exposition de la population générale aux pollens présents dans l'air ambiant », liste le potentiel allergisant des espèces d'intérêt majeur en France. Le projet doit suivre ces recommandations ainsi que celles du Réseau National de Surveillance Aérobiologique (voir les guides en ligne [www.vegetation-en-ville.org](http://www.vegetation-en-ville.org)), pour éviter l'implantation d'espèces végétales fortement allergisantes (telles que cyprès, bouleau, chêne, aulne et frêne) et ainsi limiter l'exposition des populations sensibles à certains pollens. »*

Le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la Commune de Peyrolles-en-Provence a été notifié aux personnes associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'urbanisme ainsi qu'aux Maires des communes concernées le 28 mars 2022, soit préalablement à la mise à sa disposition du public conformément aux dispositions de l'article L153-40 du même code.

Suite à la notification de ce projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la Commune de Peyrolles-en-Provence, le Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance par mail du 4 avril 2022 n'a pas eu d'observation.

#### **Bilan de la mise à disposition du public :**

La mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la Commune de Peyrolles-en-Provence s'est déroulée du 22 mars 2022, 08H00, au 23 avril 2022 inclus, 16h30 heures, soit une durée de 33 jours consécutifs.

Durant l'intégralité de cette période :

- Une mise à disposition à l'Hôtel de Ville de Peyrolles-en-Provence d'un registre papier destiné à recueillir les observations du public. Ce registre a été mis à disposition pendant une période d'au moins un mois conformément aux dates précisées dans l'avis d'ouverture de la phase de mise à disposition ;
- Une mise à disposition d'une adresse électronique et d'un registre dématérialisé destinés à recueillir les observations du public. Pendant toute la période de mise à disposition du public.
  - par courriel à l'adresse suivante : [peyrolles-plu-ms1-mad@mail.registre-numerique.fr](mailto:peyrolles-plu-ms1-mad@mail.registre-numerique.fr)

- sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/peyrolles-plu-ms1-mad> auquel le site internet du Conseil du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>) et le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence (<https://www.registre-numerique.fr:ampmetropole>).
- Une mise à disposition à l'Hôtel de Ville de Peyrolles-en-Provence, sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix, et sur le registre dématérialisé d'un dossier des études en cours, complété au fur et mesure de l'évolution de ces études pendant toute la durée de la mise à disposition.
- Une publication d'un avis d'ouverture de la phase de mise à disposition sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix, et dans un journal diffusé dans le département. Cet avis a précisé la date de début et de fin de la mise à disposition.
- Un avis d'ouverture de la phase de mise à disposition a été également publié par voie d'affiches
  - au service urbanisme de la Commune situé : Hôtel de ville de Peyrolles-en-Provence, rue Mairie 13 860 Peyrolles-en-Provence.
  - au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, situé Hôtel de Boadès, 8 Place Jeanne d'Arc, à Aix-en-Provence (13100),

A l'issue de la mise à disposition, aucune observation n'a été formulée par le public.

Préalablement à son inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole pour approbation, le Territoire du Pays d'Aix a dûment procédé à la saisine de la Commune de Peyrolles-en-Provence pour avis en date du 25 janvier 2022.

Par délibération n°DE-2022-04-407 du Conseil municipal du 13 avril 2022, la Commune de Peyrolles-en-Provence a donné un avis favorable au projet de modification simplifiée n°1.

Il convient de soumettre le projet de modification simplifiée n°1 de la Commune de Peyrolles-en-Provence à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de Métropole du 16 décembre 2021, portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le courrier du 27 septembre 2021 du Maire de la Commune de Peyrolles-en-Provence sollicitant l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de sa Commune ;
- La délibération n°URBA 003-10692/21/CM du Conseil de la Métropole du 19 novembre 2021, sollicitant de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la Commune de Peyrolles-en-Provence ;
- La délibération n°2021-CT2-599 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 décembre 2021 fixant les modalités de la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Peyrolles-en-Provence ;
- L'arrêté n°22/043/CM du 4 février 2022 de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence engageant la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la Commune de Peyrolles-en-Provence ;
- La décision n°CU-2022-3088 du 29 avril 2022 de la MRAe confirmant que ce projet n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
- La notification du projet de modification simplifiée aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du Code de l'urbanisme ;
- La saisine pour avis de la Commune de Peyrolles-en-Provence par le Territoire du Pays d'Aix préalablement à l'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de son approbation ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Peyrolles-en-Provence et ses évolutions successives en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

## Où le rapport ci-dessus

### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

#### Considérant

- Le présent bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n°1.
- L'absence de modification apportée au dossier de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Peyrolles-en-Provence suite aux avis émis par les personnes publiques associées et consultées et aux observations formulées pendant la mise à disposition du public.
- Que la modification simplifiée n°1 du PLU de la Commune de Peyrolles-en-Provence, dont le dossier est annexé à la présente délibération, est prête à être approuvée conformément aux dispositions de l'article L153-47 du Code de l'urbanisme.

#### Article 1 :

Est approuvé le bilan de la mise à disposition tel que présenté ci-dessus.

#### Article 2 :

Est approuvée la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Peyrolles-en-Provence telle qu'annexée à la présente délibération.

#### Article 3 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme :

La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et en mairie de Peyrolles-en-Provence.

De plus, mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le Département.

Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code général des collectivités territoriales et sur le Géoportail de l'Urbanisme mentionné à l'article R.153-22 du Code de l'Urbanisme.

#### Article 4 :

Le dossier relatif à la modification simplifiée n°1 sera tenu à la disposition du public, au service de l'Urbanisme de la Commune de Peyrolles-en-Provence, sis Hôtel de ville de Peyrolles-en-Provence, rue Mairie 13 860 Peyrolles-en-Provence, à la Direction de l'Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix, et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, à leurs jours et heures d'ouverture au public habituels.

## Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### 2022 CT2 239

#### **AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Cannat - Elaboration - Arrêt du projet**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires).

Par délibération cadre n°URB 001-3563/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la l'élaboration et la révision des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération cadre n° FPBA 063-10935/21/CM du 16 décembre 2021, le Conseil de la Métropole a défini la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint-Cannat a été prescrite par délibération du Conseil Municipal n°2010-031 du 12 avril 2010 qui a également défini les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation

permettant d'associer à la définition du projet et tout au long de la procédure, les habitants de la Commune, les personnes intéressées ainsi que les Personnes Publiques Associées (PPA).

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- Permettre un renouvellement et une évolution maîtrisée de la population
- Trouver un équilibre entre le développement de centre-ville et la périphérie. Actuellement, la commune a tendance à se développer de façon progressive dans les zones de campagne dites NB et le long des voies de circulation.
- Rechercher une utilisation optimale des réseaux (ERDF, alimentation en eau potable, assainissement, voirie...etc.).
- Protéger et valoriser le patrimoine bâti, non bâti, ainsi que les espaces naturels.
- Organiser l'utilisation de l'espace pour maintenir sa vocation agricole et aussi offrir à la population des lieux de vie de qualité.
- Prendre en compte des projets d'évolution des bâtiments d'exploitation agricole.
- Développer des activités commerciales et économiques sur la commune.
- Prévoir la réalisation des projets communaux en matière d'équipements publics et de services publics.
- Participer à la requalification des espaces publics en centre-ville et élaborer un plan de circulation et de stationnement.
- Favoriser l'aménagement sous forme d'opération d'ensemble.
- Réguler la pression foncière des zones se trouvant à proximité de la future déviation.
- Participer à la qualité des aménagements des entrées de ville.
- Mettre en place une politique d'acquisition foncière pour pouvoir mettre en œuvre ces projets.

Les modalités de concertation définies sont les suivantes :

- Une réunion publique sera organisée lors de chaque grande phase de travail (présentation de la démarche, PADD, arrêt du projet),
- Un registre sera mis en place en mairie aux heures d'ouverture dès la publication de la prescription de la révision jusqu'à l'ouverture de l'enquête publique pour recueillir tous les avis ou suggestions de la population.

En cohérence avec les objectifs poursuivis, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) a été débattu en conseil municipal du 4 mai 2017 sur la base des orientations suivantes :

- Orientations générales concernant l'habitat et les équipements

- Objectif 1 : Fixer un rythme de croissance respectueux des capacités d'accueil et du « profil » de la Commune
- Objectif 2 : Diversifier l'offre d'habitat
- Objectif 3 : Privilégier un développement urbain limitant la consommation d'espace
- Objectif 4 : Accompagner le développement résidentiel par une offre en équipements adaptée

- Orientations générales concernant les transports, les déplacements, le développement des communications numériques et les réseaux d'énergie
  - Objectif 1 : Réduire les impacts des flux de transit
  - Objectif 2 : Améliorer le maillage et la sécurité des dessertes locales
  - Objectif 3 : Développer les modes de transport alternatifs à la voiture
  - Objectif 4 : Gérer le stationnement
  - Objectif 5 : Encourager le déploiement des communications numériques
  - Objectif 6 : Favoriser le développement des énergies renouvelables et les économies d'énergie

- Orientations générales concernant l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs
  - Objectif 1 : Optimiser et développer l'activité artisanale
  - Objectif 2 : Dynamiser les pôles commerciaux et de services existants
  - Objectif 3 : Développer les activités touristiques et de loisirs
  - Objectif 4 : Pérenniser l'activité agricole

- Orientations générales des politiques en matière d'espaces naturels, agricoles et forestiers et de préservation ou de remise en état des continuités écologiques
  - Objectif 1 : Préserver et valoriser la biodiversité
  - Objectif 2 : Affirmer l'identité de la Commune en valorisant son paysage et son patrimoine
  - Objectif 3 : Réduire la vulnérabilité de la Commune face aux risques et nuisances

- Objectifs de modération de consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain

Par délibération n°2017-051 du Conseil municipal du 25 juillet 2017, le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint-Cannat a fait l'objet d'un premier arrêt.

A la suite de cet arrêt, les personnes publiques associées et consultées ont émis des avis.



Les services de l'Etat ont rendu un avis défavorable sur le projet de PLU de la Commune de Saint-Cannat. Aussi, afin de prendre en compte cet avis, une réunion s'est tenue entre la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches du Rhône (DDTM 13) et la Commune. Cette réunion a permis de clarifier les projets communaux et les évolutions à apporter du projet de PLU.

Après avoir procédé à des modifications du projet de PLU sur la base des avis des personnes publiques associées et consultées, la Commune a alors arrêté une deuxième fois son projet de PLU, le 21 décembre 2017, par délibération du Conseil municipal n°2017-082.

Ce nouvel arrêté n'a pas été précédé d'une réunion de concertation.

Par délibération n°008-3565/18/CM du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a poursuivi cette procédure, avec l'accord de la Commune.

Les personnes publiques associées ont été consultées sur ce nouveau projet de PLU arrêté. L'enquête publique s'est déroulée du 13 juin 2018 au 13 juillet 2018.

Le PLU de la Commune de Saint-Cannat a été approuvé par délibération n°001-5132/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018, en modifiant légèrement le projet de PLU arrêté une deuxième fois, sur la base des résultats de l'enquête publique et des avis des personnes publiques associées et consultées.

Le PLU a fait l'objet d'une mise à jour n°1 de ses annexes par arrêté de la Présidente de la Métropole n°19/020/CM du 21 février 2019.

Par jugement n°1901579 du Tribunal Administratif de Marseille en date du 22 octobre 2021, il a été demandé à la Métropole Aix-Marseille-Provence, de justifier de la régularisation des modalités de concertation prévues par la délibération n°2010-031 du Conseil municipal de la Commune de Saint-Cannat du 12 avril 2010 : *« il y a donc lieu d'impartir à la métropole d'Aix-Marseille-Provence un délai de dix-huit mois afin, d'une part, qu'elle modifie le classement de la parcelle du requérant, d'autre part, qu'elle organise une réunion faisant part à la population des avis des personnes publiques associées ayant conduit au nouveau projet de plan local d'urbanisme arrêté le 21 décembre 2017. Suite à cette réunion, la procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme sera reprise jusqu'à son approbation afin notamment de régulariser le classement de la parcelle litigieuse »*.

A la suite de ce jugement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris la concertation préalable, a organisé une réunion publique le 26 janvier 2022 en faisant part à la population des avis des personnes publiques associées ayant conduit au nouveau projet de plan local d'urbanisme arrêté le 21 décembre 2017 et a tiré le bilan de cette concertation par

délibération du Conseil de la Métropole n°URBA-007-11742 du 5 mai 2022.

La Métropole procède désormais à un nouvel arrêté du projet de plan local d'urbanisme de Saint-Cannat en tenant compte de la plupart des avis des personnes publiques associées et consultées lors du premier arrêté en date du 25 juillet 2017 et qui ont été présentés à la population lors de la réunion publique de concertation du 26 janvier 2022, ainsi qu'en tenant compte des avis émis suite au deuxième arrêté en date du 21 décembre 2017 et des résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 13 juin 2018 au 13 juillet 2018.

#### **1 -Les modifications prises en compte après le premier arrêté du PLU et intégrées lors du deuxième arrêté du PLU par délibération du conseil municipal n°2017-082 en date du 21 décembre 2017**

La plupart des personnes publiques associées et consultées après le premier arrêté ont rendu des avis favorables sur le projet de PLU.

De leur côté, dans leur avis en date du 7 novembre 2017, les services de l'Etat ont fait les remarques suivantes :

- une prise en compte du risque inondation insuffisante sur quatre secteurs d'urbanisation future faisant l'objet d'une orientation d'aménagement et de programmation (Seigneurie, Plateforme sportive, Budéou et Saint-Estève) ;
- une absence de prise en compte de la loi Barnier sur le secteur d'extension du plateau d'activités de la Pile et une nécessité de renforcer la compatibilité du projet avec le PADD et le SCOT ;
- des prescriptions insuffisantes en matière de logements locatifs sociaux ;
- la nécessité de traiter de manière plus approfondie le risque feux de forêt, la prise en compte des enjeux agricoles et le volet sanitaire (raccordement aux réseaux publics d'eau et d'assainissement).

Sur la base des avis émis après le premier arrêté, des modifications portant sur le zonage, sur le rapport de présentation, sur le règlement écrit, sur le règlement graphique, sur les Orientations d'Aménagement et de Programmation ainsi que sur les annexes ont été effectuées dans le cadre du deuxième arrêté du PLU.

Les modifications ont été effectuées en cohérence avec les orientations du PADD débattues par le Conseil municipal de Saint-Cannat en date du 4 mai 2017.

#### **1.1 - Les modifications proposées sur le rapport de présentation :**

A la suite de l'avis de l'Etat en date du 7 novembre 2017, le rapport de présentation a été modifié comme suit :

Dans le cadre du projet d'extension du plateau d'activités de la Pile, une étude de faisabilité détaillée réalisée par le Territoire du Pays d'Aix (analyse des besoins, de l'opportunité, organisation de la zone, desserte, intégration paysagère, etc, ...) a été annexée au rapport de présentation afin d'apporter des éléments de justification nécessaires à la réduction du recul à 25 mètres par rapport à l'axe de la RD 7n au sein de la zone 1AUe.

En matière de logements sociaux, il a été réaffirmé dans le rapport de présentation que le projet de PLU permet la réalisation d'un minimum de 150 logements locatifs sociaux.

Une mise en cohérence du rapport de présentation avec les autres pièces modifiées du dossier de PLU a été effectuée.

### **1.2 - Les modifications proposées sur les OAP**

Afin de prendre en compte l'avis de l'Etat en date du 7 novembre 2017 et de la Chambre d'agriculture en date du 14 novembre 2017, quatre OAP ont fait l'objet de modifications.

L'OAP Budéou : afin de prendre en compte le risque inondation, un champ d'expansion des eaux plus large a été préservé au travers de l'OAP redéfinie. Le périmètre de l'OAP a été élargi et les principes programmatiques ont été précisés compte tenu de la création d'un secteur 2AUh à l'ouest du site.

L'OAP Saint Estève : les principes programmatiques ont été redéfinis compte tenu du reclassement en zone 2AUh de la partie nord de l'OAP.

L'OAP Plateforme sportive : les principes programmatiques ont été précisés en matière hydraulique.

L'OAP Extension de la zone d'activités de la Pile a été complétée afin de donner des précisions sur les conditions d'accès et desserte au site. Il a également été précisé que tous les réseaux nécessaires à l'aménagement de la zone, ainsi que le très haut débit, étaient présents en limite du site. De plus, la vocation artisanale de la zone a été affirmée en précisant que le commerce de détail ne sera pas autorisé afin de ne pas concurrencer le commerce de proximité du centre-ville.

### **1.3 - Les modifications proposées sur le zonage**

Afin de répondre aux attentes de l'Etat dans son avis émis en date du 7 novembre 2017, le zonage a été modifié comme suit :

Le risque feu de forêt a fait l'objet d'une meilleure prise en compte en affinant le zonage sur les planches graphiques. Ainsi, quelques secteurs, notamment au nord-est du centre-ville, sont désormais indicés f2.

Afin de prendre en compte le risque inondation et de permettre un phasage de l'urbanisation ainsi que la

réalisation des aménagements hydrauliques nécessaires, les zonages des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) de Saint-Estève, la Seigneurie, Plateforme sportive et Budéou ont été modifiés :

- OAP Saint-Estève : reclassement en 2AUh de la partie nord
- OAP Budéou : reclassement en 2AUh de la partie est et création d'une zone 2AUh en partie ouest.
- OAP Plateforme sportive : reclassement en zone NI
- OAP Seigneurie : reclassement en zone 1AUB

Egalement, comme demandé par Réseau Transport d'Electricité dans son avis du 25 septembre 2017 et Trans-Ethylène dans son avis du 6 novembre 2017, les espaces boisés classés grevant leurs ouvrages ont été supprimés.

### **1.4 - Les modifications proposées sur le règlement**

En cohérence avec l'affectation d'un indice f2 sur les planches graphiques du zonage afin de mieux prendre en compte le risque feu de forêt, le règlement écrit a été actualisé.

### **1.5 - Les modifications proposées sur les annexes**

La carte d'aptitudes des sols à l'assainissement non collectif a été intégrée dans l'annexe « 6A3-Assainissement eaux usées », comme préconisé par l'Agence Régionale de Santé PACA dans son avis du 25 septembre 2017.

## **2 – Les modifications prises en compte après le deuxième arrêt du PLU et intégrées lors de l'approbation du PLU par délibération n°URB 001-5132/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 13 décembre 2018**

A la suite du deuxième arrêt du projet de PLU de Saint Cannat, les personnes publiques associées et consultées ont émis de nouveaux avis et l'enquête publique a été organisée du 13 juin 2018 au 13 juillet 2018.

Le PLU de la Commune de Saint-Cannat a été approuvé par délibération du Conseil de la Métropole n°001-5132/18/CM du 13 décembre 2018, en modifiant légèrement le projet de PLU arrêté une deuxième fois, sur la base des résultats de l'enquête publique et des avis des personnes publiques associées et consultées.

Les modifications portent sur le zonage, sur le rapport de présentation, sur le règlement écrit, sur le règlement graphique, sur les Orientations d'Aménagement et de Programmation ainsi que sur les annexes.

Les modifications ont été effectuées en cohérence avec les orientations du PADD débattues par le Conseil municipal de Saint-Cannat en date du 4 mai 2017.

### **2.1 - Les modifications proposées sur le rapport de présentation**

Comme préconisé par l'avis des services de l'Etat en date du 22 mars 2018 et l'avis émis par la MRAe en date du 10 avril 2018, le rapport de présentation a été modifié comme suit :

L'Etat Initial de l'Environnement (EIE) a été amendé par une hiérarchisation des enjeux environnementaux en fonction des critères d'objectifs.

Le volet biodiversité de l'EIE a été complété, à partir de la base de données SILENE faune/flore. Une superposition entre ces données faune/flore et les zones de projets a été réalisée afin d'établir les enjeux potentiels en place des zones de projets.

La méthodologie utilisée pour l'évaluation des incidences Natura 2000 a été précisée.

La destination des sols consommée lors de la dernière décennie a été détaillée.

La méthodologie employée pour définir l'enveloppe urbaine a été précisée en indiquant que les critères ayant permis de définir l'enveloppe urbaine.

Dans le cadre du projet d'extension du plateau d'activités de la Pile, une étude d'entrée de ville a été annexée au rapport de présentation afin d'apporter toutes les justifications nécessaires à la réduction du recul à 25 mètres par rapport à l'axe de la RD 7n au sein de la zone 1AUe. En outre, la zone 1AUe a fait l'objet d'une meilleure présentation.

Une mise en cohérence du rapport de présentation avec les autres pièces modifiées du dossier de PLU a été effectuée.

### **2.2 - Les modifications proposées sur les OAP**

Sur la base des avis émis par la Chambre d'Agriculture en date du 8 mars 2018, de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers en date du 16 mars 2018 et des dépositions à l'enquête publique, les OAP ont été modifiées de la façon suivante :

Des franges paysagères ont été intégrées dans chaque OAP, présentant une densité végétale suffisante afin de constituer des « zones tampons » entre habitation et zone agricole.

Sur la base de l'avis des services de l'Etat en date du 22 mars 2018, chaque OAP a été complétée par une référence aux dispositions constructives relatives au phénomène de retrait et de gonflement des argiles.

L'OAP Plateforme sportive a été complétée par des précisions relatives aux futurs équipements.

### **2.3 - Les modifications proposées sur le zonage**

Quelques adaptations de zonage ont été proposées afin d'assurer une meilleure cohérence de zonage avec le secteur environnant ou afin d'ajuster la limite d'urbanisation au plus près des constructions existantes.

Comme préconisé par la Chambre d'Agriculture dans son avis émis en date du 8 mars 2018, les espaces boisés classés (EBC) grevant des parcelles, situées en au sud de la Commune, classées en Appellation d'Origine Protégée (AOP) ont été supprimés et certaines de ces parcelles ont été reclassées en zone A.

Par ailleurs, plusieurs modifications de zonage ont été proposées sur la base des résultats de l'enquête publique.

Deux limites d'urbanisation ont été légèrement modifiées en intégrant, d'une part, en secteur UCb une surface d'environ 430 m<sup>2</sup> au quartier des Ferrages, au nord du village, représentant une surface partiellement bâtie, et d'autre part, en secteur UCa au lieu-dit le Touron, au sud-est du village, une surface d'environ 285 m<sup>2</sup> représentant également une surface partiellement bâtie.

Une parcelle qui était classée en zone UB, au sud du centre-ville, située lieu-dit Saint-André, a été reclassée en secteur Nhf1 en cohérence avec le secteur environnant pour une surface d'environ 670 m<sup>2</sup>.

Egalement, un terrain, situé au nord du village en zone Af1, lieu-dit les Ouïdes, a été reclassé en secteur Nhf1 en cohérence avec le secteur environnant.

Une grande parcelle située à l'extrême Est de la Commune, lieu-dit la Trévaresse, scindée en deux zones Nf1 et Af1, a été reclassée intégralement en zone agricole, en cohérence avec l'activité du domaine viticole dont elle fait partie.

Ces modifications de zonage n'augmentent pas la consommation d'espaces naturels ou agricoles en cohérence avec l'objectif n°6 du PADD de réduction de la consommation d'espace.

### **2.4 - Les modifications proposées sur le règlement**

A la suite des avis de l'Etat en date du 22 mars 2018, de la Chambre d'Agriculture en date du 8 mars 2018, de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine des Bouches-du-Rhône (UDAP 13) en date du 6 février 2018 et de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers en date du 16 mars 2018, le règlement a été modifié comme suit

L'article UA11 a été complété afin d'assurer le respect de la composition traditionnelle des façades et l'usage de menuiseries de type traditionnel.

L'article A2 a été modifié en précisant que les

affouillements et exhaussements sont autorisés à condition de ne pas porter atteinte à la qualité des paysages, à l'écoulement des eaux et à la nature des sols.

En zones A et N, une mention a été ajoutée indiquant que l'implantation des constructions est interdite dans une marge de 10 mètres à compter des berges de la Touloubre et du Budéou.

Les articles A11.4 et N11.3 ont été complétés en indiquant que les murs en pierres sèches étaient recommandés en zones A et N.

Afin de répondre aux attentes de l'Etat et de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine des Bouches du Rhône (UDAP 13), le zonage a été modifié comme suit :

L'article 8 des dispositions générales a été complété en précisant que les aménagements en rez-de-chaussée sont interdits pour les bâtiments concernés par un risque inondation.

Une mise en cohérence de la référence réglementaire des différents éléments paysagers au sein des différentes pièces du PLU a été effectuée. En effet, le patrimoine bâti naturel et paysager initialement protégé au titre de l'article L.151-19 du Code de l'urbanisme l'est dorénavant au titre de l'article L.151-23, au regard des enjeux paysager et naturels associés aux alignements d'arbres concernés.

## **2.5 - Les modifications proposées sur les Emplacements Réservés**

Les emplacements réservés relatifs à la déviation de la RD7n ont été adaptés au nouveau plan fourni par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône sur la base de son avis en date 28 février 2018.

Par ailleurs, plusieurs modifications d'emplacements réservés ont été proposées sur la base des résultats de l'enquête publique.

Ainsi, en lien avec l'OAP des Ferrages et en vue d'une desserte globale future de l'ensemble du quartier, un emplacement réservé a été ajouté pour l'élargissement de l'Allée des Ferrages à 8 mètres, sous le numéro 73.

L'emplacement réservé pour mixité sociale, numéroté ERMS2, a été modifié en supprimant la partie grevant la construction ayant fait l'objet d'un permis de construire.

L'emplacement réservé pour mixité sociale, numéroté ERMS1, a été élargi afin de faciliter une opération d'aménagement d'ensemble.

## **2.6 - Les modifications proposées sur les annexes**

Les documents et plans relatifs aux ouvrages de GEOSSEL ont été ajoutés aux annexes sur la base de son avis en date du 20 mars 2018.

## **3 – Les modifications proposées sur la base du jugement avant-dire droit n°1901579 du Tribunal Administratif de Marseille en date du 22 octobre 2021**

Dans le cadre du jugement avant-dire droit n°1901579 du Tribunal Administratif de Marseille en date du 22 octobre 2021, il est rappelé que le Tribunal Administratif a estimé qu'« *il y a donc lieu d'impartir à la métropole d'Aix-Marseille-Provence un délai de dix-huit mois afin, d'une part, qu'elle modifie le classement de la parcelle du requérant, d'autre part, qu'elle organise une réunion faisant part à la population des avis des personnes publiques associées ayant conduit au nouveau projet de plan local d'urbanisme arrêté le 21 décembre 2017. Suite à cette réunion, la procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme sera reprise jusqu'à son approbation afin notamment de régulariser le classement de la parcelle litigieuse* ».

Cette parcelle non bâtie à l'état de friche agricole initialement classée en zone A, située au Sud de la RD7n au lieu-dit Budéou, fait l'objet d'un reclassement en zone N en cohérence avec le secteur environnant qui présente une dominante d'espaces naturels et dont le niveau de desserte est insuffisant.

De surcroît, cette modification de zonage en zone N n'augmente pas la consommation d'espaces naturels ou agricoles en cohérence avec l'objectif n°6 du PADD de réduction de la consommation d'espace.

En effet, un reclassement en zone urbaine s'avère impossible dans la mesure où la parcelle considérée d'une surface de 12 000 m<sup>2</sup> n'est, ni bâtie, ni équipée, comme l'exigent les critères de classement de l'article R. 151-18 du Code de l'urbanisme : « *peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter* ». De surcroît, le classement de cette parcelle en zone urbaine engendrerait une consommation d'espaces naturels et agricoles de plus d'un hectare, ce que ne prévoit pas l'objectif n°6 de réduction de la consommation d'espace du PADD du PLU de Saint-Cannat débattu en Conseil municipal du 4 mai 2017.

De même, un reclassement en zone à urbaniser s'avère impossible dans la mesure où les voies ouvertes au public, les réseaux d'eau et d'assainissement à la périphérie immédiate de la parcelle considérée d'une surface de 12 000 m<sup>2</sup> n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone AU, comme l'exigent les critères de classement de l'article R. 151-20 du Code de l'urbanisme : « *Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation. Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans*

*l'ensemble de cette zone et que des orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement en ont défini les conditions d'aménagement et d'équipement, les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement ».* De surcroît, le classement de cette parcelle en zone à urbaniser engendrerait une consommation d'espaces naturels et agricoles de plus d'un hectare, ce que ne prévoit pas l'objectif n°6 de réduction de la consommation d'espace du PADD du PLU de Saint-Cannat débattu en Conseil municipal du 4 mai 2017.

Un reclassement en zone à urbaniser différée de cette parcelle d'une surface de 12 000 m<sup>2</sup> s'avère également impossible dans la mesure où elle engendrerait une consommation potentielle de plus d'un hectare d'espaces naturels et agricoles, ce que ne prévoit pas l'objectif n°6 de réduction de la consommation d'espace du PADD du PLU de Saint-Cannat débattu en Conseil municipal du 4 mai 2017.

Enfin, un reclassement en secteur Nh de cette parcelle d'une surface de 12 000 m<sup>2</sup> s'avère peu pertinent dans la mesure où elle n'est pas bâtie et que l'intérêt d'un classement en secteur naturel Nh est de pouvoir bénéficier de possibilités d'extension d'une construction existante à destination d'habitation.

La modification de zonage en zone N de la parcelle du requérant entraîne en conséquence des modifications du rapport de présentation et des planches graphiques du règlement.

Le projet de Plan Local d'Urbanisme de Saint-Cannat est donc prêt à être arrêté dans sa version telle qu'elle résulte de son approbation en date du 13 décembre 2018 et en y intégrant la régularisation du classement de la parcelle du requérant en zone N dans le rapport de présentation et sur les planches graphiques du règlement.

Il est précisé qu'ont été mis à disposition des Conseillers de Territoire du Pays d'Aix ainsi que des Conseillers métropolitains au format numérique le projet d'arrêt du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Cannat dans l'ensemble de ses composantes, ainsi que les avis des personnes publiques associées et consultées à la suite du premier arrêt, les avis des personnes publiques associées et consultées à la suite du deuxième arrêt, le rapport et les conclusions du commissaire rendus à la suite de l'enquête publique organisée du 13 juin au 13 juillet 2018 et le jugement avant-dire droit n°1901579 du Tribunal Administratif de Marseille en date du 22 octobre 2021 afin qu'ils puissent en prendre connaissance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 d'Accélération et de Simplification de l'Action Publique ;
- La délibération n°2010-031 du 12 avril 2010 du Conseil municipal de la Commune de Saint-Cannat prescrivant son PLU et définissant les objectifs et les modalités de concertation ;
- La délibération n°2017-047 du 04 mai 2017 du Conseil municipal de la Commune de Saint-Cannat relative au débat sur les orientations générales du Projet d'aménagement et de Développement Durables ;
- La délibération n°2017-082 du Conseil municipal de la Commune de Saint-Cannat du 21 décembre 2017 arrêtant le projet de PLU de la Commune ;
- La délibération cadre n°URB001-3563/18/CM en date du 15 février 2018 du Conseil de la Métropole définissant la répartition des compétences relatives à l'élaboration et la révision des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°008-3565/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 actant la poursuite de la procédure d'élaboration du PLU de la commune de Saint-Cannat ;
- La délibération n°001-5132/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le PLU de la commune de Saint-Cannat ;
- La délibération cadre n° FPBA 063-10935/21/CM du 16 décembre 2021 du Conseil de la Métropole définissant la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le jugement n°1901579 du Tribunal Administratif de Marseille en date du 22 octobre 2021 ;

- La délibération n°URBA-007-11742 du Conseil de la Métropole du 5 mai 2022 tirant le bilan de la concertation ;
- L'arrêté de délégation n°21/806/CM du 20 décembre 2021 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Cannat en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

#### Où le rapport ci-dessus

#### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

#### Considérant

- Que la concertation s'est déroulée conformément à la délibération n°2010-031 du 12 avril 2010 du Conseil Municipal de la Commune de Saint-Cannat prescrivant l'élaboration de son PLU et définissant les objectifs et les modalités de concertation.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a poursuivi la procédure d'élaboration du PLU de Saint-Cannat par délibération n°008-3565/18/CM du 15 février 2018 avec l'accord de la Commune.
- Que, par jugement n°1901579 du Tribunal Administratif de Marseille en date du 22 octobre 2021, il a été demandé à la Métropole Aix-Marseille-Provence, de justifier de la régularisation des modalités de concertation prévues par la délibération n°2010-031 du Conseil Municipal de la Commune de Saint-Cannat du 12 avril 2010 : « il y a donc lieu d'impartir à la métropole d'Aix-Marseille-Provence un délai de dix-huit mois afin, d'une part, qu'elle modifie le classement de la parcelle du requérant, d'autre part, qu'elle organise une réunion faisant part à la population des avis des personnes publiques associées ayant conduit au nouveau projet de plan local d'urbanisme arrêté le 21 décembre 2017. Suite à cette réunion, la procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme sera reprise jusqu'à son approbation afin notamment de régulariser le classement de la parcelle litigieuse ».
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a organisé une réunion de concertation le 26 janvier 2022 afin de faire part à la population des avis des personnes publiques associées ayant conduit au deuxième arrêt du projet de plan local d'urbanisme par délibération du conseil municipal de la

Commune de Saint-Cannat du 21 décembre 2017.

- Que le bilan de cette concertation a été tiré par délibération du Conseil de la Métropole n°URBA-007-11742 du 05 mai 2022.
- Que le projet de Plan Local d'Urbanisme de Saint-Cannat est prêt à être arrêté et transmis aux personnes publiques associées et consultées.

#### Délibère

##### Article 1 :

Le projet de Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Cannat est arrêté tel qu'il est annexé à la présente délibération.

##### Article 2 :

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie de Saint-Cannat ;
- Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département ;
- La présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code général des collectivités territoriales.

#### Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

##### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

##### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

##### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2022 CT2 240**

### **Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Pays d'Aix - Préfiguration du projet d'arrêt de PLUi et poursuite de la concertation**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

#### **I – Rappel du cadre légal et réglementaire de l'élaboration du PLUi et de la procédure engagée**

En application de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour élaborer les documents d'urbanisme et, en particulier, le schéma de cohérence territoriale et le plan local d'urbanisme.

En effet, au 2° de l'article L.5217-2 précité, relatif à « *l'aménagement de l'espace métropolitain* », le a) prévoit que la Métropole est compétente en matière de « *schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur, de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale* ».

Cependant, en raison de l'étendue et de l'organisation de son territoire, de la variété de ses bassins de vie, de la situation réelle de son développement spatial, le législateur a considéré que la Métropole Aix-Marseille-Provence avait vocation à élaborer un schéma de cohérence territoriale (SCOT) pour définir une vision stratégique intégrée pour l'ensemble de son territoire et à approuver les plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUi) à une échelle territoriale différente au regard de la précision de leur contenu visant à programmer et réglementer l'utilisation du sol.

A ce titre, il a été considéré par le législateur que les périmètres du SCOT et des PLUi devaient être distincts et complémentaires, et que les différents territoires constituant la Métropole représentaient une échelle territoriale adaptée pour conduire les procédures d'élaboration des PLUi.

En conséquence, les dispositions du Code de l'urbanisme relatives à l'élaboration des plans locaux d'urbanisme ont été complétées par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République en prévoyant des aménagements pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore, dans le cadre de ses Conseils de Territoire, plusieurs plans locaux d'urbanisme intercommunaux (avec une codification spécifique aux articles L.134-11 à L.134-13).

Ainsi, il ressort de la lecture combinée des dispositions de droit commun et dérogatoires du Code de l'urbanisme que :

- D'une part, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore, dans le cadre de ses Conseils de Territoire, plusieurs plans locaux d'urbanisme intercommunaux. Le périmètre de chacun de ces plans couvre un territoire de la Métropole ;

- D'autre part, le Code de l'urbanisme a également pour effet de clarifier les rôles respectifs du Conseil de la Métropole, des Conseils de Territoire en relation avec les communes membres, pour l'élaboration du PLUi, à savoir :

- Que le Conseil de la Métropole est compétent pour prescrire, arrêter et approuver le PLUi, avec la transmission au Conseil de Territoire des orientations stratégiques et de toutes informations utiles de nature à assurer la cohérence du projet métropolitain ;
- Que le Conseil de Territoire a en charge la préparation, la conduite et le suivi de la procédure d'élaboration du PLUi, avec :
  - La définition des modalités de la collaboration avec les communes concernées, avec la réunion de l'ensemble des Maires en conférence intercommunale ;
  - L'organisation du débat, au sein du conseil de territoire et des conseils municipaux, sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L.151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme ;
  - La préparation de tous les actes de la procédure.

C'est dans ce cadre législatif et réglementaire que, par délibération n°URB 002-3841/18/CM du 18 mai 2018, le Conseil de la Métropole a prescrit l'élaboration du PLUi du Territoire du Pays d'Aix, avec la définition des objectifs et des modalités de la concertation.

Préalablement, par délibération n°2018\_CT2\_120 du 15 mai 2018, le Conseil de Territoire a défini les modalités de collaboration avec les communes.

Les élus du Territoire du Pays d'Aix et des communes ont tenu à être pleinement acteurs de la mise en œuvre de la compétence urbanisme par la Métropole et de l'élaboration du PLUi de leur Territoire. Ainsi, un premier travail a été engagé dès 2017 par les élus du Territoire pour définir, d'une part, les modalités de collaboration permettant d'associer les 36 communes au processus d'élaboration du PLUi et, d'autre part, les objectifs et les ambitions pour l'avenir du Territoire à inscrire dans la délibération de prescription du PLUi adoptée par le Conseil de la Métropole.

Les modalités ainsi définies étaient guidées par le principe d'une collaboration étroite et continue avec les communes, en amont de la prescription du PLUi, à chacune des étapes de son élaboration et jusqu'à son approbation. Elles se traduisent par l'organisation :

- De conférences intercommunales PLUi des Maires du Pays d'Aix ;
- De séminaires PLUi des Maires du Pays d'Aix pour permettre aux communes et à leur Maire de participer aux travaux d'élaboration du PLUi ;
- De comités stratégiques pour le pilotage général de l'élaboration du PLUi (COSTRA).

Ces différentes instances de partages et d'échanges permettent ainsi de réaliser un véritable travail de co-construction du document d'urbanisme.

En témoigne, la circonstance que la conférence intercommunale des Maires s'est réunie à 15 reprises pour faire partager à l'ensemble des élus les différents stades d'élaboration du document. Se sont ainsi tenues :

- 3 conférences des Maires pour la validation des objectifs poursuivis et des modalités de collaboration avec les communes, pour la validation de la délibération prescrivant le PLUi et la définition des objectifs poursuivis et des modalités de concertation.
- 4 conférences des Maires pour partager la construction du PADD avec une réunion de cette instance spécifique le 17 octobre 2019 pour la présentation du projet PADD, amendé des remarques émises lors des précédentes réunions.
- 4 conférences des Maires pour présenter l'avancée du travail technique et valider la structuration des documents composant le dossier de PLUi.
- 4 conférences des Maires pour œuvrer à la définition du scénario de développement.

Trois séminaires ont également été organisés pour apporter des éclairages très techniques avant les conférences des Maires : aide à la définition des ambitions stratégiques ; travail sur les orientations du PADD et présentation de l'avant-projet de PADD préalablement à la tenue du débat sur les orientations générales du PADD ; état des lieux de la consommation d'espaces sur le Territoire du Pays d'Aix et de la problématique des risques.

Pour sa part, le COSTRA s'est réuni 11 fois pour assurer le pilotage général de l'élaboration du PLUi et la préparation des dossiers soumis à la conférence intercommunale des Maires.

La collaboration avec les communes se traduit également par l'importance du travail technique réalisé en commun dans une relation de forte proximité. Ainsi, un référent est clairement identifié pour accompagner chaque commune et la suivre au plus près tout au long de l'avancée du travail technique.

Les « tournées des communes » quant à elles, permettent de rencontrer systématiquement l'ensemble des 36 maires ou leurs représentants pour expliquer, échanger et partager à des moments clés de l'élaboration du document. A ce jour, cinq tournées des communes ont été organisées.

En parallèle, de manière continue, des groupes de travail, composés d'élus et de techniciens des 36 communes du Territoire du Pays d'Aix, se sont réunis régulièrement depuis le lancement de la procédure.

Enfin, deux journées d'ateliers thématiques ont été organisées les 13 et 14 mai 2019 pour permettre aux élus communaux de s'approprier de manière transversale, les enjeux, objectifs et orientations retenues dans le cadre de la définition des orientations du PADD.

L'article 181 de la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale apporte d'importantes modifications institutionnelles à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec la suppression des Conseils de Territoire.

Concernant les PLUi, ce texte conduit à supprimer un organe dont le Code de l'urbanisme prévoyait l'intervention dans la procédure d'élaboration du document d'urbanisme et, par voie de conséquence, à abroger un certain nombre de dispositions spécifiques du Code de l'urbanisme qui organisait la répartition des compétences entre Conseil de la Métropole et Conseil de Territoire.

Toutefois, d'une part, certaines dispositions du Code de l'urbanisme spécifiques à la Métropole Aix-Marseille-Provence subsistent puisque, nonobstant la disparition des Conseils de Territoire, l'article L.134-12 de ce Code dispose désormais que « *par dérogation à l'article L.153-1, la métropole d'Aix-Marseille-Provence élabore plusieurs plans locaux d'urbanisme intercommunaux* », confirmant l'articulation initiale entre le SCOT et les PLUi

D'autre part, en application de l'article L.153-8 du Code de l'urbanisme, l'obligation de la collaboration avec l'ensemble des Maires des communes du périmètre d'élaboration du PLUi subsiste.

Enfin, et en tout état de cause, l'intervention de la loi 3Ds ne remet pas en cause la validité des délibérations antérieures et, notamment, de celles ayant instauré les organes de la procédure d'élaboration du PLUi.

Aujourd'hui, à quelques jours de la fin des Conseils de Territoire, forts du travail engagé et réalisé, issu de nombreux échanges et partages avec les communes, les élus du Territoire affirment leur volonté de poursuivre l'élaboration du PLUi dans son périmètre actuel. Le travail déjà réalisé est le moteur et le reflet de la dynamique engagée avec les 36 communes.



Les élus du Territoire affirment la nécessité de poursuivre l'élaboration du PLUi dans le respect des modalités arrêtées de collaboration avec les communes comprenant les conférences intercommunales des Maires, les séminaires PLUi des Maires et les COSTRA. Afin de prolonger la démarche de co-construction engagée jusqu'à présent, l'ensemble des Maires ou leurs représentants pourront être invités aux séminaires et COSTRA.

Cette délibération acte la volonté des élus à poursuivre le processus d'association et de concertation pour tenir un calendrier visant une approbation du PLUi en 2023.

Il s'agit également de confirmer les orientations du PADD débattu et de porter collectivement un projet de développement qui permette de maintenir l'attractivité du territoire dans une trajectoire résiliente, au sein d'une enveloppe maximale de consommation d'espaces s'inscrivant dans le respect des textes.

L'objectif de cette délibération est aussi d'acter le travail engagé en soumettant à la concertation la préfiguration du projet de développement et les documents annexés.

## **II- Les principes du Projet de Territoire traduits dans les différentes pièces du PLUi**

### **a- Le Portrait du Territoire**

La première étape de l'élaboration du PLUi a permis de dresser le **Portrait du Territoire** qui met en lumière ses principales caractéristiques. Il importe de rappeler ces éléments, mis à la disposition du public dans le cadre des dispositifs de concertation.

Le Territoire du Pays d'Aix occupe une place centrale au sein de l'espace métropolitain. Son positionnement géographique et ses caractéristiques socio-économiques lui confèrent naturellement une position stratégique dans la structuration du territoire métropolitain d'Aix-Marseille-Provence et au-delà dans le développement de l'arc méditerranéen et le sud des Alpes.

S'étendant des contreforts du Luberon et du Val de Durance au Nord jusqu'au Mont Olympe, la chaîne de l'Etoile et l'étang de Berre au Sud, en passant par la chaîne des Côtes et de la Trévaresse, le massif Concors Sainte-Victoire et le plateau de l'Arbois, le Territoire du Pays d'Aix forme un bassin de vie cohérent riche de son histoire multiséculaire.

Ainsi, le Pays d'Aix se caractérise par une alternance d'espaces agricoles, naturels et forestiers contribuant à offrir un cadre de vie de grande qualité. Il se distingue également par un patrimoine bâti riche et de qualité, des silhouettes villageoises caractéristiques, d'innombrables éléments de patrimoine rural ou hydraulique, des routes pittoresques, ... qui participent à l'identité du Territoire.

Par ailleurs, le Pays d'Aix dispose de nombreuses infrastructures de transport (gare TGV de l'Arbois, aéroport, autoroutes, ...) Tous ces éléments lui confèrent une grande attractivité tant au niveau national qu'international en matière de développement économique comme résidentiel.

Avec près de 400 000 habitants, le Pays d'Aix a un poids démographique important au sein de la Métropole.

Entre 2008 et 2018, le Pays d'Aix a connu le plus fort développement économique de l'espace métropolitain avec une création annuelle de l'ordre de 1700 emplois. Ce développement enregistre une accélération sur la période 2013/2018 portant la croissance annuelle de création d'emplois à environ 2500 emplois, ce qui représente 59% de la création d'emplois à l'échelle de la Métropole, avec le développement de filières d'avenir et l'implantation d'entreprises dans les secteurs clés tels que le numérique, l'aéronautique, l'énergie, la microélectronique qui assure une diversité du tissu économique local, facteur de résistance au contexte de crises.

Dans le même temps (entre 2013 et 2018), le Territoire a également connu un développement résidentiel significatif avec la production en moyenne de 2300 logements par an.

En contrepartie de cette attractivité, le Pays d'Aix connaît aujourd'hui une augmentation des prix de l'immobilier qui le classe parmi les territoires les plus chers au niveau national, contraignant les habitants à se déplacer de plus en plus des lieux d'emplois générant ainsi des difficultés de trafic routier et des problèmes de congestion sur les principaux axes de transports.

Sur la base de ces constats, les élus et les Maires ont souhaité bâtir un projet de territoire qui permette de maintenir l'attractivité de celui-ci et en proposant un développement qui puissent répondre aux dysfonctionnements mis en évidence.

### **b- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)**

Ainsi, le **PADD** du Territoire du Pays d'Aix s'est construit de manière itérative avec les élus du Territoire du Pays d'Aix à partir d'ambitions partagées et inscrites dans la délibération de prescription du PLUi en date du 18 mai 2018 :

- 1/ Un territoire de proximité à l'écoute des changements sociétaux,
- 2/ Un territoire renforçant le dynamisme économique et la diversité des emplois,
- 3/ Un territoire éco responsable face aux enjeux des changements climatiques.

Débattu en novembre 2019, le PADD joint en annexe, vise à faire du Pays d'Aix *"un territoire*

*écoresponsable conciliant proximité et attractivité*”. Le PADD traduit ainsi la nécessité de mieux valoriser et de protéger le cadre de vie face aux changements climatiques et sociétaux, tout en maintenant l’attractivité du Pays d’Aix.

Ce PADD se décline en 7 objectifs, regroupé autour des 3 piliers suivants : Environnement, Proximité et Attractivité.

Ainsi, le pilier « Environnement » se traduit en deux objectifs :

- *Objectif 1 : Inscrire le développement du Pays d’Aix dans une logique de gestion économe de l’espace et de mobilité responsable et partagée en affirmant son rôle majeur au sein du territoire métropolitain.*
- *Objectif 2 : S’appuyer sur la richesse environnementale, paysagère et patrimoniale pour conforter l’identité du territoire.*

Ces deux premiers objectifs permettent de garantir un développement équilibré du territoire en assurant une gestion économe de l’espace et le maintien de l’écrin naturel et patrimonial à transmettre aux générations futures. Pour cela, le projet s’appuie sur une armature territoriale différenciant les fonctions des communes et identifiant des espaces prioritaires de développement.

Le second pilier lié à la « Proximité » regroupe les deux objectifs suivants :

- *Objectif 3 : Offrir à la population un cadre de vie plus sain et plus sûr face aux risques et pollutions et résilient aux impacts du changement climatique.*
- *Objectif 4 : Permettre une mixité fonctionnelle et générationnelle répondant aux besoins quotidiens et proposer un habitat adapté à chaque étape de la vie.*

Ce second axe de développement place au cœur du projet les habitants et leur cadre de vie ainsi que la nécessité de pallier les dysfonctionnements importants dont souffrent le territoire et ses habitants.

Enfin, le pilier « Attractivité » se décline en trois objectifs :

- *Objectif 5 : Garantir le maintien et le développement d’une agriculture productive et durable.*
- *Objectif 6 : Privilégier la revitalisation des tissus économiques existants et garantir les conditions d’accueil des activités productives sur le territoire.*
- *Objectif 7 : Affirmer l’attractivité économique métropolitaine du Pays d’Aix et son rayonnement international en soutenant la diversité de ses filières porteuses d’emplois et d’identité.*

Ces trois derniers objectifs permettent d’assurer le maintien du rayonnement et de l’attractivité économique du Pays d’Aix et de pérenniser le potentiel agricole de ce territoire d’exception.

### **c- Le Projet de Développement à l’horizon 2035**

A ce jour, le travail réalisé avec les communes depuis 2018 permet de porter collectivement **le Projet de Développement à l’horizon 2035**, engageant un rééquilibrage des dynamiques passées dans le cadre défini par le PADD afin de maintenir l’attractivité et le rayonnement du Territoire. Pour répondre à cet objectif, la trajectoire de développement validée par la conférence des Maires du 3 mars 2022 propose une production de logements de l’ordre de 2500 par an et la création de l’ordre de 2000 emplois par an dans le cadre d’une ambition de réduction de 50% de l’artificialisation de l’espace passée.

Ainsi, pour mettre en œuvre ce projet de développement, le PADD du PLUi du Pays d’Aix engage à :

- Favoriser l’intensification des espaces urbains et économiques
- Maîtriser l’urbanisation dans les secteurs peu adaptés au développement
- Encadrer les extensions urbaines.

Cette ambition portée dans le projet de développement du territoire permet d’être en accord avec les obligations de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le changement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi Climat et Résilience qui fixe un calendrier, avec pour les 10 prochaines années un objectif intermédiaire de division par deux du rythme de la consommation d’espaces naturels, agricoles et forestiers pour atteindre « zéro artificialisation nette » à l’horizon 2050.

Au regard de l’analyse de la consommation passée, l’enveloppe maximale dans laquelle s’inscrit le projet de développement souhaité par l’ensemble des 36 communes du Territoire, est évaluée à 1026 hectares soit 85.5 ha par an jusqu’en 2031 et 43 ha par an jusqu’en 2035.

### **d- Les Orientations d’Aménagement et de Programmation**

En l’état des travaux à ce jour et dans le cadre de la phase de concertation qui continue à se dérouler, le projet du Territoire trouve sa traduction autour de 3 Orientations d’Aménagement et de Programmation thématiques, 5 Orientations d’Aménagement et de Programmation stratégiques et 36 dossiers communaux d’Orientations d’Aménagement et de Programmation sectorielles comme suit :

Les **Orientations d’Aménagement et de Programmation thématiques** concourent à la mise en œuvre des orientations générales du PADD en

apportant des leviers d'actions concrets en matière de projet pour de concert, préserver la qualité de vie des habitants, protéger l'environnement et le cadre de vie du Territoire et maintenir l'attractivité du Pays d'Aix.

Une réunion publique organisée le 9 septembre 2021 a permis d'échanger et de partager sur les principes de structuration de ces OAP dont une version de travail, qui viendra enrichir le dossier de concertation est jointe en annexe.

#### OAP « Santé et bien-être au quotidien » :

Développer le bien-être de la population, des habitants et des actifs qui fréquentent le territoire, est un enjeu fort pour le Pays d'Aix. Cela passe par la question de la protection vis-à-vis des risques, nuisances et pollutions, mais également par une ambition forte en matière de fabrique de l'urbain, confort thermique, convivialité des espaces publics, qualité de vie des logements, équipements favorables aux activités physiques et culturelles...

#### OAP « Ressources et paysages » :

Les ressources naturelles : l'eau, la forêt, la biodiversité, les écosystèmes sont les biens communs des habitants du territoire qu'il nous faut préserver. C'est l'ensemble et la coexistence de ces ressources naturelles qui font la qualité de vie que nous retrouvons sur le territoire et elles sont des solutions pour sa résilience. Il est essentiel de maintenir la qualité, l'identité et l'intégrité des paysages, qui comptent parmi les garants de la richesse écologique et culturelle et de l'attractivité résidentielle et touristique du Pays d'Aix.

#### OAP « Attractivité pour demain » :

Le Pays d'Aix connaît une forte attractivité depuis plusieurs décennies. D'une part, cette attractivité a généré des difficultés en matière d'accès au logement et de déplacements qui doivent être corrigées. D'autre part, les évolutions sociétales (télétravail, prise de conscience accrue sur la préservation des ressources et de l'environnement et des risques) donnent de nouvelles orientations au développement du territoire.

L'ambition du projet de territoire est de maintenir cette attractivité en proposant un développement plus résilient qui soutiendra les activités vectrices du rayonnement du territoire telle que l'agriculture et le tourisme, en tant que filières d'excellence porteuses de développement et de résilience. Le Pays d'Aix s'engage ainsi à conforter une économie agricole performante et à assurer une souveraineté alimentaire en incitant à produire et consommer plus local.

Le projet du territoire a aussi pour objectif d'assurer le maintien d'un haut niveau de croissance économique en s'appuyant notamment sur la présence de filières stratégiques diversifiées, fortes et porteuses de développement (l'énergie, l'aéronautique, le numérique et la micro-électronique) et en maintenant les capacités de l'économie industrielle.

Enfin, il s'agira d'accompagner la politique de mobilité en faveur des transports collectifs routiers et

ferroviaires pour faciliter les déplacements métropolitains.

Des **secteurs stratégiques intercommunaux** ont été identifiés en lien avec le SCOT. Ils feront l'objet d'Orientation d'Aménagement et de Programmation à cette échelle.

- Secteur stratégique de Plan de Campagne :

Le secteur de Plan de Campagne est situé à cheval sur les communes des Pennes Mirabeau et de Cabriès, contigu à la commune de Bouc Bel Air, et sur le Territoire de Marseille Provence, à la commune de Septèmes les Vallons.

d  
La zone d'activités est la première polarité commerciale de la Métropole avec une intensité commerciale unique (350 000m2 de surfaces commerciales) et une fréquentation hors norme (24 millions de visiteurs par an). Le secteur commercial de Plan de Campagne, avec une spécialisation sur l'équipement de la maison, le bricolage et le jardinage, doit cependant s'adapter aux nouveaux modes de consommation **pour maintenir son attractivité en complémentarité des centres villes**. L'objectif est d'accompagner cette évolution en confortant son rôle de zone commerciale, tout en autorisant l'accueil d'activités nouvelles et en favorisant la renaturation partielle et la pacification du cœur de zone.

L'ambition du projet est aussi d'accompagner **l'évolution de la mixité urbaine à proximité et en lien avec le pôle d'échanges de Plan de Campagne** en phasant les nouveaux projets et en les conditionnant à l'amélioration de l'accessibilité, à la réduction du risque inondation et à l'adaptation au changement climatique.

- Secteur stratégique de l'axe D6 Gardanne – Meyreuil / Haute Vallée de l'Arc

Le secteur de l'axe D6 couvre les communes de Gardanne, Meyreuil, Simiane, Fuveau, Châteauneuf le Rouge, Peynier, Rousset et Trets et s'étend économiquement vers les territoires de Marseille Provence et du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Au cœur du bassin minier et du secteur de la microélectronique, il correspond au bassin industriel historique du Pays d'Aix qui fait face à des enjeux de reconversion depuis plusieurs années.

L'ambition est d'accompagner le développement des activités économiques pour maintenir l'emploi sur les filières implantées ou à venir sur le secteur notamment dans les domaines de l'énergie et de la microélectronique.

La Haute vallée de l'Arc est aussi un terroir fertile et l'ambition du projet est de maintenir et développer les activités agricoles productrices.

- Secteur stratégique du Val de Durance

Le secteur du Val de Durance qui se prolonge jusqu'au Pays salonnais, intègre Pertuis, Saint-Paul-lez-Durance, Jouques, Peyrolles-en-Provence, Meyrargues, Le Puy-Sainte-Réparate, Saint-Estève-Janson, la Roque d'Anthéron, et Venelles qui assure la jonction avec la commune d'Aix en Provence.

Ce secteur accueille le CEA de Cadarache et le centre de recherche international ITER, pôles d'emplois hors norme, avec plus de 10 000 emplois directs et la cité des énergies. Il s'agit d'accompagner le développement économique de cette Vallée des Énergies en favorisant l'installation des entreprises et en maintenant le tissu productif.

En parallèle, le potentiel de production agricole du Val de Durance doit être valorisé et protégé.

- Secteur stratégique du Grand Site-Concors Sainte Victoire

Historiquement centré sur Sainte-Victoire, le périmètre du Grand Site a été élargi en 2019 pour intégrer le massif de Concors. Ces deux massifs forment le cœur du Grand Site qui façonne une identité locale et projette une image symbolique. Quinze communes du Pays d'Aix ont tout ou partie de leur territoire inclus dans le périmètre du Grand Site Concors Sainte Victoire : Puyloubier, Chateaufort-le-Rouge, Rousset, le Tholonet, Saint-Antonin-sur-Bayon, Beaurecueil, Saint-Marc-Jaumegarde, Vauvenargues, Venelles, Meyrargues, Peyrolles, Jouques, Saint-Paul-lez-Durance, Aix-en-Provence et Meyreuil.

L'objectif poursuivi est d'intégrer de manière singulière et ambitieuse, le projet du Grand Site dans le document de planification intercommunal.

- Secteur stratégique axe RD9 Aix - Vitrolles

Ce secteur s'étend de la couronne Sud d'Aix-en-Provence aux zones d'activités Couperigne – Estroublans.

Il s'agit d'affirmer le développement équilibré de l'axe D9 dans une ambition métropolitaine, dans toutes ses dimensions, à savoir :

- maintenir le rôle de moteur économique métropolitain,
- mettre en œuvre une mixité fonctionnelle favorable à un urbanisme de courte distance,
- désaturer le réseau routier
- pérenniser son cadre naturel et agricole.

**Les OAP sectorielles par commune** qui comprennent les focus communaux et les secteurs de projets. Elles définissent à l'échelle des secteurs les principes d'aménagement attendus.

## e- Les principes de zonage

**Les principes de zonage**, également joint en annexe, permettent de déterminer la spatialisation des espaces urbanisés et de projets du Territoire, se répartissant entre secteurs à vocation économique et secteurs à vocation équipements/mixte/résidentiels dans la limite de l'enveloppe de consommation d'espace autorisée par la loi Climat et Résilience.

Cette dernière a été répartie selon l'armature de développement territorial du PLUi inscrite dans le PADD pour permettre la réalisation des projets intercommunaux et communaux de façon à répondre aux ambitions du projet de Territoire du Pays d'Aix.

Les documents joints à la présente délibération constituent un état des lieux – à date – des travaux en cours et viendront alimenter la concertation, laquelle se poursuivra jusqu'à l'arrêt du projet dont l'objectif reste fin 2022.

La concertation sera d'ailleurs rythmée à l'automne 2022 par une série de réunions publiques qui seront un temps d'échange important dans la construction du projet d'arrêt du PLUi dont le travail d'élaboration se poursuit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme, et notamment son article L.134-13 dans sa version antérieure à la loi n°2022-217 du 21 février 2022 ;
- Le Code de l'environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le changement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi Climat et Résilience ;
- La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale- dite loi 3 DS ;
- La délibération n°2018\_CT2\_120 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en date du 15 mai 2018 portant sur la définition des modalités de collaboration avec les communes ;

- La délibération n°002-3841/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 18 mai 2018 portant sur la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Territoire du Pays d'Aix et la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation ;
- La délibération n°005-5741/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 28 mars 2019 portant approbation de la note d'orientations stratégiques métropolitaine relative au PLUi du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2019\_CT2\_498 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 28 novembre 2019 portant débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'en application des dispositions de l'article L.134-13 du Code de l'urbanisme en vigueur, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix est, jusqu'au 30 juin 2022, chargé de la préparation et du suivi de l'élaboration du projet de plan local d'urbanisme intercommunal du Pays d'Aix.
- Que la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale- dite loi 3 DS supprime les Conseils de Territoire à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022.
- Que la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le changement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi Climat et Résilience fixe un calendrier pour la réduction de la consommation des espaces naturels et forestier.
- Que le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a défini les modalités de collaboration avec les communes par délibération du Conseil de Territoire en date du 15 mai 2018.
- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence a prescrit par délibération en date du 18 mai 2018 l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme du Pays d'Aix et défini les objectifs poursuivis et les modalités de concertation.
- Que les orientations générales du PADD ont fait l'objet d'un débat en Conseil de Territoire le 28 novembre 2019.

- Qu'il importe de rendre compte et de prendre acte, à la date de sa suppression, de l'état des travaux menés par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix en vue de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Pays d'Aix.

**Délibère**

**Article 1 :**

Le périmètre d'élaboration du PLUi à l'échelle des 36 communes du Pays d'Aix est confirmé.

**Article 2 :**

Les principes du projet du Territoire du Pays d'Aix exposés ci-dessus sont validés pour les besoins de la poursuite de l'élaboration du PLUi du Pays d'Aix par le Conseil de la Métropole.

**Article 3 :**

Pour les besoins de la poursuite de la procédure d'élaboration par le Conseil de la Métropole, il est approuvé la préfiguration du projet, sur la base de l'état d'avancement à ce jour des documents constitutifs du PLUi du Pays d'Aix.

**Article 4 :**

Le Conseil de la Métropole est invité à poursuivre, le processus d'association et de concertation en vue de garantir le respect des règles légales sur la consommation d'espace par le projet de PLUi du Pays d'Aix qui sera ultérieurement arrêté dans l'objectif du maintien du calendrier initial.

**Article 5:**

La présente délibération et les documents qui y sont annexés seront soumis à la concertation en cours. Ils seront à ce titre, dès la délibération rendue exécutoire, joints au dossier de concertation jusqu'à ce qu'il soit tiré le bilan de celle-ci.

**Article 6**

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole
- La présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire – Opérations d'aménagement**

### **2022 CT2 241**

**AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'opération de rénovation urbaine d'Encagnane à Aix-en-Provence**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence a été retenu au titre des projets de renouvellement urbain et s'inscrit dans les programmes d'intérêt Régionaux. Conformément à la Loi Lamy, les premières orientations du projet de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane ont été proposées dans le Protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et Vitrolles, validé par délibération n°2015\_A255 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 12 novembre 2015 et signé par les partenaires le 17 décembre 2015.

Le protocole de préfiguration ANRU sur le quartier d'Encagnane a conduit la Métropole, compétente en la matière, à conclure une convention avec son aménageur public la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la coordination et la mise en œuvre des aménagements publics qui seront réalisés dans le cadre du renouvellement urbain du quartier d'Encagnane.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la SPLA Pays d'Aix Territoires, par délibération du 13 décembre 2018, une concession d'aménagement pour la coordination et la mise en œuvre des aménagements publics dans le cadre du Projet de renouvellement urbain d'Encagnane, ainsi que pour le plan de sauvegarde de la Résidence des facultés à Aix-en-Provence.

La convention a été notifiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires le 4 février 2019, pour une durée de dix ans.

Cette convention fixe à son article 27.3 un montant de participation du concédant arrêté à la somme de 27 600 000€.

Depuis 2019, la programmation sur le secteur de projet « Phares et Balises » a été affinée, ce qui a pour conséquence de faire évoluer le bilan d'opération et le plan de financement de l'opération. Ainsi le bilan de l'opération qui s'élevait à 28 000 000€ en 2019 est estimé aujourd'hui à 37 300 000€. En parallèle, des subventions ont été identifiées (État, ANRU, Commune, CDC...) et confirmées à hauteur de 9 300 000 €. Ces recettes permettent aujourd'hui, de diminuer le montant de la participation du concédant de 5 600 000 € en le ramenant à 22 000 000€.

Le présent avenant a donc pour objet de modifier le montant de cette participation à 22 000 000€ et d'en préciser l'échéancier de versement.

Il s'agit donc de modifier l'article 27.3 comme suit :

« En application de l'article L300-5 du Code de l'urbanisme, la participation du concédant est arrêtée à 22 000 000 d'euros.

Cette participation en numéraire, sera versée selon l'échéancier suivant :

Année 2019 :	500 000€
Année 2020 :	2 000 000€
Année 2021 :	2 200 000€
Année 2022 :	2 800 000€
Année 2023 :	2 800 000€
Année 2024 :	2 800 000€
Année 2025 :	2 800 000€
Année 2026 :	2 300 000€
Année 2027 :	2 300 000€
Année 2028 :	1 500 000€

Le montant global de cette participation et les échéances de versement pourront être révisés par avenant à la présente concession d'aménagement approuvé par délibération de l'instance compétente du concédant.

La modification de la participation financière du concédant ne pourra être envisagée qu'en cas de modification du programme ou d'autres conditions de réalisation de l'opération par le concédant ou de stricts cas d'imprévision. »

Le présent avenant n°1 entrera en vigueur entre les parties à la date de notification à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Les autres articles du traité sont inchangés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_B249 du Bureau communautaire de la CPA relative à l'approbation du contrat de ville communautaire ;
- La délibération n°2015\_A255 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative à l'approbation du protocole de préfiguration des opérations de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et de Vitrolles ;
- La délibération n°DEVT 009-520318CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la concession d'aménagement de l'opération de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°URBA 0008-5559/20/CM du Conseil de la Métropole du 16 novembre 2020 déclarant d'intérêt métropolitain l'opération d'aménagement du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

#### Où le rapport ci-dessus

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### Considérant

- Que le bilan de l'opération ayant été réajusté ainsi que la participation du concédant à l'équilibre de l'opération, il convient de modifier le traité de concession par voie d'avenant.

#### Délibère

##### Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, au traité de concession du projet de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence conclu avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

##### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tout document afférent à ce dossier.

##### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement chapitre 4581162714, nature 4581, fonction 52 et autorisation de programme DI714AP2

#### Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### 2022 CT2 242

**AVIS - Approbation de l'avenant n°4 à la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement du cœur de ville de Pertuis, est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis décembre 2010. Elle poursuit le programme de réhabilitation de logements et d'espaces publics engagé dans le cadre d'opérations d'aménagement antérieures.

En 2011, l'avenant n°1 a permis de transférer par un apport en nature à l'opération les biens immobiliers acquis lors de la précédente concession entre la SEMEPA et la Communauté du Pays d'Aix (2002/2010) d'une valeur de 3 599 382 €.

En 2014, l'avenant n°2 a prolongé la durée de la concession de 6 années (2014 à 2020) permettant de poursuivre le programme d'aménagement et de réhabilitation engagé sur les îlots dégradés. Cet avenant avait également pour objet d'élargir le périmètre d'intervention afin d'intégrer l'aménagement des espaces publics autour du pôle culturel de la Médiathèque des Carmes.

En 2018, l'avenant n°3 a prolongé la durée de la concession de 3 années supplémentaires (2020 à 2023) permettant de poursuivre le programme d'aménagement des espaces publics et de réhabilitation engagé sur les îlots dégradés.

La concession actuelle doit donc se clôturer à la fin de l'année 2023. Toutefois, au regard du retard pris dans la réalisation des travaux d'aménagement restant à réaliser, il est nécessaire de proroger la durée de la concession de deux ans, la portant ainsi à quinze ans.

L'augmentation de la durée de la concession engendre une rémunération supplémentaire du concessionnaire sur 2 ans à hauteur de 100 000 €.

Cette nouvelle rémunération nécessite une augmentation de 100 000 € de la participation du concédant étalée sur deux ans, soit 50 000 € par an de 2024 à 2025. Il est précisé, que pour faire face au surcoût financier et conserver le niveau qualitatif des projets, la Commune de Pertuis a augmenté sa participation de 300 000 € sur les deux années supplémentaires.

Il s'agit donc de modifier les articles suivants :

- Article 6 – Durée de la concession d'aménagement.

La convention est prorogée de deux années supplémentaires, jusqu'au 31 décembre 2025.

- Article 27.3- Participation du concédant au coût de l'opération.

La participation numéraire du concédant est augmentée de 100 000 € et s'élève dorénavant à 11 280 846€.

- Article 32 – Rémunération du concessionnaire.

La rémunération du concessionnaire, pour la nouvelle période de 2023 à 2025, s'élève à 50 000 € par an, soit 100 000 € pour les 2 années de prorogation de la concession.

Le projet d'avenant n°4 a été présenté et validé par le comité de pilotage de la concession du 5 février 2021.

Les autres articles du traité sont inchangés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010-A194 du Conseil communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 déclarant d'intérêt communautaire la convention de concession d'aménagement relative à la rénovation du cœur de ville de Pertuis ;

- La délibération n°2011-B056 du Bureau communautaire de la CPA du 8 mars 2011 adoptant l'avenant n° 1 à la concession et le principe de la participation en nature par apport du stock foncier à l'opération centre ancien de Pertuis ;
- La délibération n°2013-A284 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant l'avenant n°2 à la concession modifiant son périmètre et son programme d'intervention ;
- La délibération n° DEVT 001-4663/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n° 3 à la concession prolongeant la durée de la concession ;
- La délibération présentée au Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022 pour approuver le CRAC 2021 de la concession d'aménagement ;
- La décision du Comité de pilotage du 5 février 2021 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de modifier, par voie d'avenant, le traité de concession afin de permettre la réalisation des missions restantes sur l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°4, ci-annexé, au traité de concession de l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis conclu avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tout document afférent à cette affaire.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement chapitre 458162716, nature 4581, fonction 515 et autorisation de programme DI716AP2.



## Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2022 CT2 243**

**Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relative à l'opération du Liourat à Vitrolles**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre du Contrat de Ville, le secteur Centre à Vitrolles a été retenu au titre des Projets de Renouvellement Urbain (PRU).

Le Comité d'Engagement de l'Agence Nationale de Renovation Urbaine (ANRU) a validé le 24 février 2020, un projet urbain, une stratégie d'ensemble et un ciblage des opérations pour le quartier secteur Centre de Vitrolles, parmi lesquelles l'aménagement d'ensemble du Liourat. La convention pluriannuelle du projet de renouvellement cofinancé par l'ANRU a été approuvée le 5 mai 2022 par le Conseil de la Métropole.

L'opération d'aménagement du quartier a été déclarée d'intérêt métropolitain par délibération du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020.

Cette opération consiste en une recomposition urbaine du quartier avec la création et le réaménagement d'espaces publics, la construction de logements sur le foncier libéré par la copropriété « Prévert » qui doit être démolie et la piscine Tournesol, sur un périmètre d'une superficie d'environ 4,7 hectares.

Le projet urbain du quartier du Liourat s'articule autour des axes d'intervention suivants :

- Augmenter la diversité de l'habitat et adapter la densité du quartier.
- Favoriser la mixité fonctionnelle et consolider l'offre commerciale de proximité.
- Désenclaver le quartier et améliorer le cadre de vie.
- Mailler plus simplement et plus lisiblement les espaces publics.

Cette opération d'aménagement a été concédée en mars 2021 pour une durée de dix ans à la SPLA Pays d'Aix Territoires qui s'est ainsi vu confier les missions d'aménageur sur le quartier du Liourat, notamment pour les travaux d'aménagement et d'équipements des espaces publics, de superstructures.

La SPLA est chargée de réaliser les études nécessaires pour mener l'opération, se porter acquéreur des lots commerciaux non maîtrisés par la Ville et la Métropole, réaliser les travaux de voiries, de traitement paysager des parkings de proximité, de la démolition de la piscine Tournesol, ainsi que les travaux de viabilisation et la commercialisation des terrains.

A ce titre, la SPLA assurera également la maîtrise foncière et la libération des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération, y compris, le cas échéant, par la voie de l'expropriation ou de la préemption.

La SPLA « Pays d'Aix Territoires » assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni une fois durant l'exercice 2021 écoulé (décembre) et du comité de pilotage qui s'est réuni deux fois, en mai et en décembre 2021.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme.

Ainsi l'article 32 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, qui ont vocation à être transmis au concédant au fur et à mesure de l'avancement de l'opération et dans les dispositions prévues aux articles précédents, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant notamment :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir, relatant l'état d'avancement des différentes missions confiées au concessionnaire et leurs conditions de mise en œuvre, les procédures nécessaires à l'opération

- engagée et leur état d'avancement, les incidents éventuels,
- un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé.

Le rapport relatif au 1<sup>er</sup> compte-rendu annuel à la collectivité de cette opération pour l'année 2021 a été présenté au Conseil d'Administration de la SPLA du 19 avril 2022, en voici une synthèse et les faits marquants :

### **Compte rendu de l'année 2021**

Durant l'année 2021, les actions suivantes ont été menées :

#### ***Foncier :***

La maîtrise foncière des terrains nécessaires à l'opération est une compétence dévolue à la SPLA pour ce qui concerne les locaux situés au rez-de-chaussée de la résidence Prévert.

Les premières prises de contacts avec les propriétaires et exploitants commerciaux ont été menées pour le démarrage de acquisitions amiables, les échanges ont également débuté avec le centre social AVES et le centre médico psychologique du centre hospitalier de Montperrin.

Un marché de négociation et d'expertise foncière a été confié en novembre 2021 au cabinet BONFORT.

Aucune acquisition ou cession foncière n'a été réalisée par la SPLA en 2021.

#### ***Mise en œuvre de l'opération :***

Une équipe de maîtrise d'œuvre urbaine (groupement Citta UP /ARTELIA) a été retenue en septembre 2021 afin d'assurer une mission complète en phase conception et travaux sur l'opération. Le travail engagé en 2021 a ainsi permis d'aboutir à la présentation de scénarios d'aménagement qui ont été présentés en comité de pilotage en décembre 2021.

Une réflexion a été menée afin de développer une labellisation environnementale et d'accompagner les acteurs du projet dans l'affirmation des ambitions du projet urbain.

Une étude commerciale et de développement économique a également été réalisée par le cabinet Albert et Associé, pour définir le futur programme d'activités commerciales : des préconisations ont été présentées au comité technique de décembre 2021.

Les dépenses réalisées en 2021 s'élèvent à 75 228,00 € HT, et correspondent essentiellement à la rémunération de la SPLA, à des honoraires liées au lancement des diverses consultations pour mener les études préalables.

Les recettes constatées en 2021 pour un montant de 401 545,00 € correspondent à la participation de la Métropole et à quelques produits financiers.

### ***Evolution du bilan financier :***

Par rapport au bilan initial, le montant actualisé des dépenses et des recettes reste à l'équilibre : il est inchangé par rapport au bilan prévisionnel 2020, à hauteur de 14,6 millions d'€ HT.

Le bilan actualisé fait apparaître un résultat d'exploitation à 1 545,00 € HT.

### **Perspectives 2022**

Le planning d'opération doit permettre en 2022 la poursuite des études préalables aux travaux d'aménagement et les premières acquisitions de murs commerciaux de la copropriété Prévert.

Les principales actions à mener sont données ci-après :

- La démarche de labellisation environnementale sera poursuivie, selon les principes développés dans l'Approche Environnementale de l'Urbanisme (AEU2) de l'ADEME.
- Après étude en 2021, il a été décidé de viser la labellisation « écoquartier » pour l'opération d'aménagement ;
- Les études et démarches réglementaires vont démarrer : élaboration et dépôt du dossier « cas par cas », du dossier Loi sur l'Eau, élaboration du permis d'aménager ;
- Poursuite des études urbaines et techniques : plan guide, avant-projet des aménagements d'espaces publics, sondages géotechniques, relevés topographiques ;
- Démarrage des premières acquisitions à l'amiable des murs commerciaux et montage du dossier de DUP ;
- Lancement de la concertation avec la population et participation à l'animation de la maison du projet.

Le bilan établi par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2021, le prévisionnel pour les années à venir et le nouveau bilan actualisé de l'opération sont joints en annexe.

Au regard des éléments présentés, il est donc proposé d'adopter le présent compte rendu à la collectivité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°URBA 013-8684/20/CM du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020 déclarant d'intérêt métropolitain l'opération d'aménagement du quartier du Liourat à Vitrolles dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain ;
- La délibération n°URBA 009-8860/20/CM du Conseil de la Métropole du 19 novembre 2020 approuvant le contrat de concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'opération du quartier du Liourat à Vitrolles dans le cadre du NPNRU ;
- La délibération n° FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le Compte Rendu annuel à la Collectivité 2021 du quartier du Liourat ci-joint ;
- L'avis de la Commission habitat, urbanisme et aménagement du 8 juin 2022.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Le procès-verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 19 avril 2022 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2021 de la concession d'aménagement du quartier du Liourat à Vitrolles.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2021) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement du quartier du Liourat à Vitrolles pour l'exercice 2021.

#### **Article 2 :**

Sera versée après l'approbation du CRAC 2021, la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2022 qui s'élève à 1.300.000,00 €.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581162715, Nature 4581, Fonction 52, Autorisation de Programme DI715AP2.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2022 CT2 244**

**Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relative à l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Pays d'Aix accompagne et soutient la ville de Pertuis depuis 2003 dans la rénovation de son cœur de ville. Une première convention publique d'aménagement s'est achevée le 31 décembre 2010. Elle a permis de réhabiliter des immeubles anciens,

d'améliorer le fonctionnement urbain et la qualité de l'espace public, mais aussi de préparer, grâce aux acquisitions foncières réalisées, le traitement futur des îlots très dégradés situés dans le périmètre de la convention.

Depuis 2011, l'action engagée dans le centre historique de Pertuis s'est poursuivie sous la forme d'une nouvelle opération d'aménagement, dénommée « concession d'aménagement pour l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis ».

Cette opération a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour une durée initiale de quatre ans, prorogée en 2014 de six ans jusqu'au 31 décembre 2020, puis à nouveau prorogée de trois années en 2018 jusqu'au 31 décembre 2023 par un troisième avenant au traité.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- Assurer la maîtrise foncière et la libération des terrains inclus dans le périmètre opérationnel et nécessaires à la réalisation de l'opération,
- Mettre en œuvre toutes les formalités administratives, légales et réglementaires et produire les compléments techniques concourant à la réalisation de l'opération,
- Assurer la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération,
- Assurer la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements concourant à la réalisation de l'opération,
- Assurer la commercialisation,
- Assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'opération et mobiliser les financements appropriés.

La SPLA assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni à plusieurs reprises durant l'exercice écoulé, notamment sur des réunions de chantiers et du comité de pilotage qui s'est réuni deux fois en 2021.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé

comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,

- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 19 avril 2022 présente le CRAC 2021.

### **Compte rendu de l'année 2021**

#### **Actions sur le bâti**

Dans le cadre du projet d'aménagement de la place de la Diane, en prolongement de la Médiathèque des Carmes, l'accord amiable finalisé en 2020 pour le relogement du commerce d'électroménager situé dans l'îlot Murette a été finalisé par l'acquisition du local en janvier 2021. Le foncier de l'îlot Murette est maintenant entièrement maîtrisé, il sera voué à la démolition pour la réalisation de la place.

Sur l'îlot Durance, l'acte de vente avec le bailleur social de l'immeuble au 59 rue Durance portant sur la réalisation d'une résidence de jeunes travailleurs de 36 logements sociaux, a été signé en octobre 2021. Sur le reste de l'îlot, les études techniques et financières avec la société HLM UNICIL se poursuivent pour la réhabilitation des 4 immeubles (3 immeubles appartiennent à la ville, un à la S.P.L.A.)

La réhabilitation et la commercialisation de la deuxième tranche de l'îlot de l'Ange (ensemble de 3 immeubles très dégradés) s'est poursuivie par la réalisation de 8 logements.

Sur les immeubles situés au 53 et 83 rue Notre-Dame, les actes de vente ont été signés en 2021 suite à l'obtention des permis de construire.

Par ailleurs, la concession a poursuivi l'entretien courant des immeubles (14 biens immobiliers) présentant des problèmes de vétusté ou à sécuriser.

#### **Regualification des espaces publics**

Des travaux ont été réalisés sur :

- La Place de Barres : confortement de la pergola et habillage du transformateur,
- Les rues Colbert (piétonnisée)/ Danton : travaux de reprise de voirie et bornes d'accès,

- L'aménagement de l'Esplanade de la Dévalade et la mise en valeur des remparts.

Des études sont en cours sur :

- L'aménagement de la Butte du Barry : un marché de maîtrise d'œuvre a été attribué à un groupement d'architectes et paysagistes pour un montant de 135 000€ HT. Le permis d'aménager a été obtenu le 21 décembre 2021 ; les travaux sont programmés pour la fin de l'année 2022 après des fouilles archéologiques.
- L'aménagement des places Murette Diane/Parmentier et îlot Murette : un marché de maîtrise d'œuvre a été attribué à un groupement d'architectes et BET VRD pour un montant de 136 000€ HT, en vue de réaliser un diagnostic patrimonial, les études de maîtrise d'œuvre ; le début des travaux est programmé en 2023.
- La place Mirabeau : un marché de maîtrise d'œuvre a été attribué à un groupement d'architectes du patrimoine et BET VRD pour un montant de 89 400 € HT en vue de réaliser un diagnostic patrimonial et les études de maîtrise d'œuvre. Les travaux sont reportés.

Le montant prévisionnel des dépenses pour 2021 s'élevait à 669 027 € pour un montant réalisé de 489 588 €. Ce différentiel s'explique par le report de travaux et études sur la Place Mirabeau.

Le montant prévisionnel des recettes s'élevait à 430 000 € dans le précédent CRAC, pour un montant perçu de 322 439 €, qui s'explique par le report en 2022 de la cession de la tranche 2 de l'îlot de l'Ange (pour un montant de 135 000 €).

### **Evolution du bilan**

Le nouveau bilan prévisionnel, d'un montant de 18,467 millions d'euros reste stable par rapport au bilan approuvé dans le CRAC 2020 (18,432 millions) soit une augmentation de 34 568 € correspondant aux frais financiers réalisés en 2021. La participation d'équilibre du concédant pour l'année 2021 s'élève à 50 000 € et sera versée à la SPLA après l'adoption du présent CRAC.

### **Perspectives 2022**

Conformément au bilan présenté, en 2022 les actions suivantes se poursuivront :

#### **Actions sur le bâti :**

- Ilot Durance : obtention du permis de construire par la société HLM UNICIL et cession de l'immeuble 75 rue Durance à UNICIL à l'euro symbolique

- Ilot de l'Ange / tranche 2 : obtention du permis de construire et cession des 3 immeubles

#### **Requalification des espaces publics :**

- Aménagement de la Butte du Barry/place Saint Pierre : fouilles archéologiques INRAP prévues début mars 2022 pour un rapport remis en juin, phases PRO/DCE/MARCHES et démarrage des travaux fin 2022
- Aménagement des places Diane/Parmentier/Murette : AVP/estimation des travaux et obtention du permis d'aménager
- Aménagement place Mirabeau : dépôt du permis d'aménager

Afin de finaliser l'ensemble de ces projets, un avenant n° 4 au traité visant à prolonger de deux années supplémentaires la concession, sera présenté au Conseil de la Métropole du 30 juin 2022

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2021, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération sont joints au rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°2010\_A194 du Conseil communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 déclarant d'intérêt communautaire la convention de concession d'aménagement relative à la rénovation du cœur de ville de Pertuis ;
- La délibération n°2013\_A284 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 adoptant l'avenant n°2 à la concession, apportant des modifications au programme, au périmètre et à la durée de l'opération ;
- La délibération n°DEVT 001-4663/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°3 au traité de concession ;

- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2021 de l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis ci-joint ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 8 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Le procès-verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires en date du 19 avril 2022 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2021 de la concession de l'opération rénovation du cœur de ville de Pertuis.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2021) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis pour l'exercice 2021.

**Article 2 :**

Le montant de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2022 s'élève à 50.000 €, et sera versé après l'approbation du présent CRAC 2021.

**Article 3 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section investissement : opération budgétaire 4581162716, nature 4581, fonction 515, Autorisation de Programme DI716AP2.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 245**

**Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relative à l'opération de rénovation du Centre ancien de Trets**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement du Centre ancien de Trets, concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis décembre 2013, poursuit le programme de requalification du Centre ancien engagé dans le cadre d'une opération d'aménagement antérieure. Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé :

- de la maîtrise foncière ;
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération ;
- de la réalisation des études ;
- de la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements prévus dans le programme ;
- de la commercialisation du stock foncier ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération ainsi que du comité de pilotage qui s'est réuni deux fois durant l'année. Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme.

Ainsi, l'article 31 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de

l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,

- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 19 avril 2022 présente le CRAC 2021.

#### **Compte rendu de l'année 2021**

Durant l'année 2021, la Commune de Trets, qui s'était portée acquéreur de la Maison Seigneuriale, n'a pu mener à bien son projet face à la complexité de la réhabilitation de cet édifice inscrit à l'inventaire des Bâtiments de France. Pour ce bâti, la Commune de Trets ne souhaite plus d'opérations de logements mais une destination culturelle et touristique restant à définir avec la Métropole.

Afin de pouvoir réaliser un diagnostic structure et mettre en œuvre des travaux, il a été décidé de prolonger la durée de concession d'une année supplémentaire. Pour cela, l'avenant n°4 au contrat de concession a été approuvé le 16 décembre 2021 par délibération du Conseil de la Métropole et porte l'achèvement de la concession au 5 janvier 2023.

Les dépenses réalisées en 2021, d'un montant de 27 517 €, sont inférieures aux prévisions qui s'élevaient à 33 552 €. En effet, moins de travaux de remise en état ont été réalisés que prévu.

Hormis des produits financiers pour un montant de 2 551€, aucune recette n'a été perçue en 2021. En effet, le dernier bien du stock foncier (10 Rue Borde) devait être cédé pour un montant de 40 000 €. Or, l'acte authentique n'a pu être signé et la cession est reportée en 2022.

#### **Evolution du bilan**

Le nouveau bilan de l'opération est supérieur au bilan approuvé lors du CRAC 2020, avec une augmentation des dépenses d'environ 375 000 €. Les recettes restent stables, mais le résultat d'exploitation diminue et s'élève aujourd'hui à 144 070 € HT.

L'augmentation des dépenses correspond essentiellement aux travaux de confortement et de mise hors d'eau de la Maison Seigneuriale et des honoraires. Par ailleurs, et conformément à l'avenant 4 du Traité, la rémunération du concessionnaire a été augmentée de 20 000 € HT.

Le montant des recettes reste stable par rapport au dernier CRAC (2551 € HT) avec une légère augmentation due aux produits financiers.

Le montant de la participation de la Métropole reste inchangé et a déjà été versé entre 2011 et 2017.

#### **Perspectives 2022**

En 2022, la Métropole et la Commune devront déterminer la vocation future de la Maison Seigneuriale. Dans l'attente d'une décision, un maître d'œuvre sera désigné pour le diagnostic de réhabilitation, puis un marché de travaux pour le confortement et la mise hors d'eau de l'édifice en 2022. L'objectif est également de réitérer l'acte de vente pour le dernier immeuble du stock foncier (10 rue Borde).

La concession se terminant le 5 janvier 2023, il sera également nécessaire de procéder à la rétrocession de emprises foncières des espaces publics à la Commune de Trets et de préparer la clôture de l'opération.

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2021, le prévisionnel pour l'année à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération sont joints en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013-A168 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 déclarant d'intérêt communautaire l'opération Centre ancien de Trets ;
- La délibération n°2013-A169 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 concédant l'opération Centre ancien à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015\_B351 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 qui modifie la participation financière du concédant ;
- La délibération n°005-6110/19/BM du 20 juin 2019 du Bureau de la Métropole approuvant l'avenant n°3 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires dans le cadre de l'opération Centre ancien de Trets ;
- La délibération URBA-021-16/12/2021-CM du 16 décembre 2021 du Conseil de Métropole approuvant l'avenant n°4 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires dans le cadre de l'opération Centre ancien de Trets ;

- La délibération n° FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le compte rendu annuel à la Collectivité 2021 de l'opération d'aménagement du Centre ancien de Trets ci-joint ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme, et aménagement du 8 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le procès-verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 19 avril 2022 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2021 de la concession de l'opération d'aménagement du Centre ancien de Trets.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2021) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement du Centre Ancien de Trets pour l'exercice 2021.

**Article 2 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 246**

**Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relative à l'opération de rénovation urbaine d'Encagnane à Aix-en-Provence**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence a été retenu au titre des projets de renouvellement urbain et s'inscrit dans les programmes d'intérêt Régional. Le protocole de préfiguration du projet de quartier a été validé par délibération n°2015\_A255 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 12 novembre 2015 et a été signé par les partenaires le 17 décembre 2015.

Il a conduit la Métropole, compétente en la matière, à conclure une convention avec son aménageur public pour la coordination et la mise en œuvre des aménagements publics qui sont réalisés dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine. Cette opération a donc été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour une durée de dix ans, conformément à la concession d'aménagement notifiée à la SPLA le 4 février 2019.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Il est chargé de :

- Assurer la gestion et l'entretien des biens, la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération, des études et de toutes missions nécessaires à l'exécution de ces obligations, dont la gestion et la coordination de la maîtrise foncière, la libération des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération, la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et des équipements, la commercialisation, la gestion administrative, financière et comptable de l'opération ;
- Mettre en œuvre toutes les formalités administratives, légales et réglementaires ainsi que les démarches inhérentes et déjà engagées sur l'opération et produire les compléments techniques concourant à la réalisation de l'opération ;
- Mettre en place et animer les instances de suivi de la concession ;
- Proposer, préparer et assurer la mise en œuvre de tous contrats et conventions avec des tiers publics ou privés nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- Participer aux comités techniques et de pilotage liés à la convention du NPNRU d'Encagnane.



Par ailleurs, et conformément à la décision du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019, le droit de préemption urbain renforcé sur la résidence des Facultés a été délégué de manière permanente à la SPLA Pays d'Aix Territoires qui l'exerce depuis le début de l'année 2020.

Dans le cadre du traité, des instances de suivi ont été mises en place avec les partenaires. Il s'agit des comités techniques de l'opération, qui se sont réunis à plusieurs reprises durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage qui s'est réuni le 10 novembre 2021. Ces instances ont permis d'aborder les questions sur l'aménagement des espaces publics, les questions foncières liées à l'opération et de poursuivre le travail engagé sur la copropriété les Facultés afin de permettre l'élaboration du plan de sauvegarde.

Le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel à la collectivité (ci-après CRAC) conforme à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- Le bilan prévisionnel actualisé ;
- Le plan de trésorerie actualisé ;
- Un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé ;
- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir, relatant l'état d'avancement des différentes missions confiées au concessionnaire et leurs conditions de mise en œuvre, les procédures nécessaires à l'opération engagées et leur état d'avancement, les incidents éventuels (contentieux...) ;
- Un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,
- Le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances prévues ;
- Le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues ;
- Un planning d'opération actualisé.

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 19 avril 2022 présente le CRAC 2021.

### **Compte rendu de l'année 2021**

- Participation à la préparation du Comité d'Engagement (CE) mandat de l'ANRU de mars 2021 et de la convention NPRU opérationnelle avec l'ensemble des partenaires (Etat, ANRU, Collectivités, bailleurs) ;

- Secteurs de projet

- **Aménagement du parc urbain public sur le secteur du « boulodrome »** : obtention du permis d'aménager, démarrage du chantier en octobre 2021 ; objectif de livraison été 2022

- **Opération « Phares et Balises »** :

- Programmation:
  - Espaces publics : avant-projet en cours par l'équipe de maîtrise d'œuvre TPF
  - Projet logement Action logement : Suite au retrait d'un porteur de projet, augmentation des contreparties foncières d'Action logement et suivi de l'étude de capacité menée par Action logement ; formalisation du montage juridique et financier en lien avec l'intégration du pôle médical.
  - Projet Logements Pays d'Aix Habitat Métropole (PAHM) : travail partenarial sur le calendrier et le phasage opérationnel des constructions de PAHM ; proposition SPLA d'un îlot de 35 logements environ sur l'opération de la Duranne pour la reconstitution de l'offre de logements sociaux.
  - Equipements : poursuite de la négociation avec le porteur de projet du pôle médical
- Travaux de démolition des bâtiments CETMEF (désamiantage + déconstruction) et de l'école Giono (désamiantage)
- Avancée des dossiers réglementaires (DLE, cas par cas...)
- Permis d'aménager Phares et balises : élaboration en lien avec les services urbanisme de la Ville d'Aix, rencontres ABF, services ville et métropole...
- Etudes: rendu étude faune, étude hydraulique flore, étude air santé et éléments étude d'impact (mesures ERC, étude ENR)
- Foncier : procédure de transfert de domaine public avec DIRMED et la Ville d'Aix ; sollicitation pour déclassement du domaine public avec la Ville d'Aix ; arrêtés d'alignements, négociations avec ESCOTA
- Concertation avec la population : dans le cadre de la concertation préalable au permis d'aménager, réalisation d'une maquette du projet en décembre 2021 et préparation des panneaux support de concertation

## **- Plan de sauvegarde des Facultés**

Suite à la démission du conseil syndical début 2021, les instances de la copropriété ont fonctionné difficilement en 2021, ce qui n'a pas permis le dépôt du permis de construire (finalisé à l'été 2020) et la tenue d'une assemblée générale pour valider le contenu du plan de sauvegarde.

- Foncier : veille foncière (examen de 58 DIA) et poursuite des acquisitions dans le cadre de l'exercice du DPUR (29 lots de copropriété préemptés en 2021) ; Assistance au syndic pour les négociations foncières auprès de 70 copropriétaires et SACOGIVA ; suivi de la convention de portage CDC Habitat/Métropole
- Pilotage des commissions thématiques : Sécurité et sûreté publiques et action sociale en janvier 2021
- Audit financier de la copropriété mené par Copro+ en mars 2021 pour identifier les axes d'amélioration
- Finalisation de la convention du plan de sauvegarde en avril 2021
- Préparation des supports pour les diverses instances du plan de sauvegarde et réunions diverses (commission du plan de sauvegarde du 3/03/2021...)
- Accompagnement de la copropriété sur toutes les décisions liées au plan de sauvegarde (autorisations d'urbanisme ; financement ; foncier...)

En 2021, il était prévu un montant global de dépenses de 5 276 839 € HT pour un total réalisé de 1 326 191 € HT (soit - 3 950 648 € HT). Cet écart s'explique essentiellement par le report en 2022 des acquisitions auprès de la Ville d'Aix du terrain CETMEF et de l'ancienne école Giono ainsi que des acquisitions de lots supplémentaires de la copropriété, du fait de l'exercice par la SPLA du droit de préemption urbain. La non acquisition par la Ville du terrain CETMEF et l'occupation illicite des locaux à démolir, n'ont pas permis la réalisation des travaux prévus pour environ 1 000 000 €.

Concernant les recettes, il était prévu pour l'année 2021 un montant global de 4 369 693 € HT. Les recettes totales s'élèvent finalement à 2 214 434 € HT (soit -2 155 259 € HT). La participation de la Ville à l'opération d'ensemble (apport en nature des terrains Ville) et les non-acquisitions correspondantes n'ayant pas été réalisées, elles seront reportées en 2022.

### **Evolution du bilan**

Le bilan prévisionnel de l'opération augmente en dépenses et en recettes de 932 594 €. Il s'élève désormais à 37 305 050 €.

L'augmentation des dépenses s'explique par :

- la hausse du montant des études (+176 733 €) notamment pour la réalisation d'une étude de programme sur l'équipement numérique,

- la hausse des acquisitions (+768 926 €) due à la nouvelle estimation des domaines pour la parcelle de l'ancienne école Giono. Cette augmentation n'a pas d'incidence sur le résultat, car il s'agit d'un apport en nature de la Ville à l'opération.

L'augmentation des recettes est liée notamment aux cessions et aux participations qui ont été réajustées :

- Les cessions sont portées à 5 993 827 €, soit une diminution de 519 653 € qui s'explique par une perte de charge foncière de 620 000 € (Action logement), une hausse des cessions des lots aux Facultés de 70 000 € et 30 000 € de charge foncière supplémentaire due à l'optimisation des surfaces de plancher.
- Les subventions sont portées à 9 291 238 €, soit une augmentation de 2 437 817 € du fait de l'évolution de la programmation urbaine et la réalisation d'équipements publics (pôle numérique) équipement pour lequel l'ANRU apporte un financement de 1 500 000 €, et la ville l'apport en nature du foncier de l'ancienne école Giono (+947 000 €).

Par ailleurs, afin d'assurer la trésorerie de l'opération, il est prévu de mobiliser en 2024 un emprunt d'un montant de 800 000 € pour lequel une garantie du concédant à hauteur de 80 % sera demandée.

### **PERSPECTIVES pour l'année 2022 :**

Le planning prévisionnel de réalisation des aménagements publics programmés sur le quartier sera validé par la Métropole et la Ville. Il est prévu en 2022 :

- L'aménagement du jardin public d'Encagnane,
- La démolition des bâtiments de l'ancienne école Giono,
- La préparation des travaux d'aménagement d'espaces publics sur Phares et Balises,
- La préparation d'un avenant n°1 au traité de concession, afin d'intégrer les ajustements financiers du bilan de l'opération. Il s'agira de modifier le montant de la participation qui a diminué, de 27 600 000 € à 22 000 000 €, et d'en préciser l'échéancier de versement.

**OPERATION « Phares et Balises »** le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Aménagement des espaces publics : 2023 à mi 2028
- Démolition du Calendal/Méjanas (par PAHM) : 2025/2026
- Livraison logements phase 1 (logements locatifs sociaux PAHM et Action Logement) : 2026/2027
- Livraison logements et équipements phase 2 : 2028

### **PLAN DE SAUVEGARDE, résidence des Facultés,**

le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Accompagner la copropriété pour permettre le démarrage des travaux d'urgence,
- Poursuite des acquisitions foncières dans le cadre du Droit de Préemption Urbain Renforcé, partenariat CDC habitat
- Engagement de la réflexion pour le portage du foncier acquis
- Réaliser l'audit financier et l'étude stratégique sur l'évolution de la copropriété à moyen et long terme pour favoriser son intégration urbaine au quartier d'Encagnane dans le cadre du PRU.
- Approbation de la convention du plan de sauvegarde et la soumettre à la Commission du PDS,

#### **Planning :**

Le planning prévisionnel de réalisation des autres aménagements publics programmés sur le quartier devra être établi en accord avec la Métropole et la Ville, en fonction notamment des contraintes réglementaires, et des modalités de concertation souhaitées avec les habitants et les commerçants.

#### **Démarches environnementales :**

*La charte urbaine architecturale et paysagère d'Encagnane* ; En premier lieu, la charte urbaine architecturale et paysagère mise en place sur le quartier d'Encagnane s'inscrit dans une démarche globale menée à l'échelle de la Commune, visant à améliorer la qualité des espaces publics.

Il s'agit de proposer à tous les acteurs intervenant sur le quartier, un outil qui serve de cadre de référence à l'aménagement et à l'embellissement, dans une démarche environnementale affirmée. Cela permettra à terme une lecture cohérente des aménagements urbains du quartier.

Dans le cadre de la concession, la SPLA intégrera les préconisations issues de la charte pour certains aménagements d'espaces publics.

*Projet européen Nature for City Life* ; Dans le cadre du projet européen Nature for City Life, dont la Région Sud est lauréate, le projet de renouvellement urbain d'Encagnane a été retenu par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, comme quartier exemplaire en matière d'intégration de la nature en ville. Soutenu par le programme LIFE de la Commission Européenne, le projet Nature 4 City Life vise à développer et renforcer l'intégration des infrastructures vertes et bleues urbaines dans les projets d'aménagement, face au changement climatique.

Le projet Nature 4 City Life doit répondre à cette problématique par deux objectifs opérationnels : informer, sensibiliser et former les différents publics et acteurs du quartier d'Encagnane et renforcer l'intégration de la nature dans le projet de renouvellement urbain. Dans ce cadre des fiches d'information thématiques ont été élaborées par la DREAL en particulier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEVT 012-6158/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 approuvant la convention de concession d'aménagement relative au renouvellement urbain du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2021 du concessionnaire de l'opération de renouvellement urbain d'Encagnane à Aix-en-Provence ci-joint ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 8 juin 2022.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Le procès-verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 19 avril 2022 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2021 de la concession de l'opération de renouvellement urbain d'Encagnane à Aix-en-Provence.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2021) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence pour l'exercice 2021.

**Article 2 :**

Sera versée après l'approbation du présent CRAC 2021, la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont le montant s'élève à 2.800.000 € pour l'année 2021.

**Article 3 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire de Pays d'Aix, en section investissement : Opération Budgétaire 4581162714, Nature 4581, Fonction 515, Autorisation de Programme DI714AP2

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 247**

**Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relative à la ZAC Eco Quartier du Vallat à Meyrargues**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix accompagne la Commune de Meyrargues, propriétaire d'un tènement foncier de 2,5 hectares au centre du village, en vue de réaliser une opération de renouvellement urbain visant à produire une offre de logement diversifiée.

L'opération a été déclarée d'intérêt communautaire en novembre 2015, puis d'intérêt métropolitain par délibération du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017.

Ce projet identifié dans le PLU de Meyrargues a fait l'objet d'une OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation) visant à produire un nouveau quartier d'habitat mixte d'environ une centaine de logements, accompagnés de services et commerces de proximité, comprenant 40 % de logements sociaux. Il est aussi inscrit dans le Contrat de Mixité Sociale signé entre l'État et la Commune pour répondre à ses engagements en terme de production de logements aidés.

Une procédure de Zone d'Aménagement Concerté a été engagée et le dossier de création de la ZAC Eco quartier du Vallat a été approuvé par le Conseil de la Métropole le 18 février 2021.

L'opération repose sur un programme d'environ 90 logements pour une surface évaluée à 7 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher de logements, une maison médicale et des commerces et services, ainsi que la réalisation d'une place publique donnant sur le Vallat. Ce projet comprend également l'aménagement des espaces et équipements publics sur 8 700 m<sup>2</sup> comprenant voiries, réseaux, stationnements, espaces verts publics.

La mise en œuvre de cette opération a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires par délibération du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- Organiser avec la Commune de Meyrargues la maîtrise foncière ou la libération des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération,
- Mettre en œuvre toutes les formalités administratives, légales et réglementaires et produire les compléments techniques concourant à la réalisation de l'opération,
- Assurer la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération (dossier de réalisation de la ZAC et Dossier Loi sur l'Eau), piloter l'appel à projets auprès de promoteurs-constructeurs,
- Assurer la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements concourant à la réalisation de l'opération,
- Assurer la commercialisation,
- Assurer l'accompagnement et le suivi architectural des opérations immobilières en lien avec le concédant et la ville et veiller au respect des prescriptions urbaines, architecturales, paysagères et environnementales établies par le Concessionnaire, jusqu'à la conformité des permis de construire,
- Mettre en œuvre la démarche environnementale en lien avec la Métropole et la Ville,
- Assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'opération et mobiliser les financements appropriés.

La SPLA assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi sont mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 32 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 19 avril 2022 présente le CRAC 2021.

### **Compte rendu de l'année 2021**

#### **• Etudes**

Les agences CITTA et STRADA ont été retenues en fin d'année 2021 pour formaliser un schéma d'aménagement, le cahier des charges de cession de terrains de la ZAC, la mission d'architecte coordonnateur de l'opération, élaborer le dossier de réalisation de la ZAC et assurer la maîtrise d'œuvre complète des travaux d'aménagement.

Le bureau d'études VIZEA a été retenu pour assurer l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la labellisation Eco Quartier de la ZAC.

#### **• Procédures – Aspects techniques**

Un diagnostic archéologique a été réalisé au dernier trimestre 2021, n'ayant pas mis en évidence la présence de vestiges nécessitant des fouilles archéologiques.

Les dépenses en 2021 s'élèvent à 68 208 € et portent sur des honoraires de maîtrise d'œuvre et frais divers et sur la rémunération de l'aménageur pour un montant de 50 000 €.

Les recettes perçues en 2021 s'élèvent à 150 361 € et sont principalement composées de la participation de la Métropole pour 150 000 €.

### **Bilan prévisionnel**

Le bilan prévisionnel inscrit dans le Traité de concession, d'un montant de 4,225 millions d'euros HT, se décompose de la façon suivante :

- ✓ Acquisitions foncières et frais liés pour 775 315 € HT,
- ✓ Travaux VRD, place publique, espaces verts, rétention pluviale et aléas pour 2 578 027 € HT,
- ✓ Honoraires de maîtrise d'œuvre/bureau d'études techniques/architecte coordonnateur et frais divers pour 299 000 € HT,
- ✓ Frais divers pour 150 000 € HT,
- ✓ Frais financiers estimés à 108 000 €,
- ✓ Rémunération de l'aménageur de 315 000 € pour cinq années.

La participation d'équilibre du concédant s'élève à 2,3 M€. Pour l'année 2022, la participation d'un montant de 600 000 € sera versée à la SPLA après l'adoption du présent CRAC.

### **Perspectives 2022**

Conformément au bilan présenté, en 2022 les actions suivantes se dérouleront :

- ✓ Etablissement du schéma directeur de la ZAC,
- ✓ Elaboration des études d'Avant-Projet des aménagements urbains sur les espaces publics et du dossier de réalisation de la ZAC,
- ✓ Lancement de l'appel à projets « promoteur »,
- ✓ Poursuite de la démarche de labellisation Eco Quartier.

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2021, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération sont joints au rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,  
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A254 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'îlot du stade à Meyrargues ;
- La délibération n°023-2781/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 définissant l'intérêt métropolitain pour la définition, création, et réalisation d'opérations d'aménagement ;
- La délibération n° 036-2794/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 décidant le lancement de la procédure de ZAC, définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation de l'opération d'aménagement du Vallat à Meyrargues ;
- La délibération n°005-7108/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 tirant le bilan de la concertation et définissant les modalités de la participation du public par voie électronique pour l'opération du Quartier du Vallat à Meyrargues ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°URBA 019-9669/21/CM du Conseil de la Métropole du 18 février 2021 approuvant le bilan de la participation du public par voie électronique de la ZAC Eco Quartier du Vallat à Meyrargues ;
- La délibération n°URBA 019-9668/21CM du Conseil de la Métropole du 18 février 2021 approuvant le dossier de création de la ZAC Eco Quartier du Vallat à Meyrargues ;
- La délibération n°URBA 015-9866/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 approuvant le traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la ZAC Eco quartier du Vallat à Meyrargues ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2021 de la ZAC Eco Quartier du Vallat à Meyrargues, ci-joint ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 8 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Le procès-verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires en date du 19 avril 2022 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2021 de la concession de la ZAC Eco Quartier du Vallat à Meyrargues.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2021) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à la ZAC Eco Quartier du Vallat à Meyrargues pour l'exercice 2021.

**Article 2 :**

Le montant de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2022 s'élève à 600.000 €, et sera versé après l'approbation du présent CRAC 2021.

**Article 3 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

**Article 4:**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section investissement : opération budgétaire 4581162366, nature 4581, fonction 515, Autorisation de Programme DI366AP.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Zones d'activités**

### 2022 CT2 248

**AVIS - Zone d'Aménagement Concerté des Pallières 2 aux Pennes Mirabeau - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 SPLA du Pays d'Aix**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin d'anticiper une demande croissante de logements, la commune des Pennes Mirabeau a décidé d'étendre l'urbanisation du secteur des Pallières en réalisant une opération d'aménagement d'ensemble mixant habitat (environ 1000 logements) commerces de proximité, activités et équipements publics. Ce projet d'extension est situé entre la partie Est du village déjà urbanisé, la ZAC Pallières I à l'Ouest et la zone commerciale et d'activités au Nord. La superficie totale de la ZAC Pallières II est d'environ 33 hectares.

La Zone d'Aménagement Concerté Pallières II a été créée par délibération du conseil Municipal des Pennes-Mirabeau du 26 février 2015 et son dossier de réalisation approuvé le 21 décembre 2017.

Par délibération du conseil de Métropole n° URB 023-2781/17/CM du 19 octobre 2017, cette opération a été déclarée d'intérêt métropolitain. Le Conseil de Métropole du 28 juin 2018 a approuvé par délibération n° URB 029-4188/18/CM le transfert effectif de l'opération à la Métropole actant son périmètre ainsi que la date du transfert de maîtrise d'ouvrage.

Un avenant n°2 à la concession d'aménagement a été signé pour adapter le traité de concession en conséquence, et acter que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit devenue le concédant de cette opération.

La SPLA du Pays d'Aix assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

- Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
- Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
- Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
- Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
- Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

La SPLA du Pays d'Aix a ainsi transmis à la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité pour l'année 2021.

### Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

#### Compte rendu de l'année 2021

Les principaux évènements de l'année 2021 :

- Concernant la maîtrise foncière :
  - La parcelle CO 99 de 2 167m<sup>2</sup> a été acquise par l'EPF PACA
- Concernant les procédures :
  - La modification n°2 du dossier de réalisation de la ZAC a été approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 7 octobre 2021. Les modifications portent sur la part de logement sociaux dans la réalisation de l'habitat collectif et de l'habitat groupé de l'opération, passant de 25 à 35%. Ainsi que sur la suppression dans le programme des équipements public d'un tronçon de voie

bidirectionnelle de la tranche 1.  
Cette voie sera à la charge de  
l'opérateur réalisant le lotissement.

- Concernant les études
  - Le dossier technique a été élaboré pour la 1ère tranche de l'opération par le maître d'œuvre de la SPLA Pays d'Aix Territoires
- Concernant la commercialisation :
  - L'acte de vente du macro lot n°1 de la tranche 1 à l'opérateur HECTARE a été signé le 28 septembre 2021, conformément au programme de la ZAC il pourra être subdivisé pour la réalisation de maisons individuelles.
  - Les réflexions ont démarré pour établir les modalités de commercialisation pour les lots à bâtir composant le reste de la première tranche. Une première présentation a été faite lors du comité de pilotage du 7 avril 2021.

#### Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

- En dépenses :

Le montant total des dépenses est arrêté à 43 926 780€ HT, en baisse de 137 330€ HT par rapport à l'exercice précédent.

Cette évolution s'explique par une diminution des dépenses liées aux acquisitions foncières. En effet, le comité de pilotage du 1<sup>er</sup> juillet 2021 a réaffirmé son accord sur le principe d'intervention de constructeurs sur du foncier non maîtrisé par l'aménageur pour la réalisation d'une partie du programme de l'opération dans la limite de 25% de la surface de plancher totale. Une partie des terrains ne sera donc pas achetée par l'opérateur.

L'augmentation du poste « étude » est liée à la procédure administrative de la « déclaration de projet » dans le cadre de l'ouverture à l'urbanisation de la 2<sup>ème</sup> phase de la ZAC, nécessitant de produire des études complémentaires.

Le poste « rémunération du concessionnaire » demeure inchangé par rapport au CRAC précédent.
- En Recettes :

Le montant total des recettes est arrêté à 43 968 397€ HT, en diminution de 95 713€ HT par rapport au dernier bilan.

Cette évolution s'explique par une diminution des recettes liées aux cessions de terrain. En effet, le comité de pilotage du 1<sup>er</sup> juillet 2021 a réaffirmé son accord sur le principe d'intervention de constructeurs sur du foncier non maîtrisé par l'aménageur pour la réalisation d'une partie du programme de l'opération dans la limite de 25% de la surface de plancher totale. Cela implique qu'une partie de la constructibilité du programme de la ZAC sera réalisée dans le cadre du régime des participations financières exigibles au titre de l'article L311-4 du code de l'urbanisme et non plus dans le cadre de cessions de charges foncières par l'aménageur.

L'opération est équilibrée et le résultat d'exploitation est en augmentation de 41 617 € par rapport au dernier bilan. Il n'est pas attendu de participation d'équilibre de la Métropole pour cette opération.

#### Perspectives 2022

En 2022, les principaux objectifs sont :

- Le démarrage des travaux de viabilisation de la 1<sup>ère</sup> tranche
- La commercialisation des lots de la 1<sup>ère</sup> tranche selon les modalités définies
- Mise en œuvre d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme. Cette proposition a été validée par le comité de pilotage du 21 février 2022. Des études seront nécessaires à la constitution du dossier.
- Le lancement d'études de faisabilité et de préprogramme du groupe scolaire de la ZAC pour une réalisation concomitante au lancement de la tranche 2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau I de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;



- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°URB 029-4188/18/CM du 28 juin 2018 actant le transfert de l'opération « ZAC des Pallières 2 » aux Pennes Mirabeau ;
- La délibération du Bureau de Métropole n°URB 031-4377/18/BM du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°2 avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concertée Pallières 2 aux Pennes Mirabeau ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de l'opération « ZAC Pallières 2 » transmis par la SPLA du Pays d'Aix ci-joint ;
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

#### Où le rapport ci-dessus

#### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

#### Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité établi au 31 décembre 2021 de la concession d'aménagement passée avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

#### Délibère

#### Article unique :

Est approuvé le Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2021 de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de Pallières II aux Pennes-Mirabeau.

#### Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### 2022 CT2 249

#### **AVIS - Zone d'activités de Coudourousse - Acquisition de parcelles auprès de la société Mc Donald's France pour l'élargissement du chemin des Bouches-du-Rhône sur la Commune de Meyrargues**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté du Pays d'Aix, s'est engagée en 2013 dans la réhabilitation de la zone d'activités de Coudourousse conjointement à la réalisation d'un pôle d'échanges multimodal (PEM) au niveau de la gare SNCF située à l'Est de la zone, sur la Commune de Meyrargues.

Des problématiques foncières compromettant les objectifs temporels du Pôle d'échanges Multimodal (PEM) ont fait évoluer les deux projets, nécessitant la modification du programme de travaux de réhabilitation de la zone d'activités. Ainsi, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 avril 2021 a validé un nouveau programme comprenant, notamment, l'élargissement du chemin des Bouches-du-Rhône depuis le PEM jusqu'au carrefour avec le chemin du Moulin de Girovaï en vue de permettre la mise à double sens de circulation de la voie d'une largeur de 6,50 mètres, ainsi que l'aménagement de cheminements piétons et d'itinéraires cyclables dans les deux sens en site dédié.

Pour réaménager ce chemin, il est nécessaire de procéder à des acquisitions foncières le long de cette voie. A cette fin, la Métropole a engagé des négociations avec les propriétaires des parcelles concernées et/ou les opérateurs privés lancés dans la réhabilitation des friches industrielles implantées sur ces parcelles. L'acquisition de plusieurs parcelles nécessaires au projet par la Métropole auprès de la SCI SODIMEYR et de la SAS NOTHEN a déjà été approuvée respectivement par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 novembre 2021 par délibération n°2021\_CT2\_478 et par le Bureau de la Métropole du 10 mars 2022 par délibération n°URBA-021-11303/22/BM. D'autres parcelles doivent faire l'objet d'apports en nature dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP).

Ainsi, une convention de PUP a été signée le 8 juillet 2021 avec la société Mc Donald's France. Cette dernière prévoit une participation en nature avec l'apport du foncier nécessaire à la réalisation du réaménagement de la voirie et des réseaux. Celle-ci avait été estimée à 9 229 € pour une surface de 839 m², soit 11 €/m² conformément à l'estimation de la Direction de l'Immobilier de l'Etat.

Aujourd'hui, le plan de division foncière réalisé par le géomètre permet d'établir l'emprise exacte nécessaire au projet d'élargissement du chemin des Bouches-du-Rhône qui représente une surface totale de 823 m<sup>2</sup> sur les parcelles suivantes :

- une emprise de 206 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle AP108 qui est d'une surface totale de 2 772 m<sup>2</sup>
- une emprise de 609 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle AP110 qui est d'une surface totale de 2 618 m<sup>2</sup>
- une emprise de 8 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle AP111 qui est d'une surface totale de 370 m<sup>2</sup>

Un plan de localisation de ces emprises foncières à acquérir est joint en annexe.

Cette cession est valorisée comme apport en nature au titre du PUP, elle est donc réalisée à titre gratuit. Seuls les frais notariés seront à prévoir sur ce dossier.

Les dispositions et frais relatifs à la signature de l'acte authentique seront financés par la Métropole sur l'Autorisation de Programme n°2017-24 « Meyrargues - Nord » dont la révision a été approuvée par le Conseil de la Métropole du 15 avril 2021.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13059002.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005\_A143 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2005 approuvant la déclaration d'intérêt communautaire des espaces d'activités de Meyrargues ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°ECOR 002-9816/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 approuvant la révision et l'affectation de l'opération d'investissement « Meyrargues - Nord » ;
- La délibération n°URBA 011-9862/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 approuvant la convention de PUP entre la Métropole et la société Mc Donald's France ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'acquérir les emprises foncières nécessaires au réaménagement du chemin des Bouches-du-Rhône dans la zone d'activités de Coudourousse sur la Commune de Meyrargues.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition à titre gratuit auprès de la société Mc Donald's France, au titre d'un apport en nature du Projet Urbain Partenarial conclu avec elle, d'une emprise foncière d'une superficie de 823 m<sup>2</sup> à détacher des parcelles cadastrées section AP n°108, 110 et 111 sises Commune de Meyrargues, telles que ces emprises apparaissent sur le plan ci-annexé.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'acte relatif à l'acquisition de l'apport en nature.

**Article 3 :**

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'exercice budgétaire 2022 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162610, nature 4581, fonction 844, autorisation de programme DI 610 AP.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2022 CT2 250**

**AVIS - Acquisition à titre gratuit auprès de l'EPF PACA sur le secteur du Verdon de la parcelle BP 29 et de deux emprises foncières de la parcelle BP 37 - Zone d'activités de Venelles**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation de la zone d'activités de Venelles, le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé en 2019 dans des travaux visant à améliorer la desserte de la zone d'activités. En effet, certaines parcelles se situant à l'arrière de la zone, sont toujours à ce jour non aménagées. Des projets sont envisagés sur ces terrains toutefois, leur desserte apparaît insuffisante. Pour correctement irriguer le secteur, il a été proposé de travailler sur un bouclage en voirie publique. Le programme de cette opération de création de voirie nouvelle a été validé par le Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019, pour un montant de 950 000€.

Le projet a fait l'objet d'une convention de maîtrise d'ouvrage Délégée entre le Territoire du Pays d'Aix et la Commune de Venelles notifiée le 6 décembre 2019.

L'EPF PACA, intervenant sur le secteur « Verdon » dans le cadre d'une convention d'intervention foncière de 2019 dite « Venelles Sud », a réalisé l'acquisition de plusieurs parcelles pour une superficie d'environ 2.7 hectares. L'EPF, après avoir cédé à la Métropole, le 24 novembre 2021, la parcelle BP 124 pour une superficie de 5 339m<sup>2</sup>, doit désormais céder d'autres emprises foncières.

Une emprise de 2338m<sup>2</sup> de la parcelle BP 37 est identifiée pour permettre la réalisation de la voirie de bouclage projetée dans le cadre de la réhabilitation de la zone d'activités. Elle permettra d'organiser un accès cohérent à la zone d'activités tout en permettant d'amorcer une déviation nécessaire à la fermeture du passage à niveau de l'avenue des Logissons envisagée à plus long terme.

Par ailleurs, dans le cadre de l'aménagement des berges de la Touloubre les services GEMAPI sont intéressés par la parcelle BP29 d'une emprise de 602 m<sup>2</sup> et par une partie de la parcelle BP 37 d'une emprise de 569m<sup>2</sup>

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite donc acquérir à titre gratuit 2907m<sup>2</sup> de la parcelle BP 37 et la parcelle BP 29 d'une contenance cadastrale de 602m<sup>2</sup>.

La valeur vénale du bien étant estimé à moins de 180 000€, cette acquisition n'est pas soumise à l'obligation d'évaluation par la Direction de l'Immobilier de l'Etat. En effet les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale ne sont tenus de solliciter l'avis de l'autorité compétente de l'Etat qu'avant toute acquisition amiable ou par adjudication ou par exercice du droit de préemption (hors ZAD) dès lors que la valeur vénale du bien est supérieure ou égale à 180 000 €.

Cette acquisition sera financée sur l'AP « réhabilitation des Zones d'activités » (n°2021 2 004 00)

Les dispositions et frais relatifs à la signature de l'acte authentique seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13113004.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 029-8293/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant approbation du règlement budgétaire et financier métropolitain ;
- La délibération n°ECOR 002-10123/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 réévaluant l'AP « réhabilitation des Zones d'activités » n°2021 2 004 000, au montant de 11 millions d'euros ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

#### Où le rapport ci-dessus

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### Considérant

- Qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition foncière pour la réalisation de la voirie nouvelle et l'aménagement de berge de la Touloubre à Venelles.

#### Délibère

##### **Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition à titre gracieux, par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la parcelle BP 29 d'une superficie de 602 m<sup>2</sup> et d'une superficie de 2907 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée BP 37, propriétés de l'Etablissement Public Foncier PACA et sises 102 Avenue des Logissons, sur la Commune de Venelles, telle que ces parcelles apparaissent sur le plan ci-annexé.

##### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette acquisition et à prendre toutes les dispositions y concourant.

##### **Article 3 :**

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget d'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581212004 nature 4581, fonction 844, autorisation de programme 2021200400.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2022 CT2 251**

##### **AVIS - Acquisition à titre gratuit de parcelles pour la régularisation de la rue Olivier Perroy - Zone industrielle de Rousset**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation de la zone industrielle de Rousset, le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé dans un diagnostic des voiries.

Il a été constaté que plusieurs parcelles, aujourd'hui propriétés de la société SPORTIMMO, sont physiquement affectées à la voie publique de la Rue Perroy, ce qui nécessite des régularisations foncières.

La société SPORTIMO est favorable à la régularisation et à la cession gratuite des surfaces concernées.

Il s'agit d'acquérir une emprise de 2266 m<sup>2</sup> décomposée comme suit :

- Parcelle AX109, d'une surface de 1240 m<sup>2</sup>
- Parcelle AX368, d'une surface de 109 m<sup>2</sup>
- Parcelle AX 366 d'une superficie de 917m<sup>2</sup>.

L'ensemble des parcelles à acquérir apparaissent en jaune sur l'extrait de plan de division joint en annexe.

La valeur vénale du bien étant estimée à moins de 180 000€, cette acquisition n'est pas soumise à l'obligation d'évaluation par la Direction de l'Immobilier de l'État. En effet les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale ne sont tenus de solliciter l'avis de l'autorité compétente de l'État qu'avant toute acquisition amiable ou par adjudication ou par exercice du droit de préemption (hors ZAD) dès lors que la valeur vénale du bien est supérieure ou égale à 180 000 €.

Cette acquisition sera financée sur l'Autorisation de Programme n°2021 200 400.

Les dispositions et frais relatifs à la signature de l'acte authentique seront prises en charge par la Métropole.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site N°13087000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 029-8293/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant approbation du règlement budgétaire et financier métropolitain ;
- La délibération n°ECOR 002-10123/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 réévaluant l'AP « réhabilitation des Zones d'activités » n°2021 2 00 400, au montant de 11 millions d'euros ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition foncière pour la régularisation de la rue Olivier Perroy à Rousset.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition à titre gracieux, par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une emprise de 2266 m<sup>2</sup> composée des parcelles cadastrées AX 109 d'une superficie de 1240 m<sup>2</sup>, AX 368 d'une superficie de 109 m<sup>2</sup>, AX 366 d'une superficie de 917m<sup>2</sup>, propriétés de la société SPORTIMO et sises sur la Commune de Rousset telles que ces parcelles apparaissent entourées de jaune sur le plan de division ci-annexé.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette acquisition et prendre toutes les dispositions y concourant.

**Article 3 :**

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget d'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581212004 nature 4581, fonction 844, autorisation de programme 2021200400.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 252**

**AVIS - Zone d'Aménagement Concerté de La Roque d'Anthéron 2 - Cession du lot 22**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de La Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation se sont achevés en juillet 2019 s'étend sur 13 hectares et a permis de créer 100 000 m<sup>2</sup> de surfaces cessibles. L'objectif de cette opération est d'apporter une réponse aux besoins fonciers pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales en continuité de la zone d'activités existante de La Roque d'Anthéron. Elle est réalisée en régie par la Métropole Aix-Marseille-Provence qui en assure directement la commercialisation.

Plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'installer sur la zone d'activités dont l'entreprise « VIEWS MULTIMEDIA ». Cette société est spécialisée dans le domaine de la communication et la conception de support numérique digital. Elle souhaite y implanter un bâtiment de 400 m<sup>2</sup> comprenant bureaux, studio 3D, espace de co-working et atelier d'impression.

Cette société répondant aux critères de commercialisation de la ZAC, le comité d'agrément du

20 janvier 2022 a donné un avis favorable à son implantation sur le lot 22 de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 d'une surface de 1 302m<sup>2</sup> au prix de 60 € HT/m<sup>2</sup> soit 78 120 €HT, conformément à la grille de commercialisation de la ZAC.

Ce prix de cession est conforme à l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat n°2022-13084-14597 du 10 mars 2022.

Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sera annexé à l'acte de vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014-A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n° ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°2021\_CT2\_379 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 30 septembre 2021 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain Type modifié ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État n°2022-13084-14597 du 10 mars 2022 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le projet de la société « VIEWS MULTIMEDIA » entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 et qu'il a obtenu l'avis favorable du Comité d'agrément du 20 janvier 2022.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la cession du lot 22 d'une superficie totale de 1 302m<sup>2</sup> situé sur la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 pour un montant de 78 120 euros HT soit 93 744 euros TTC, à la société « VIEWS MULTIMEDIA », ou toute société dédiée qu'elle constitue à cette fin ou tout organisme crédit-bailleur désigné par celle-ci.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à cette cession, et tous documents nécessaires à cette vente.

**Article 3 :**

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Annexe de l'Aménagement du Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : Chapitre 70, Nature 7015, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 253**

**AVIS - Approbation du dossier de réalisation et du programme des équipements publics de la Zone d'Aménagement Concerté de la Diligence à Saint-Cannat**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

**Contexte de l'opération :**

Le Plateau d'Activités Économiques de la Pile à Saint-Cannat, situé sur la RD7n à l'Est de la Commune, a été créé en 1985, il s'étend sur 32 hectares et accueille aujourd'hui 140 entreprises avec près de 600 emplois. Aujourd'hui entièrement commercialisé, il ne présente plus de disponibilité foncière alors que le développement endogène et exogène de la zone est réel.

La Métropole en partenariat avec la Commune de Saint-Cannat a engagé l'extension de la zone d'activités existante sur des terrains situés au Nord, de l'autre côté de la RD7n, accessibles depuis le carrefour giratoire existant : soit une superficie d'environ 6,6 hectares permettant de dégager des terrains pour les PME/artisans/entreprises productives. Les activités commerciales et tertiaires seront interdites.

Pour mener à bien ces aménagements, une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été engagée par la Métropole. Le Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 a approuvé le principe de création d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) et l'ouverture de la concertation préalable. Celle-ci s'est tenue du 18 octobre au 10 décembre 2021. Le Conseil de la Métropole du 5 mai 2022 a constaté que les modalités de la concertation ont bien été respectées et a approuvé le bilan de la concertation, conformément à l'article L.103-6 du Code de l'Urbanisme.

Conformément à l'article R.311-2 du Code de l'urbanisme, un dossier de création de ZAC a été élaboré et approuvé le 5 mai 2022 par le Conseil de la Métropole. Il comprend :

- Un rapport de présentation qui expose notamment l'objet et la justification de l'opération, à savoir la viabilisation de fonciers en vue de leur commercialisation, comporte une description de l'état du site et de son environnement et indique le programme global prévisionnel des constructions, à savoir un potentiel d'environ 30 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher ;
- Un plan de situation ;

- Un plan de délimitation du périmètre composant la ZAC ;
- Le régime de la ZAC au regard de la taxe d'aménagement.

Par ailleurs, la ZAC fera l'objet d'une démarche environnementale spécifique qui sera engagée par la mise en œuvre de la certification « EFFINATURE ».

**Description du dossier de réalisation :**

Des études de conception ont permis l'élaboration d'un plan de masse et d'un avant-projet abouti.

Conformément à l'article R.311-7 du Code de l'urbanisme, un dossier de réalisation de ZAC a ainsi été élaboré, comprenant :

- **Le Programme des Équipements Publics (PEP)** à réaliser dans la zone. Il répond aux besoins en infrastructures et en superstructures générées par la ZAC, à savoir :
  - Les voiries intérieures à la ZAC assurant accès et circulation à tous modes de déplacements confondus ainsi que les réseaux qui leurs sont rattachés,
  - Les ouvrages hydrauliques nécessaires à la gestion des eaux pluviales (bassins, noues) conformément au dossier de déclaration au titre de la Loi sur l'eau,
  - La réalisation des espaces verts et l'implantation d'arbres d'alignement et de sujets d'ornement,
  - Des travaux d'aménagement paysagers pour la création d'espaces publics qualitatifs et le traitement des franges et de l'entrée de la ZAC,
  - La création d'accès et de voies de circulation internes, tous modes de déplacement confondus,
  - La création d'un réseau de collecte et de gestion des eaux pluviales avec ses ouvrages hydrauliques,
  - La création d'un réseau d'évacuation des eaux usées avec raccordement sur le réseau existant,
  - La création d'un réseau de desserte en eau potable interne pour les besoins de l'opération et son raccordement au réseau existant,
  - La création d'un réseau de défense incendie suivant les recommandations du SDIS 13,
  - Le dévoiement et le remallage du réseau d'eau brute du Canal de Provence,
  - La desserte en électricité de l'ensemble des parcelles aménagées et des équipements communs, par la création de deux postes de transformation et le raccordement aux réseaux existants, en accord avec les services d'Enedis,
  - La création d'un réseau d'éclairage public interne pour les voies de desserte.

A l'issue des travaux, et en l'état actuel des compétences, les différents équipements seront rétrocédés à leurs gestionnaires respectifs de la manière suivante :

Equipements	Maîtrise d'ouvrage	Financement	Gestion
Voirie de desserte interne et accessoires	Métropole	Budget ZAC	Métropole
Mail piéton planté	Métropole	Budget ZAC	Métropole
Chemin de Beaupré Est (voirie et accessoires de voirie)	Métropole	Budget ZAC	Métropole
Chemin de Beaupré Ouest (voirie et accessoires de voirie)	Métropole	Budget ZAC	Commune
Cheminements piétons et cycles	Métropole	Budget ZAC	Métropole
Plantations autour des bassins paysagers de gestion des EP	Métropole	Budget ZAC	Métropole
Plantations sur voiries et espaces publics	Métropole	Budget ZAC	Métropole
Eaux pluviales (réseau de collecte principal et bassins)	Métropole	Budget ZAC	Métropole
Eaux usées (réseau et station relevage)	Métropole	Budget ZAC	Métropole/DSP
Eau potable	Métropole	Budget ZAC	Métropole/DSP
Défense incendie	Métropole	Budget ZAC	Métropole
Réseau électrique haute tension et Transformateurs	ENEDIS	Budget ZAC	ENEDIS
Réseau électrique moyenne et basse tension	Métropole	Budget ZAC	ENEDIS
Eclairage public	Métropole	Budget ZAC	Métropole
Génie civil des ouvrages de video-protection (fourreaux, chambre...)	Métropole	Budget ZAC	Commune
Génie civil des ouvrages de télécommunications (fourreaux, chambre...)	Métropole	Budget ZAC	Métropole
Réseau d'eau brute	Métropole/SCP	Budget ZAC	SCP

- 3 197 600 € hors taxes.
- Subvention prévisionnelle du Département pour la réalisation des ouvrages de gestion des eaux pluviales et de défense contre les incendies : 291 900 € hors taxes.
- Participation financière à l'équilibre de l'opération estimée à 432 500 € hors taxes.

Ainsi, le bilan financier prévisionnel de l'opération est le suivant :

DEPENSES H.T.		RECETTES H.T.	
Acquisitions foncières	1 142 000 €	Cessions	3 197 600 €
Travaux	2 500 000 €	Subventions et participations	724 400 €
Etudes et honoraires MOE	230 000 €		
Frais divers	50 000 €		
<b>MONTANT TOTAL :</b>	<b>3 922 000 €</b>	<b>MONTANT TOTAL :</b>	<b>3 922 000 €</b>

Cette opération d'aménagement est directement réalisée en régie par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix.

Il est par ailleurs rappelé que les constructions et aménagements réalisés dans la ZAC sont exonérés de la part intercommunale de la taxe d'aménagement, conformément aux dispositions des articles L.331-7 et R.331-6 du Code de l'urbanisme.

Sur la base de ces éléments, il est donc proposé d'approuver le dossier de réalisation ainsi que le Programme des Equipements Publics (PEP) de la ZAC de la Diligence à Saint-Cannat.

### Mesures de publicité :

Afin d'assurer la communication au public, le dossier de réalisation et le programme des équipements publics seront tenus à disposition du public au siège de la Métropole et à la mairie de Saint-Cannat, sur demande, aux horaires d'ouverture habituels et en les mettant en ligne sur les sites internet communal et métropolitain.

Conformément aux dispositions des articles R.311-5 et R.311-9 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de Saint-Cannat ; mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

Il est précisé enfin que la concertation et l'information avec le public se poursuivra sur l'avancement du projet d'aménagement de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.311-1, R.311-5 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2020\_CT\_083 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020 approuvant le lancement de l'opération d'aménagement d'extension de la ZAE de La Pile à Saint-Cannat ;
- La délibération n° URBA 017-10153/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 décidant le lancement de la procédure de ZAC pour l'extension de la ZAE de La Pile à Saint-Cannat, définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 5 mai 2022 arrêtant le bilan de la concertation publique préalable ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 5 mai 2022 approuvant le dossier de création de la ZAC de la Diligence ;



- Le dossier de réalisation de la ZAC de la Diligence établi conformément à l'article R.311-7 du Code de l'Urbanisme ci-annexé ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

#### **Où le rapport ci-dessus**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La nécessité de procéder à l'extension de la ZAE de « La Pile » sur la Commune de Saint-Cannat sous forme de ZAC afin de permettre la poursuite du développement économique de la Commune et du Territoire du Pays d'Aix.
- Que toutes les démarches réglementaires et études qui concourent à l'élaboration du dossier de réalisation et du programme des équipements publics de la ZAC ont été réalisées.
- Qu'il convient de poursuivre la procédure de ZAC.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le dossier de réalisation de la ZAC de la Diligence à Saint-Cannat, tel qu'annexé à la présente délibération.

##### **Article 2 :**

Est approuvé le Programme des Equipements Publics qui sera réalisé à l'intérieur de la ZAC de la Diligence à Saint-Cannat, tel qu'annexé à la présente délibération.

##### **Article 3 :**

La présente délibération fera l'objet de toutes les mesures d'affichage et de publicité prévues aux articles R.311-5 et R.311-9 du Code de l'urbanisme, elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du Code général des Collectivités territoriales.

##### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à effectuer toutes démarches et formalités nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

##### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe de l'aménagement en section de fonctionnement, natures 605, 6015, 6045, fonction 61.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2022 CT2 254**

#### **AVIS - Suppression de la Zone d'Aménagement Concerté de Grande Campagne à Cabriès**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté (ci-après ZAC) de Grande Campagne, située sur la Commune de Cabriès et faisant partie de la zone commerciale de Plan de Campagne, a été créée à l'initiative de la Commune de Cabriès, par arrêté préfectoral du 13 avril 1987. Son dossier de réalisation a ensuite été approuvé par arrêté Préfectoral du 12 décembre 1988. L'objectif de la ZAC était de créer des espaces commerciaux pour une surface totale de 115 000m<sup>2</sup> comprenant les 17 000m<sup>2</sup> déjà existants soit une surface de 98 000m<sup>2</sup> de surface de plancher.

Aujourd'hui il est nécessaire de procéder à la suppression de la ZAC dans un objectif d'uniformisation des participations d'urbanisme et de retour au droit commun pour l'ensemble des futures constructions. La suppression d'une ZAC nécessite de retracer l'historique des réalisations à la fois des ouvrages publics et des constructions et d'établir le bilan financier de l'opération. Or, l'historique de la ZAC, qui s'étend sur plus de 30 ans, ne peut être retracé en totalité compte tenu de l'absence de comptes rendus annuels d'opération et de son ancienneté. La difficulté de retrouver la totalité des documents et l'évolution du type de travaux réalisés sur le secteur ont nécessité un travail de reconstitution et de mise en correspondance entre travaux prévus et réalisés et des dépenses afférentes. Concernant les recettes, à partir de 1997, leur perception a été retracée dans un registre.

Deux grandes phases de réalisation sont identifiées pour la ZAC Grande Campagne. La première, de 1987 à 1997, est celle où la mise en œuvre de l'opération est confiée à un aménageur privé, la société Bréguet. Aucun compte rendu, ni aucun document n'ont pu être retrouvés de cette période. A la faillite de cette société, la ZAC a été reprise en régie par la Commune et, en l'absence des documents, par délibération du 28 mai 1997, le Programme des Equipements Publics (ci-après PEP) a été considéré comme réalisé, et le bilan financier équilibré.

La seconde phase de réalisation a donc démarré en 1997. Un nouveau PEP a alors été approuvé ainsi qu'un nouveau bilan financier. La réalisation des travaux prévus au PEP de 1997 s'est échelonnée jusqu'en 2021. Compte tenu de l'évolution du contexte réglementaire, les travaux prévus en 1997 n'ont pas toujours pu prendre la forme initialement prévue. En effet, les aspects hydrauliques, comme le dossier sur l'eau notamment, imposent une réflexion à l'échelle de l'ensemble de la zone de Plan de Campagne. Une correspondance et une proratisation des travaux réalisés au regard des m² de la ZAC ont dû être opérées pour retracer les travaux initialement prévus.

Le bilan de la ZAC a ainsi été reconstitué dans le rapport ci-joint. Le montant total des travaux affectés s'élève à 3.2 millions d'euros HT, les recettes de participation s'élèvent à 2,8 M€HT. Le bilan de l'opération de la ZAC de Grande Campagne s'élève donc à environ -360 000€.

Aujourd'hui, la quasi-totalité de la surface constructible initialement autorisée est réalisée et les équipements publics prévus et nécessaires au fonctionnement de la zone sont achevés. Ainsi, la ZAC de Grande Campagne peut être supprimée, en vertu de l'article R311-12 du Code de l'urbanisme qui dispose que « *la suppression d'une ZAC est prononcée, sur proposition ou après avis de la personne publique qui a pris l'initiative de sa création, par l'autorité compétente, en application de l'article L. 311-1, pour créer la zone* ». En effet, la Commune de Cabriès a donné un avis favorable à cette suppression, ainsi que la Préfecture.

Un rapport de présentation exposant les motifs de la suppression, détaillant l'historique de l'opération et reconstituant le bilan financier est annexé à la présente délibération.

La suppression de la ZAC aura pour effet de faire entrer le périmètre concerné dans le droit commun, et notamment de rétablir sur ce périmètre l'application de la taxe d'aménagement, dont le taux actuel en vigueur est de 5%.

La présente délibération et le rapport de présentation annexé feront l'objet de mesures de publicité et d'informations au siège de la Métropole et en Mairie de Cabriès, conformément à l'article R311-5 du Code de l'urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

### Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles R. 311-5 et R. 311-12 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil municipal de Cabriès du 8 juin 2022 ;
- L'avis de la Préfecture ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

### Où il le rapport ci-dessus,

### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

### Considérant

- Que la ZAC de Grande Campagne est totalement achevée.
- Que la Commune de Cabriès et la Préfecture des Bouches-du-Rhône ont exprimé leur accord pour la suppression de la ZAC.

### Délibère

#### Article 1 :

Est approuvée la suppression de la Zone d'Aménagement Concerté de Grande Campagne à Cabriès, conformément aux conclusions du rapport de présentation, annexé à la présente délibération.

#### Article 2 :

Est rétabli sur ce périmètre le régime de droit commun de la fiscalité de l'urbanisme et notamment la Taxe d'aménagement.

### Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 255**

**Zone d'activités de Plan de Campagne – Participation du budget d'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix au budget annexe des transports de la Métropole pour la réalisation du collecteur pluvial des Rigons**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé dans la réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne. Cet engagement comprend notamment la réalisation des travaux d'amélioration du rejet d'eaux pluviales du bassin versant du site prescrit par l'arrêté préfectoral du 11 avril 2011 au titre de la « Loi sur l'Eau ».

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 février 2021 a approuvé le programme de travaux de la phase n°4 de cet arrêté portant sur la création d'un collecteur d'eaux pluviales sur le secteur des Rigons, au sud-est de la zone de Plan de Campagne, sur la Commune des Pennes-Mirabeau.

Ce programme de travaux prévoit :

- La dépose du cadre pluvial existant,
- La réalisation des terrassements en tranchée,
- La mise en œuvre d'un cadre pluvial enterré d'1 m<sup>2</sup> de section sur la totalité du linéaire de voirie depuis le pont des Rigons jusqu'au carrefour avec l'avenue Emile Barnéoud et le chemin des Pennes aux Pins inclus,
- La reprise du raccordement du collecteur pluvial du chemin des Pennes aux Pins à l'extrémité aval du projet,
- Le remblaiement et la réfection de la structure de voirie.

Le coût prévisionnel des travaux s'élève à 1 200 000 € HT.

Le coût global de l'opération (y compris études) s'élève à 1 300 000 € HT.

Sur le même secteur, la Métropole prévoit, dans le cadre de son Plan de Mobilité Métropolitain approuvé en décembre 2021, la mise en place d'une extension de sa ligne ZENIBUS jusqu'au futur Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Plan de Campagne.

Le Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 a ainsi approuvé le programme modificatif de la phase 2 du BHNS-ZENIBUS intégrant, notamment, les travaux d'infrastructures nécessaires au prolongement de la ligne ZEN A à l'Est vers le futur PEM de Plan de Campagne.

Afin de coordonner la réalisation des travaux des deux projets et en minimiser les impacts dans la zone commerciale de Plan de Campagne, la Direction Infrastructures Stationnement Equipements de Mobilité et la Direction de la Voirie, en charge de la réhabilitation des zones d'activités, ont convenu que :

- La Direction Infrastructures Stationnement Equipements de Mobilité assurera la maîtrise d'ouvrage de la totalité de l'opération (suivi administratif et financier),
- La Direction de la Voirie viendra en appui technique pour le suivi des études et des travaux du collecteur des eaux pluviales,
- La Direction de la Voirie réalisera un abondement financier de l'Etat Spécial de Territoire vers le budget annexe des transports du montant HT de l'opération, déduction faite des subventions perçues ou à venir.

Il est aujourd'hui proposé de valider la participation du budget de l'Etat Spécial de Territoire (EST) au budget annexe des transports de la Métropole qui pilote l'opération globale, pour un montant maximum de 1 300 000 € HT, comprenant notamment le versement d'une avance forfaitaire de 200 000 € HT dès notification de la présente délibération.

Les appels de fonds suivants se feront en fonction des besoins identifiés par la direction Infrastructures Stationnement Equipements de Mobilité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°2021\_CT2\_047 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 février 2021 approuvant le programme de travaux du collecteur d'eaux pluviales des Rigons sur la zone d'activités de Plan de Campagne aux Pennes-Mirabeau, pour un montant global de 1,3 M€ HT ;
- La délibération n°ECOR 002-10123/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 approuvant la modification et l'affectation de l'opération d'investissement « Réhabilitation des zones d'activités » (2021 200 400) pour un montant de 11 M€ ;
- La délibération n°MOB 008-10133/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 approuvant le programme modificatif de la phase 2 du BHNS-ZENIBUS ;
- La délibération n°MOB 001-11063/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 approuvant le Plan de Mobilité Métropolitain ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 9 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de coordonner les travaux d'aménagement du collecteur d'eaux pluviales prescrit par arrêté préfectoral avec ceux de la ligne de BHNS ZEN A prévus sur le secteur des Rigons de la zone d'activités de Plan de Campagne.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la participation du budget d'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, pour un montant maximum de 1 300 000 € HT, au budget annexe des transports de la Métropole qui pilote l'opération globale.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le versement d'une avance forfaitaire de 200 000 €HT sur cette participation du budget d'Etat Spécial de Territoire dès notification de la présente délibération.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget d'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581212004, Nature 4581, Fonction 61, Autorisation de Programme 2021200400.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2022 CT2 256**

**Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relative à la Zone d'Aménagement Concerté du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement de la ZAC de Lenfant à Aix-en-Provence est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis janvier 2010 pour son aménagement et sa commercialisation. Pour rappel, la ZAC de Lenfant est une opération de 36ha au total qui a permis de viabiliser 13ha de surfaces cessibles. Dans ce cadre, le traité de concession prévoit que le concessionnaire est chargé :

- de la maîtrise foncière, y compris par le biais de la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération, (procédure Loi sur l'Eau) ;

- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;
- de la commercialisation des lots ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni une fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage et d'agrément qui s'est également réuni une fois en 2021.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme.

Ainsi, l'article 29 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 19 avril 2022 présente le CRAC 2021.

#### **Compte rendu de l'année 2021**

Durant l'année 2021, les actions suivantes ont été menées :

Approbation d'un avenant afin de modifier le programme de la concession (conformément à l'article 16 du traité de concession) en vue de prendre en compte les études et travaux complémentaires demandés par la Métropole à savoir :

- Réalisation d'une voie douce au Nord-Ouest de la ZAC afin de relier la rue Berton

à la route de Lenfant. Les études sont en voie de finalisation.

- Requalifier les tènements fonciers attenant au ruisseau Robert situés au centre de la ZAC. L'objectif est de sécuriser son lit, renforcer les continuités écologiques préexistantes et d'aménager un lieu d'agrément destiné aux employés de la ZAC. Les études de faisabilité sont en cours.
- Réalisation d'un espace vert d'agrément et de rencontre complémentaire au droit du secteur des « Carrés de Lenfant ». Les travaux seront achevés en 2022.
- Projet de requalification de la route de Lenfant qui est une voie importante de desserte du Pôle des Milles et plus particulièrement de la ZAC depuis son ouverture. Les objectifs étant notamment de sécuriser cet axe et de créer une voie douce. Les études sont actuellement en cours.

Les dépenses 2021 sont inférieures aux prévisions du CRAC 2020. En effet, le montant total des charges s'élève à 72 107€, pour un prévisionnel de 599 134€. Cet écart provient notamment du report dans le temps des acquisitions de certains terrains nécessaires au bon fonctionnement et au développement de la ZAC. Par ailleurs, les études techniques préalables au lancement des travaux de réalisation de la liaison douce entre la rue Berton et la route de Lenfant ont dû être poursuivies compte tenu des projets de permis de construire situés sur les terrains adjacents.

Les recettes sont également inférieures aux prévisions, le montant total pour l'année 2021 s'élevant à 451 898€ au lieu des 822 509€ prévus lors du CRAC 2020. Cela s'explique par le décalage en 2022 de la cession du dernier lot en raison d'un recours sur le permis de construire déposé par le futur acquéreur. Par ailleurs, une participation d'aménagement complémentaire a été perçue suite à la réalisation d'un projet sur un terrain privé de la ZAC.

#### **Evolution du bilan**

Le nouveau bilan prévisionnel a très fortement évolué par rapport au CRAC 2020, au niveau des recettes d'une part avec une hausse de 128 340€ liée principalement à l'augmentation des produits financiers de l'opération, mais aussi des dépenses d'autre part, avec une hausse de 7 243 726€ afin de prendre en compte la réalisation de l'ensemble des études et des travaux complémentaires notifiés à la SPLA par l'approbation de l'avenant évoqué ci-dessus. Le résultat d'exploitation reste cependant positif à hauteur de 210 157€.

#### **Perspectives 2022**

Les études concernant la requalification du ruisseau Robert et la liaison douce entre la rue Berthon et la route de Lenfant seront achevées.

La création du deuxième espace de rencontre au niveau des carrés de Lenfant sera également terminée.

Enfin, le dernier terrain devrait être cédé dans le cadre de la commercialisation de la ZAC.

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2021, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération sont joints au rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2005\_A320 du Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 et la délibération n°2001\_A046 du Conseil communautaire de la CPA du 20 juillet 2001 déclarant d'intérêt communautaire l'aménagement du Quartier de l'Enfant à Aix-en-Provence
- La délibération n°2006-A167 du Conseil communautaire de la CPA du 22 juin 2006 décidant le lancement de la procédure de ZAC ;
- La délibération n°2009\_A221 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2009 créant la ZAC ;
- La délibération n°2010\_A012 du Conseil communautaire de la CPA du 25 février 2010 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et son programme des équipements publics ;
- La délibération n°2010\_B026 du Bureau communautaire de la CPA du 4 février 2010 concédant la réalisation de la ZAC du Quartier de l'Enfant à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;

- La délibération n°URB 034-7405/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant l'avenant n°1 prolongeant la durée de la concession ;
- La délibération n°URB 024-10540/21/CM du Conseil de la Métropole du 7 octobre 2021 approuvant l'avenant n°2 prolongeant la durée de la concession et modifiant le programme des travaux ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2021 de la ZAC du Quartier de Lenfant ci-joint ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 9 juin 2022.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Le procès-verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 19 avril 2022 présentant le compte rendu annuel à la Collectivité 2021 de la ZAC du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC 2021) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence pour l'exercice 2021.

##### **Article 2 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

##### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2022 CT2 257**

**Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relative à la Zone d'Aménagement Concerté des Vergeras à Saint-Estève-Janson**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté (ci-après ZAC) des Vergeras à Saint-Estève-Janson a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires par le biais d'une concession d'aménagement notifiée en novembre 2013. Il s'agit de la création d'une zone d'activités économiques de 6 hectares qui permettra la commercialisation d'environ 19 lots allant de 1 400 à 4000 m<sup>2</sup> pour un programme d'environ 27 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

Les travaux d'aménagement et de viabilisation ont commencé en juin 2017 et sont terminés depuis juillet 2018. La commercialisation des terrains a commencé en 2018 et se poursuit à un rythme d'environ 3 à 4 lots cédés par an.

La SPLA s'est engagée aux côtés de la Commune et de la Métropole dans la mise en œuvre d'une démarche HQE-Aménagement. Cette labellisation inscrit l'opération dans une démarche d'exemplarité sur le plan environnemental, de sa conception à la réalisation des travaux d'aménagement et surtout en phase d'exploitation.

Dans le cadre du traité de concession de la ZAC des Vergeras, le concessionnaire est chargé :

- d'assurer la gestion et l'entretien des biens ;
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération ;
- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;
- de la commercialisation des lots ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni deux fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage qui s'est réuni également deux fois en 2021.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

#### **Synthèse du Compte rendu annuel à la collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 19 avril 2022 a présenté le CRAC 2021.

#### **La démarche HQE – Aménagement :**

La ZAC des Vergeras est inscrite depuis 2015 dans la démarche « HQE- Aménagement », démarche certifiée par Certivéa. Cette certification garantit une intégration de l'environnement dans les principes d'aménagement de l'opération. Un travail de définition des thématiques de développement durable à retenir pour l'opération a été réalisé dès la conception du projet. La traduction technique et opérationnelle de ces cibles fait l'objet d'un suivi par l'organisme certificateur de la démarche, qui contrôle la mise en œuvre réelle jusqu'à la réalisation de l'opération et également après son achèvement.

Depuis 2015, chaque année, un audit de suivi a lieu. Pour l'année 2021, un audit documentaire a consisté à confirmer la phase 5, en examinant les dossiers de permis de construire et à valider leur cohérence avec les objectifs de développement durable arrêtés dans le cadre de cette certification. La dernière étape consistera en un audit de clôture en phase

d'exploitation de la ZAC lorsque plus de 50 % des terrains seront commercialisés.

Les principales cibles retenues traduites sous forme d'objectifs de développement durable dans la ZAC des Vergeras sont les suivantes :

- Maîtriser l'équilibre des déblais-remblais sur ce secteur en pente,
- Assurer une continuité entre la ZAC des Vergeras et le tissu urbain à proximité, en intégrant l'histoire paysagère du site et la topographie au cœur de la conception du projet,
- Prise en charge par le maître d'ouvrage du pré verdissement des lots,
- Proposer une mixité programmatique des lots pour renforcer l'offre proposée aux entreprises,
- Intégrer une gestion alternative des eaux pluviales sur l'opération, en déclinant cet objectif sur les espaces publics et les lots privatifs, et utiliser l'eau brute du canal de Peyrolles pour l'arrosage des espaces verts,
- Intégrer des principes de sobriété énergétique afin de réduire les besoins et les consommations d'énergie fossile sur les lots privatifs et les espaces publics,
- Encadrer la gestion des déchets en phase chantier par une charte de chantier vert pour l'aménagement des espaces publics de la ZAC,
- Proposer des espaces publics agréables et confortables pour les usagers.

### **Compte rendu de l'année 2021**

Durant l'année 2021, les actions suivantes ont été menées :

Au niveau administratif :

- Les ouvrages de réseaux et d'assainissement réalisés sur la ZAC ont été remis à la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA) le 25 février 2021.
- La remise des ouvrages de voirie, espaces verts, eaux pluviales et DECI relevant de la compétence de la Métropole n'a pas pu être réalisée, du fait de mise aux normes du système de Défense-Incendie demandés par la SDIS 13, qui consiste à installer deux citernes de 120 m<sup>3</sup> chacune sur l'espace public. Ces travaux seront terminés en mars 2022.
- L'avenant n° 4 à la concession afin d'augmenter la durée et la participation pour permettre notamment la réalisation des ouvrages DECI.

Au niveau de la commercialisation :

- Un acte de vente définitif et 4 promesses de vente ont été signés en 2021,
- Un permis de construire a été obtenu,
- Un chantier est en cours.

Le comité de pilotage du 21 octobre 2021 a validé 10 candidatures ; aussi la commercialisation sera presque finalisée lorsque les promesses de vente de ces lots auront été signées.

Au niveau technique :

- Finalisation des éléments techniques sur la mise aux normes du système DECI et début des travaux d'installation des deux citernes.

Les dépenses sont inférieures aux prévisions (44 000 € au lieu de 186 000 €) du fait du décalage des travaux DECI et espaces verts sur 2022. Les recettes sont inférieures aux prévisions (109 000 € au lieu de 250 540 €) du fait du décalage de la commercialisation.

### **Evolution du bilan**

Le bilan actualisé est à l'équilibre avec un montant de dépenses et de recettes à hauteur de 3,01 millions d'€ HT. Le montant des dépenses a augmenté de 100 000 € par rapport au bilan 2020 du fait des travaux pour la mise aux normes du système de Défense Incendie. Le montant des recettes est en augmentation de 100 105 € correspondant à la participation supplémentaire accordée par la Métropole pour compenser les travaux d'installation des citernes défense incendie qui n'étaient pas prévus dans le bilan initial de l'opération et aux produits financiers réalisés en 2021.

### **Perspectives 2022**

- Fin des travaux de renforcement du dispositif défense incendie avec l'installation des deux cuves sur l'espace public,
- Remise des ouvrages de voirie, espaces verts, réseaux d'eaux pluviales et DECI à la Métropole,
- Cession gratuite du terrain délaissé au sud de la ZAC à l'Association Syndicale Autorisée (ASA) du canal de Peyrolles,
- Suivi des permis de construire et des chantiers,
- Signature de cinq actes définitifs avec les entreprises agréées et poursuite de la commercialisation.

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2021, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération sont joints en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;



- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2000-A164 du Conseil communautaire de la CPA du 18 décembre 2000 déclarant d'intérêt communautaire le projet de ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson ;
- La délibération n°2005-A073 du Conseil communautaire de la CPA du 25 mars 2005 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2013-B406 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 confiant l'aménagement de la ZAC des Vergeras à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015-B354 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n° 1 au traité de concession avec la SPLA ;
- La délibération n°008-935/16/BM du Bureau de la Métropole du 17 octobre 2016 approuvant l'avenant n° 2 au traité de concession avec la SPLA ;
- La délibération n°007-1191/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n° 3 au traité de concession avec la SPLA ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°023-10539/21/CM du Conseil de la Métropole du 7 octobre 2021 approuvant l'avenant n°4 au traité de concession avec la SPLA ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le Compte Rendu annuel à la Collectivité 2021 de la ZAC des Vergeras ci-joint ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 9 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le procès-verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 19 avril 2022 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2021 de la concession d'aménagement de la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2021) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson pour l'exercice 2021.

### Article 2 :

Sera versée après l'approbation du présent CRAC 2021, le montant de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2022 qui s'élève à 40 000 €.

### Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581162320, Nature 4581, Fonction 515, Autorisation de Programme DI3203AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2022 CT2 258

**Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relative à la Zone d'Aménagement Concerté de la Burlière à Trets**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis la fin de l'année 2013, la SPLA est concessionnaire de la totalité de la Zone d'Aménagement Concerté (ci-après ZAC) de la

Burlière à Trets. Il s'agit de la création d'une zone d'activités économiques en prolongement de la zone commerciale existante. L'opération s'étend sur 23 ha et permet la commercialisation de 12,5 ha de terrains. Sa vocation est en partie commerciale, en renforcement de l'offre déjà existante, et en partie industrielle et artisanale. Ces terrains offrent également une solution aux entreprises locales implantées en centre-ville et qui souhaitent déplacer leur activité sur un site plus adapté.

Dans le cadre du traité de concession de la ZAC de la Burlière, le concessionnaire est chargé :

- de la maîtrise foncière, y compris par le biais de la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération, (procédure Loi sur l'Eau) ;
- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;
- de la commercialisation des lots ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

Il est également demandé au concessionnaire de mettre en œuvre une démarche de qualité environnementale sur l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération qui s'est réuni deux fois et du comité de pilotage qui s'est également réuni à deux reprises, durant l'année écoulée.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce la production par le concessionnaire d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme. Ainsi, l'article 29 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,

- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 19 avril 2022 présente le CRAC 2021.

### **Compte rendu de l'année 2021**

Durant l'année 2021, les actions suivantes ont été menées :

- Des études ont été lancées afin de déterminer la faisabilité technique d'acquérir un foncier privé situé dans le périmètre de la ZAC. Aussi, une tranche 4 pourrait être réalisée sur un terrain au Nord-Est de l'opération. Les négociations sont actuellement en cours avec le propriétaire pour l'acquisition de son terrain. Les recettes engendrées devraient couvrir les dépenses nécessaires à sa mise en œuvre.
- Un autre foncier situé au Sud-Est de l'opération a été vendu de gré à gré entre le propriétaire privé et une enseigne de distribution. L'aménagement de cette parcelle sera donc à sa charge et soumis conformément à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme à des participations qui seront perçues par la SPLA lors de la mise en œuvre du projet.
- Par ailleurs, des négociations foncières sont toujours en cours entre la SPLA et un propriétaire privé en vue de libérer l'emprise nécessaire à la réalisation de la voie de bouclage entre la ZAC de la Burlière et la ZAE existante. Parallèlement aux négociations, la procédure de Déclaration d'Utilité Publique se poursuit.
- La commercialisation de la ZAC s'est poursuivie. Aussi, deux promesses de vente et trois actes authentiques ont été signés en 2021 ne laissant ainsi plus qu'un seul lot à commercialiser.

Les dépenses 2021 sont inférieures aux prévisions du CRAC 2020. En effet, le montant total des charges s'élève à 182 879 €, pour un prévisionnel de 501 180 €. Cet écart provient notamment du report en 2023 de l'acquisition du foncier nécessaire à la voie de bouclage interne de la ZAC et de la réalisation de cette dernière.

Les recettes sont également inférieures aux prévisions, le montant total pour l'année 2021 s'élevant à 775 431 € au lieu des 3 090 990 € prévus lors du CRAC 2020. Cela s'explique par le décalage en 2022 des cessions de quatre lots notamment en raison de différents recours contentieux dont l'un concerne un important permis de construire situé en partie commerciale de la ZAC sur un tènement foncier de 3ha.

### **Evolution du bilan**

Le nouveau bilan prévisionnel augmente en dépenses et en recettes de 1,1 M€. Cette augmentation correspond aux travaux d'aménagement supplémentaires de la dernière phase compensée en totalité par les recettes de cessions des lots viabilisés. Le montant total des dépenses s'élève à 15,7 M€ et les recettes à 18 M€.

### **Perspectives 2022**

Durant l'année 2022, les ouvrages réalisés dans le cadre de la tranche 3 devraient être remis à la Métropole.

Les négociations et la procédure d'acquisition des fonciers nécessaires à la mise en œuvre de la voie de bouclage se poursuivront.

Un compromis pour le rachat d'un terrain situé dans le périmètre de la ZAC devrait être signé afin de mettre en œuvre à court terme la tranche 4 de la ZAC.

La commercialisation des lots devrait s'achever avec la signature des derniers actes de vente.

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2021, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération sont joints en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004-A180 du Conseil communautaire de la CPA du 25 juin 2004 déclarant d'intérêt communautaire la création d'une zone d'activité économique à Trets et l'extension de la Burlière ;
- La délibération n°2009-A106 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2009 créant la ZAC ;
- La délibération n° 2010\_B432 du Bureau communautaire de la CPA du 29 septembre 2010 concédant l'aménagement de la première tranche de la ZAC de la Burlière à la SPLA ;
- La délibération n°2013\_B532 du Bureau Communautaire de la CPA du 5 décembre 2013 approuvant l'avenant n°1 qui étend le périmètre de concession au périmètre de la ZAC ;

- La délibération n°2013\_A265 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant le Dossier de Réalisation de la ZAC et le Programme des Équipements publics ;
- La délibération n°2015\_B353 du Bureau Communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°2 qui modifie la participation financière du concédant ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2021 de la ZAC de la Burlière ci-joint ;
- L'avis de la Commission Développement économique, emploi et agriculture du 9 juin 2022.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Le procès-verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 19 avril 2022 présentant le compte rendu annuel à la Collectivité 2021 de la ZAC de la Burlière à Trets.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC 2021) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC de la Burlière à Trets.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2022 CT2 259**

**Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2021 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relative à la Zone d'Aménagement Concerté Bertoire 2 à Lambesc**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à Lambesc est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis janvier 2011 pour son aménagement et sa commercialisation. Il s'agit d'une opération de 17ha au total, dont la première tranche a permis de viabiliser 20 lots, soit 5 ha de surfaces cessibles. Elle vise à accueillir notamment des entreprises artisanales et de la petite industrie.

Dans ce cadre, le traité de concession prévoit que le concessionnaire est chargé :

- de la maîtrise foncière, y compris par le biais de la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération, (procédure Loi sur l'Eau) ;
- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;
- de la commercialisation des lots ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant. Il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni une fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage et d'agrément qui s'est réuni une fois en 2021.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production par le concessionnaire d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme.

Ainsi, l'article 29 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,

- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

#### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 19 avril 2022 présente le CRAC 2021.

#### **Compte rendu de l'année 2021**

Durant l'année 2021, les actions suivantes ont été menées :

- Poursuite de la commercialisation de la ZAC avec la signature de quatre actes de vente et de quatre promesses de vente.
- Poursuite des études en vue de la réalisation de la tranche 2 de l'opération.
- Signature d'une promesse de vente par la SPLA concernant un terrain situé à l'intérieur de la ZAC afin de faciliter la mise en œuvre de la future tranche 2.
- Suivi des derniers permis de construire en cours d'instruction.

Les dépenses en 2021 sont en deçà des prévisions. En effet, le début des travaux de la tranche 2 a été reporté à fin 2022, début 2023. Aussi, le montant total des charges s'élève à 64 110 €HT, pour un prévisionnel de 344 685 €HT.

Les recettes sont également moins importantes que prévues. En effet, les cessions de plusieurs lots ont été reportées à l'année 2022. Le montant total des recettes s'élève pour 2021 à 622 245 €HT au lieu des 1 116 714 €HT prévus.

Le nouveau bilan prévisionnel reste stable par rapport au CRAC 2020, avec une hausse des recettes de 26 205 € HT liée principalement à l'augmentation des produits financiers de l'opération. Le bilan s'élève en 2021 à 7 861 852 €.

#### **Perspectives 2022**

En 2022, la commercialisation de la tranche 1 devrait être achevée avec la signature des derniers actes de vente.

Par ailleurs, plusieurs entreprises ont d'ores et déjà fait part de leur vif intérêt pour s'implanter sur la future tranche 2 de la ZAC. Aussi, les études de maîtrise d'œuvre concernant la réalisation de cette tranche 2 pourraient donc être finalisées en 2022 et les travaux de viabilisation lancés début 2023.

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2021, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération sont joints en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005-A320 du Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 déclarant d'intérêt communautaire l'extension de la ZAC du plateau de la Bertoire à Lambesc ;
- La délibération n°2006-A296 du Conseil communautaire de la CPA du 20 octobre 2006 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2008-A077 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2008 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n° 2011-B010 du Bureau communautaire de la CPA du 21 janvier 2011 concédant l'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à la SPLA ;
- La délibération n°2013\_B466 du Bureau communautaire de la CPA du 7 novembre 2013 approuvant l'avenant n°1 au traité de concession ;
- La délibération n°ECO 006-1190/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°URB 027-3989/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant l'avenant n°3 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2021 de la ZAC Bertoire 2 ci-joint ;
- L'avis de la Commission Développement économique, emploi et agriculture du 9 juin 2022.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Le procès-verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 19 avril 2022 présentant le compte rendu annuel à la Collectivité 2021 de la ZAC de la Bertoire 2 à Lambesc.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC 2021) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC de la Bertoire 2 à Lambesc pour l'exercice 2021.

##### **Article 2 :**

Sera versée après l'approbation du présent CRAC 2021, le montant de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2022 qui s'élève à 34 500 €.

##### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581162322, Nature 4581, Fonction 515, AP Di322AP2.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 260**

**ZAC Bertoire 2 à Lambesc - Concession d'aménagement avec la SPLA - Agréments d'Acquéreurs**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la première tranche de la ZAC de la Bertoire 2 située sur la Commune de Lambesc et conformément au traité de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite le Conseil de Territoire du Pays d'Aix pour donner un agrément en vue de céder un lot à un acquéreur potentiel.

La SPLA est chargée de la commercialisation des terrains en concertation avec le concédant, notamment dans le cadre des instances de suivi de la concession : comité technique et comité de pilotage. De plus, conformément à l'article 25 du traité de concession, « toutes les cessions, concessions d'usage, locations...seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ». Préalablement à cet agrément, le comité de pilotage de la ZAC examine et donne un avis sur chaque demande d'entreprise. La première tranche de la ZAC est actuellement commercialisée à 90 % et les études pour le lancement de la seconde tranche sont en cours.

Le comité de pilotage du 8 mars 2022 a examiné et donné un avis favorable à l'implantation de la société suivante :

- POLE AUTOMOBILE TORDJEMAN spécialisée dans la réparation et l'entretien automobile qui souhaite y réaliser bureaux et ateliers. Cette société s'est positionnée sur le lot 18bis d'une surface de 1 254m<sup>2</sup> au prix de 55€HT/m<sup>2</sup>.  
Le prix de cession de ce lot est conforme à la grille de commercialisation de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005-A320 du Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 déclarant d'intérêt communautaire

l'extension de la ZAC du plateau de la Bertoire à Lambesc;

- La délibération n°2006-A296 du Conseil communautaire de la CPA du 20 octobre 2006 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2008-A077 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2008 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n° 2011-B010 du Bureau communautaire de la CPA du 21 janvier 2011 concédant l'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à la SPLA ;
- La délibération n°2013\_B466 du Bureau communautaire de la CPA du 7 novembre 2013 approuvant l'avenant n°1 au traité de concession ;
- La délibération n°ECO 006-151216BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°URB 027-3989/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant l'avenant n°3 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.
- La délibération n° FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission Développement économique, emploi et agriculture du 9 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Les demandes d'acquisition de terrains exprimées par plusieurs entreprises sur la ZAC de la Bertoire 2.
- Que le Comité de Pilotage du 8 mars 2022 a donné un avis favorable à ce projet d'implantation conformément aux critères de sélection de la ZAC.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est agréée la société POLE AUTOMOBILE TORDJEMAN, ou toute société dédiée qu'elle constitue à cette fin ou tout organisme crédit-bailleur désigné par celle-ci sur le lot 18bis sur la ZAC de la Bertoire 2 à Lambesc au prix de 55€HT/m<sup>2</sup>.

## **Article 2 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous les documents afférents à ces affaires et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à ces ventes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2022 CT2 261**

### **Approbation de conventions avec ENEDIS pour le raccordement électrique de la Zone d'Aménagement Concerté de la Diligence à Saint-Cannat**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le projet d'extension de la zone d'activités économiques de La Pile à Saint-Cannat, portant sur un tènement foncier d'environ 7 hectares, a été initié par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix le 23 juillet 2020. La délibération du Conseil de Métropole du 4 juin 2021 a ensuite engagé la procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs poursuivis, ainsi que les modalités de concertation. Le bilan de la concertation préalable ainsi que le dossier de création de la ZAC ont été approuvés en séance du Conseil de la Métropole du 5 mai 2022.

Au regard de l'avancement des études de maîtrise d'œuvre, il convient de prévoir les équipements nécessaires à l'alimentation en électricité des futurs aménagements. Ces équipements ont été étudiés en lien avec ENEDIS, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité public, en termes de dimensionnement des ouvrages et de chiffrage des travaux, et en termes de phasage, la ZAC étant programmée en deux phases de travaux distinctes.

L'étude réalisée par ENEDIS conclut à une puissance totale nécessaire de 1 189 kVA pour l'opération. Pour ce faire, ENEDIS réalisera les travaux suivants pour le raccordement de la ZAC au réseau Haute Tension :

- La dépose d'un réseau aérien HTA existant traversant une partie des terrains de la ZAC,
- La fourniture, la pose et le raccordement de deux postes de transformation permettant d'alimenter les futurs lots viabilisés.

Le montant total des travaux chiffrés par ENEDIS est estimé à 248 766,26 € HT. Cependant, une partie du coût est couverte par le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité, et ENEDIS appliquera donc une réfaction de 99 304,07 € HT, ramenant le montant à la charge de la Métropole à 149 462,19 € HT (soit 179 354,63 € TTC).

En complément de l'installation des postes de transformation, il sera également nécessaire de réaliser les travaux pour la réalisation du réseau Basse Tension, permettant de desservir chacun des lots de la ZAC depuis les deux postes HTA créés. Ces travaux de basse tension seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole, avec un contrôle d'ENEDIS, permettant d'éviter des interactions entre les entreprises réalisant les travaux. En contrepartie, ENEDIS reversera donc à la Métropole un montant forfaitaire de 84 177,94 € HT pour la participation à ces travaux, et il conviendra de signer une convention spécifique de réalisation et de remise d'ouvrage.

Afin d'arrêter les rôles et responsabilités de chacune des parties, ainsi que les flux financiers afférents à ces travaux, il convient de signer une convention définissant les puissances, le phasage et les conditions de réalisation des travaux. Cette convention permettra également de réserver la puissance nécessaire pour l'ensemble de la ZAC, pour une durée de 8 ans.

Ainsi, la mise en œuvre opérationnelle de la ZAC de la Diligence nécessitera, pour ce qui concerne les travaux d'alimentation électrique, la signature de 5 conventions :

- La convention cadre permettant de réserver la puissance totale nécessaire pour la ZAC ;
- Deux conventions portant sur les « propositions définitives de raccordement », portant chacune sur une des phases de travaux de l'opération, permettant de préciser les rôles et responsabilités des intervenants ainsi que les interventions nécessaires pour les travaux d'alimentation en HTA ;
- Deux conventions de « réalisation et de remises d'ouvrages », portant chacune sur une des phases de travaux de l'opération, permettant de définir les conditions techniques de réalisation des travaux nécessaires pour l'alimentation BT de la ZAC ainsi que les conditions de remise de ces ouvrages à ENEDIS ;

Pour la 1<sup>ère</sup> tranche de travaux de la ZAC, le coût des travaux de Haute Tension sera de 98 810,26 € HT (réfaction d'ENEDIS déduite), avec une participation forfaitaire d'ENEDIS aux travaux de Basse Tension de 50 739,81 € HT. Pour la 2<sup>ème</sup> tranche de travaux de la ZAC, le coût des travaux de Haute Tension sera de 50 651,93 € HT (réfaction d'ENEDIS déduite), avec une participation forfaitaire d'ENEDIS aux travaux de Basse Tension de 33 438,13 € HT.

Il est donc proposé d'approuver la convention cadre à passer entre la Métropole et ENEDIS ainsi que la proposition de raccordement électrique de la ZAC de la Diligence à Saint-Cannat. De même, il est proposé d'autoriser la signature par la suite des conventions de réalisation et de remise d'ouvrage liées aux travaux de basse tension qui seront réalisés par la Métropole.

Au regard de la planification de l'opération, les crédits ne seront nécessaires qu'à compter de l'année 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2020\_CT\_083 du 23 juillet 2020 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix approuvant le lancement de l'opération d'aménagement d'extension de la ZAE de La Pile à Saint-Cannat ;
- La délibération n° URBA 017-10153/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 décidant le lancement de la procédure de ZAC pour l'extension de la ZAE de La Pile à Saint-Cannat, définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° URBA 024-11760/22/CM du Conseil de la Métropole du 5 mai 2022 approuvant le dossier de création de la ZAC de la Diligence à Saint-Cannat ;
- L'avis de la Commission Développement économique, Emploi et Agriculture du 9 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'aménagement de la ZAC de la Diligence sur la Commune de Saint-Cannat sera réalisé en régie par la Métropole-Aix-Marseille-Provence.
- Que ENEDIS exerce une mission de service public de distribution et de gestion du réseau d'électricité.
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve la convention à passer avec ENEDIS ainsi que la proposition de raccordement, afin de permettre la desserte en électricité de la ZAC de la Diligence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la convention cadre et la proposition de raccordement ci-annexées à conclure avec ENEDIS en vue de desservir en électricité la ZAC de la Diligence à Saint-Cannat.

**Article 2 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer cette convention cadre, ainsi que les conventions relatives aux propositions de raccordement des deux phases de travaux de la ZAC, les conventions de réalisation et de remise d'ouvrages liés aux travaux de basse tension, y compris tous les documents afférents à ces travaux.

**Article 3 :**

La dépense correspondante sera constatée à partir de 2023 sur le Budget Annexe de l'Aménagement du Territoire du Pays d'Aix (0122) en section de fonctionnement : Chapitre 011, Nature 6045, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant



**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 262**

**Approbation d'une convention avec la Société du Canal de Provence pour la protection incendie et la desserte en eau brute de la Zone d'Aménagement Concerté de la Diligence à Saint-Cannat**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'extension de la zone d'activités économiques de La Pile à Saint-Cannat, portant sur un tènement foncier d'environ 7 hectares, a été initiée par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix le 23 juillet 2020. La délibération du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 a ensuite engagé la procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ci-après ZAC) et a défini les objectifs poursuivis, ainsi que les modalités de concertation. Le bilan de la concertation préalable ainsi que le dossier de création de la ZAC ont été approuvés en séance du Conseil de la Métropole du 5 mai 2022.

Les études de maîtrise d'œuvre ont démontré que la ZAC pouvait être alimentée en eau potable en se raccordant sur la station de potabilisation existante sur la zone d'activités de la Pile. Cependant, il n'est pas possible d'assurer la défense incendie de la ZAC via le réseau existant en raison de débits et pressions insuffisants. Ainsi, au regard de la présence de canalisations appartenant à la Société du Canal de Provence (SCP) à proximité immédiate, il a été étudié la possibilité de créer un réseau d'eau brute permettant l'alimentation des poteaux incendie et l'arrosage des espaces verts de la ZAC.

Ainsi, la Métropole réalisera les travaux nécessaires à l'intérieur de la ZAC, qui consisteront notamment à créer une extension du réseau de desserte, avec la fourniture et la pose des trois poteaux incendie, des attentes pour les raccordements des futurs lots au réseau d'arrosage, ainsi que l'ensemble des équipements annexes (tés, vannes, plaques etc...). De son côté, la SCP prendra à sa charge le rétablissement des trois branchements de la nouvelle canalisation installée par la Métropole sur le réseau existant. Ce réseau créé sera ensuite rétrocédé à la SCP pour intégration au patrimoine concédé régional.

Par ailleurs, la SCP réalisera l'adaptation de la canalisation principale située sous le Chemin de la Diligence, cette dernière ne permettant pas d'assurer les débits et la pression nécessaires pour la défense incendie. Le montant total des travaux qui ont été chiffrés par la SCP est estimé 131 140 € HT (soit 157 368 € TTC) et seront pris en charge par la Métropole. Ce montant représente une estimation prévisionnelle maximale qui pourra être optimisée durant la suite du projet.

Afin d'arrêter les rôles et responsabilités de chacune des parties, ainsi que les flux financiers afférents à ces travaux, il convient de signer une convention. Il est donc proposé d'approuver la convention entre la Métropole et la Société du Canal de Provence pour les travaux de desserte en eau brute de la ZAC de la Diligence à Saint-Cannat.

Au regard de la planification de l'opération, les crédits ne seront nécessaires qu'à compter de l'année 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2020\_CT\_083 du 23 juillet 2020 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix approuvant le lancement de l'opération d'aménagement de l'extension de la ZAE de La Pile à Saint-Cannat ;
- La délibération n° URBA 017-10153/21/CM du Conseil de Métropole du 4 juin 2021 décidant le lancement de la procédure de ZAC pour l'extension de la ZAE de La Pile à Saint-Cannat, définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° URBA 024-11760/22/CM du Conseil de la Métropole du 5 mai 2022 approuvant le dossier de création de la ZAC de la Diligence à Saint-Cannat ;
- Le projet de convention ci-joint ;
- L'avis de la Commission Développement économique, emploi et agriculture du 9 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'aménagement de la ZAC de la Diligence sur la Commune de Saint-Cannat sera réalisé en régie par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Que la Société du Canal de Provence par son rôle d'aménageur et d'opérateur de la concession du canal de Provence assure une mission d'intérêt général.
- Qu'il est nécessaire de desservir en eau brute la ZAC de la Diligence pour la défense incendie et l'arrosage des espaces verts.

## Délibère

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec la Société du Canal de Provence pour le raccordement en eau brute de la ZAC de la Diligence à Saint-Cannat.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant, est autorisé à signer cette convention, ainsi que toutes les pièces afférentes ;

### **Article 3 :**

La dépense correspondante sera constatée à partir de 2023, sur le Budget Annexe de l'Aménagement du Territoire du Pays d'Aix (0122), en section de fonctionnement : Chapitre 011, Nature 6045, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2022 CT2 263**

### **Approbation du programme de travaux et d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la Commune de Gardanne pour la réhabilitation de la rue des Alumines, zone d'activités « Avon » à Gardanne**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les Communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les Communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière de « création, aménagement et de gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires et aéroportuaires », à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des Communes qui étaient membres de cet EPCI.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les Communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les Communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, les Communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, le Territoire du Pays d'Aix poursuit des actions de réhabilitation des zones d'activités.

En 2015, la Communauté du Pays d'Aix approuvait le programme de travaux pour l'aménagement de l'avenue des Chasséens sur la Zone Avon à Gardanne. Une première phase de travaux a été réalisée en 2017 par la Communauté du Pays d'Aix. En 2020, celle-ci a confié à la Commune de Gardanne, par délégation de maîtrise d'ouvrage, la réalisation d'une deuxième phase de travaux pour finaliser la réhabilitation de la rue des Chasséens. En 2021, la Commune de Gardanne a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour poursuivre la réhabilitation de la Zone Avon en réhabilitant la rue des Alumines.

Cette voie de desserte d'entreprises présente un linéaire de 400m.

L'usure de la voirie et l'absence de trottoir et d'itinéraire cycle rendent nécessaires son réaménagement.

Suite à l'étude de faisabilité réalisée en 2021 / 2022, le programme de travaux proposé est le suivant :

#### Programme des travaux :

- Voirie :
  - Mise en sens unique de la voie ;
  - Création de trottoirs ;
  - Création de pistes cyclables bidirectionnelles ;
  - Création d'espaces verts dans l'emprise restante disponible.
- Réseaux :
  - Réfection totale de l'éclairage public ;
  - Adaptation du réseau de gestion des eaux pluviales aux nouvelles caractéristiques de la voirie.

Le coût prévisionnel des études s'élève à 60 000 € HT, soit 72 000 € TTC.

Le coût prévisionnel des travaux s'élève à 580 000 € HT soit 696 000 € TTC.

Le coût prévisionnel de l'opération pour la Métropole, comprenant les études et les travaux s'élève à 768 000 € TTC.

La Commune de Gardanne se propose de réaliser cette opération de réhabilitation et aménagement par délégation de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

A cette fin, il est nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée au bénéfice de la Commune de Gardanne, pour un montant de 640 000 € HT, soit 768 000 € TTC, correspondant au coût prévisionnel des études et des travaux à réaliser.

Les missions confiées à la Commune pour la réalisation de cette opération sont les suivantes :

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté ;

- Préparation du choix du maître d'œuvre, signature du contrat de maîtrise d'œuvre, après approbation du choix du maître d'œuvre par le maître de l'ouvrage, et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre ;
- Approbation des avant-projets et accords sur le projet ;
- Préparation du choix de l'entrepreneur, signature du contrat de travaux, après approbation du choix de l'entrepreneur par le maître de l'ouvrage, et gestion du contrat de travaux ;
- Validation des décomptes mensuels, validation du service fait et paiement de la rémunération des titulaires des marchés concourant à la réalisation de l'opération ;
- Réception de l'ouvrage et accomplissement de tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus ;
- Accompagnement de la Métropole dans la mise en œuvre des procédures de levée de réserve et dans la garantie de parfait achèvement.

La réalisation par la Commune des missions et tâches qui lui sont ainsi confiées ne donnera lieu à aucune rémunération. Cependant, la Métropole prendra en charge les dépenses exposées par la Commune pour l'exercice de ces missions.

La Commune percevra une avance de 500 000 € à la notification de la convention. Elle procédera ensuite à des appels de fonds dûment justifiés au fur et à mesure de l'avancement de l'opération et ce dans la limite de l'enveloppe allouée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la commande publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 décembre 2016 actant l'intégration de la situation au 31 décembre 2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la Métropole Aix-Marseille-Provence validant ainsi l'Autorisation de programme DI324AP pour la ZI Avon de Gardanne pour un montant de 1,5 millions d'euros ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n°FBPA-101-10973/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 approuvant l'avenant n°4 à la convention de gestion n°17/1074 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Gardanne au titre de la compétence « Création, Aménagement et gestion des zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » ;
- L'avis de la Commission de Territoire de Développement Economique emploi et agriculture du 9 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de procéder à la réhabilitation de la rue des Alumines dans la ZA Avon sur la Commune de Gardanne et d'en approuver le programme de travaux.
- Que la Commune de Gardanne se propose d'assurer la maîtrise d'ouvrage de cette opération et qu'il est nécessaire d'approuver à cette fin une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le programme de travaux de réhabilitation de la zone d'activités Avon – rue des Alumines sur la Commune de Gardanne pour un coût global de 768 000 € TTC.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, à conclure avec la Commune de Gardanne pour lui confier la maîtrise d'ouvrage de l'opération de réhabilitation de la rue des Alumines pour un montant de 768 000 € TTC.

**Article 3 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que toutes les pièces afférentes à ce dossier.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget d'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581162324, Nature 4581, Fonction 61, Autorisation de Programme DI324AP, sous réserve du vote du Budget Supplémentaire.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 264**

**Approbation du programme de travaux et d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la Commune de Cabriès pour la réhabilitation de l'éclairage public sur la zone commerciale de Plan de Campagne**

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (ci-après EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les Communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les Communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière de « Création, aménagement et gestion des zones

d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1er janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des Communes qui étaient membres de cet EPCI.

Ce transfert de compétence s'est accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage.

En 2020, la Commune de Cabriès a lancé la modernisation de son éclairage public en remplaçant le matériel actuel vétuste par un système à lampe LED avec gradation de l'intensité. Cette initiative s'inscrit dans une démarche de réduction des consommations d'énergie et environnementale.

En 2022, la Commune a souhaité poursuivre cette rénovation sur le secteur de la zone commerciale de Plan de campagne.

Ainsi il est aujourd'hui proposé de travailler sur les derniers 100 points lumineux obsolètes restants sur le secteur de la zone commerciale. Les luminaires concernés sont encore équipés de lampes à décharge de type Sodium Haute Pression. Ils se situent sur le CD6, la RD543, la route de la grande campagne et l'avenue Victor Mellan.

Le programme de travaux proposé est le suivant :

#### Programme des travaux :

Pour les mats réutilisables :

- Dépose des lampes actuelles
- Remplacement des lampes SHP par un ensemble crosse + lanterne de type LED

Pour les mats non réutilisables, ou mal implantés :

- Dépose du mat actuel
- Mise en place d'un ensemble candélabre avec lampe LED
- Raccordement de l'ensemble des candélabres aux armoires électriques

Le coût prévisionnel des études s'élève à 15 000 € HT, soit 18 000 € TTC.

Le coût prévisionnel des travaux s'élève à 150 000 € HT soit 180 000 € TTC.

Le coût prévisionnel de l'opération pour la Métropole, comprenant les études, les travaux, s'élève à 198 000 € TTC.

La Commune de Cabriès se propose de réaliser cet aménagement par délégation de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

A cette fin, il est nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée au bénéfice de la Commune de Cabriès, pour un montant de 165 000 € HT, soit 198 000 € TTC,

correspondant au coût prévisionnel des études et des travaux à réaliser.

Les missions confiées à la Commune pour la réalisation de cette opération sont les suivantes :

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté ;
- Préparation du choix du maître d'œuvre, signature du contrat de maîtrise d'œuvre, après approbation du choix du maître d'œuvre par le maître de l'ouvrage, et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre ;
- Approbation des avant-projets et accords sur le projet ;
- Préparation du choix de l'entrepreneur, signature du contrat de travaux, après approbation du choix de l'entrepreneur par le maître de l'ouvrage, et gestion du contrat de travaux ;
- Validation des décomptes mensuels, validation du service fait et paiement de la rémunération des titulaires des marchés concourant à la réalisation de l'opération ;
- Réception de l'ouvrage et accomplissement de tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus ;
- Accompagnement de la Métropole dans la mise en œuvre des procédures de levée de réserve et dans la garantie de parfait achèvement.

La réalisation par la Commune des missions et tâches qui lui sont ainsi confiées ne donnera lieu à aucune rémunération.

Cependant, la Métropole prendra en charge les dépenses exposées par la Commune pour l'exercice de ces missions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la commande publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°ECOR 002-10123/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 validant le montant de l'autorisation de programme de l'opération d'investissement n°2021 2 004 00 « Réhabilitation des zones d'activités » à 11 M€ ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 097-10969/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 approuvant l'avenant n°4 à la convention de gestion n°17/1051 avec la Commune de Cabriès ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 9 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de procéder à la réhabilitation de l'éclairage public de la zone commerciale de Plan de Campagne sur la Commune de Cabriès et d'en approuver le programme de travaux.
- Que la Commune de Cabriès propose d'assurer la maîtrise d'ouvrage de cette opération.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le programme de travaux de réhabilitation de l'éclairage public de la zone commerciale de Plan de Campagne sur la Commune de Cabriès pour un coût global de 198 000 € TTC, études et travaux inclus.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, à conclure avec la Commune de Cabriès relative à la réhabilitation de l'éclairage public de la zone commerciale de Plan de Campagne pour un montant de 198 000 €TTC.

**Article 3 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que toutes les pièces afférentes à ce dossier.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget d'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581212004, Nature 4581, Fonction 61, Autorisation de Programme 2021200400.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 265**

**Approbation du programme de travaux et d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la Commune de Rousset pour la réhabilitation de l'avenue Perroy dans la zone d'activités de Rousset**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière de développement économique, la Communauté du Pays d'Aix (ci-après CPA) s'était engagée dans une politique de transfert des zones d'activités présentant un intérêt communautaire.

Ainsi, lors de la séance du 10 juillet 2015, la CPA actait la déclaration de l'intérêt communautaire de la zone industrielle de Rousset, ainsi que le transfert de la zone et celui des voiries incluses dans son périmètre.

Une convention de gestion et d'entretien de cette zone d'activités entre la Communauté du Pays d'Aix et la Commune de Rousset a été également conclue et approuvée le 10 juillet 2015.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (ci-après EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe. Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la Commune de Rousset, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la Commune exerce

pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code général des collectivités territoriales.

Ainsi, par délibération n°FAG146-3165/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, la Métropole renouvelait la convention de gestion avec la Commune de Rousset au titre de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ». Celle-ci s'est substituée à la convention initialement établie entre la Communauté du Pays d'Aix et la Commune de Rousset et a été conclue pour une durée d'un an, prolongée annuellement par avenants. Le dernier avenant à cette convention, avenant n°4, a été approuvé par délibération n°FBPA-115-10987/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021.

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, le Territoire du Pays d'Aix poursuit des actions de réhabilitation des zones d'activités.

En 2021, la Commune de Rousset a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour réhabiliter la zone industrielle (ci-après ZI) de Rousset. Un diagnostic réalisé sur la ZI a déterminé la nécessité de réhabiliter en premier lieu l'avenue Olivier Perroy.

Cette voie dessert diverses entreprises sur un linéaire de 1 400m.

L'usure de la voirie et la discontinuité des cheminements mode doux rendent nécessaire son réaménagement.

Suite à l'étude de faisabilité réalisée en 2021 / 2022, le programme de travaux proposé est le suivant :

#### Programme des travaux :

- Voirie :
  - Réfection des zones dégradées par les racines des pins ;
  - Mise en œuvre d'un revêtement sur les zones faïencées ;
  - Réfection des trottoirs et pistes cyclables dégradées par les racines des pins ;
  - Mise aux normes des trottoirs et pistes cyclables au niveau des accès des entreprises et carrefours ;
  - Création d'une piste cyclable côté sud sur la partie ouest ;
  - Création de passages piétons ;
  - Aménagements des arrêts de bus en ligne ;
  - Modifications des ilots.
- Réseaux :
  - Remplacement des lanternes par des lanternes LED.

- Espaces verts :
  - Reprise de la végétation du giratoire avec l'avenue Claude Rey.

Le coût prévisionnel de l'opération, comprenant les études et les travaux, s'élève à 954 000 € TTC.

La Commune de Rousset propose de réaliser cet aménagement par délégation de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

A cette fin, il est nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée au bénéfice de la Commune de Rousset, pour un montant de 795 000 € HT, soit 954 000 € TTC, correspondant au coût prévisionnel des études et des travaux à réaliser.

Les missions confiées à la Commune pour la réalisation de cette opération sont les suivantes :

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté ;
- Préparation du choix du maître d'œuvre, signature du contrat de maîtrise d'œuvre, après approbation du choix du maître d'œuvre par le maître de l'ouvrage, et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre ;
- Approbation des avant-projets et accords sur le projet ;
- Préparation du choix de l'entrepreneur, signature du contrat de travaux, après approbation du choix de l'entrepreneur par le maître de l'ouvrage, et gestion du contrat de travaux ;
- Validation des décomptes mensuels, validation du service fait et paiement de la rémunération des titulaires des marchés concourant à la réalisation de l'opération ;
- Réception de l'ouvrage et accomplissement de tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus ;
- Accompagnement de la Métropole dans la mise en œuvre des procédures de levée de réserve et dans la garantie de parfait achèvement.

La réalisation par la Commune des missions et tâches qui lui sont ainsi confiées ne donnera lieu à aucune rémunération. Cependant, la Métropole prendra en charge les dépenses exposées par la Commune pour l'exercice de ces missions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la commande publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015-A152 du Conseil communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 déclarant d'intérêt communautaire la Zone d'activités de Rousset.
- La délibération n°2015-A153 du Conseil communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant les conditions financières et patrimoniales du transfert de la zone d'activités située sur la Commune de Rousset ;
- La délibération n°2015-A154 du Conseil communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant le transfert de la totalité de la voirie de la zone d'activités de Rousset et la convention de gestion entre la Commune et la CPA ;
- La délibération n°FAG 146-3165/17 CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la Commune de Rousset ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 réévaluant l'AP « réhabilitation des Zones d'activités » n°2021 2 00 400, au montant de 11 M€ ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA-115-10987/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 approuvant les avenants n°4 aux convention de gestion relatives aux compétences « Défense Extérieure Contre l'Incendie », « Eau Pluviale » et « Création, Aménagement et gestion des zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » de la Commune de Rousset ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique, emploi et agriculture du 9 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de procéder à la réhabilitation de l'Avenue Olivier Perroy dans la Zone Industrielle sur la Commune de Rousset et d'en approuver le programme de travaux.
- Que la Commune de Rousset propose d'assurer la maîtrise d'ouvrage de cette opération et qu'il est nécessaire d'approuver à cette fin une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le programme de travaux de réhabilitation de l'avenue Olivier Perroy sur la zone industrielle de la Commune de Rousset pour un coût global de 954 000 € TTC.

### **Article 2 :**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, à conclure avec la Commune de Rousset pour lui confier la maîtrise d'ouvrage de l'opération de la réhabilitation de l'avenue Olivier Perroy pour un montant de 954 000 € TTC.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que toutes les pièces afférentes à ce dossier.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget d'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581212004, Nature 4581, Fonction 61, Autorisation de Programme 2021200400.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**



## **2022 CT2 266**

### **Lancement de l'opération d'aménagement du Parc d'activités technologiques du Tourillon - Approbation des principes d'aménagement et de la programmation**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

#### **1. Contexte :**

Situé au Sud-Ouest de la Commune d'Aix-en-Provence, le « Tourillon » s'étend à proximité immédiate du Domaine du Petit Arbois, limitrophe de la RD 65 au Nord et de la RD 543 à l'Est. Contigu à l'opération de la Duranne, il est intégré dans un important pôle économique au sud de l'agglomération aixoise, dans lequel le Technopôle de l'Arbois occupe une place prépondérante. L'ensemble des terrains, issus de l'ex-Syndicat Mixte de l'Arbois (SMA), est actuellement maîtrisé par la Métropole (soit une superficie totale de 45 ha), avec 3,3 ha appartenant à la Ville d'Aix.

Le secteur a été clairement identifié de longue date dans le PLU d'Aix-en-Provence comme une réserve foncière pour le développement économique, il est classé en zone 2AU et fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation détaillée.

Le Syndicat Mixte de l'Arbois, avant sa dissolution et son intégration à la Métropole Aix Marseille Provence, avait lancé des études urbaines en vue de la création d'une opération d'aménagement d'ensemble sur cet espace. Depuis la dissolution du SMA, le Territoire du Pays d'Aix a poursuivi les réflexions afin de mener à bien l'opération.

Le Tourillon représente en effet une opportunité majeure pour l'accueil d'entreprises innovantes, plus particulièrement dans les filières environnementales, avec une offre immobilière complémentaire à celle du Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée et bénéficiant de l'éco système des activités déjà existantes sur le secteur du Petit Arbois. Le Technopôle y accueille 900 salariés, 400 chercheurs et 300 étudiants (Master et doctorants), avec 110 entreprises innovantes et depuis fin 2016 une pépinière d'entreprises dédiée au secteur des technologies propres. Ce sont sur ces bases que le projet initié par le SMA a été construit, le nouveau projet se situe dans cette continuité.

#### **2. Objectifs :**

Afin d'offrir des solutions adaptées pour les start-ups en phase de croissance, il a été identifié un réel besoin d'une nouvelle offre de locaux spécialisés, tels que de petites chaînes de montage, des ateliers couplés avec des bureaux ou des laboratoires, afin de pouvoir se développer.

L'opportunité de développer un futur « parc technologique » sur le site du Tourillon pourra répondre aux nouveaux besoins immobiliers des start-ups créatrices d'emplois, et attirer de nouvelles entreprises leaders de l'économie verte. Enfin, il participera au rayonnement et à l'attractivité du territoire métropolitain, en proposant des aménagements exemplaires dans ce site sensible. Les objectifs du futur parc d'activités technologiques seront donc les suivants :

- Renforcer et affirmer le savoir-faire et les spécificités du Technopôle de l'Arbois et du Pays d'Aix autour des filières technologiques de la protection de l'environnement : les « Cleantech » ;
- Offrir au sein d'un périmètre contiguë l'ensemble du parcours résidentiel des Startup environnementales nées sur le Domaine du Petit Arbois et industrialisant leurs innovations sur le Tourillon, accompagnant le changement d'échelle de leurs activités par la création de nombreux emplois ;
- Attirer de nouvelles entreprises technologiques à forte valeur ajoutée spécialisées, avec des espaces d'ateliers et de bureaux, offre aujourd'hui très peu disponible sur le territoire ;
- Permettre l'implantation d'unités de petite production et d'assemblage, notamment pour les entreprises qui doivent passer d'un projet de recherche et de développement ou d'ingénierie à une phase de production, afin de répondre aux besoins de la filière cleantech / innovation / environnement / énergie ;
- Accueillir des entreprises innovantes souhaitant profiter de la proximité des pôles universitaires, de recherche et de compétitivité situés sur le Petit Arbois ;

Pour cela, le projet devra être :

- Innovant vis-à-vis des formes traditionnelles d'aménagement des zones d'activités économiques.
- Précurseur de nouvelles configurations de bâtiments d'activités.
- Dans une démarche à haute qualité environnementale : sobriété carbone, économies d'énergie, intégration paysagère...
- En cohérence avec les attentes du Territoire, des entreprises, et de leurs salariés.

#### **3. Programme :**

Les études urbaines, paysagères et environnementales menées en 2015 avaient permis d'arrêter les grandes bases du projet de parc d'activités. Sur la base du projet déjà esquissé, des études ont été engagées afin d'actualiser les conditions du développement du site du Tourillon, et

appréhender les potentialités compte tenu des enjeux économiques et environnementaux.

Dans un contexte où l'adaptation nécessaire au changement climatique et l'objectif zéro artificialisation nette des sols invitent à la sobriété foncière, le projet du Tourillon a pour ambition de dégager des solutions nouvelles de densification et d'optimisation foncière en proposant une nouvelle approche.

Dès lors, il a été confirmé un vrai potentiel destiné à l'accueil :

- ✓ D'activités technologiques à forte valeur ajoutée plutôt spécialisée innovation, environnement et/ou énergie avec des espaces d'ateliers et des bureaux en mezzanine, une offre aujourd'hui très peu disponible sur le territoire.
- ✓ En complément des locaux tertiaires à la recherche d'une adresse pratique pouvant profiter des écosystèmes économiques voisins, en complément d'une offre tertiaire « classique ».

Le profil des entreprises ciblées est de deux dimensions :

- ✓ Les endogènes, issues du territoire et dont l'activité est dédiée aux développements de savoir et de technologies permettant de protéger la planète, qui cherchent à se développer ou à quitter une offre locative ne répondant plus à leur stratégie.
- ✓ Les exogènes, attirées par la recherche d'un écosystème économique en lien avec les filières d'excellence du territoire et du Technopôle de l'Arbois.

La nécessaire prise en compte des problématiques liées à l'accessibilité au site et au risque feu de forêt conduisent à réduire l'emprise du projet. L'aménagement du Tourillon va donc se concentrer sur un périmètre plus restreint, d'environ 8,5 hectares aménageables, pour un potentiel d'environ 45 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher, avec la possibilité de découper l'opération en deux phases de part et d'autre de The Camp. C'est ainsi que la programmation retenue se décompose en une offre complémentaire de :

- 33 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher dédiées aux activités technologiques à forte valeur ajoutée sur des locaux d'activités mixtes et technologiques.
- 8 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher dédiées aux locaux tertiaires supérieurs.
- Avec en complément, une centralité regroupant une offre de services aux entreprises : restauration, coworking, salles, détente, etc....

Il s'agira également de privilégier l'immobilier clé en main, tant en accession qu'en location, destiné à des utilisateurs finaux, et permettant de mobiliser le foncier pour des projets très qualitatifs et ciblés. La spécialisation souhaitée du Tourillon permettra également d'augmenter les possibilités de mutualisation en installant des entreprises ayant des problématiques communes, en matière de services supports ou de synergies.

Les grands principes développés dans la conception de l'aménagement seront les suivants :

- Aménager une desserte optimisée qui vient se greffer en continuité du maillage viaire existant et qui prend en compte les contraintes liées aux réseaux et à la topographie.
- Affirmer l'esprit campus par une trame verte étendue sur les espaces publics comme sur les parcelles privées, par des percées visuelles au travers des secteurs urbanisés et par une diversité des modes actifs en lien avec les différents usages du secteur.
- Composer avec la sensibilité environnementale du site (faune/flore).
- Préserver les zones de ruissellement en générant des coulées vertes inconstructibles.
- Réduire la vulnérabilité du site par des moyens collectifs de défense les contre les feux de forêt (dans le contexte du PPRIF en cours d'élaboration).

Ce positionnement nécessitera donc de penser le projet en mode « quartier d'activités » et non comme une « zone d'activités » banalisée. Le site du Tourillon demeure un site exceptionnel, une des dernières réserves foncières dédiée au développement économique sur la commune d'Aix-en-Provence. Il ressort des diagnostics et des propositions initiées lors des dernières études que les solutions de développement doivent être vertueuses, durables et exemplaires, afin de répondre aux besoins des entreprises et startups de la « Cleantech » en phase d'accélération et de maturation au sein du Technopôle de l'Arbois.

Le comité de pilotage qui s'est réuni le 9 juin 2022 a validé ces grands principes et souhaité engager la réalisation de ce parc technologique dans le prolongement du Technopôle de l'Arbois.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° N° FBPA-063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix et la Ville d'Aix souhaitent développer sur le Tourillon un parc technologique dédié aux entreprises innovantes qui serait le complément et l'extension du Technopôle de l'environnement existant et dans la continuité des activités déjà existantes sur le Petit Arbois.
- Que le Comité de Pilotage qui s'est réuni le 9 juin 2022 a donné un avis favorable au lancement de cette opération.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Approuve les principes d'aménagement décrits, les objectifs et les éléments programmatiques pour le développement du Tourillon, tels que définis dans l'exposé qui précède.

##### **Article 2 :**

Approuve le lancement opérationnel du projet de Parc d'activités technologiques du Tourillon dans le cadre de la poursuite du développement du Technopôle de l'environnement notamment la continuité des études préalables nécessaires à la mise en œuvre de l'opération.

##### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Interventions économiques**

### **2022 CT2 267**

**AVIS - Approbation d'une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage à conclure avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réhabilitation de la pépinière CleanTech sur le Technopôle de l'Arbois**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Géré par la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Technopôle de l'Arbois est le premier Technopôle de France dédié à l'environnement.

Le Technopôle de l'Arbois est dédié à l'accueil et l'accompagnement de chercheurs, d'étudiants, d'entrepreneurs et de structures d'aide à l'innovation (comme les Pôles de compétitivité), dont l'activité porte sur le thème de la protection de l'environnement.

En 2022, le Technopôle compte plus d'une centaine d'organismes implantés sur le site, parmi eux : onze laboratoires publics de recherche, sept plateformes technologiques (dont cinq labellisées Equipement d'excellence), l'Ecole Doctorale « Sciences de l'environnement » et le Master « Science de l'environnement terrestre » d'Aix-Marseille Université, mais aussi 91 entreprises innovantes réparties au sein de la Pépinière #CleanTech (44 Startups) et au sein des dix hôtels d'entreprises pour les plus développées, et enfin, les structures d'aide à l'innovation, comme les Pôles de compétitivité

Capenergies, Safe Cluster et Ea éco-entreprises.

Ainsi, quotidiennement, ce sont 1 500 personnes qui fréquentent le site.

Depuis les premières réhabilitations de bâtiments de l'ancien sanatorium, les besoins en immobilier des entreprises ont notablement évolué ; tant sur le type d'activité (de prestations intellectuelles vers de la petite fabrication) que sur la capacité de celles-ci à faire face à un besoin en locaux inhérents à leurs besoins.

L'un des objectifs du Technopôle consiste à accompagner chacune des entreprises présentes dans ses perspectives de croissance en proposant un immobilier adapté à chaque étape de son évolution et faire du territoire un lieu de croissance économique, de création de richesse et d'emplois. C'est tout particulièrement le cas des start-ups présentes dans la pépinière CleanTech.

Faisant partie, dans les années 90, des premières réhabilitations de l'ancien sanatorium, le bâtiment accueillant la pépinière CleanTech se trouve aujourd'hui 30 ans après, désuet à la fois sur sa fonctionnalité, l'organisation des espaces, comme sur le service proposé et vétuste compte tenu de l'ancienneté des installations techniques, quand bien même certaines parties communes ont été réaménagées récemment.

Afin de pallier ces carences, la Métropole s'est appuyée sur les compétences de la SPLA Pays d'Aix Territoires en lui confiant, par délibération du Bureau de la Métropole du 4 juin 2021, une convention de mandat d'études pour la réhabilitation et la création d'immobiliers d'entreprises sur la ZAC du Petit-Arbois, dont la pépinière CleanTech. Les missions ainsi confiées avaient pour objet de formaliser les besoins, de définir la consistance des travaux, le montant de ceux-ci ainsi qu'un échéancier d'exécution.

Un comité de pilotage constitué du Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et du Vice-Président délégué au développement économique, chargé du suivi et de la validation des études, a conclu, après présentation de celles-ci, à l'opportunité de la réhabilitation du bâtiment de la pépinière CleanTech, puis a arrêté le programme ainsi que l'enveloppe prévisionnelle de l'opération.

En vue de la mise en œuvre des décisions du comité et au regard de l'organisation de la direction du Technopôle de l'Arbois, il s'avère nécessaire de confier à la SPLA Pays d'Aix Territoires un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réhabilitation de la pépinière CleanTech pour un montant de 3.822.500 € H.T, soit 4.587.000 € T.T.C, y compris la rémunération du Mandataire qui est de 180 000€ H.T., soit 216 000€ T.T.C.

En effet, l'article L.2422-5 du Code de la commande publique autorise un maître d'ouvrage public à confier à un mandataire par contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage, en son nom et pour son compte, tout ou partie des attributions qui sont déléguables.

En outre, le mandataire étant une Société Publique Locale d'Aménagement, et la Métropole Aix-Marseille-Provence étant actionnaire de la SPLA, la présente convention de mandat de maîtrise d'ouvrage sera attribuée sans publicité, ni mise en concurrence, conformément aux dispositions des articles L. 2511-1 et suivants du Code de la commande publique.

Pour cela, le mandataire se verra confier les missions de :

- Définition des conditions administratives, juridiques et techniques selon lesquelles les ouvrages seront réalisés,
- Organisation et mise en œuvre de la procédure de consultation et de désignation des Maîtres d'œuvre,
- Signature des marchés inférieurs à 40 000 € HT et gestion des marchés de Maîtrise d'Œuvre, analyse et avis sur les documents d'étude produits et versement de la rémunération du Maître d'œuvre après contrôle d'avancement,
- Préparation du choix, signature et gestion des marchés d'études ou de prestations intellectuelles (contrôle technique, SPS, OPC, géotechnique, géomètre...) et versement des rémunérations correspondantes,
- Définition du mode de dévolution des travaux, organisation et mise en œuvre de la procédure de consultation des entreprises, contrôle technique et administratif, avec analyse et avis, des Dossiers de Consultation des Entreprises,
- Préparation du choix, signature des marchés inférieurs à 40 000 € HT et gestion des marchés de travaux, suivi de leur exécution, versement de rémunération correspondante, réception des travaux,
- Gestion administrative, financière et comptable de l'opération,
- Action en justice,
- Préparation, participation et suivi des comités de pilotage ainsi que toute action éventuellement nécessaire à la communication du mandant (panneau d'information, réunion publique, etc..).

Le plan de financement s'appuiera sur des demandes de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône dans le cadre du dispositif du plan partenarial et de l'Etat au titre de la Dotation de Soutien pour l'Investissement Local. Celles-ci pourront porter jusqu'à 70 % du montant de l'investissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FB 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Les avantages opérationnels à conclure avec la SPLA Pays d'Aix Territoires une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réhabilitation de la pépinière CleanTech du Technopôle de l'Arbois.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage à conclure avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réhabilitation de la pépinière CleanTech du Technopôle de l'Arbois pour un montant évalué à 3.822.500 euros H.T, soit 4.587.000 euros T.T.C, y compris la rémunération du Mandataire d'un montant de 180 000 euros H.T., soit 216 000 euros T.T.C.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document y afférent, nécessaire à sa mise en œuvre.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162904, Nature 4581, Fonction 61, autorisation de programme DI9047.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 268**

**AVIS - Approbation d'une convention de mandat d'études pour l'actualisation du dossier de réalisation de la ZAC du Petit-Arbois à Aix-en-Provence**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Géré par la Métropole Aix-Marseille Provence, le Technopôle de l'Arbois est le premier technopôle de France dédié à l'environnement.

Le Domaine du Petit-Arbois constitue le cœur du Technopôle. Initié à partir d'un ancien sanatorium datant des années 1930 désaffecté et dont les bâtiments ont été réhabilités, ce projet vise à accueillir dans un même lieu, des laboratoires de recherche et centres d'enseignement supérieur publics, avec des entreprises technologiques et ainsi favoriser par l'animation et l'accompagnement de ces acteurs le développement de savoirs et d'innovations en faveur de la protection de l'homme et de l'environnement.

Pour atteindre cet objectif, il a été confié au Technopôle en matière d'immobilier, deux missions, celle d'aménageur et celle de constructeur-bailleur. Il s'agit, dans le premier cas, d'assurer la viabilisation des emprises des futures constructions, ainsi que l'aménagement et l'équipement des espaces extérieurs.

Le dispositif d'urbanisme choisi pour la mise en œuvre du projet est la création d'une Zone d'Aménagement Concerté d'une superficie de 75 Ha dotée d'une constructibilité de 60 000 m<sup>2</sup> de plancher et dont le mode de réalisation choisi est la régie directe. Ces dispositions ont été approuvées lors de sa création par arrêté préfectoral le 25 novembre 1994.

Suite à la création, la phase réalisation de la ZAC consistait, lors de son approbation le 24 décembre 1997, à définir les règles d'urbanisme prévalant sur la zone, les équipements publics à réaliser ainsi que les modalités de financement de ceux-ci.

En pratique, cela veut dire que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux consécutifs à la création des infrastructures, de voiries (dont les parcs de stationnement inhérents aux bâtiments), des réseaux humides (alimentation en eau potable, eaux usées, eaux pluviales, arrosage), dont la défense extérieure contre les incendies et la rétention pluviale, du génie civil, des réseaux secs (électricité, gaz, télécommunication) dont les postes de distribution publique et l'éclairage public, et des espaces verts.

Il s'agira donc de planifier pour chaque nouvelle construction, la tranche de travaux nécessaire à la viabilisation du tènement sur lequel elle se trouve, ainsi que les infrastructures communes à l'ensemble de la zone. Leur complète exécution emportera l'achèvement de la ZAC.

Chaque dépense, se doit d'être inscrite dans un bilan d'opération, et les futures devront faire l'objet d'un échelonnement dans le temps en fonction des projets de construction à réaliser.

Depuis 1997, plusieurs réformes législatives ont modifié le Code l'urbanisme et les modalités de réalisation d'une ZAC, et d'autres décisions ont elles aussi défini de nouvelles contraintes ; à savoir un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 15 mars 2018 pour la réalisation de bassins de récupération et d'infiltration des eaux pluviales de la ZAC, limitant la constructibilité par bassins versants et l'arrêté d'autorisation de défrichement en date du 7 novembre 2021, restreignant les espaces urbanisables.

En conséquence, il y a lieu d'actualiser le contenu du dossier de réalisation, en procédant aux études nécessaires à l'établissement des nouveaux documents qui doivent y être incorporés.

Compte-tenu de l'organisation des services du Technopôle, et afin d'accroître son efficience, la Métropole souhaite s'appuyer sur les compétences

de la SPLA Pays d'Aix Territoires en lui confiant un mandat d'études par convention.

Celui-ci s'inscrit dans un mandat d'aménagement prévu à l'article L.300-3 du Code de l'urbanisme qui permet de confier des missions spécifiques à un mandataire au nom et pour le compte du mandant. Ce dernier conserve ses prérogatives de maître d'ouvrage et notamment la définition du programme des travaux et le contrôle de leur exécution.

Le coût global des études est évalué à 184 350 € HT, soit 221 220 € TTC comprenant le montant de la rémunération forfaitaire de la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'exécution de sa mission établie à 69 350 € HT, soit 83 220 € TTC.

Pour cela, le mandataire se verra confier les missions de préparation, de passation et d'exécution des marchés publics au nom et pour le compte de la Métropole, pour une actualisation du Programme des Equipements Publics, du projet global des constructions à réaliser et une actualisation des modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement avec un planning financier actualisé des recettes et dépenses échelonné dans le temps.

Les détails ainsi que les modalités d'exécution de cette prestation sont déclinés dans la convention de mandat ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique et notamment les articles L. 2511-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L. 300-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de confier à la SPLA Pays d'Aix Territoires », un mandat d'études pour l'actualisation du dossier de réalisation de la ZAC du Petit-Arbois à Aix-en-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de mandat d'études à conclure avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'actualisation du dossier de réalisation de la ZAC du Petit-Arbois sur le site du Technopôle de l'Arbois pour un montant évalué à 184 350 euros HT, soit 221 220 euros TTC comprenant le montant de la rémunération forfaitaire de la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'exécution de sa mission établie à 69 350 euros HT, soit 83 220 euros TTC.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162904, Nature 4581, Fonction 61, autorisation de programme DI9046.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 269**

**Attribution de subventions aux associations à caractère économique**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'aide aux acteurs économiques de proximité fait partie des outils de développement économique retenus par le Pays d'Aix.

A ce titre, ce dernier propose de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique :

**1. LA CREATION ET LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES,**

Ces associations ont pour vocation de proposer une assistance et un accompagnement aux porteurs de projets. Elles proposent un éventail de dispositifs capables d'évaluer la faisabilité du projet, sa fiabilité, sa viabilité... et permettent ainsi de limiter les risques d'échecs.

Chaque association a sa spécificité et une bonne connaissance des acteurs ce qui leur permet de cerner les besoins du porteur de projet et de le diriger jusqu'à son interlocuteur privilégié.

**2. LE SOUTIEN A L'INNOVATION ET AUX FILIERES D'EXCELLENCE,**

La politique de soutien aux filières d'excellence se caractérise par une politique d'accompagnement des pôles de compétitivité, structures créées à l'initiative de l'Etat. Mise en place en 2005, la politique des pôles de compétitivité a pour objectif de renforcer la compétitivité de l'économie française et de développer la croissance et l'emploi.

Elle encourage les démarches partenariales entre trois acteurs clés de l'innovation (les entreprises, les établissements de recherche et les organismes de formation), autour d'une stratégie commune, sur une thématique et un territoire donnés.

**3. LE DEVELOPPEMENT DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES**

Ces associations ont pour vocation de tisser sur les principales zones d'activités des réseaux d'échanges et d'informations, de mutualiser les offres de services (déchets, transports, sécurité, emplois...). Elles sont indispensables au bon fonctionnement d'une zone.

**4. ANIMATIONS, COMMUNICATION, EVENEMENTS A CARACTERE ECONOMIQUE**

Il s'agit de permettre à certaines associations de maintenir des événements associant le monde économique et qui procèdent de façon indirecte au rayonnement du Territoire.



Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de **20 000 € aux trois associations suivantes** :

N°	Association	Type de subvention	Objet de l'action	Budget prévisionnel	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Conv ou/ non
<b>AXE 1 : La création et développement des entreprises</b>							
000001297	AUTOMOBILE CLUB AIXOIS	Action	Organisation d'actions à portée économique visant à stimuler la créativité et l'engagement des acteurs économiques sur le Territoire du Pays d'Aix.	20 000 €	10 000 €	7 000 €	non
<b>AXE 4 : ANIMATIONS, COMMUNICATION, EVENEMENTS A CARACTERE ECONOMIQUE</b>							
hors guichet unique	Groupe des industriels de la haute vallée de l'Arc	Action	Célébration des 60 ans de présence industrielle dans la Haute Vallée de l'Arc depuis la création de sa zone d'activité, une des plus anciennes de la région.	36 000 €	10 000 €	10 000 €	non
000001187	CEA CADARACHE	Action	Organisation de l'édition 2022 du « workshop Phisic » (événement récurrent regroupant tous les 18 mois les grands acteurs académiques et industriels en provenance du territoire métropolitain, de France et d'Europe pour échanger sur les avancées dans le domaine de la sécurité matérielle. Evénement initié par l'équipe commune de recherche du CEA/Mines Saint Etienne (MSE)).	16 800 €	3 000 €	3 000 €	non
						20 000 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, il est précisé que :

- La subvention versée au CEA de Cadarache fera l'objet d'un seul versement, sitôt effectué le contrôle de légalité de la délibération afférente par les services préfectoraux.

L'association a pour obligation de transmettre au plus tard dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice 2022 :

- un compte de résultat final signé par le Président et le Trésorier
- un rapport qualitatif et quantitatif de l'action subventionnée
- Les subventions versées au Groupement des industriels de la Haute Vallée de l'Arc et à l'Automobile Club Aixois, feront l'objet de deux versements soit :
  - un acompte de 80 % une fois la délibération exécutoire ;
  - le solde de 20 % après production du compte de résultat final, signé par le Président et le Trésorier, et du rapport qualitatif et quantitatif de l'action subventionnée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2010-A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;
- La délibération n°FB 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 9 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant :**

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

**Délibère**

#### Article 1 :

Est attribué aux trois associations suivantes un montant total de subventions de 20 000 € réparti comme suit :

- Automobile Club Aixois 7 000 €
- Groupement des Industriels de la Haute Vallée de l'Arc 10 000 €
- CEA de Cadarache 3 000 €

#### Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

#### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.



## Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2022 CT2 270**

#### **Aide à l'immobilier - Attribution d'une subvention au bénéfice d'une opération d'investissement sur le Pays d'Aix**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Mis en place par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du Territoire. Il consiste en effet à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités.

L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui donne lieu à l'établissement d'une convention, ne peut dépasser le taux d'intervention de 20% pour les petites entreprises et 10% pour les moyennes entreprises. En zone d'aide à finalité régionale (AFR), ces proportions peuvent atteindre 30% pour les petites entreprises et 20% pour les moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10%. Par ailleurs, l'aide est plafonnée à 200 000 euros par entreprise.

Cette aide est notamment conditionnée par le maintien, sur le territoire métropolitain, de l'activité de l'entreprise pendant une certaine durée, par la création ou le maintien d'emplois et par l'inscription du projet dans une démarche de qualité environnementale ou, à défaut, par la réalisation

d'investissements favorisant les économies d'énergies ou basés sur les énergies renouvelables.

### 1. Présentation des sociétés

Le présent projet immobilier est porté par deux entreprises en forte croissance qui souhaitent construire un bâtiment et s'installer ensemble sur le Pôle Yvon Morandat à Gardanne. Elles représentent respectivement les filières de l'Energie et du Numérique. Les deux sociétés sont déjà liées via leurs actionnaires.

**NOVAFRANCE ENERGY**, créée en 2018 par des porteurs ayant des expériences significatives dans les énergies renouvelables, innove sur le marché des énergies renouvelables en développant des solutions photovoltaïques dédiées spécifiquement au bien-être animal. A l'issue d'une phase de recherche et développement de plusieurs mois, en partenariat avec les éleveurs et les acteurs de la filière avicole, NOVAFRANCE ENERGY a en effet créé « l'abri à volailles photovoltaïque ». Avec près de 40 projets autorisés depuis fin 2019, le concept s'avère très prometteur. Les spécifications techniques et agricoles de l'abri ainsi que son implantation sur le parcours sont dimensionnées pour s'adapter au mieux aux conditions de l'élevage.

Ce concept présente plusieurs atouts :

- protection contre le soleil, la chaleur et les intempéries, réduction du stress thermique ;
- création de zones de repli pour les volailles, protection contre les prédateurs aériens ;
- une mobilité renforcée des volailles par l'implantation de plusieurs abris répartis sur le parcours, qui servent de repères et de guide ;
- une meilleure répartition des déjections, baisse de la pression microbes/parasites ;
- un développement musculo-squelettique optimisé ;
- l'amélioration de l'image des élevages par l'optimisation du bien-être animal ;
- l'optimisation des revenus de l'éleveur : un revenu amélioré par une production plus qualitative, revenu complémentaire par un loyer annuel versé par NOVAFRANCE ENERGY.

L'implantation du siège de NOVAFRANCE ENERGY sur le site du Puits Morandat permettra d'héberger, au plus près de leurs fondateurs, les équipes de développement, les équipes d'ingénierie technique et les équipes d'exploitation.

NOVAFRANCE ENERGY emploie aujourd'hui dix-sept personnes, dont douze basées à Meyreuil et cinq à Nantes, et réalise un chiffre d'affaires de 1,53 M€. A noter que la filiale NOVAFRANCE CONSTRUCTION emploie quant à elle trois personnes basées également à Meyreuil. Une dizaine de personnes supplémentaires devrait être embauchée dans les trois ans à venir pour porter l'effectif sur Gardanne à 30 personnes environ à l'horizon 2025.

La société **CALINDA SOFTWARE**, créée en 2007, relève quant à elle du domaine numérique. Située aujourd'hui dans le centre de Marseille, la société développe des solutions logicielles collaboratives et des offres sur mesure pour la gestion de contrats. Elle a créé en 2014 une solution innovante de signature électronique intelligente, commercialisée sous la marque « Sell & Sign », utilisée aujourd'hui par 500 clients réguliers. Ce produit comprend un suivi des documents et un archivage daté et sécurisé, en adéquation avec la réglementation en vigueur.

CALINDA SOFTWARE a obtenu dès 2009 le Grand Prix de l'Innovation à l'échelle régionale, pour son innovation de rupture. Un budget important est consacré tous les ans à la R&D.

L'entreprise emploie actuellement 35 salariés dont 8 alternants. L'effectif devrait passer à 45 d'ici fin 2025. CALINDA SOFTWARE réalise un chiffre d'affaires de 1,87 M€.

## 2. Le projet immobilier

Les deux entreprises ont décidé, via la S.C.I. commune NOVASIGN, de procéder à l'acquisition d'un terrain au Pôle Morandat à Gardanne et de faire construire un bâtiment d'activité adapté à leurs besoins. Leur candidature a été retenue par le comité d'agrément dès le 11 octobre 2019, mais le projet a été retardé par la crise sanitaire.

Les deux entreprises ont prévu de construire un bâtiment d'activité de 2.000 m<sup>2</sup> sur deux niveaux. Le premier niveau abritera 4 plateaux modulables de 240/250 m<sup>2</sup> donnant sur deux terrasses, le second étage sera divisé en 2 plateaux modulables de 454 m<sup>2</sup> et sera doté de deux terrasses. Les 75 places de stationnement seront aménagées en dessous et autour du bâtiment.

Avec ses nombreux dispositifs d'optimisation environnementale (géothermie, panneaux solaires, échangeur thermique, récupération des eaux de pluie, pergola végétale, rafraîchissement par le vent, perméabilité au soleil/occultation selon les saisons), le projet vise le label BDM Argent.

Le permis de construire a été accordé le 20 septembre 2021, le certificat de non-recours a été délivré le 5 avril 2022.

Chacune des sociétés occupera dans un premier temps 30 % des locaux et 27 places de parking. Les lots restants seront proposés à la location, avant d'être utilisés pour des extensions.

Le compromis de vente du terrain a été signé, la vente devrait être réalisée prochainement. Le planning des travaux prévoit un démarrage en septembre 2022, en vue d'une réception à la fin de l'année 2022.

Le coût de cette opération immobilière est chiffré à 3 544 638 € HT dont 435 620 € pour l'acquisition du terrain. Au vu du règlement métropolitain d'aide à l'immobilier, qui ne retient que certains postes de dépenses pour le calcul de l'assiette éligible, celle-ci

s'élève à 3 166 714 €. Or, compte-tenu du projet de location de 40 % de la surface, il conviendra de retenir 60 % de l'assiette soit un montant de 1 900 028 € HT.

La S.C.I. NOVASIGN procédera à la signature de baux de location avec la S.A.S. CALINDA SOFTWARE d'une part et la S.A.S. NOVAFRANCE ENERGY d'autre part.

Sur cette base, il est proposé de soutenir ce projet à hauteur de 180 000 €, montant représentant 9,47% d'une assiette éligible de 1 900 028 €. La subvention sera versée à la S.C.I. qui la répercutera sur les sociétés d'exploitation, sous forme de baisses de loyer.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi, agriculture du 9 juin 2022.

### Où le rapport ci-dessus,

### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

### Considérant

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises.
- Que par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 ont été approuvés le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises sous forme de subvention et le règlement d'attribution y afférent.

- Que les sociétés NOVAFRANCE ENERGY et CALINDA SOFTWARE ont sollicité une aide en bonne et due forme.
- Que la Métropole entend y répondre favorablement.
- Que dans la mesure où le montage intègre une société civile immobilière ou autre société de portage, la subvention est, conformément au règlement d'attribution, versée à celles-ci.

#### Délibère

##### Article 1 :

Est attribuée une subvention d'aide à l'investissement immobilier de 180 000 € à la S.C.I. NOVASIGN, soit 9,47 % de l'assiette éligible, au titre de la construction d'un bâtiment sur le Pôle Yvon Morandat à Gardanne, pour le compte de la S.A.S. NOVAFRANCE ENERGY et de la S.A.S. CALINDA SOFTWARE.

##### Article 2 :

Est approuvée la convention correspondante, annexée au rapport.

##### Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à cette délibération.

##### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opérations budgétaires 4581212014, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme 2021201400.

#### Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

##### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

##### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

##### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Développement économique et emploi – Emploi et formation

### 2022 CT2 271

#### **AVIS - Approbation des nouveaux tarifs de vente de produits et services du Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance, dont l'organisme gestionnaire est la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Désormais situé 200 rue Maurice Estrangin (Plan d'Aillane Les Milles) à Aix-en-Provence, le CFA du Pays d'Aix accueille plus de 1 000 apprentis qui suivent des formations en alternance, en général pendant 2 ans, dans les secteurs de l'automobile, du goût et du service.

Il proposera 27 formations diplômantes à la rentrée 2022 pour les métiers de mécanicien auto, peintre auto, carrossier auto, fleuriste, esthéticien, coiffeur, pâtissier, pâtissier – glacier – chocolatier – confiseur spécialisé, boulanger, cuisinier, cuisinier en dessert de restaurant, serveur de restaurant, vendeur alimentaire et non alimentaire, commercial (bac+2).

Dans le cadre de ses missions de formation, le CFA du Pays d'Aix met notamment en œuvre des ateliers pédagogiques, au cours desquels les apprentis développent leur savoir-faire. Les productions ou les services issus et déployés par ces ateliers, les heures de formation professionnelle dispensées à divers publics, demandeurs d'emploi, contrats de professionnalisation, etc., ainsi que la location de salles, d'ateliers, la mise à disposition de matériels pédagogiques ou toute prestation de services liée à l'activité de formation et de partenariat avec le monde professionnel du CFA nécessitent une délibération de la Métropole Aix Marseille Provence définissant leurs tarifs.

##### Produits ou services

Ces tarifs respectent deux principes :

1 – Ils doivent correspondre à minima au coût des matières premières engagées pour les productions et aux coûts de fonctionnement et d'amortissement réels du CFA, calculés au plus juste.

2 – Ils ne peuvent ni tenir compte du temps passé à la réalisation par les apprenants (main d'œuvre), qui est considéré comme de la formation professionnelle, ni comporter de marge commerciale, mais refléter au plus près le coût réel pour le CFA du Pays d'Aix.

Ce faisant, le CFA du Pays d'Aix n'utilise pas la présence des apprenants pour tirer un quelconque bénéfice de leur temps de travail, celui-ci étant exclusivement dû à leur employeur.

#### Actions de formation professionnelle hors apprentissage

Concernant les formations professionnelles hors apprentissage, les paiements s'échelonnent au choix du débiteur selon trois options possibles :

1 – Le paiement complet la première semaine de la formation, avec production de facture.

2 – Le paiement trimestriel à chaque première semaine de chacun des trimestres, avec production de factures.

3 – La moitié du paiement complet réglée en acompte avant le début de la formation, et le solde la première semaine du dernier trimestre de formation, avec production de factures.

En fonction des situations sociales ou des niveaux de prise en charge du coût des formations par les partenaires de la formation professionnelle, un tarif réduit de 25 à 50 % peut être appliqué sur demande auprès de l'autorité territoriale.

En cas de rupture du contrat d'apprentissage, le statut de l'apprenti devient celui de « stagiaire de la formation professionnelle ». Le centre de formation prend les dispositions nécessaires pour lui permettre de suivre sa formation théorique pendant six mois et contribue à lui trouver un nouvel employeur susceptible de lui permettre d'achever son cycle de formation. L'opérateur de compétences continue à verser le montant de prise en charge fixé par le coût contrat initial au centre de formation d'apprentis, pour une durée maximale de six mois, selon les modalités fixées par la loi et ses décrets d'application.

#### Prêt d'un équipement informatique à des apprentis

Le forfait de premier équipement aux apprentis a été récemment étendu à l'achat de matériels informatiques pour les Centres de Formation d'Apprentis, dans le cadre du plan de relance mené par le gouvernement. Cette extension peut être mise en œuvre de deux manières.

Il est désormais possible, lorsque la formation requiert un équipement spécifique en lien direct avec son exécution, de financer ce matériel dans le cadre du forfait d'aide au premier équipement d'apprenti (APEA) et la propriété en revient à l'apprenti. Le montant est fixé par chaque OPCO, dans la limite de 500 euros par apprenti.

Une seconde procédure permet également au CFA de choisir de mettre à disposition des apprentis du matériel informatique dans le cadre de la formation à distance, sans distinction de formation. Dans ce cas de figure, le CFA reste propriétaire du matériel.

Ce prêt de matériel aux apprentis, prévu dès la rentrée 2022, se traduira par une convention de mise à disposition et par un dépôt de caution de l'apprenti auprès de la Régie de recettes du CFA, d'un montant maximum de 100 euros.

#### Remplacement des puces perdues à la charge des apprenants

Une puce RFID 1k est fournie à chaque apprenant lors de son inscription. Cette puce, adossée au livret d'apprentissage ou collée sur une carte magnétique, lui permet d'accéder à l'établissement et aux différents espaces dédiés.

En cas de perte, l'apprenant devra supporter le coût de son remplacement fixé à 5 euros l'unité, correspondant à la décomposition suivante : 2 euros le prix d'achat unitaire par l'établissement, et 3 euros de coût de gestion. La somme sera perçue par le régisseur titulaire de la Régie de Recettes du CFA.

Du respect de ces principes résultent des tarifs proposés dans les tableaux joints en annexe, comportant les tarifs actuels et les tarifs proposés, pour un budget prévisionnel 2022 de 45 000 euros en produits et services de restauration, locations et mises à disposition et de 65 000 euros en services de formation professionnelle.

L'entrée en vigueur des nouveaux tarifs de produits et services est fixée au 1<sup>er</sup> septembre 2022.

L'entrée en vigueur des nouveaux tarifs de formation professionnelle est fixée au 1<sup>er</sup> septembre 2022.

Deux tableaux de tarifs sont joints en annexes, pour des recettes prévisionnelles maximales de 215 000 euros en 2022 (45 000 euros en produits / services de restauration, locations et mises à disposition ; et 170 000 euros en services de formation professionnelle).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail, articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis et les articles L6222-12-1, L6222-18-2, L6332-14, L6332-25 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 sur la liberté de choisir son avenir professionnel, et ses décrets d'application ;
- Le décret n°2020-1086 du 24 août 2020 relatif à la prise en charge financière de la période de formation en centre de formation d'apprentis des personnes en recherche de contrat d'apprentissage ;

- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la dernière révision des tarifs a été approuvée par délibération n°20/16210/CM du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020.
- Qu'il convient d'actualiser les tarifs du CFA du Pays d'Aix afin de refléter au plus juste les coûts de matières premières, de fonctionnement et d'amortissement des produits et services fournis par l'activité de formation professionnelle.
- Qu'il convient d'actualiser les modalités de perception de recettes prévues dans le cadre de la formation professionnelle hors apprentissage.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés les nouveaux tarifs de vente de produits, services et actions de formation professionnelle hors apprentissage applicables au Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix tels que présentés dans les tableaux ci-annexés.

**Article 2 :**

Sont approuvés les versements de recettes provenant des opérateurs de compétences pour la formation professionnelle, dans le cas d'apprentis placés en situation de « stagiaire de la formation professionnelle », selon les modalités légales.

**Article 3 :**

Sont approuvés le principe de l'établissement de conventions de mise à disposition de matériels informatiques aux apprentis, et le dépôt de caution d'un montant maximal de 100 euros auprès de la régie de recettes du CFA.

**Article 4 :**

Les tarifs ci-annexés seront appliqués à compter du 1er septembre 2022 pour les produits et services, et pour les services de formation professionnelle, jusqu'à leur prochaine révision.

**Article 5 :**

Les recettes de fonctionnement correspondantes seront constatées :

- pour les produits et services de restauration, locations et mises à disposition sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement, chapitre 70, fonction 26, nature 7018.
- pour les services de formation professionnelle sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement, chapitre 70, fonction 256, nature 70688.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 272**

**AVIS - Approbation de la carte de formation 2022-2023 du Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance géré par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Créé en 1979 et longtemps situé dans le quartier du Jas de Bouffan à Aix-en-Provence, le CFA du Pays d'Aix a déménagé aux Milles en juin 2020 dans un bâtiment conçu et construit pour son activité. Désormais situé au 200 rue Maurice Estrangin, le Centre accueille en 2022 plus de 1 000 apprentis, accompagnés par une équipe administrative et technique de 28 agents métropolitains et 54 enseignants formateurs.

L'établissement propose de nombreuses formations en alternance pour préparer des diplômes de niveau 3 (infra bac), 4 (bac) et 5 (bac+2), dans trois secteurs

d'activités : l'automobile, le goût et les services.

La loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 sur la liberté de choisir son avenir professionnel a profondément modifié l'univers de l'apprentissage et de l'alternance et a stimulé la concurrence de ce secteur, jusqu'à doubler le nombre de CFA sur le territoire régional en moins de quatre ans.

Dans ce contexte, le CFA du Pays d'Aix compte maintenir son dynamisme et son attractivité, pour répondre aux besoins de formation et de professionnalisation des jeunes et des publics en recherche d'emploi, tout en conservant sa vocation d'insertion sociale. L'établissement demeure constamment à l'écoute des branches professionnelles et des entreprises du territoire pour identifier les besoins des employeurs (automobiles, secteur floral, service en restaurant), capter les formations en devenir (projet de caféologie) ou accompagner des projets particuliers (former des adultes atteints d'autisme).

En septembre 2022, le CFA du Pays d'Aix proposera ainsi une carte de formation de 27 parcours du niveau 3 au niveau 5, dont 4 nouveaux diplômes.

#### Secteur automobile

1 – CAP (certificat d'aptitude professionnelle) Réparation des carrosseries – niveau 3 \*

2 – CAP Maintenance de véhicules automobiles option A voitures particulières – niveau 3

3 – CAP Peinture en carrosserie – niveau 3

4 – MC (Mention Complémentaire) Maintenance des systèmes embarqués de l'automobile - niveau 4

5 – Bac Pro Maintenance des véhicules option A voitures particulières – niveau 4

\* déclinaison de cette formation sur un format en 1 an

#### Nouvelles formations en septembre 2022

6 – CAP Maintenance de véhicules automobiles option C motocycles – niveau 3

7 – CQP (Certificat de Qualification Professionnelle) Mécanicien automobile – niveau 3

8 – CQP Carrossier peintre – niveau 4

#### Secteur du goût

9 – CAP Boulanger – niveau 3

10 – CAP Commercialisation et services hôtel café restaurant – niveau 3 – en 1 ou 2 ans\*

11 – CAP Cuisine – niveau 3 – en 1 ou 2 ans

12 – CAP Pâtisserie – niveau 3

13 – BP (Brevet Professionnel) Arts du service et commercialisation en restauration – niveau 4

14 – BP Arts de la cuisine – niveau 4

15 – MC Cuisinier en desserts de restaurant – niveau 4

16 – MC Pâtisserie glacerie chocolaterie confiserie spécialisées – niveau 4

\* option caféologie / barista à l'étude

#### Secteur des services

17 – CAP Métiers de la coiffure – niveau 3

18 – BP Coiffure – niveau 4

19 – CAP Esthétique cosmétique parfumerie – niveau 3

20 – BP Esthétique cosmétique parfumerie – niveau 4

21 – BM (Brevet de Maîtrise) Esthéticien cosméticien – niveau 5

22 – CAP Fleuriste – niveau 3

23 – BP Fleuriste – niveau 4

24 – BM Fleuriste – niveau 5

25 – CAP Equipier polyvalent du commerce – niveau 3

26 – Bac professionnel Métiers de la vente et du commerce option A – niveau 4

#### Nouvelle formation en septembre 2022

27 – BTS (Brevet de Technicien Supérieur) Management commercial opérationnel – niveau 5

L'augmentation régulière des effectifs d'apprentis et la création de nouvelles formations nécessitent le recrutement pour la rentrée 2022 de quatre postes d'enseignants supplémentaires :

- Boulangerie,

- Carrosserie,

- Vente, économie et gestion,

- Maths, sciences, prévention santé environnement et analyse fonctionnelle des systèmes.

Ces recrutements permettront de réduire sensiblement le recours aux heures supplémentaires.

Un poste d'agent administratif et financier sera également nécessaire pour répondre à la charge croissante de la gestion des contrats, des conventions et de la facturation des formations.

Ce coût financier sera équilibré par l'augmentation des effectifs d'apprentis, qui engendre un accroissement des financements par les opérateurs de compétences (OPCO) sur le mode 1 contrat = 1 financement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code du travail et notamment les articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis et l'article L6222-12-1 ;
- La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 sur la liberté de choisir son avenir professionnel, et ses décrets d'application ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de faire évoluer la carte de formation par alternance du Centre d'Apprentis du Pays d'Aix pour préserver son dynamisme et son attractivité.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvée la carte des 27 formations proposées à partir de septembre 2022 au Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2022 CT2 273**

### **AVIS - Attribution d'une subvention au réseau BGE Provence-Alpes-Méditerranée pour l'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprises**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME. Par ailleurs, les taux de créations et de reprises d'entreprises sont parmi les plus élevés de France, tout comme le taux de disparition. Des causes ont été identifiées à ces défaillances telles que la sous-capitalisation, l'isolement, le manque de conseils, d'accompagnement, ou de formation ou encore la mauvaise évaluation des risques et des délais.

Par ailleurs, la Métropole met en œuvre une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes qui interrogent de manière transversale et préventive la situation respective des femmes et des hommes et les effets différenciés que les projets peuvent avoir sur l'un ou l'autre sexe. Il s'agira donc de veiller pour 2022 à ce que les spécificités des femmes et des hommes soient prises en compte, afin que le dispositif s'adresse également aux deux sexes.

BGE Provence-Alpes-Méditerranée est le premier réseau d'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprise présent sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis 39 ans. L'association apporte un appui au développement d'activités économiques et à l'emploi à travers son expertise et son maillage sur le terrain.

En 2020, elle a accueilli 2 797 personnes, accompagné 1997 porteurs de projets, permis la création de 491 entreprises et suivi 1755 entreprises dans leur développement.

Dans le but de poursuivre le développement de ces actions d'accompagnement des porteurs de projets et de renforcer l'appui à la sortie de crise prodigué sur ses territoires d'intervention, BGE sollicite l'attribution d'une subvention auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice 2022, dossier Guichet Unique Territoire du Pays d'Aix (CT2) : n°0665 et Territoire du Pays Salonais (CT3) : n°0663

En conséquence, il est proposé au Bureau de la Métropole d'octroyer à l'association BGE une subvention spécifique à hauteur de 12 000 euros au titre de l'année 2022 décomposée comme suit :

- Territoire du Pays d'Aix : Action « Soutien des porteurs de projets et créateurs et repreneurs d'entreprise du Pays d'Aix » : 10 000 euros sur un total subventionnable de 106 495 € soit 9.39 % ;
- Territoire du Pays Salonais : Action « Soutien des porteurs de projets et créateurs et repreneurs d'entreprise du Pays Salonais » : 2 000 euros sur un total subventionnable de 27 174 € soit 7.36 %.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, les modalités de versement de la subvention se feront comme suit :

- un acompte de 80%

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste l'utiliser conformément à son affectation.

- le solde de 20% sera versé sur production, au plus tard le 30 juin de l'année N+1, du compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée, des comptes annuels de l'association, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, du rapport d'activité et du procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'association facilitera le contrôle par la Métropole de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans cette même optique, une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, pourra être réalisée en cours d'année. A ce titre, une réunion pourra être organisée par la Métropole avec l'association qui participe pleinement à cette évaluation. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications pouvant, le cas échéant, occasionner le remboursement total ou partiel de la subvention.

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

- La délibération n° FBPA 033-31/07/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant sur le plan de relance de la Métropole Aix-Marseille-Provence : « AMP 2R : la relance et le renouveau Aix-Marseille-Provence » ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises et l'inclusion professionnelle par un dispositif de soutien efficace sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention spécifique pour l'association BGE Provence-Alpes-Méditerranée pour un montant de 12 000 euros, répartie ainsi :

- Territoire du Pays d'Aix : 10 000 euros sur un total subventionnable de 106 495 € soit 9.39 %
- Territoire du Pays Salonais : 2 000 euros sur un total subventionnable de 27 174 € soit 7.36 %

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, chapitre 65 – nature 65748 – fonction 61 et sur le budget de l'Etat Spécial de territoire du Pays Salonais, chapitre 65 – nature 65748 – fonction 60 – Gestionnaire 3T020.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0



**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 274**

**AVIS - Attribution d'une subvention à l'association Wimoov pour l'exercice 2022 - Approbation d'une convention**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité et son Plan de Mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives. Les questions d'accessibilité aux zones d'activités et de desserte en transports en commun contribuent en grande partie à l'attractivité de ces zones d'emploi.

Un des premiers freins communs pour les publics fragiles, que ce soit pour l'accès à l'emploi ou aux loisirs, porte sur des problèmes liés à la capacité de se déplacer d'un point de vue géographique et économique, en raison des freins psychosociaux qui conditionnent la perception du territoire et de son usage, mais principalement de son coût.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser les démarches visant à faciliter toutes les formes de mobilité permettant l'accès à l'emploi par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » et de « mobilité inclusive » en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables, ainsi que l'insertion et l'accès à l'emploi.

L'association Wimoov, créée en 1998 pour promouvoir et initier le développement de nouvelles pratiques de mobilité durable, est chargée, depuis 2007, de la mise en œuvre d'une plateforme de mobilité qu'elle développe ces dernières années sur les territoires de la Métropole.

Son objectif opérationnel est de renforcer la réponse aux enjeux précités avec le développement d'actions d'accompagnement à la mobilité inclusive et autonome, lever les freins matériels ou

psychosociaux et permettre le changement de pratique de déplacements en vue d'une mobilité plus douce et respectueuse de l'environnement.

Les publics concernés sont essentiellement les demandeurs d'emploi, les jeunes des Missions Locales, les bénéficiaires du RSA, les stagiaires de la formation professionnelle, les salariés précaires ou en parcours d'insertion par l'activité économique.

De par son implantation locale et sa modularité, la plateforme de mobilité est un guichet unique pour l'ensemble des acteurs de l'insertion socioprofessionnelle et joue un véritable rôle d'interface entre les acteurs de la mobilité des territoires dont elle vient compléter les dispositifs existants.

L'association WIMO OV s'engage à déployer ses outils sur le territoire de la Métropole et réaliser en 2022 dans le cadre de son objet, un programme d'actions autour des axes suivants :

- La mobilité inclusive - accompagner les publics dans leur mobilité et son management pour favoriser l'accès et maintien en emploi ou formation
  - Accompagnements coordonnés autour de services d'ordre matériel, pédagogiques et financiers, pour répondre à l'ensemble des problématiques rencontrées par les publics dans leur retour à l'emploi
- La mobilité durable et responsable - accompagner les publics fragiles, au changement de pratiques de déplacements en vue d'une mobilité plus douce et respectueuse de l'environnement, en prenant en compte les enjeux sanitaires.
  - Animations de sensibilisation et accompagnements des pratiques de mobilité plus durables, ancrées dans l'usage de l'offre publique de transports.
- Des actions « mobilité durable et découverte des territoires » en partenariat avec les acteurs de proximité

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées de la Mobilité et de l'Insertion vers l'Emploi au sein du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite continuer à soutenir l'association WIMO OV en lui attribuant une subvention de 115 000 euros au titre de l'année 2022, qui se répartit ainsi :

- Une subvention de 90 000 euros est accordée sur le budget annexe Transports au titre de l'action menée par l'association en faveur de la mobilité inclusive et durable, également inscrite au plan de lutte contre la pauvreté ;

- Une subvention de 20 000 euros est accordée sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix au titre des actions d'accompagnement à la mobilité des demandeurs d'emplois, pour favoriser le retour à l'emploi.

- Une subvention de 5 000 euros est accordée sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues au titre des actions d'accompagnement à la mobilité des demandeurs d'emplois, pour favoriser le retour à l'emploi.

N° du dossier	Territoire	Budget Prévisionnel action 2022	Subvention sollicitée	Subvention Proposée	Taux de participation	Convention d'objectifs
0883	Budget principal métropolitain	204 326 €	98 000 €	90 000 €	44,04 %	Oui
0891	EST du Pays d'Aix	190 221 €	30 000 €	20 000 €	10,51 %	Oui
0885	EST du Pays de Martigues	69 595 €	20 000 €	5 000 €	7,18 %	Oui
TOTAL				115 000 €		

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 23 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants ;

- La volonté métropolitaine d'offrir des solutions de proximité pour faire adhérer l'offre et la demande d'emploi.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention spécifique à l'association Wimoov d'un montant de 115 000 euros répartie ainsi :

-Métropole DGA Transports : 90 000 euros sur un total subventionnable de 204 326 euros, soit 44.04 %,

-Territoire du Pays d'Aix : 20 000 euros sur un total subventionnable de 190 221 euros soit 10.51 %,

-Territoire du Pays de Martigues : 5 000 euros sur un total subventionnable de 69 595 euros soit 7.18 %.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Wimoov.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2022 CT2 275**

### **AVIS - Demande de subvention auprès de l'Association Nationale pour la Formation Automobile, dans le cadre de l'appel à projets 2022 Matériels et équipements, pour les ateliers du Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance géré par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Situé au 200 rue Maurice Estrangin aux Milles à Aix-en-Provence, le CFA du Pays d'Aix accueille plus de 1 000 apprentis qui suivent une formation en alternance pour préparer des diplômes de niveau 3, 4 et 5 dans les métiers de mécanicien automobile, peintre automobile, carrossier automobile, fleuriste, esthéticien, coiffeur, pâtissier, pâtissier – glacier – chocolatier – confiseur spécialisé, boulanger, cuisinier, cuisinier en dessert de restaurant, serveur de restaurant, vendeur alimentaire et non alimentaire, commercial.

L'Association Nationale pour la Formation Automobile (ANFA), ancien organisme paritaire collecteur agréé (OPCA) habilité par l'État, finançait chaque année la formation professionnelle continue du secteur de l'automobile via les contributions financières des entreprises qui relèvent de son champ de compétences, jusqu'à la réforme de l'apprentissage de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

L'ANFA est désormais une association professionnelle, chargée par la Commission paritaire nationale de la branche des Services de l'automobile de la mise en œuvre de dispositifs relevant de sa politique nationale de formation.

La réforme de la formation professionnelle a induit un changement de l'accompagnement des établissements par l'ANFA. L'attribution de subventions aux établissements se fait désormais au travers d'appel à projets nationaux. L'accompagnement financier des établissements est complémentaire à la prise en charge du coût contrat par l'opérateur de compétences (OPCO) Mobilités, qui couvre notamment les dépenses de fonctionnement telles que définies par la loi du 5 septembre 2018 et ses décrets d'application. L'accompagnement de l'ANFA ne peut concerner le champ couvert par l'OPCO Mobilités, sous peine de voir les financements de l'OPCO diminués à due proportion. L'utilisation des fonds de l'ANFA pour subventionner les établissements de formation de la branche est d'ailleurs soumise à un contrôle du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance.

Dans ce contexte, l'ANFA a publié en février 2022 un « Appel à Projets matériels et équipements », auquel le CFA du Pays d'Aix s'est porté candidat, pour continuer de bénéficier de ces dotations dédiées aux ateliers du secteur automobile.

Le CFA du Pays d'Aix a déposé le 2 mars 2022 un dossier proposant l'achat d'un appareil de diagnostic, d'une riveteuse, d'un kit de collage et d'un kit de vérinage.

L'ANFA a répondu favorablement le 21 mars 2022 à hauteur de 15 020 euros selon la répartition suivante :

MATERIEL	Montant TTC	Subvention ANFA accordée	Cofinancement AMP
Appareil de diagnostic	10 755,60	4 020	6 735,60
Riveteuse	3 708	3 000	708
Kit de collage	1 306,80	1 000	306,80
Kit de vérinage	8 573,18	7 000	1 573,18
TOTAL	24 343,58	15 020	9 323,58

Le montant du cofinancement métropolitain est établi à 9 323,58 euros. Cette dépense est financée par des crédits inscrits sur le Budget Primitif 2022 du CFA en section Investissement.

Le CFA du Pays d'Aix procèdera à l'ensemble des achats, puis transmettra les factures à l'ANFA au plus tard le 30 juin 2022 à 17h, qui procèdera ensuite au virement de la subvention.

La subvention accordée par l'ANFA, sur la base de la production des factures acquittées, sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain en section Investissement.

La présente délibération vise à approuver cette demande de subvention auprès de l'ANFA et à autoriser la signature de tous les documents afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du travail et notamment les articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, et ses décrets d'application ;
- Le bulletin officiel n° 12 de l'Education Nationale du 23 mars 2006 – MENE0600465C portant organisation des UFA ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n°FBPA-017-10889/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 relative au budget principal et à l'adoption du budget primitif 2022 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'Association Nationale pour la Formation Automobile a accordé une subvention de matériels et équipements au Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix dans le cadre de son appel à projets 2022 pour un montant de 15 020 euros.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à percevoir une subvention de 15 020 euros auprès de l'Association Nationale pour la Formation Automobile dans le cadre de l'appel à projets 2022 Matériels et équipements et à signer tout document y afférent.

**Article 2 :**

Les recettes seront constatées sur le Budget Principal Métropolitain en section Investissement, chapitre 13, nature 1318, fonction 26.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2022 CT2 276**

**Approbation de la convention de partenariat avec l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail Le Grand Réal pour la formation en alternance de personnes atteintes d'autisme au Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance géré par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Situé au 200 rue Maurice Estrangin aux Milles à Aix-en-Provence, le CFA du Pays d'Aix accueille plus de 1 000 apprentis qui suivent une formation en alternance pour préparer des diplômes de niveaux 3, 4 et 5 dans les métiers de mécanicien automobile, peintre automobile, carrossier automobile, fleuriste, esthéticien, coiffeur, pâtissier, pâtissier – glacier – chocolatier – confiseur spécialisé, boulanger, cuisinier, cuisinier en dessert de restaurant, serveur de restaurant, vendeur alimentaire et non alimentaire, commercial.

Par ailleurs, l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) Le Grand Réal existe depuis 1977. Il offre une structure professionnelle à 39 adultes concernés par les Troubles du Spectre de l'Autisme (TSA) et leur permet d'exercer une activité professionnelle tout en bénéficiant d'un soutien médico-social et éducatif dans un milieu protégé. Situé au cœur du Luberon, Chemin des Gourguettes, près du village de La Bastidonne, Le Grand Réal s'étend sur un site de 40 hectares cultivables et 100 hectares de bois et forêts. Cet établissement fait partie des dix établissements réunis au sein de l'association La Bourguette, créée en 1973.

La convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre le CFA du Pays d'Aix et l'ESAT Le Grand Réal pour former et accompagner des adultes en situation de handicap, plus particulièrement touchés par des troubles du spectre de l'autisme, en vue d'obtenir un diplôme qui valorisera leurs compétences. Les diplômes concernés sont :

- Le Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP) en « Commercialisation et service hôtel – café – restaurant » (anciennement serveur de restaurant)
- Le CAP « Cuisine ».

Ce projet consiste à accueillir chaque année quatre apprenants dans chacun des deux CAP précédemment cités, en « milieu ordinaire », c'est-à-dire au sein de classes d'apprenants sans trouble identifié.

Les apprenants seront en situation d'apprentissage ou de formation continue, selon leur statut personnel, les conditions de recrutement en entreprise ou de financement de la formation.

L'ESAT Le Grand Réal met à disposition des apprenants un psychologue et deux éducateurs pour faciliter leur intégration en milieu ordinaire et les accompagner au mieux au cours de l'année sur le site du CFA du Pays d'Aix.

Le financement de la formation des apprenants au CFA du Pays d'Aix se fait dans le cadre conventionnel de la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018, dite loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel, et de ses décrets d'application.

Il n'est pas prévu d'autre incidence financière entre le CFA du Pays d'Aix et l'ESAT Le Grand Réal dans le cadre de ce partenariat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,  
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code du travail et notamment ses articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 sur la liberté de choisir son avenir professionnel, et ses décrets d'application ;
- La délibération n° FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 9 juin 2022.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de soutenir les institutions du Territoire œuvrant à l'insertion professionnelle des adultes porteurs de handicap et à accompagner ces adultes dans des formations diplômantes qui facilitent l'accès à l'emploi.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail Le Grand Réal et le Territoire du Pays d'Aix pour la formation en alternance de personnes atteintes d'autisme au Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix.

**Article 2 :**

Monsieur le Président du Territoire ou son représentant est autorisé à signer cette convention de partenariat et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 277**

**Attribution d'une participation financière au fonctionnement des Bureaux Municipaux de l'Emploi (BME) du Territoire du Pays d'Aix**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'engagement du Conseil de Territoire du Pays d'Aix dans la lutte contre les exclusions, à travers le PLIE, nécessite l'implication et la collaboration des acteurs locaux afin que les personnes ciblées par cette action puissent en bénéficier.

Le travail de repérage des participants, effectué à l'occasion de l'accueil et/ou de l'orientation du public est essentiel. La qualité de la prescription est une condition à la réalisation des objectifs poursuivis dans le cadre du PLIE.

Cela nécessite de donner des moyens de fonctionnement appropriés aux structures volontaires qui sont en capacité d'assurer cette fonction.

Les 24 Bureaux Municipaux de l'Emploi du Territoire représentent une opportunité pour agir au plus près des populations et remplir efficacement ce rôle de prescripteur du PLIE.

Ce partenariat se formalise au travers d'une participation financière octroyée à cette mission de prescripteurs, au titre de laquelle les Bureaux Municipaux de l'Emploi acceptent le principe :

- de mettre en œuvre sur leur territoire l'ensemble des moyens relatifs à l'accueil des participants du PLIE du Pays d'Aix, par la mise à disposition, notamment, des moyens matériels (locaux, accès Internet, ...) à l'attention des accompagnateurs à l'emploi du Territoire,
- de favoriser une participation active des agents aux réunions territoriales du dispositif,
- de favoriser le travail en binôme avec les accompagnateurs à l'emploi de leur territoire pour diagnostiquer les difficultés des publics, l'opportunité d'une orientation,
- de mettre à la disposition des demandeurs d'emploi tous les outils favorisant le travail sur le projet professionnel, le transfert de compétences et les techniques de recherche d'emploi, notamment via des logiciels spécifiques « PASS'AVENIR » (logiciel de travail sur le projet professionnel) et « TRANSFERENCE » (logiciel sur l'analyse et le transfert de compétences) ;
- de mettre en place et/ou participer à des actions en faveur des demandeurs d'emploi dans le domaine de l'emploi, pour enclencher et développer une offre de travail et assurer un rôle stratégique (accès au site de Pôle Emploi, l'organisation de forums et événements...).

Chaque BME peut prétendre à une aide forfaitaire de 2.000 € qui peut être revue à la hausse en fonction des actions conduites sur les territoires et au bénéfice des participants (notamment organisation de forum, Job Dating, petits déjeuners, rencontres entreprises).

Afin de permettre le versement des subventions, il est précisé qu'il sera préalablement demandé à chaque Commune de délibérer afin d'autoriser la signature et la mise en œuvre d'une convention de partenariat avec le Territoire du Pays d'Aix dans le cadre du PLIE, décrivant les missions conduites sur leur territoire. Une convention type est annexée au présent rapport.

Dans le cadre de leur rôle d'accueil et de prescription des publics vers le dispositif PLIE et compte tenu des moyens mobilisés, un soutien financier sera apporté aux Bureaux Municipaux de l'Emploi des communes volontaires.

A ce titre, 21 Bureaux Municipaux de l'Emploi ont sollicité la participation du Territoire du Pays d'Aix pour des aides financières destinées à conforter les missions d'accueil, d'information et d'orientation du public demandeurs d'emploi.

Il est proposé d'attribuer ces subventions pour un montant total de 111 300 € au titre de l'année 2022.

Bénéficiaire	Participation financière de fonctionnement proposée
BME Cabries	2.000 €
BME Coudoux	3.000 €
BME Fuveau	3.000 €
BME Gardanne	4.000 €
BME Jouques	5.000 €
BME Lambesc	2.000 €
BME Le Puy Sainte Réparate	3.000 €
BME Le Tholonet	2.000 €
BME Les Pennes-Mirabeau	7.800 €
BME Meyrargues	2.000 €
BME Meyreuil	2.400 €
BME Pertuis	20.000 €
BME Peyrolles-en-Provence	4.700 €
BME Rognes	3.500 €
BME Rousset	5.500 €
BME Saint Cannat	3.000 €
BME Simiane Collongue	2.000 €
BME Trets	4.000 €
BME Venelles	2.400 €
BME Ventabren	2.000 €
BME Vitrolles	28.000 €
<b>Total</b>	<b>111.300 €</b>

La participation du Pays d'Aix fera l'objet d'un seul versement à chaque bénéficiaire, après le vote de la présente délibération.

Ce montant est prévisionnel. Si le montant des dépenses afférentes à l'action conventionnée est inférieur au montant prévisionnel, la participation sera recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;



- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 9 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'attribution d'une participation financière au fonctionnement des 21 Bureaux Municipaux de l'Emploi (BME) des communes volontaires du Territoire du Pays d'Aix ci-dessous pour un montant total de 111.300 € :

Bénéficiaire	Participation financière de fonctionnement proposée
BME Cabries	2.000 €
BME Coudoux	3.000 €
BME Fuveau	3.000 €
BME Gardanne	4.000 €
BME Jouques	5.000 €
BME Lambesc	2.000 €
BME Le Puy Sainte Réparate	3.000 €
BME Le Tholonet	2.000 €
BME Les Pennes-Mirabeau	7.800 €
BME Meyrargues	2.000 €
BME Meyreuil	2.400 €
BME Pertuis	20.000 €
BME Peyrolles-en-Provence	4.700 €
BME Rognes	3.500 €
BME Rousset	5.500 €
BME Saint Cannat	3.000 €
BME Simiane Collongue	2.000 €
BME Trets	4.000 €
BME Venelles	2.400 €
BME Ventabren	2.000 €
BME Vitrolles	28.000 €
<b>Total</b>	<b>111.300 €</b>

**Article 2 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tous documents afférent à l'exécution de la présente délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 657341, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 278**

**Attribution d'une subvention à l'association AGGREGO-TECH dans le cadre de la Programmation 2022 du PLIE du Pays d'Aix - Approbation d'une convention d'objectifs**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le Territoire du Pays d'Aix, la politique soutenue dans le domaine de l'emploi et de l'insertion s'inscrit dans le cadre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.) et repose sur un protocole d'accord 2018 – 2022 dont les objectifs communs sont définis avec les services de l'État, de la Région et du Département des Bouches-du-Rhône, sur les objectifs spécifiques de l'intervention du Fonds Social Européen (F.S.E.).

Ce Plan a pour objet la mise en cohérence des interventions publiques au niveau local pour le public ciblé, afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté. Cette démarche partenariale est destinée à coordonner, dynamiser et renforcer, sur le Territoire du Pays d'Aix, la mobilisation des moyens de chacun des signataires, afin de permettre l'accès à l'emploi des femmes et des hommes confrontés à une exclusion durable du marché du travail.

Le PLIE assure une ingénierie technique et financière des actions et des dispositifs locaux contribuant à l'emploi des bénéficiaires puis au maintien de ceux-ci dans l'emploi pendant plus de 6 mois.

Le PLIE du Pays d'Aix en tant que « plate-forme de coordination », permettant la mobilisation des moyens de chaque partenaire, intervient selon 3 axes structurés autour :

- Du renforcement des structures qui accueillent, orientent et suivent les publics susceptibles d'intégrer les actions du PLIE,
- Des structures d'insertion par l'activité économique, afin d'améliorer la qualification des participants et de favoriser leur retour à l'emploi,
- Des partenariats avec des entreprises et des organisations socioprofessionnelles de façon à ce que les participants puissent engager leur parcours d'insertion, en tenant compte de la réalité du marché local du travail.

La coordination accrue mise en place entre les différentes instances (Conseil Régional, Conseil Départemental, Pôle d'insertion et Pôle Emploi) conforte la nécessité de la poursuite du dispositif du PLIE sur le Territoire du Pays d'Aix.

En 2021, un nouveau contour du dispositif PLIE a été défini dans le cadre des marchés publics « Inclusion Active des publics en difficulté d'accès à l'emploi sur le Territoire du Pays d'Aix ».

En effet, de nouvelles modalités et de nouveaux objectifs ont été fixés aux accompagnateurs à l'emploi.

Les évolutions principales de la mission du référent de parcours se déclinent ainsi :

- Alternance rendez-vous individuels et ateliers collectifs,
- Une fusion des missions accompagnement à l'emploi et intermédiation pour plus d'efficacité,
- Portefeuille de 50 participants (soit 80 accompagnements par an),
- 20% de l'activité des accompagnateurs consacrés à la relation entreprise,
- Des actions novatrices incluant des supports ludiques et adaptés,
- Un lien renforcé avec l'entreprise à construire.

Dès la notification des marchés en mars 2021, un travail de collaboration a été conduit avec les opérateurs du PLIE afin d'optimiser le redémarrage du dispositif. Un premier bilan très positif peut être dressé, même si l'activité du PLIE a été, à nouveau, impactée par la crise sanitaire et les accompagnateurs à l'emploi ont dû « inventer » de nouvelles modalités d'accompagnement à distance

afin de répondre aux demandes des participants. Le PLIE a accompagné plus de 950 personnes sur la période de mars à décembre 2021.

Au regard de ce bilan et de la nouvelle dynamique instaurée, les partenaires du PLIE ont validé les axes de programmation retenus au titre de l'année 2022 qui privilégient la reconduction des actions novatrices incluant des supports ludiques et adaptés générant la cohésion, l'adhésion et la confiance.

Toutes les actions proposées ont pour finalité la levée des freins périphériques à l'emploi en utilisant des supports variés et en associant des périodes en individuel et collectif.

Il convient de compléter l'offre d'insertion au bénéfice des personnes en parcours d'insertion en programmant une action dans le champ du numérique. En effet, les accompagnateurs à l'emploi, dans le cadre de leur mission d'accompagnement, ont constaté que l'accélération de la transformation numérique (100% numérique du service public, ...) comportait de lourdes conséquences sociétales (fracture numérique, illettrisme, exclusion numérique).

### **AGGREGO TECH**

**Objectif :** L'association porte depuis 2021 un chantier d'insertion ayant pour support le numérique et l'internet. Elle a pour objet de contribuer au développement de l'insertion par l'activité économique : assurer l'accueil, l'embauche et la mise au travail sur des actions collectives des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières ; organiser le suivi, l'accompagnement, l'encadrement technique et la formation de leurs salariés en vue de faciliter leur insertion sociale et de rechercher les conditions d'une insertion professionnelle durable ; s'appuyant sur un support d'activité de production de biens et de services numériques ou tout autre moyen.

**Action :** \* Ateliers de rédaction de CV à destination des participants du PLIE du Pays d'Aix et un accompagnement à la mise en place du CV sur la plateforme Provence Emploi pour les participants bénéficiaires du RSA.

1ère partie : comment doit-on rédiger un CV (que faire avant de rédiger son CV, rubriques à inclure, les bonnes pratiques, les pièges à éviter, modèles de CV)

2ème partie : rédaction du CV numérique (choix du modèle, accompagnement à sa rédaction) accompagnement à l'intégration du CV sur la plateforme Provence Emploi (inscription, accompagnement à l'intégration du CV).



\* Ateliers découverte des sites administratifs : le 100% numérique nécessite une médiation numérique particulièrement auprès des publics en difficulté.

Les participants pourront bénéficier de ces ateliers tous les mercredis dès le mois de juin.

Cette structure sollicite la participation de la Métropole pour une aide financière pour la réalisation de cette action en direction des participants du PLIE du Territoire du Pays d'Aix, dans le cadre de leur insertion socio-professionnelle.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps : un acompte de 80 %, après notification de la convention attributive et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

**Proposition de subvention dans le cadre de la programmation 2022 :**

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV° SOLLICITEE	SUBV° PROPOSEE	TAUX en %	CONV OUI/ NON
1990	AGGREGO-TECH	Ateliers numériques	0 €	15.938 €	10.000 €	10.000 €	62,74	OUI
TOTAL					10.000 €	10.000 €		

Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, l'opérateur bénéficie d'une autre subvention du Pays d'Aix sur l'exercice 2022, à savoir, au titre de la Direction de l'Insertion et de l'Emploi : « Chantier d'insertion » (2022\_0913) pour 24.000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n° FBPA-063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 9 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'établir une programmation au titre du PLIE en complémentarité avec les actions conduites par nos partenaires.
- La plus-value apportée par ces actions aux participants du PLIE.
- L'intérêt pour le Territoire du Pays d'Aix d'offrir à ces demandeurs d'emploi une offre variée d'actions dans les domaines de l'emploi et de l'insertion.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention spécifique à l'association AGGREGO-TECH, au titre de la programmation complémentaire 2022 du PLIE du Pays d'Aix, pour un montant de 10 000 €.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention annuelle d'objectifs à conclure avec l'association AGGREGO-TECH.

**Article 3 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de la présente délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2022 CT2 279**

**Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix œuvrant dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi - Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique (Axe2) - Approbation d'une convention d'objectifs**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le Territoire du Pays d'Aix, différentes structures développent des projets spécifiques dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi.

Depuis le début des années 2000, le Territoire du Pays d'Aix mène une politique volontariste de soutien aux demandeurs d'emploi les plus en difficulté.

Ce soutien s'exprime à travers le dispositif d'accompagnement à l'emploi des participants du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (ci-après PLIE), soutenu et renforcé par la création et le maintien de différentes étapes de parcours d'insertion adaptées. Elles permettent aux personnes en parcours de remédier à leurs difficultés, de surmonter leurs différents freins à l'emploi grâce à des actions de qualité : mobilité, remobilisation, formation, mise en situation professionnelle.

Une offre diversifiée et pertinente est proposée pour tous les profils de demandeurs d'emploi et accessible grâce à un maillage territorial étudié en fonction des besoins et des spécificités du Territoire.

Cette politique s'inscrit dans le cadre des 4 axes d'intervention réaffirmés et délibérés en Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 avril 2021 :

- I. Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi ;
- II. Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique ;
- III. Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi ;
- IV. Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres et les demandes d'emploi.

Dans le cadre de l'axe 2 visé ci-dessus, deux opérateurs sollicitent la participation du Territoire du Pays d'Aix pour des aides financières destinées à la création et au maintien d'étapes de parcours d'insertion.

Il est proposé d'attribuer des subventions pour un montant total de 45.000 €, aux deux opérateurs suivants :

- LES ATELIERS DE LA TREVARESSE
- GEIQ INDUSTRIE GARD VALLEE ET DELTA DU RHONE

#### **■ LES ATELIERS DE LA TREVARESSE**

**Objectif :** Favoriser la réinsertion professionnelle par différentes actions de remobilisation par le travail sur des supports d'activité ne nécessitant pas de qualifications particulières mais permettant une resocialisation et la mise en place d'une dynamique de recherche d'emploi. L'association porte une action chantier d'Insertion dans le domaine du recyclage de carton. L'association aide les bénéficiaires à construire leur projet professionnel à travers toutes les possibilités qu'offre le droit commun. Les salariés en insertion bénéficient d'un accompagnement vers l'emploi et d'étapes de parcours visant à lever les obstacles et les freins à l'emploi.

**Action :** Cette action chantier d'insertion permet l'ouverture de 12 postes en insertion en CDDI, le support d'activité est la collecte et le recyclage de cartons. Adossé au CHRS « l'étape » à Rognes, l'accompagnement prodigué sur le chantier permet d'apporter une remédiation aux différents freins à l'emploi des participants. Le chantier a accueilli 24 personnes en 2021.

#### **■ GEIQ INDUSTRIE GARD VALLEE ET DELTA DU RHONE**

**Objectif :** Répondre aux besoins de recrutement de la filière « industrie » - Sélectionner les candidats - Les embaucher dans le cadre du GEIQ - Former les salariés suivant les besoins des entreprises adhérentes au GEIQ - Sécuriser les parcours grâce au tutorat et à l'accompagnement socio-professionnel.

**Action :** L'action du GEIQ dans le Pays d'Aix se concentre sur Gardanne, Rousset et Les Pennes Mirabeau et se décline ainsi :

- Information sur le GEIQ et la filière « industrie » auprès des partenaires emploi insertion,
- Réception des CV et analyse des profils pour conseiller sur la prospection,
- Diffusion des offres d'emploi des entreprises adhérentes,
- Réception des candidats (informations individuelles ou collectives),
- Accompagnement dans la prise de poste.

- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi, agriculture du 9 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées deux subventions dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi aux opérateurs suivants pour un montant total de 45.000 € répartis comme suit :

- LES ATELIERS DE LA TREVARESSE : 30 000 €
- GEIQ INDUSTRIE GARD VALLEE ET DELTA DU RHONE : 15 000 €

**Article 2 :**

Est approuvée la convention annuelle d'objectifs 2022 à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association Les ateliers de la Trévaresse.

**Article 3 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

N°GU	ASSOCIATION	TYPE DE SUBVENTION	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL / ACTION	SUBV° SOLLICITÉE	SUBV° PROPOSÉE	TAUX D'INTERVENTION %	CONV OUI/ NON
Axe 2 : Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique								
0140	LES ATELIERS DE LA TREVARESSE	Fonctionnement	30.000 €	285.000 €	30.000 €	30.000 €	10,53 %	OUI
0416	GEIQ INDUSTRIE GARD VALLEE ET DELTA DU RHONE	Action : Recrutement et accompagnement d'un recrutement en reconversion	-	141.387 €	15.000 €	15.000 €	10,61 %	NON
TOTAL					45.000 €	45.000 €		

Les modalités de versement de la subvention versée aux Ateliers de la Trévaresse sont détaillées dans la convention d'objectifs, en conformité avec le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole.

Par ailleurs, le versement de la subvention au GEIQ Industrie Gard vallée et delta du Rhône se décomposera ainsi :

- un acompte de 80% une fois la délibération rendue exécutoire ;
- le solde de 20% sera versé sur production du compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée accompagné du rapport qualitatif de l'action.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2022 CT2 280**

#### **Cotisation au Comité de Bassin d'Emploi Sud Luberon**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Créé en 1982, le Comité de Bassin d'Emploi (ci-après CBE) du Sud Luberon est une structure associative de loi 1901, reconnue par agrément préfectoral. Son conseil d'administration est constitué de cinq collèges rassemblant les acteurs locaux du développement et de l'emploi (élus, entreprises, syndicats, associations, membres associés).

La création et l'animation d'un CBE répondent à la volonté commune d'acteurs socio-économiques locaux. Cette expression de la démocratie locale garantit l'efficacité et la pertinence des actions menées territorialement.

En 2017, le CBE a obtenu un nouvel agrément préfectoral lui permettant d'étendre son action aux Communes du Val de Durance (Jouques, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Meyrargues, Peyrolles-en-Provence, Rognes, Saint-Estève-Janson, Saint-Paul-Lez-Durance et Venelles). Cette extension géographique porte désormais le périmètre d'intervention à 22 communes pour 91 855 habitants.

Le Comité de Bassin d'Emploi du Sud Luberon a pour vocation de favoriser l'emploi (maintien et développement) en suscitant et en soutenant les initiatives locales privées ou publiques, individuelles ou collectives.

Il s'efforce d'articuler les logiques liées aux activités économiques, à l'aménagement du territoire et au potentiel humain sur lesquels se fonde l'identité du Sud Luberon.

Le CBE intervient donc dans le champ de la création et de la reprise d'entreprises, de l'aide à la recherche de financement, mais aussi sur des projets de développement de l'économie circulaire dans le cadre des financements mobilisables au titre des fonds européens (transition écologique, développement du recyclage, limitation de l'impact environnemental).

En 2022, deux actions conduites par le Comité de Bassin d'Emploi du Sud Luberon seront financées au titre de l'Insertion et de l'Emploi :

- « Un pas vers l'emploi Senior » action d'accompagnement intensive de deux mois des demandeurs d'emploi Senior à Pertuis. Elle permet à travers un programme dynamique, une action de

coaching vers l'emploi. La mise en œuvre d'actions collectives sur cette période et les échanges entre les participants permettent de produire des résultats significatifs en terme de retour à l'emploi.

- « Animation du dialogue social territorial et actions pour l'emploi », qui concerne tout le programme d'actions en faveur de l'emploi déployé en 2022 sur le territoire : forums emploi, rencontres et échanges portant sur les questions liées à la création et à la reprise d'entreprises, actions en faveur de l'emploi.

Compte tenu de l'intérêt du dispositif, il est proposé de renouveler la cotisation à cet organisme dans le cadre de l'adhésion 2022 pour un montant de 6 000 € afin d'assurer une offre de service de qualité en Pays d'Aix à travers la diversité des actions proposées par cette structure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 9 juin 2022.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- L'intérêt du renouvellement de l'adhésion 2022 au CBE Sud Luberon compte tenu de la diversité des actions proposées par cette structure.

## Délibère

### Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion pour l'année 2022 au Comité de Bassin d'Emploi Sud Luberon, œuvrant dans le champ de l'insertion et de l'emploi pour le Territoire du Pays d'Aix et le versement de la cotisation afférente pour un montant de 6 000 €.

### Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 011, Nature 6281, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Développement économique et emploi – Agriculture

### 2022 CT2 281

### **AVIS - Approbation d'une convention d'intervention foncière avec la SAFER PACA pour la mise en œuvre d'actions en faveur du maintien et du développement de l'agriculture**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence, créée le 1<sup>er</sup> janvier 2016, regroupe 92 communes pour une population d'un million huit-cent-cinquante-mille habitants sur un territoire de plus de 315 000 hectares dont 60 000 hectares de terres agricoles.

Les territoires et les communes membres ont exprimé dans leurs documents de planification leur ambition de maintenir et de développer les activités agricoles dans leurs fonctions tant économique que paysagère et environnementale ainsi que sous l'angle de l'aménagement du territoire. La préservation des terres agricoles est un enjeu fort pour les générations futures. Le changement climatique impose de développer de nouvelles formes de consommation privilégiant des réseaux de distribution locaux, d'agir afin de limiter la pression foncière liée au développement urbain et de pérenniser et accompagner le développement agricole sur le territoire.

Une stratégie foncière d'anticipation est nécessaire pour permettre l'accessibilité du foncier aux agriculteurs et garantir la vocation des espaces agricoles sur le long terme. De fait, la connaissance du marché foncier rural et des secteurs de franges ainsi que le remembrement rural sont des enjeux majeurs pour mener une politique d'aménagement de l'espace agricole et améliorer la structure des exploitations.

La SAFER Provence-Alpes-Côte-D'azur, opérateur foncier de l'espace rural et périurbain, intervient pour le compte de collectivités territoriales par le biais de conventions d'intervention foncière (CIF), avec pour objectif d'aider les collectivités à concrétiser leurs projets de développement par la maîtrise foncière des terrains concernés par des problématiques agricoles d'installations, de transmission, de restructuration ou d'aménagements.

La SAFER Provence-Alpes-Côte-D'azur dispose de compétences, d'outils et de moyens aptes à accompagner la politique foncière des communes :

- Dans le cadre de son activité courante de transmission de biens immobiliers ruraux au profit de porteurs de projets publics ou privés. Les rétrocessions mises en œuvre par la SAFER pourront ainsi être assorties d'un cahier des charges élaboré par la SAFER, précisant les conditions particulières à respecter, en cohérence avec la politique foncière et de développement des territoires communaux et intercommunaux ;

- Par la mise en œuvre d'actions foncières réalisées à la demande et pour le compte des communes et/ou EPCI à travers l'exercice du droit de préemption de la SAFER sur les ventes de fonds agricoles, terrains agricoles ou espaces présentant un enjeu pour la protection de l'environnement et des paysages ;
- Par la surveillance du marché foncier et la mise en place d'un dispositif de veille foncière opérationnelle.

Ainsi, plusieurs conventions d'interventions foncières (CIF) afférentes à différents Territoires fusionnés dans la Métropole Aix-Marseille-Provence ont été préalablement signées. En 2018, la Métropole a souhaité prendre en compte la totalité du territoire métropolitain et a approuvé par délibération du 22 mars 2018, une convention d'intervention foncière métropolitaine afin de conduire sur le long terme sa politique agricole décrite ci-dessus. Ladite convention a expiré le 31 décembre 2021.

En conséquence, la Métropole souhaite approuver une nouvelle convention d'intervention foncière d'une durée de 6 ans afin de poursuivre les missions et l'intervention de la SAFER dans le cadre du maintien de la politique agricole métropolitaine. Ce dispositif permet une intervention de la commune et de l'intercommunalité qui reste à l'initiative des demandes d'enquêtes et procédures de préemption dans le respect des prérogatives de la SAFER. Le montant de la présente convention est fixé à 53 180 euros HT (cinquante-trois-mille-cent-quatre-vingt euros HT). Il est pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence et couvre le coût global de la veille foncière opérationnelle (transmission des DIA, réalisation d'enquêtes, instruction des préemptions) hors frais de retrait de vente en cas de préemption en révision de prix qui sont pris en charge par la collectivité à l'initiative de la demande d'intervention (500 euros HT par dossier).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au bureau de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République
- La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale.

- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques ;
- La délibération ENV 007-3564/18/BM du 22 mars 2018 approuvant la convention d'intervention foncière conclue avec la SAFER pour la mise en œuvre d'actions en faveur du maintien et du développement de l'agriculture ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseil de Territoire.

**Où il le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la convention d'intervention foncière conclue en 2018 avec la SAFER est arrivée à échéance le 31 décembre 2021.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SAFER PACA souhaitent disposer d'une nouvelle convention d'intervention foncière pour une durée de 6 ans, afin de poursuivre la mise en œuvre d'action en faveur du maintien et du développement de l'agriculture.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention d'intervention foncière ci-annexée entre la SAFER PACA et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires (53 180 euros HT par an) sont inscrits au Budget 2022 de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Au titre de l'année 2022 : Sous-Politique G710 - Nature 62268 - Fonction 6312 – Code gestionnaire AGR14

Au titres de années 2023 et suivantes : opération stratégie foncière métropolitaine 2022-2026 n°2022000600 – sous-politique C 131-fonction 581, sous réserve du vote du budget.

#### Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2022 CT2 282**

**AVIS - Approbation d'une convention cadre de partenariat avec la Société du Canal de Provence pour le développement de l'irrigation sur le territoire de la Métropole**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Société du Canal de Provence (SCP), concessionnaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, a pour mission de concevoir, réaliser, exploiter et entretenir les aménagements hydrauliques nécessaires au développement de toutes les activités agricoles, urbaines et industrielles en Provence.

L'extension des réseaux hydrauliques permettent d'assurer un développement agricole durable, d'anticiper les effets du changement climatique et de maintenir une production agricole en quantité et en qualité.

Dans le cadre du Contrat d'objectifs 2021-2027 signé en janvier 2021 avec la Région, la SCP s'est engagée à mettre en œuvre son Plan d'Aménagement et d'Investissement (PAI) et son Programme Opérationnel d'Investissement (POI).

Il est proposé de signer une convention cadre entre la SCP et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le domaine d'intervention de la convention cadre porte sur les opérations d'investissement figurant dans le Plan d'Aménagement et d'Investissement de la SCP et concerne le territoire de la Métropole.

Cette convention cadre avec la SCP a pour objet de préciser les termes du partenariat conclu entre la Métropole et la SCP dans le but de soutenir le développement agricole et rural des communes du territoire au travers du financement par la Métropole d'actions visant :

- La mise en œuvre de programmes d'investissements (extensions hydrauliques de la concession régionale desservant les zones agricoles et réalisation d'ouvrages liés à l'irrigation des cultures) ;
- La réalisation d'études et d'expérimentations innovantes (conversion agroécologique, agriculture connectée pour les agriculteurs irrigants, agri-voltaïsme, développement de nouvelles filières amandes, pistaches).

La mise à disposition d'eau d'irrigation permettra d'apporter de l'eau aux cultures existantes et pourra contribuer à la création de nouvelles zones agricoles.

La convention cadre avec la SCP sera déclinée en conventions particulières d'aides financières pour chacune des opérations d'aménagement hydraulique retenues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

#### **Où il le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'ambition de la Métropole de soutenir le développement agricole et rural des communes du territoire et de contribuer au maintien d'une économie agricole dynamique et de qualité.

- La nécessité de répondre aux nouveaux défis climatiques, grâce à la participation au financement de projets d'extensions hydrauliques dans le cadre du partenariat avec la SCP.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention cadre entre la Métropole et la Société du Canal de Provence, pour le financement de projets d'extensions hydrauliques sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexée.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant est autorisé, à signer cette convention et tout document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2022 CT2 283**

**Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine – Intervention sur les Communes d'Aix-en-Provence, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Meyrargues, Rognes, Rousset, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Simiane-Collongue, Trets et Ventabren**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur la base de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER, approuvée le 30 juin 2022 par le Bureau de la Métropole, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

### **Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel**

Cette convention prévoit une information quotidienne des Communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux Communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière du Territoire mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (500 € HT), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'une opération de préemption concernant 34 ventes de parcelles avec révision de prix sur les Communes d'Aix-en-Provence, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Meyrargues, Rognes, Rousset, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Simiane-Collongue, Trets et Ventabren.

#### **• Aix-en-Provence**

- Parcelle(s) : Section OR N°84 et 85 ; Surface : 4 hectares 26 ares 20 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 200 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 108 070,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section LP N°2-5 et LS N°48 ; Surface : 6 hectares 71 ares 70 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 150 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 111 000,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de



valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section MT N°96,97,98 et 506 ; Surface : 3 hectares 20 ares 91 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 60 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 52 575,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section MB N°215 ; Surface : 20 ares 08 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 325 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 10 790,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section NE N°183 ; Surface : 08 ares 88 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 10 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 3 340,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section NE N°182 ; Surface : 07 ares 34 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 10 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 3 965,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section KD N°262 ; Surface : 39 ares 35 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 100 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 23 220,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Coudoux

- Parcelle(s) : Section AO N°37 ; Surface : 36 ares 80 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 35 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 11 390,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Equilles

- Parcelle(s) : Section BI N°20 ; Surface : 19 ares 00 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 30 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 4 770,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section BE N°55 ; Surface : 18 ares 10 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 5 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 3 875,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Fuveau

- Parcelle(s) : Section AL N°122 ; Surface : 21 ares 60 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 15 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 7 190,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section AM N°92 ; Surface : 20 ares 87 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 7 000,00 € qui ne correspond pas au

marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 5 560,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section CI N°63 ; Surface : 34 ares 28 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 45 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 8 750,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section AE N°122 ; Surface : 1 hectare 32 ares 06 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 60 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 31 230,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section CA N°19 ; Surface : 22 ares 58 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 17 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 9 830,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Gardanne

- Parcelle(s) : Section AC N°15,16,155,159 ; Surface : 68 ares 76 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 25 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 12 350,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Jouques

- Parcelle(s) : Section B N°481, 482, 483, 490, 491 et 492 ; Surface : 3 hectares 91 ares 60 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 37 500,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 12 890,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section C N°1391 ; Surface : 18 ares 05 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 17 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 4 210,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT

conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Lambesc

- Parcelle(s) : Section BT N°38,39,40, 41 et 42 ; Surface : 1 hectare 79 ares 00 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 30 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 24 505,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- La Roque-d'Anthéron

- Parcelle(s) : Section B N°59, 61, 387 et 489 ; Surface : 64 ares 48 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 15 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 3 875,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Le Puy-Sainte-Réparate

- Parcelle(s) : Section BL N°6 ; Surface : 42 ares 02 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 31 500,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 5 555,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section BB N°182 et 183 ; Surface : 40 ares 99 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 9 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 4 320,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Meyrargues

- Parcelle(s) : Section AN N°99 et 232 ; Surface : 41 ares 87 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 110 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 37 795,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section G N°426 et 1418 ; Surface : 23 ares 25 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 13 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 2 220,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section AA N°57 ; Surface : 15 ares 45 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 15 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 2 585,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section AN N°100, 157 et 168 ; Surface : 14 ares 16 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 115 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 43 815,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Rognes

- Parcelle(s) : Section AK N°132 ; Surface : 11 ares 60 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 2 500,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 2 800,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Rousset

- Parcelle(s) : Section AR N°81, 82 et 83 ; Surface : 47 ares 40 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 187 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 53 120,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole. S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 €

HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Saint-Cannat

- Parcelle(s) : Section CD N°21 ; Surface : 16 ares 10 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 6 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 4 770,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section AD N°123 et 124; Surface : 20 ares 35 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 10 175,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 5 330,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Saint-Estève-Janson

- Parcelle(s) : Section AA N°113 ; Surface : 7 ares 80 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 3 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 1 665,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Simiane-Collongue

- Parcelle(s) : Section AI N°26 ; Surface : 90 ares 64 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 69 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 49 280,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Trets

- Parcelle(s) : Section BI N°200 ; Surface : 57 ares 45 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 14 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 7 490,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Ventabren

- Parcelle(s) : Section AP N°464 et 466 ; Surface : 63 ares 23 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 30 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 8 390,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,  
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- La délibération n° ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) de la Métropole avec la SAFER ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 9 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour les 34 ventes de parcelles sur les Communes d'Aix-en-Provence, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Meyrargues, Rognes, Rousset, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Simiane-Collongue, Trets et Ventabren.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des 34 préemptions en révision de prix sur les Communes d'Aix-en-Provence, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Meyrargues, Rognes, Rousset, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Simiane-Collongue, Trets et Ventabren, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER.

**Article 2 :**

Sera versée la somme de 500 € HT à la SAFER par opération de préemption, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente du bien par le propriétaire respectif.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : Chapitre 011, Nature 611, Fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 284**

**Attribution de subventions aux associations à caractère agricole**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix a mis en place une politique d'aide aux associations à caractère agricole dans le but de participer au développement de l'agriculture sur son territoire, de promouvoir, faire découvrir et sauvegarder les produits du terroir.

Composante forte de l'économie locale, vecteur d'attractivité territoriale, l'agriculture locale constitue un potentiel important d'approvisionnement alimentaire, de création d'emplois et de rayonnement du territoire.

Il convient également de rappeler que la Charte agricole du Pays d'Aix, dans son volet économique, fixe les trois objectifs suivants :

- Faire connaître et reconnaître l'agriculture.
- Promouvoir l'agriculture.

- Améliorer la commercialisation des produits.

Pour l'année 2022, il est proposé de poursuivre le soutien aux associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole et de création d'emplois.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention d'un montant total de **2900 €** à l'association suivante :

n°	Association	Type d'Action	Objet de l'action	Budget prév Fonctionnement général	Subv sollicitée	Subv proposée	Conv oui / non
000001290	Solidarité Paysans Provence Alpes	Accompagnement individuel des agriculteurs en difficultés	- poursuite et développement du travail d'accompagnement - accès aux droits - accompagnement aux procédures collectives - information et sensibilisation sur la gestion du risque - accompagnement et formation individuelle et collective à l'utilisation des outils numériques.	344 000 €	3850 €	2900 €	NON
TOTAL						2900 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, il est précisé que la subvention mentionnée étant inférieure à 5 000 € fera l'objet d'un seul versement, sitôt effectué le contrôle de légalité de la délibération afférente par les services préfectoraux.

L'association quant à elle, a pour obligation de transmettre avant la fin de l'exercice 2022 ou au plus tard dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice 2022 :

- un compte de résultat final signé par le Président et le Trésorier,
- un rapport qualitatif et quantitatif de l'action subventionnée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 9 juin 2022.

Ouï le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

#### Délibère

#### Article 1 :

Est attribuée à l'association Solidarité Paysans Provence Alpes une subvention de 2900 €.

#### Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

#### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2022 CT2 285

#### **Accord de principe sur l'implantation de distributeurs automatiques de produits fermiers sur le Pays d'Aix dans la continuité des circuits courts**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'agriculture locale dispose d'une exceptionnelle capacité d'approvisionnement alimentaire et bénéficie d'un soutien croissant de la part des consommateurs. Elle doit cependant faire face à une fragilisation de la profession et à la raréfaction de ses terres cultivables.

S'appuyant sur sa Charte agricole, le Pays d'Aix, contribue à son maintien et son développement grâce à la création de la couveuse-pépinière agricole de Pertuis (5 producteurs dédiés à la vente directe), la future couveuse-pépinière agricole innovante de Luynes à Aix-en-Provence, ainsi qu'à la commercialisation et la valorisation des productions locales via les Halles de producteurs « Terres de Provence » de Plan de Campagne notamment.

L'évolution du comportement de l'acte d'achat des consommateurs offre l'opportunité de développer un mode de commercialisation innovant et complémentaire au marché de vente directe : le distributeur automatique de produits fermiers. Il vise une clientèle d'actifs citadins cherchant à s'approvisionner facilement et rapidement en produits locaux frais 7j/7 et 24h/24.

Fort des études d'opportunité et de faisabilité réalisées par la Chambre d'agriculture de Vaucluse, dans le cadre des conventions d'objectifs 2021 et 2022, le Territoire du Pays d'Aix sollicite un accord de principe permettant l'implantation de distributeurs automatiques sur le Pays d'Aix, dans la continuité des circuits courts et de la mise en place du Projet Alimentaire Territorial.

#### ■ **Présentation du dispositif**

- La Chambre d'agriculture de Vaucluse a initié la mise en place de trois distributeurs automatiques de produits fermiers, pilotés par un collectif d'agriculteurs (« *En direct de nos fermes* », premier distributeur collectif en France). Installés à Avignon (zone « Agroparc ») ils connaissent un fort succès.
- Elle confirme l'intérêt des agriculteurs locaux et des consommateurs du Territoire pour ce nouveau mode de vente et propose la marche à suivre suivante pour la concrétisation efficace du projet.

### Synthèse des conditions de réussite, humaines et logistiques :

- **Groupement d'agriculteurs** : association, coopérative, intégration dans un collectif existant...
- **Gamme variée de produits de saison** : fruits, légumes, viande, produits laitiers, épicerie, etc.
- **Offre appropriée** : volumes, période, produits issus des exploitations, remplissage quotidien...
- **Site d'implantation stratégique** : passage, visibilité, faisabilité (démarches urbanisme, etc.)
- **Matériels adaptés** : mutualisation, adaptation des outils, moyens de paiement (Internet, carte bancaire).

### Les combinaisons possibles du distributeur :

- **Nombres de casiers** : 50 ou 100 casiers chacun.
- **Produits par casier** : casier mono-produit ou par lot de 2 produits
- **3 zones de température possibles** : ambiante, 8-15°C, 2°C

### Matériels annexes :

- **Cabane** servant à héberger les casiers
- **Local de stockage** de produits de 100 à 150 m<sup>2</sup> (une partie sèche, une à 2°C, une de 8-15°)
- **Camion froid**

#### ■ **Budget prévisionnel**

Investissement en matériel	Exemples	Evaluation coût
Distributeur 50 à 100 casiers / 3 zones de température		50 000 à 70 000 €
Abri / Cabane avec plancher < 20m <sup>2</sup>	Matériau : bois	15 000 à 20 000 €
Aménagement pour l'arrivée des réseaux	Electricité, Internet...	5 000 et 10 000 €
Véhicule pour approvisionner le distributeur au départ du local de regroupement	Camion frigorifique	30 000 à 40 000 €
Local de regroupement et aménagement	Chambre froide Rayonnages / Matériel de manutention	20 000 à 25 000 € 5 000 à 15 000 €
<b>Total Investissement</b>		<b>100 000 à 140 000 €</b>
Frais de fonctionnement annuels	Exemples	Evaluation coût
Achats, charges externes, charges courantes	Eau, gaz, électricité, tél, frais divers	8 000 €
Carburant		2 000 €
Location plateforme		6 000 €
Options : location ou achat véhicule		12 000 €
Options : salaires & charges d'un technicien (1 <sup>ère</sup> année)		20 000 €
<b>Total Fonctionnement</b>		<b>48 000 €</b>

#### ■ **Chiffre d'affaire total annuel estimé :**

Le chiffre d'affaires total annuel est estimé entre 150 000 à 180 000 € suivant le lieu d'implantation pour environ 30 à 35 tonnes de produits vendus.

#### ■ **Opportunités de financements grâce aux fonds européens FEADER :**

Le Chef de file du projet, à savoir la Chambre d'agriculture de Vaucluse, solliciterait des fonds européens.

Deux mesures ont été identifiées permettant la prise en charge d'une grande partie des dépenses :

> **La mesure 4.2** concerne les « *investissements dans les industries agroalimentaires* » permettant de :

- développer et moderniser les points de vente collectifs par les producteurs ;
- mettre en place et développer des démarches structurantes de filières associant l'amont et l'aval ;
- développer de nouvelles filières ou de nouveaux produits pour accéder à de nouveaux marchés.



Les actions prises en charge financièrement seraient : études de faisabilité, frais de fonctionnement, coûts liés à la mise en œuvre du projet (acquisition de terrains, construction de bâtiments, matériels, etc.), frais liés à la promotion, la sensibilisation...

> **La mesure 16.4** s'appliquerait aux dossiers déposés en 2022 pour des projets devant se réaliser au plus tard avant le 31/12/2024. Elle concerne « la mise en place de nouveaux modes de distribution en circuits d'approvisionnement courts ».

> **Le taux d'aide publique prévu est de 40% pour les investissements** et de **80% pour les autres dépenses** : études, animation, promotion, fonctionnement.

- **Autres financements possibles** : dispositif CEDRE de la Région (entre 15 000 € et 45 000 €).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 9 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'opportunité de concrétiser les études pré-opérationnelles menées en faveur de l'implantation de distributeurs automatiques de produits fermiers sur le Territoire du Pays d'Aix.

**Délibère**

#### **Article 1**

Est approuvé l'accord de principe permettant l'implantation de distributeurs automatiques de produits fermiers sur le Territoire du Pays d'Aix.

#### **Article 2**

Ce principe ne préjuge pas d'un financement métropolitain. Si une demande de financement intervenait ultérieurement, l'assemblée délibérante serait à nouveau sollicitée.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Commerce et artisanat**

#### **2022 CT2 286**

**Attribution de subventions aux associations de commerçants et artisans de proximité**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la politique de subventions mise en place depuis 2006 par la Communauté du Pays d'Aix (ci-après CPA) pour favoriser l'activité commerciale et artisanale de proximité, des associations de commerces de proximité, initiatrices de projets de dynamisation des centres-villes ou villages, font appel à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Composante de l'économie locale et véritable valeur ajoutée de l'attractivité des centres-villes et villages, l'activité des commerçants et artisans contribue à la qualité de vie, dans l'intérêt général.

Les demandes ont été examinées au regard des critères adoptés par le Conseil communautaire de la CPA du 13 décembre 2011 (délibération n° 2011\_A195).

Les subventions présentées tiennent compte de l'impact de leur action sur le Territoire, mais aussi des enveloppes budgétaires disponibles.

A ce titre, le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de 23 500 € pour les deux associations suivantes :

N°	Association	Type d'Action	Objet de l'action	Budget prév actions	Subv sollicitée	Subv proposée	Conv oui / non
000020 07	EPAT & VOUS	Fonctionnement permettant la mise en œuvre du programme d'actions annuel	concept store offrant aux artisans et créateurs du Pays d'Aix une visibilité et apportant une attractivité commerciale du centre-ville.	37 250 €	12 000 €	12 000 €	non
000002 011	ENTREPRISE DU PATRIMOINE VIVANT SUD	SALON ART ET VIN	Promouvoir au sein d'un même événement ouvert au grand public des artisans et des entreprises du patrimoine vivant du Territoire du Pays d'Aix.	23 750 €	11 500 €	11 500 €	non
TOTAL				23 500 €			

**L'association « EPAT & VOUS »** était, à son origine en 2017, intégrée au Comité du Bassin d'Emplois Sud - Luberon. Cette association a pour but de mettre en relation des artisans et des artistes, de leur donner l'opportunité d'un développement économique, de leur mettre à disposition un lieu commun et d'accueillir une clientèle dans un cadre dédié. Cette association située dans le centre-ville de Pertuis, grâce à son succès, est devenue indépendante en 2021.

Sa présidente continue l'œuvre commencée : animation d'une boutique de centre-ville, véritable vitrine des artisans d'art et créateurs, qui dispose en arrière-boutique d'un atelier servant également de salle de formation. Des stages et formations destinés aux adultes et aux enfants sont proposés. En 2021, six ateliers ont ainsi accueilli 103 participants et 32 créateurs ont intégré cet espace d'accueil.

Ce concept store, qui a fait l'objet de travaux de réhabilitation, a créé un emploi en contrat civique. Il est le commerce le plus visité de la rue Colbert. Il a reçu 5 580 visiteurs et le nombre d'articles vendus est de 2 771 pièces.

Malgré la période difficile vécue en 2020 et 2021 avec six semaines de fermeture relative à la crise sanitaire, l'association a su rebondir en jouant la carte de la solidarité et en accueillant de nouveaux créateurs.

**L'association « ENTREPRISE DU PATRIMOINE VIVANT SUD »** (EPV région Sud) a été créée le 15 janvier 2021. Elle a pour objet de représenter les EPV auprès de l'Etat en région ou des collectivités territoriales, de représenter ces entreprises auprès de l'association nationale des entreprises du patrimoine vivant et de l'institut national des Métiers d'Arts, de promouvoir et de défendre le label (EPV), d'organiser des actions au profit des entreprises, de mettre en place des partenariats avec les organisations professionnelles, les organisations publiques, les collectivités territoriales, les secteurs économiques afin de soutenir le développement des entreprises adhérentes et défendre une image d'excellence des savoir-faire régionaux en France et à l'international.

En 2021, l'association a fait son premier salon au couvent des Oblats à Aix-en-Provence.

En 2022, pour sa deuxième manifestation, l'association organise un salon pour mettre à l'honneur les entreprises du patrimoine vivant et les métiers d'Art. La Chambre des Métiers d'Art est associée à cet événement qui se tiendra à Aix-en-Provence au Pavillon Vendôme du vendredi 30 septembre au dimanche 2 octobre 2022.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole les modalités de paiement sont les suivantes :

Pour l'association EPAT ET VOUS :

- un acompte de 80 % une fois la délibération rendue exécutoire,
- le solde de 20 % après production des documents suivants :

- ✓ Les comptes annuels signés par le Président et le trésorier ;
- ✓ Le rapport d'activité de l'année écoulée.

Pour l'association ENTREPRISE DU PATRIMOINE VIVANT SUD :

- un acompte de 80 % une fois la délibération rendue exécutoire,
- le solde de 20 % sera versé sur production du compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée accompagné du rapport qualitatif de l'action.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2011\_A195 du Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre 2011 approuvant les critères d'attribution de subvention au profit des associations de commerçants et artisans de proximité ;
- La délibération n° FB 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 9 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son Territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

**Article 1 :**

Est attribué, aux association ci-dessous, un montant total de subvention de 23 500 €, réparti comme suit :

- EPAT & VOUS  
12 000 €
- Entreprise Vivante du Patrimoine Sud  
11 500 €

**Article 2 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 632.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## Développement économique et emploi – Tourisme et promotion du territoire

**2022 CT2 287**

**Attribution d'une subvention spécifique à l'association Elan Jouques pour le pôle tourisme dans le cadre du programme "Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée - (TZCLD)" - Approbation d'une convention d'objectifs**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Créée dans le cadre de l'expérimentation "Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée - TZCLD", l'association dénommée Entreprise Locale Activités Nouvelles Jouques sous le sigle « ELAN Jouques » est une association à but non lucratif, dont l'objectif premier est la création d'emplois et l'installation d'une dynamique de promotion et d'animation de la vie locale.

Cette association développe des activités correspondant à des besoins utiles du territoire, notamment en matière de développement durable, dans le cadre de l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée – TZCLD. Elle devient une Entreprise à But d'Emploi (EBE) conventionnée par le Fonds National.

Elle appartient à l'économie sociale et solidaire. Son objectif est la création d'activités pouvant générer des emplois à hauteur des besoins de la population sur un territoire défini. Elle doit identifier les activités, veiller à ce qu'elles répondent à des besoins utiles pour la société et l'environnement, évaluer leur faisabilité et mesurer qu'elles ne sont pas en concurrence avec des emplois existants sur la commune. La cohésion sociale est au cœur de son action, le maintien du lien social et le développement durable sont une priorité.

Elan Jouques propose ainsi un emploi à toutes les personnes privées d'emploi qui sont volontaires pour devenir salarié d'une EBE ; l'embauche est non sélective. Ce projet vise à résorber le chômage de longue durée avec le constat premier que personne n'est inemployable.

**1. Tourisme durable :**

Entre Luberon et Sainte-Victoire, Jouques est un village de charme et de traditions, ancré dans l'histoire de la Provence. A proximité d'Aix-en-Provence, la Commune de Jouques est située sur un vaste territoire aux écosystèmes variés. Ce village, offre la possibilité aux amoureux de la nature, de

l'histoire et du patrimoine, de venir découvrir un joli coin de Provence. Visites commentées, location de vélos, à chacun son activité pour découvrir Jouques.

#### **1.1 Elan Jouques, pôle Tourisme :**

Le pôle Tourisme de cette association a élaboré et orienté ses activités vers un tourisme durable, réfléchi et responsable dès sa création. Elle doit notamment contribuer à la vitalité économique d'un territoire toute l'année.

Son choix d'un tourisme s'appuie sur un patrimoine collectif à découvrir et à partager l'histoire du village, la qualité de son bâti architectural, l'environnement vert exceptionnel. Le patrimoine rural est très présent ; le parcours des visites commentées invite à remonter le temps.

#### **1.2 En 2022, l'un des enjeux de ce pôle est la location de vélos électriques :**

Son objectif est de poursuivre le développement des activités du tourisme par :

- > Des randonnées à vélos commentées en formant leurs intervenants.
- > Des circuits vélos comprenant les villages environnants avec les acteurs du tourisme de chaque village. Une carte terroir signale les producteurs locaux à découvrir.

Tout en permettant aux personnes privées d'emploi qu'elle recrute de développer des compétences et regagner la confiance en soi. Pour cela des étapes doivent être parcourues et des compétences acquises.

Cette association s'engage dans un éco-tourisme centré sur la conservation de la nature, la valorisation du patrimoine historique et rural, le respect du cadre de vie des locaux et leur lien à l'environnement. Touristes, habitants de Jouques et villages avoisinants, tous y trouvent leur intérêt.

## **2. Valoriser le territoire par la location de vélos électriques et développer des activités du tourisme :**

L'objectif pour Elan Jouques est de mettre la ruralité du village en valeur et d'ajouter du sens à la découverte du territoire. La location de vélos à assistance électrique permet une immersion en douceur dans les collines et la garrigue ; des échappées dans un vaste espace aux paysages variés.

Pouvoir augmenter son parc de vélos à assistance électrique pour les proposer à la location sous différentes formes, c'est offrir des prestations

supplémentaires et nouvelles à une clientèle locale et extraterritoriale afin de satisfaire la demande tout en participant à la vie économique de la Commune et en créant de nouveaux emplois pour les demandeurs d'emplois de longue durée volontaires du Territoire qui intègrent le projet TZCLD et participent ainsi à la valorisation du Territoire.

Il s'agit de diversifier l'offre proposée pour être compétitif et développer le chiffre d'affaires afin de répondre à l'enjeu du projet de créer de l'activité pour donner du travail à des demandeurs d'emploi de longue durée en créant de nouveaux emplois au sein du pôle tourisme.

Le projet s'inscrit dans la triple démarche du développement durable : la dimension environnementale dans la sensibilisation du public à la préservation des espaces naturels, la dimension sociale pour la création d'emplois, le développement de compétences et le lien social renforcé sur le village concerné, la dimension économique pour l'innovation d'une activité viable et le retour d'une dynamique sur un territoire offrant peu d'emplois.

Ce besoin a été identifié par l'association avec ses clients réguliers et de passage qui sont demandeurs d'un parc de vélos plus conséquent mais aussi par certains Comités d'Entreprise. Ces derniers seraient intéressés par l'organisation de journées spécifiques de sensibilisation de leurs salariés à une mobilité durable respectueuse de l'environnement.

#### **2.1 Inscription dans le cadre d'une politique publique :**

Cette action s'inscrit dans le cadre d'une politique publique. C'est une activité en continuité avec le projet territoire zéro chômeur qui consiste à créer des activités avec les compétences des demandeurs d'emploi de longue durée sur le territoire de Jouques qui fait partie des dix territoires sélectionnés pour l'expérimentation TZCLD.

Le pôle tourisme de l'association Elan Jouques a été référencé par le Grand site® Concors-Sainte Victoire, qui a mis en place un réseau d'intervenants privilégiés et qualitatifs qu'il évalue chaque année pour la poursuite de ce référencement. Il fait partie des quatre uniques acteurs nationaux sélectionnés à ce jour grâce aux prestations de qualité actuelles qu'il propose.

#### **2.2 Public bénéficiaire et moyens mis en œuvre :**

Le public bénéficiaire est constitué de demandeurs d'emploi de longue durée de la Commune de Jouques de façon directe. L'ensemble de la

population de la Commune de Jouques est bénéficiaire de façon indirecte de cette action par la création d'emplois et la promotion du réemploi.

Les moyens humains mis en œuvre sont composés d'une équipe de deux personnes formées au tourisme ainsi que le renfort d'un salarié supplémentaire en 2022 et des autres salariés polyvalents des autres pôles de cette association.

Dans sa démarche de marketing commercial, Elan Jouques investit dans des achats de petits matériels de type vélos et consommables. Elle communique à travers les réseaux sociaux et la newsletter bimensuelle distribuée dans les boîtes à lettre de Jouques et numériquement à tous ses contacts et clients afin de valoriser ses activités sur son site internet [www.elan-jouques.com](http://www.elan-jouques.com).

Ainsi, pour réaliser ces actions dans les meilleures conditions, l'association ELAN Jouques sollicite, pour l'année 2022, le soutien financier du Territoire à hauteur de 5 000 € (cinq mille euros) soit un taux de couverture à 9.13% du budget prévisionnel de l'action qui s'élève à 54 787€.

A titre informatif, le taux de participation est donc de 0.39% sur un budget prévisionnel de fonctionnement global de 1 283 407€.

Après examen de cette demande, la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 9 juin 2022 a proposé d'attribuer une subvention spécifique de 1 000 € (mille euros), ce qui représente un taux de couverture de 1.82 % du budget de l'action.

Par ailleurs, ladite association a obtenu des subventions par délibérations du Conseil de Territoire du 28 avril 2022 :

- De la Direction Insertion et Emploi du Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 20 000€ pour l'attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix œuvrant dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi - Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique (Axe2) (dossier n° 00000422-2022),
- De la Direction Eau Assainissement Déchets, pour un montant de 2 000 € afin de poursuivre l'action de traitement des bio déchets (dossier n° 00001234).

Avec l'attribution de la subvention objet du présent rapport, le montant total des subventions attribuées par le Territoire du Pays d'Aix étant de 23 000 €, il convient d'approuver une convention d'objectifs.

N° GU	Association	Budget prévisionnel de l'action 2022	Montant sollicité 2022	Montant proposé par la commission pour 2022
00000362-2022	ELAN JOUQUES - 108706 824909907 00027	54 787€	5 000€	1 000€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° TVP-001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n° FBPA-029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA-063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 9 juin 2022.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La nécessité de contribuer aux actions du pôle tourisme de l'association Elan Jouques, dans le cadre du programme « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée –TZCLD ».
- L'expertise du pôle Tourisme de l'association Elan Jouques - Entreprise à But d'Emploi (EBE).

## Délibère

### Article 1 :

Est attribuée une subvention spécifique de 1 000 € à l'association ELAN Jouques.

### Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'association Elan Jouques.

### Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférant à l'exécution de la présente délibération.

### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 633.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2022 CT2 288

**Attribution d'une subvention au Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD) pour la troisième édition événementielle « un Dimanche en Durance » sur le site de l'épi du Fort de La Roque d'Anthéron**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Créé en 1976 entre les collectivités riveraines de la Basse-Durance, le Syndicat Mixte d'Aménagement

de la Vallée de la Durance (SMAVD) regroupe depuis 2005 la Région PACA, les 4 départements de Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes-Alpes, 49 communes et 5 Communautés de Communes et d'Agglomération ainsi que la Métropole Aix-Marseille-Provence, riveraines de la Durance entre Serre-Ponçon et le Rhône.

Concessionnaire de la gestion du Domaine Public Fluvial de la Basse-Durance depuis 1982, le SMAVD œuvre essentiellement dans les domaines de l'aménagement et la gestion du lit de la Durance, de l'amélioration de la sécurité et de la protection contre les crues, de la gestion du transport solide, de la préservation et l'amélioration du patrimoine naturel et de la maîtrise des différents usages.

Depuis 2010, le SMAVD est labellisé « Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) » de la Durance.

En tant que gestionnaire de la rivière Durance, les actions du SMAVD sont multiples :

- Lutte contre les inondations,
- Préservation et gestion des milieux naturels et de la biodiversité,
- Gestion morphologique du lit,
- Pilotage de l'observatoire de la Durance,
- Gestion et surveillance du Domaine Public Fluvial,
- Gestion harmonieuse des différents usages,
- Animation et coordination des politiques publiques à l'échelle du bassin versant.

Dans le courant de l'année 2020, des travaux de réhabilitation du site de l'épi du Fort de La Roque d'Anthéron ont été réalisés ainsi que le lancement de la création d'une véloroute appelée « la Durance à vélo » au bord de la Durance. Ce site est un ancien ouvrage constitué d'enrochements, construit pour retenir les eaux limoneuses charriées par la Durance lors des crues afin d'enrichir les sols agricoles. Il abrite aussi la cistude, petite tortue emblématique de la Durance.

Cet endroit a donc fait l'objet d'un réaménagement / aménagement par des tables de pique-nique avec ombrières, des bancs et appuis vélos. Des arbres ont été plantés et apportent de la fraîcheur à cet espace au bord de l'eau. Il offre des points de vue sur la Durance et des balades de découverte de la nature et du patrimoine durancien sont programmées pour les grands et les petits avec le bureau des guides – GR 13.

C'est, pour les professionnels du Tourisme, une réelle opportunité de développement avec une nouvelle destination autour de l'eau, fortement attendue par la clientèle estivale.

Dans le cadre de ses missions, le SMAVD valorise les bords de la Durance en proposant depuis 3 ans une activité tournée vers l'événementiel pour promouvoir les richesses et les acteurs de la Durance. Son objectif est de revenir sur les bords de

la Durance et de se reconnecter avec son milieu naturel. Longtemps, la Durance a souffert d'une image de rivière dangereuse, polluée et peu accueillante.

Les 2 premières éditions baptisées « Un dimanche en Durance », se sont déroulées en juin 2019 et en septembre 2021 et ont déjà rassemblé près de 3 200 personnes. Cet événement tend à devenir le rendez-vous annuel permettant de rassembler les acteurs locaux, les institutionnels, les associations, les producteurs et les artisans de la Durance pour leurs savoirs et d'échanger sur les grands enjeux de la préservation de l'écosystème et des ressources de la Durance.

C'est pourquoi, en 2022, le SMAVD organisera, le dimanche 3 juillet 2022, sa 3<sup>ème</sup> édition sur le site de l'épi du Fort de La Roque d'Anthéron. A cette occasion, il propose de découvrir la nouvelle véloroute « la Durance à vélo » sur deux boucles de 10 kms et de 15 kms spécialement fléchées. Tout le long des tracés, des panneaux d'interprétation permettront de découvrir la biodiversité et la dynamique de cette rivière en tresse.

C'est une opportunité de promouvoir et de pratiquer le vélo en général et sur les bords de la Durance, en particulier, le long de la véloroute.

Le SMAVD a donc pour ambition d'amener le grand public à porter un autre regard sur la Durance au travers de cette journée de découvertes, d'activités en bord de Durance, d'expositions dans un cadre festif proposé par les nombreux partenaires de l'évènement. Ainsi, la Durance se (re)découvre.

Le programme de cette journée :

- Activités de loisirs, balades de découvertes afin de faire découvrir la Durance aux visiteurs :
  - Balades à vélos (location de vélos possible), initiations et balades en canoës, balades en calèche, animations autour de la pêche et de la vannerie, pétanque, ...
- Village « Durance » d'exposants :
  - (Sous réserve et non exhaustif) : Fédération de pêche, la Maison Régionale de l'Eau, FNE exposition « Durance 360° », photos Camille Moirenc, photos subaquatiques de Yannick Gouguenheim, La réserve à bulles « bd » ...
- Marché des producteurs et des artisans de la vallée pour mettre à l'honneur les acteurs et les produits « made in Durance ».
- Ambiance guinguette autour d'une buvette et de Food trucks, espaces pique-nique, bronzette, ...

- Concerts déambulatoires rythmeront la journée et en fin d'après-midi, un concert sera organisé pour clôturer cet événement.

Cette organisation mobilise plus d'une cinquantaine de personnes entre les partenaires, les exposants, les prestataires et les bénévoles.

Ainsi, pour réaliser cette action dans les meilleures conditions, le SMAVD sollicite un financement au titre de la manifestation événementielle « Un Dimanche en Durance » à hauteur de 6 000 € qui représente 7,06 % du budget prévisionnel de l'action qui s'élève à 85 000 €.

Après examen de cette demande, il est proposé d'attribuer une subvention spécifique de 2 500 € soit un taux de couverte de 2,94 % du budget prévisionnel de l'action.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, il est précisé que la subvention mentionnée, étant inférieure à 5 000 €, fera l'objet d'un seul versement dès que la délibération sera exécutoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 9 juin 2022.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- L'intérêt que présente pour le territoire la valorisation du site de la Durance par le SMAVD.
- L'opportunité de promouvoir des actions très prometteuses pour le tourisme sur l'ensemble du territoire métropolitain.

## Délibère

### Article 1 :

Est attribuée une subvention de 2 500 € au Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD).

### Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 657382, fonction 633.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## 2022 CT2 289

### **Attribution d'une subvention au Comité Départemental 13 (C.D 13) de la Fédération Française des Sports Populaires (FFSP) pour la promotion touristique des boucles pédestres**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Comité Départemental 13 (CD.13) structure affiliée à la Fédération Française des Sports Populaires (ci-après FFSP) anime et coordonne, sur notre Territoire, le réseau des marches populaires (5, 10 et 20 kms). Cet organisme s'inscrit dans le schéma de développement touristique pour ce qui concerne la filière « Activités de Pleine Nature – APN ». Ses objectifs principaux sont de proposer des manifestations de sport populaire pour permettre au plus grand nombre de participer, de faire découvrir les patrimoines d'une région, d'une ville ou d'un village en toute convivialité, de favoriser la mobilité interrégionale et transfrontalière ainsi que les échanges interculturels et l'intégration par la pratique du sport.

De surcroît, avec la dynamique créée par la mise en place de la destination internationale Internationaler Volkssport Verband (ci-après IVV) - Pays d'Aix et Métropole APN (tourisme de pleine nature), développée depuis 2012, le Territoire a soutenu la mise en œuvre de toutes ses actions par l'interface de la direction du Développement Economique et Agriculture du Territoire du Pays d'Aix (CT2) ; avec le service des sports et le service des transports de la Métropole.

Ces marches populaires IVV représentent un signe de ralliement entre les participants aux manifestations proposées par une association ou un partenaire affilié à la FFSP et dont l'accomplissement est certifié par un « tampon de validation IVV ».

Elles sont destinées à tout le monde sans distinction. Une ou deux fois par an ces itinéraires font l'objet d'un événementiel destiné à animer la Commune dans laquelle il a lieu. Le CD.13 FFSP, acteur incontournable dans la démarche de sensibilisation, donne une dimension nouvelle aux activités sportives en développant un sport à la portée de tous comme les sports de loisirs et de détente, « sans esprit de compétition », sans contrainte de temps et de classement, sans vainqueur et surtout sans vaincu. Son but est de contribuer au maintien et à l'amélioration de la santé en délestant les secteurs trop fréquentés, sur un parcours de randonnée sécurisé avec des postes de contrôle pouvant valoriser le terroir ou être des sports de découvertes.

D'ailleurs, les Olympiades internationales IVV de 2019, avec le support de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ont montré l'intérêt économique d'une destination IVV Sud Europe ouverte sur un potentiel de 35 nations. Aix-en-Provence et le Pays d'Aix ont enregistré pendant 1 semaine plus de 10 000 participations, générant un chiffre d'affaires de plusieurs millions d'euros en période



désaisonnalisée (octobre) : cette démarche est une niche commerciale préservée de 20 millions de touristes-marcheurs. Cet événement a permis en outre d'enregistrer le comportement de clientèles d'événementiels, ce qui devrait être une expérience intéressante à considérer lors des prochaines épreuves olympiques de sports de voiles. L'impact d'un tel événement pour le Territoire aurait dû avoir un retour sur investissement plus important s'il n'y avait eu la crise sanitaire mondiale.

Ce programme global de mise en place de la destination internationale IVV - Pays d'Aix « Randonnées et Tourisme » impacte la population locale et les touristes-marcheurs IVV qui viennent des quatre coins du monde.

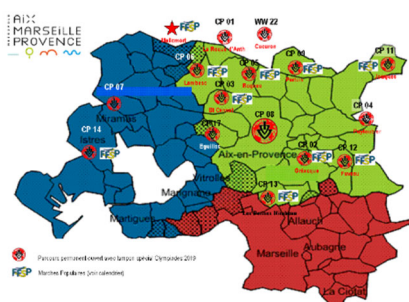
### **Le CD.13 FFSP : un atout pour le Tourisme dans notre Territoire :**

Régionalement, cette démarche qui associe le tourisme aux sports de pleine nature a aussi pour objet d'engager des populations non sportives à découvrir, de façon douce, l'activité physique tout en profitant d'événements festifs locaux : ce sont les Marches Populaires internationales que l'on rattache à des fêtes locales du terroir (agritourisme) : cela crée une dynamique nouvelle d'intra-tourisme.

Notre Territoire propose aujourd'hui la destination internationale IVV la plus attractive du monde : 14 parcours permanents homologués regroupés et un calendrier de 12 Marches Populaires à l'attention des provençaux. Chaque participation rapporte un tampon fédéral spécifique à chaque site, à apposer sur chaque carnet sportif international : c'est ce que viennent chercher les marcheurs IVV de 35 Pays ; le CD.13 FFSP – Réseau Tourisme Aix & Pays d'Aix apporte ainsi 26 bonnes raisons de séjourner durablement sur notre Territoire grâce à son dynamisme.

Au niveau touristique, ses atouts permettent aux randonneurs IVV de découvrir le patrimoine de la région : site historiques, monuments et musées, architecture, gastronomie, activités culturelles et sportives... Ces randonneurs IVV participent ainsi à la vie économique de la région : hébergement, restauration, achat divers.

Ce réseau IVV fait l'objet d'un suivi qualité. Il constitue une base pour des produits touristiques spécifiques à chaque OTSI. Il apporte un réservoir de clientèle internationale désaisonnalisée et il a comme atout d'attractivité : le tampon fédéral unique à chaque site.



Le contexte climatique devrait ajouter sa touche en mettant notre tourisme vert en concurrence directe avec l'offre plus attractive des proches secteurs de montagne obligés de répondre au déficit d'enneigement (84, 05, 05). Ce Réseau IVV devrait accorder au Territoire une attractivité que les autres ne possèdent pas encore.

Vis-à-vis de la concurrence régionale, le tourisme Aix & Pays d'Aix a cependant un tendon d'Achille : un déficit d'images en termes de destination et sur son offre APN, sa promotion et sa commercialisation. C'est pourquoi, le CD.13 FFSP travaille actuellement avec le service digital de l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence et le réseau des OTSI du Pays d'Aix pour combler ce retard. Ses objectifs 2022 sont :

- Edition en 5 000 exemplaires du calendrier des Marches 2022 avec carte du Territoire, situation des Parcours permanents, QR codes, ...
- Compléments de panneaux sécurité confiés à chaque organisateur pour sécuriser les traversées de route.
- Reprise du topoguide Parcours permanents en lui donnant une coloration agritourisme.
- Création d'un écusson récompensant les marcheurs ayant effectué les 14 Chemins Permanents (CP) Sud.

Le CD.13. FFSP a cependant besoin d'un soutien pour participer à la promotion d'un outil qui reste de sa compétence nationale.

L'offre homologuée de 26 tampons IVV est la suivante :

### **12 MARCHES POPULAIRES ENREGISTREES EN PAYS D'AIX et METROPOLE :**

Saint Cannat : Marche des Plantes 23 avril 2022  
 Les Pennes-Mirabeau : Marche du Moulin de Palière 7 mai 2022  
 La Roque d'Anthéron : Marche 22 mai 2022  
 Puylobier : Marche des Vignerons de la Sainte Victoire 28 mai 2022  
 Gréasque : Marche de la Musée de la Mine 11 juin 2022  
 Jouques : Marche des senteurs (lavandes) 9 juillet 2022  
 Fuveau : Marche du Patrimoine 17 septembre 2022  
 Mallemort : Marche du Patrimoine 17 septembre 2022  
 Aix-en-Pce : Marche 24 septembre 2022  
 Rognes : Marche de la Courge 6 novembre 2022  
 Istres : Marche des bergers 19 novembre 2022  
 Lambesc : Marche de Noël de Provence 11 décembre 2022

## **14 PARCOURS PERMANENTS HOMOLOGUES EN PAYS D'AIX, METROPOLE et LUBERON**

CP.01 : la Roque-d'Anthéron  
CP.02 : Gréasque  
CP.03 : St-Cannat  
CP.04 : Puyloubier  
CP.05 : Rognes  
CP.06 : Lambesc  
CP.07 : Miramas  
CP.08 : Aix-en-Provence  
CP.09 : Pertuis  
CP.11 : Jouques  
CP.12 : Fuveau  
CP.13 : Les Pennes-Mirabeau  
CP.14 : Istres  
CP.17 : Eguilles  
WW.22 : Luberon Sud Tourisme (Cucuron)

### **Dossiers en cours**

Meyrargues  
Trets

Par ailleurs, la pandémie de la Covid-19 a souligné le besoin de nature et de liberté. Pour être en capacité de maintenir le développement, la programmation et l'animation des marches suivant le calendrier ci-dessus pour 2022, l'association sollicite le soutien financier du Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 2 500 €.

N° GU	Association	Budget prévisionnel 2022	Montant sollicité 2022	Montant proposé par la commission pour 2022
00001278-2022	COMITÉ DÉPARTEMENTAL 13 FFSP - 107138 808865091 00017	6 550€	2 500€	2 500€

Après examen de cette demande, la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 9 juin 2022 a proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de 2 500€, soit un taux de couverture de 38,17 % sur le budget prévisionnel global.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;

- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 9 juin 2022.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La manne économique que constituent les actions menées par cette association mais également son implication dans le « sport santé ».

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 2 500 € au profit du Comité Départemental des Sports Populaires 13 (CD.13 FFSP) pour l'organisation des actions détaillées ci-dessus.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 633.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau - Environnement**

### **2022 CT2 290**

**AVIS - Approbation d'un avenant à la convention de partenariat à l'association Acoucité pour son programme d'actions 2022 de l'observatoire de l'environnement sonore**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du Conseil de la Métropole du 28 février 2019, la Métropole a décidé de soutenir le développement d'un Observatoire de l'Environnement Sonore à l'échelle métropolitaine afin de suivre plus précisément les évolutions en matière de bruit sur ce territoire.

Deux associations, spécialistes de l'acoustique (Acoucity, pôle de compétence national sur le bruit) et de la métrologie (AtmoSud, association agréée de surveillance de la qualité de l'air en région Sud) proposent à la Métropole de déployer un Observatoire de l'Environnement Sonore, en définissant un programme de travail annuel basé sur le suivi des projets en cours sur le territoire.

Pour l'année 2022, l'association ACOUCITE a sollicité la Métropole pour un montant de 150 000 € pour la réalisation des actions au programme de l'année.

Par délibération du Bureau du 10 mars 2022, la Métropole a décidé d'attribuer une subvention de 130 000 €.

En effet, au moment de la présentation du rapport au Bureau de la Métropole de mars 2022, le travail d'accompagnement dans la préfiguration d'une Smart Métropole concernant le cas d'usage sur le bruit n'était pas complètement défini. La subvention a donc été attribuée à ACOUCITE sur ce volet sur la base d'un engagement de principe et d'une participation à minima.

Aujourd'hui, le travail de définition du cas d'usage est abouti et il apparaît que la contribution d'un expert acoustique sur ce projet s'avère indispensable. De par son expérience et du fait qu'Acoucity travaille sur des projets similaires en France, l'association peut apporter cette expertise, sur les points suivant :

- Aide au choix d'implantation des balises
- Qualification des performances acoustiques des capteurs innovants retenus

- Corrélation avec le matériel historique
- Définition de nouvelles procédures pour l'analyse et le traitement automatisé des capteurs smart métropole
- Vérification et validation des données produites
- Aide à la conception des tableaux de bord en vue de la publication des résultats à destination des services métiers, des communes, voire du grand public
- Intégration des résultats dans le bilan bruit »

Les liens avec l'observatoire de l'environnement sonore piloté par l'association sont par ailleurs indéniables et demandent une coordination de proximité manifeste.

C'est pourquoi, il est proposé d'apporter une subvention complémentaire à hauteur de 20 000 € comme initialement demandé par ACOUCITE dans son dossier de dépôt de la demande réparti entre le territoire du Pays d'Aix et la Métropole portant l'appui financier de la Métropole à hauteur de 150 000 € (soit 77% du montant du projet). Au cumul, le montant de la subvention se répartira de la manière suivante :

- 40.000 euros dédiés aux actions 2022 sur le Territoire du Pays d'Aix (Dossier GU 00001132 voté le 10 mars 2022 pour 30 000 € et dossier GU 00001993 pour 10 000 € complémentaires)
- 110.000 euros dédiés au déploiement de l'Observatoire de l'Environnement Sonore à l'échelle métropolitaine (Dossier GU 00000792 voté le 10 mars 2022 pour 100 000 € et dossier GU 00001992 pour 10 000 € complémentaires)

Il est convenu que l'association reversera une partie de la subvention à l'association AtmoSud pour les missions réalisées par celle-ci dans le cadre du projet.

Le montant du reversement se porte ainsi 50 000 € (43.340 dans la délibération du Bureau du 10 mars 2022).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV 021-5420/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 février 2019 portant Approbation du déploiement de l'Observatoire de l'Environnement Sonore ;
- La délibération n° TCM-010-13382/22BM du Bureau de la Métropole du 10 mars 2022 portant Attribution d'une subvention à l'association Acoucity pour le programme d'actions 2022 de l'Observatoire de l'Environnement Sonore
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

#### **Où le rapport ci-dessus**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt de déployer l'Observatoire de l'Environnement Sonore du Pays d'Aix, à l'échelle de la Métropole, en vue de compléter les éléments de la Cartographie du Bruit, élaborée en réponse aux dispositions fixées par la Réglementation Européenne relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement (Directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 transposée en droit français par les articles L572-1 à L572-11 et R572-1 à R572-11 du Code l'Environnement).

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention complémentaire d'un montant de 20 000 euros à l'association Acoucity pour la mise en œuvre globale du programme 2022 de l'Observatoire de l'Environnement Sonore et notamment sur le projet de smart métropole, portant à 150 000 € le montant de la subvention.

##### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant à la convention ci-annexé sur les conditions d'octroi de cette subvention ci-annexé.

##### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits et ventilés comme suit : 10.000 euros sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : Chapitre 65 - Fonction 74 - Nature 65748 et 10.000 euros sur le budget Principal Métropolitain, en section de fonctionnement : Chapitre 65 - Fonction 74 - Nature 65748.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2022 CT2 291**

#### **AVIS - Décision de non-classement du réseau de chaleur d'Aix-en-Provence**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune d'Aix-en-Provence dispose depuis 1967 de 3 réseaux de chauffage urbain – ou réseaux de chaleur – desservant les quartiers d'Encagnane, les Fenouillères et les Hauts de Provence.

Le Conseil Municipal de la commune d'Aix-en-Provence a décidé par délibération N° 2011- 649 du 27 juin 2011 de retenir la société GDF SUEZ ENERGIE SERVICES (COFELY) aux conditions et modalités fixées dans le contrat et approuvées par l'Assemblée Délibérante.

Le contrat de délégation de service public codifié N° 11 D1 en date du 29 Juin 2011 a été notifié le 30 Juin 2011 au Délégué, la société GDF-SUEZ ENERGIE SERVICES, il est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2011 et a été conclu pour une durée de 12 ans.

Conformément aux dispositions prévues au contrat, la société dédiée AIX-EN-PROVENCE ENERGIE ENVIRONNEMENT (APEE) a été créée et s'est vu transférer le contrat de concession par avenant N° 1 en date du 22 décembre 2011, notifié le 29 décembre 2011, la société GDF-SUEZ ENERGIE SERVICES, devenue ENGIE COFELY, Déléataire d'origine, s'engageant, de façon irrévocable et inconditionnelle, à demeurer entièrement solidaire des obligations et charges qui incombent à la société AIX-EN-PROVENCE ENERGIE ENVIRONNEMENT (APEE), nouveau Déléataire, tout au long de l'exécution de la convention de délégation de service public, ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains, en lieu et place des communes membres, conformément à l'article L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. Les réseaux de chauffage urbain lui ont alors été transférés par la Commune d'Aix-en-Provence de même que le contrat de Délégation de service public de production et distribution d'énergie calorifique pour le réseau de chaleur d'Aix-en-Provence.

Le décret n°2022-666 du 26 avril 2022 relatif au classement des réseaux de chaleur et de froid impose le classement automatique des réseaux de chaleur ayant des caractéristiques techniques types (production énergies renouvelables, comptage des calories fournies) et identifiés par arrêté, dont celui d'Aix-en-Provence.

Le classement d'un réseau de chaleur ou de froid est la procédure par laquelle une Collectivité rend obligatoire le raccordement au réseau dans certaines zones. En effet, la décision de classement définit, à l'intérieur de la zone desservie par le réseau (ou de zones d'extensions prévues), des zones dites de développement prioritaire à l'intérieur desquelles le raccordement au réseau est obligatoire pour toute installation d'un bâtiment neuf ou faisant l'objet de travaux de rénovation importants, dès lors qu'un seuil de puissance est atteint. Cela a donc des conséquences importantes en termes de raccordement, pour les usagers et pour le réseau, dont les caractéristiques techniques doivent permettre d'y répondre.

En l'absence de définition par la Collectivité d'une zone de développement prioritaire, c'est le périmètre du contrat de concession qui s'applique par défaut.

L'article R. 712-2. – I. du Code de l'Energie tel qu'issu du décret n°2022-666, précise les modalités techniques et contractuelles nécessaires au classement :

- Pérennité des sources d'énergie renouvelable ou des énergies de récupération utilisées
- Justification du comptage effectif des quantités d'énergie livrées
- Nombre d'abonnés raccordés au réseau et son évolution prévisible, ainsi qu'une estimation des quantités d'énergie distribuées

- État prévisionnel des recettes et des dépenses échelonnées dans le temps, justifiant l'équilibre financier de l'opération pendant la période d'amortissement des installations compte tenu des besoins à satisfaire
- Conditions tarifaires envisagées pour les différentes catégories d'abonnés raccordés au réseau à la suite du classement, et les principales conditions de leur évolution: droits et frais de raccordement, prix des abonnements et des kilowattheures fournis, formules de révision
- Indicateurs relatifs aux performances techniques et économiques du réseau
- Évaluation des possibilités d'amélioration de l'efficacité énergétique du réseau

Ce décret prévoit également que la commune ou le groupement de collectivités territoriales auquel la compétence a été transférée en matière de création et d'exploitation d'un réseau public de chaleur ou de froid au sens de l'article L. 2224-38 du Code Général des Collectivités Territoriales, puisse s'opposer à ce classement par délibération motivée, avant le 1<sup>er</sup> septembre 2022.

Il est donc proposé de renoncer au classement du réseau de chaleur d'Aix-en-Provence pour les raisons suivantes :

La délégation de service public pour la gestion de ce réseau prend fin en 2023.

Dans ce cadre, le schéma directeur du réseau est en cours d'élaboration, en partenariat entre la Ville et la Métropole, mais reste en attente de validation des orientations stratégiques. Ce schéma doit définir le périmètre du futur réseau public qui n'est pour l'instant pas arrêté. Ce schéma directeur, par ailleurs, doit orienter l'ambition de développement, la création future de nouvelles productions d'énergies renouvelables et les modalités d'exploitation souhaitées.

De plus, la loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite « 3DS », prévoit le transfert de la compétence des réseaux de chaleur aux communes à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2023 sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. A cette date, ce sera donc la commune d'Aix-en-Provence qui sera compétente et qui portera l'ensemble de ces orientations stratégiques.

Enfin, l'état des lieux du réseau de chaleur montre que sa capacité à accepter de nouveaux raccordements dans l'état actuel des outils de production de chaleur est limitée et que de nombreux raccordements pourraient mettre en risque le taux d'énergie renouvelable du réseau en l'absence de nouveaux moyens de production. Le schéma directeur doit prévoir le renforcement de cette capacité, à traduire dans la mise en œuvre de la future exploitation.

Ainsi, considérant que les éléments techniques permettant de justifier le ou les périmètres de développement prioritaire pour le classement du réseau ne sont pas stabilisés à ce jour, que ces éléments devront être validés par la Ville lors du transfert de compétence au 1<sup>er</sup> janvier 2023, et que la future exploitation donnera au réseau la capacité à accepter de nouveaux raccordements tout en conservant un taux d'énergie renouvelable vertueux, la Métropole estime préférable de renoncer au classement du réseau à ce stade, dont les caractéristiques actuelles ne permettent pas de répondre aux conditions posées par l'article R. 712-2 du Code de l'Energie.

Par ailleurs, elle estime que la Collectivité ou EPCI compétent(e) pourra à tout moment décider de revenir sur cette décision en entrant dans les modalités de classement par défaut ou en définissant ses propres modalités de classement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- Le Code de l'Energie ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération ENV001-3648/18/CM portant l'organisation de la compétence Energie au sein de la Métropole ;
- La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Le décret n°2022-666 du 26 avril 2022 relatif au classement des réseaux de chaleur et de froid ;
- La délibération n° 2011-649 du Conseil Municipal de la ville d'Aix-en-Provence du 27 juin 2011 portant approbation de l'attribution du contrat de délégation de service public pour la gestion des réseaux de chauffage de la ville à la société GDF SUEZ ENERGIE SERVICES (COFELY) ;
- La délibération n° 2011-1300 du Conseil municipal de la ville d'Aix-en-Provence du 12 décembre 2011 portant approbation de l'avenant n° 1 à la délégation de service public relative à la gestion des réseaux de chauffage de la ville portant approbation du transfert de la concession à la société dédiée « APEE » ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le schéma directeur du réseau de chaleur d'Aix-en-Provence est en cours d'élaboration ;
- Que la compétence « Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains » sera transférée par la loi à la Ville d'Aix-en-Provence au 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
- Que la délibération définissant le ou les périmètres de développement prioritaire pour le classement du réseau doit s'appuyer sur des critères techniques et contractuels qui ne sont aujourd'hui pas définis ;
- Que le classement de ce réseau apparaît prématuré au regard de ses caractéristiques techniques.

**Délibère**

**Article unique :**

Il est décidé de ne pas classer le réseau de chaleur d'Aix-en-Provence.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	51
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	51
Majorité absolue	26
Pour	51
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2022 CT2 292**

### **Attribution d'une subvention de fonctionnement global à l'association LATECOERE - AEROPOSTALE pour le développement d'une aviation à propulsion énergie électrique sur l'Aérodrome des Milles à Aix-en-Provence**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'aérodrome Aix-les Milles, situé dans un environnement urbain fait l'objet de plaintes récurrentes concernant les pollutions et plus particulièrement les nuisances sonores occasionnées par son activité.

En réponse à cette situation, une première Charte de l'Environnement a été mise en place en 2008 sous l'égide du Sous-préfet d'Aix-en-Provence, dans le cadre de la Commission Consultative de l'Environnement (CCE). Le Pays d'Aix a contribué à sa mise en œuvre par le financement de silencieux sur les moteurs des avions écoles des associations aéronautiques basées sur l'aérodrome d'Aix-les Milles.

Un nouveau projet de Charte actualisée a été présenté en 2020 et même s'il n'a pas été adopté par l'ensemble des partenaires, les actions de ce dispositif sont en cours de mise en œuvre et notamment celles sous la responsabilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix, par la réalisation d'un suivi environnemental « Air et Bruit » à proximité de cet équipement.

L'engagement de la Métropole –Territoire du Pays d'Aix prévoyait aussi le renouvellement du soutien financier aux associations aéroclubs afin de promouvoir une aviation plus durable et réduire les nuisances générées par cette activité.

L'Association LATECOERE-AEROPOSTALE a pour objet de développer l'aviation légère électrique sur l'aérodrome Aix les Milles et prévoit de louer 3 appareils électriques propres et silencieux. Les actions consisteront à faire découvrir l'aviation électrique à tous les publics et former des pilotes à l'utilisation de ces avions. Pour cela, l'association prévoit l'embauche d'un instructeur et d'une responsable administrative en charge de la promotion de cette activité.

L'association a déposé un dossier de demande de subvention de fonctionnement global conformément au cadre en place à la Métropole : Numéro de Guichet Unique : 2022 – 00000892.

Le budget global de l'association est le suivant :

Dépenses		Recettes	
Achats Divers	32.000 euros	Vente de prestation	99.600 euros
Location des avions et frais inhérents (assurance, charges ...)	100.000 euros.	Subventions (Région , Département, Communes ...)	80.000 euros
Personnel extérieur	8.000 euros	Subvention Métropole Territoire Pays d'Aix	15.000 euros
Charges de personnel	70.100 euros	Cotisations	15.500 euros
Total	210.100 euros	Total	210.100 euros

L'association sollicite le Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 15.000 €. Il est proposé d'attribuer à celle-ci un montant de 11.200 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° 2020\_CT2\_188 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020 relative à la présentation de la Charte environnement de l'Aérodrome des Milles ;
- La délibération n° FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 7 juin 2022.

##### **Où il le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que la proposition de l'Association LATECOERE - AEROPOSTALE s'inscrit dans les objectifs de la Charte Environnement de l'aérodrome d'Aix-les Milles dont la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix est partenaire.
- Que l'action pédagogique développée par l'Association correspond à la politique du Pays d'Aix en faveur du développement des énergies renouvelables.

## Délibère

### Article 1 :

Est attribuée une subvention de 11.200 euros à l'Association LATECOERE-AEROPOSTALE en faveur de la lutte contre les nuisances sonores et atmosphériques liées aux activités aériennes.

### Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, Chapitre 65 - Nature 65748 – Fonction 74.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Environnement, cadre de vie, durable, déchets et cycle de l'eau - Forêt

### 2022 CT2 293

**AVIS - Constitution d'une servitude de passage et aménagement des pistes DFCI CC 108, Massif Chaîne des Côtes-Trévaresse à Rognes et SV 211, Massifs de Concors Sainte-Victoire à Saint-Antonin-sur-Bayon**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° ENV 001/2808/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a généralisé l'exercice de la compétence « milieux forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain. Cette compétence est définie comme la mise en œuvre de l'ensemble des schémas, actions et opérations utiles et nécessaires à la préservation, à la mise en valeur et à l'ouverture des espaces et massifs métropolitains, forestiers et agricoles.

La constitution de comités de gestion pour chaque massif forestier, présidés par un ou plusieurs Vice-Présidents délégués issus des Territoires concernés a aussi été approuvée dans le cadre de cette délibération. Les comités de gestion ont pour mission, dans un cadre métropolitain cohérent, d'exprimer les besoins s'agissant des programmes et prévisions d'études, d'actions et de travaux ainsi que la définition des niveaux de financement nécessaires à leur réalisation. Ils assurent également le suivi des actions.

La piste DFCI CC 108, Massif Chaîne des Côtes-Trévaresse à Rognes sur 2 200 ml est une piste stratégique dans le dispositif de prévention des incendies et a été classée en priorité 1 et 2 lors du travail de hiérarchisation des pistes DFCI au niveau départemental. Elle constitue la possibilité de cloisonner un feu de forêt entre Rognes et Saint-Estève-Janson, secteur particulièrement sensible. Elle traverse plusieurs parcelles dont 11 sont actuellement des parcelles privées.

La piste DFCI SV 211, Massifs de Concors Sainte-Victoire à Saint-Antonin-sur-Bayon sur 3 900 ml est une piste stratégique dans le dispositif de prévention des incendies et a été classée en priorité 1 lors du travail de hiérarchisation des pistes DFCI au niveau départemental. Elle traverse essentiellement des parcelles privées (15). L'instauration d'une servitude au profit de la Métropole sur les parcelles privées traversées par les deux pistes DFCI CC 108 et SV 211 permettrait d'assurer à la fois l'entretien de la piste, le débroussaillage latéral y afférent et la pérennité de l'accès des services d'incendies et de secours.



Dans le cadre de la poursuite des aménagements de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI), il est proposé les opérations suivantes :

- formalités administratives pour la mise en place d'une servitude DFCI sur la piste dite « CC 108 » sur environ 2 200 mètres linéaires - commune de Rognes, pour un coût estimé à 6 880,00 euros HT,
- formalités administratives pour la mise en place d'une servitude DFCI sur la piste dite « SV 211 » sur environ 3 900 mètres linéaires – commune de Saint-Antonin-sur-Bayon pour un coût estimé à 5 610,00 euros HT.

Conformément aux dispositions de l'article R.134-2 du Code forestier, cette servitude peut être établie par l'Etat au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et ne peut avoir pour objet que d'assurer exclusivement la continuité des voies de défense contre l'incendie, la pérennité des itinéraires constitués, ainsi que l'établissement des équipements de protection et de surveillance des forêts. Il convient donc de solliciter Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône afin qu'il crée par arrêté préfectoral une servitude de passage et d'aménagement sur les pistes DFCI CC 108 et SV 211 répondant aux objectifs réglementaires suscités.

Conformément aux dispositions des articles R.134-2 et R.134-3 du Code forestier, l'avis du Conseil municipal des Communes de Rognes et de Saint-Antonin-sur-Bayon et de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité seront sollicités par l'Etat avant publication de l'arrêté préfectoral. Compte tenu des dimensions de l'assiette de la servitude envisagée, une procédure simplifiée sans enquête publique préalablement à la publication de l'arrêté devrait être retenue par l'Etat. A l'issue de la procédure conduite par Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence procédera aux formalités de publication de la servitude de passage et d'aménagement sur les pistes DFCI CC 108 et SV 211.

Le statut juridique des pistes DFCI et leur statut foncier sécurisé permettront d'une part, de garantir la pérennité de l'action d'aménagement et de gestion des massifs et, d'autre part, de solliciter des aides publiques pour les travaux de création ou d'entretien de ces équipements.

Les dépenses prévisionnelles liées à ces opérations seront réalisées à compter de l'année 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code forestier et plus particulièrement ses articles L.134-2, R.134-2 et R.134-3 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ENV 001-2808/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 généralisant l'exercice de la compétence milieux forestiers à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier métropolitain ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que dans le cadre de la compétence milieux forestiers, la Métropole doit assurer l'entretien, le débroussaillage et la continuité des pistes existantes et offrir aux services d'incendie et de secours un accès rapide et direct au plateau pour lutter contre les feux.
- Qu'il convient de solliciter Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône pour la constitution d'une servitude de passage et d'aménagement des infrastructures de défenses de la forêt contre l'incendie.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est donné un avis favorable à la création à titre gratuit de servitudes de passage et d'aménagement en matière de lutte contre les incendies sur les pistes DFCI n° CC 108 et SV 211 au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter du Préfet des Bouches-du-Rhône la prise d'un arrêté préfectoral instituant des servitudes de passage et d'aménagement sur les pistes DFCI n° CC 108 et SV 211 au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3:**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le Budget Principal Métropolitain, en section de Fonctionnement : chapitre 011, natures 617 et 6358, fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 294**

**AVIS - Grand Site Concors Sainte-Victoire - Candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'appel à projet 2022 du Plan de paysage**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Grand Site Concors Sainte-Victoire s'étend sur 50 000 hectares, sur les départements du Var et des Bouches-du-Rhône et rassemble 17 communes.

Ce territoire se caractérise par deux unités paysagères singulières : le massif de la Sainte-Victoire classé au titre des sites depuis 1983 et le massif de Concors classé également au titre des sites depuis 2013.

Les piémonts constituent le socle paysager des différents massifs du Grand Site. Cependant, contrairement aux massifs qu'ils subliment, ils ne bénéficient pas d'actions spécifiques de protection ou de mise en valeur de leurs paysages alors qu'ils sont au contact direct de la poussée urbaine et des activités économiques et sont les plus sensibles au processus de banalisation paysagère.

Ainsi, pour répondre aux enjeux paysagers, urbains et environnementaux, une étude paysagère a été lancée en 2016 par le Grand Site Concors Sainte-Victoire sur le piémont sud de la montagne Sainte-Victoire et, en 2019, une étude similaire a été lancée sur le piémont nord des massifs Concors et Vautubière. Ces études ont eu pour objectifs d'orienter le futur PLUi du Pays d'Aix et d'apporter un appui au dossier de renouvellement du Label « Grand Site de France ».

En 2019, le Label « Grand Site de France » a été renouvelé par le Ministère de la Transition Ecologique. Dans un contexte d'étalement urbain, d'artificialisation des sols, de transition énergétique des territoires et de volonté d'amélioration de la qualité de vie des populations, la prise en compte du devenir des paysages sur l'ensemble du territoire du Grand Site est un des enjeux majeurs du Projet de Territoire « Label » à travers notamment la réalisation d'un Plan de Paysage dédié (mesure 12E35). L'objectif est de renforcer l'identité territoriale des communes et d'assurer une cohérence paysagère, urbaine et architecturale.

Le plan de paysage sera composé :

- d'une analyse du paysage et des dynamiques paysagères : L'analyse initiale du paysage devra définir les éléments constitutifs et structurants du paysage à l'échelle du territoire. Ensuite sur la base de l'état initial, une analyse des dynamiques en cours sur le territoire permettra de définir les enjeux et de faire émerger les points forts et les fragilités du paysage, de mettre en évidence les problématiques paysagères de ce territoire et d'appréhender le(s) scénario(s) d'évolution « au fil de l'eau » c'est-à-dire ce vers quoi tend le paysage s'il est laissé à sa libre évolution, sans cohérence d'intervention dans le cadre d'un projet de paysage territorial. Le partage du contenu de ce premier volet avec tous les acteurs du territoire par la mise en place d'un processus de participation tout au long de son élaboration doit permettre à l'ensemble de ces acteurs, de prendre conscience, dans un premier temps du devenir du territoire d'un point de vue paysager et ainsi, dans un deuxième temps, de faire émerger une réflexion commune sur l'évolution souhaitée des paysages de ce territoire.
- d'objectifs de qualité paysagère : Une fois le diagnostic et les enjeux paysagers partagés, il convient ensuite de hiérarchiser ces enjeux et de formuler des objectifs de qualité paysagère, qui traduisent de manière stratégique les aspirations des acteurs en matière d'évolution des caractéristiques paysagères de leur cadre de vie.

- d'un plan d'actions : La traduction concrète des objectifs de qualité paysagère doit nécessairement aboutir à des actions qui ancrent le Plan de paysage dans l'opérationnalité. Les actions définies peuvent aussi bien être opérationnelles ou réglementaires que correspondre à des recommandations, des actions de sensibilisation ou d'information. Le programme d'actions permet de traduire les objectifs du Plan de paysage en propositions précises aux contours techniques, administratifs, juridiques ou financiers clairs. Un plan d'actions pluriannuel détaillé sera proposé.
- de la définition de projets paysagers détaillés pour 4 sites stratégiques : Parmi les sites ou lieux stratégiques identifiés dans le diagnostic paysager, 4 sites prioritaires seront sélectionnés pour faire l'objet d'une analyse plus approfondie, préparatoire à une phase de travaux d'aménagement paysager et / ou d'accueil du public (exemple : point de destination d'une randonnée, sommet / point de vue stratégique, espace fortement fréquenté et dégradé nécessitant des travaux d'aménagement, etc.). Pour chacun d'entre eux, il sera établi un schéma d'intention de projet.

Le Plan de paysage est un outil opérationnel de prise en compte du paysage (protection, gestion, aménagement) dans les politiques d'aménagement et permet d'appréhender et d'encadrer l'évolution paysagère des territoires grâce à un projet de Territoire notamment paysager. Le plan paysage à l'échelle du Grand Site Concors Sainte-Victoire est un projet qui sera important pour le renouvellement du Label Grand Site de France en 2025, car cela fait partie des actions jugées prioritaires sur le territoire par le ministère de la Transition Ecologique.

Le Plan de paysage du Grand Site Concors Sainte-Victoire s'articule avec le Plan de paysage métropolitain. Ce dernier s'attache à l'analyse des dynamiques d'interface, de lisière entre les espaces urbains, industriels, naturels et agricoles avec pour objectif de mettre cette analyse au service des objectifs de (re)qualification, restauration, préservation et valorisation. Le projet de Plan de paysage métropolitain a pour enjeu principal, afin que le « projet territorial » puisse atteindre une dimension métropolitaine, de dépasser l'approche binaire ville / cadre naturel et paysager, qui oppose l'un à l'autre dans l'appréhension des sujets, et qui les juxtapose dans les documents de planification. Très concrètement, cela consiste en particulier à travailler les espaces de relation entre les zonages de l'urbanisme et de l'aménagement, qui forment les angles morts des politiques publiques, révélateurs de leur sectorisation : entre grands ensembles et massifs ; lotissements et espaces agricoles, naturels ou forestiers ; zones d'activités et campagne agricole ; villes ou villages et littoral, cours d'eau ou zones humides ; espaces de loisirs et nature ; etc. Cette singulière approche territoriale de l'aménagement

spécifiquement par les franges constitue une première à l'échelle de la France métropolitaine. Le Plan de paysage du Grand Site Concors Sainte-Victoire se veut une déclinaison du Plan de paysage métropolitain à une échelle plus fine intégrant l'approche sur les lisières mais aussi la compréhension plus poussée du cœur du Grand Site avec notamment l'analyse paysagère des trois massifs forestiers Sainte-Victoire, Concors et Bèdes-Vautubière et des dynamiques d'évolution des paysages.

En mars 2022, le Ministère de la Transition Ecologique a lancé un nouvel appel à projet dédié aux Plans de Paysage. La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite ainsi porter la candidature du Grand Site Concors Sainte-Victoire afin d'obtenir une aide financière et technique pour l'élaboration de son Plan de Paysage.

L'élaboration du Plan de Paysage se déroulera selon un calendrier qui prévoit un début de l'étude en 2023 et sa poursuite en 2024.

Considérant que :

- Cette action traduit des politiques publiques métropolitaines qui peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés ;
- Que le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 150 000 € HT ;
- Que le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Etat Appel à projet 2022 du Plan de Paysage	20,00 %	30 000 euros
Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur CRET	26,66 %	40 000 euros
Département des Bouches-du-Rhône	20,00 %	30 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	33,33 %	50 000 euros
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>150 000 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La décision ministérielle du 23 décembre 2019 relative au label Grand Site de France Concors Sainte-Victoire NOR : TREL1928266S accordant le renouvellement du label Grand Site de France à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ENV 007-3306/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative aux modalités d'exercice de la compétence « Valorisation des paysages » pour l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n°ENV 003-5211/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant candidature au renouvellement du Label Grand Site de France de Concors et Sainte-Victoire ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°AGRI 007-8414/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à la mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Concors Sainte-Victoire ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

#### Où le rapport ci-dessus

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, Direction Grand Site Concors Sainte-Victoire souhaite réaliser un Plan de Paysage sur l'ensemble du territoire du Grand Site comme prévu dans son projet de territoire ;
- Que le Ministère de la Transition Ecologique a lancé en mars 2022 un appel à projet dédié à l'élaboration de Plans de Paysage ;
- Qu'une subvention est susceptible d'être sollicitée auprès d'autres organismes tels que l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur ou le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour cette action.

#### Délibère

##### Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à répondre à l'appel à projet du Ministère de la Transition Ecologique dédié à l'élaboration des Plans de Paysage 2022.

##### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter une aide financière auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, notamment l'Etat et la Région Sud.

##### Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

##### Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le Budget Principal Métropolitain, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162247, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI2471AP. La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain en section d'investissement : chapitre 13, natures 1321, 1322 et 1323, fonction 76.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

##### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

##### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

##### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### 2022 CT2 295

**AVIS - Grand Site Concors Sainte-Victoire - Renouvellement de la convention de collaboration avec l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence pour le label Vignobles et Découvertes**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le label Vignobles & Découvertes a été créé en 2009 pour qualifier, dans des périmètres de destination touristique et viticole, des acteurs du territoire proposant une offre multiple et complémentaire soit au sein même d'une exploitation agricole (hébergement, restauration, visite de cave et dégustation, musée, événement,...) soit en partenariat avec d'autres acteurs économiques. Ce label est attribué pour 3 ans.

Historiquement, l'Office de Tourisme du Pays d'Aix avait porté ce label à l'échelle du territoire du Pays d'Aix. Aujourd'hui, l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence relance la démarche dans le but de vitaliser l'offre de qualité sur ce territoire.

Dès le départ, le Grand Site Concors Sainte-Victoire a été associé à cette démarche au titre de ses missions d'animation locale autant que de ses liens avec les visiteurs, les viticulteurs et les professionnels du tourisme. Par rapport à la nature même de l'institution et à l'offre composite déployée par les divers professionnels sur son territoire, le Grand Site Concors Sainte-Victoire a également été labellisé Vignobles et Découvertes.

Aujourd'hui, il est proposé de renouveler cet engagement en signant, avec l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence, une convention de partenariat visant à la valorisation, auprès du public, des acteurs économiques labellisés Vignobles et Découvertes sans pour autant induire quelque engagement financier.

Cette approche, pertinente avec le projet de territoire, socle du renouvellement du Label Grand Site de France et dans la continuité des engagements du Grand Site Concors Sainte-Victoire, renforce l'engagement de recherche de qualité dans laquelle sont inscrits nombre de professionnels de l'agriculture ou du tourisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 003-5211/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à la candidature au renouvellement du Label Grand Site de France de Concors et Sainte-Victoire ;
- La délibération n°2019\_CT2\_453 du Conseil de Territoire du 17 octobre 2019 approuvant la convention de partenariat avec l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence pour le label Vignobles et Découvertes ;
- La décision ministérielle du 23 décembre 2019 relative au label Grand Site de France Concors Sainte-Victoire NOR : TREL1928266S accordant le renouvellement du label Grand Site de France à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° AGRI 007-8414/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à la mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n° FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la convention de partenariat sur le réseau Vignobles et Découvertes avec l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence s'inscrit dans la recherche d'excellence d'un Grand Site de France ;
- Que relayer et propager cette recherche de qualité est une action durable pertinente avec une idée des arts de vivre en Provence.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat entre l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix, ci-annexée.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau – Collecte et traitement des déchets**

### **2022 CT2 296**

**AVIS - Présentation du rapport d'activité 2021 du concessionnaire pour la conception, la construction et l'exploitation d'une installation de valorisation électrique de biogaz de décharge de l'ISDnD de l'Arbois située sur la Commune d'Aix-en-Provence**

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il s'agit de présenter le rapport annuel d'activité de l'installation de valorisation des biogaz pour l'année 2021.

#### **a) Bilan environnemental**

L'arrêté ministériel du 3 août 2018 applicable aux installations relevant d'une puissance thermique comprise entre 1 et 50 MW fixe des valeurs limites d'émissions plus contraignantes que celles applicables sur le site jusque-là. Le respect de ces nouveaux seuils nécessite une étape préliminaire d'épuration du gaz avant combustion, et donc une adaptation lourde du processus de valorisation. Les travaux de mise en conformité seront réalisés en 2022.

A l'exception des paramètres visés par cet arrêté, le bilan environnemental de l'unité est bon et répond aux exigences de l'arrêté préfectoral d'exploitation.

#### **b) Bilan financier 2021**

L'année 2021 a été la dixième année pleine en terme de fonctionnement industriel. 10 596 Nm<sup>3</sup> de biogaz ont été valorisés permettant la production de 17.3 GWh d'électricité verte et l'évitement d'un rejet à l'atmosphère d'environ 3 100 tonnes de CO<sub>2</sub>. Le taux de disponibilité moyenne de valorisation a été de 96.8 % pour un engagement minimum contractuel de 85%.

D'un point de vue financier, la concession a permis de générer une recette nette pour le Territoire du Pays d'Aix de 586 743,18 euros HT.

Il est à noter que l'unité de cogénération a généré une dépense de 6210 euros HT.

La performance énergétique des installations a notamment permis au Territoire du Pays d'Aix de bénéficier d'un taux préférentiel de Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) - taxe due aux Services des Douanes pour chaque tonne de déchets traités sur l'ISDnD - Centre de Stockage de 37 €/tonne au lieu de 54 €/tonne. L'économie fiscale réalisée en 2021 est d'environ 2 447 477,42 euros HT pour le Territoire du Pays d'Aix.

En 2021, le contrat de valorisation des biogaz a permis de dégager un total de ressources financières supplémentaires pour le Territoire du Pays d'Aix d'environ 3,03 M euros HT.

Un avenant relatif à l'intégration de l'équipement destiné à purifier les biogaz, afin de répondre aux exigences réglementaires, est en cours de négociation auprès du concessionnaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2007\_A492 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 relative à l'approbation du contrat de concession ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 27 juin 2022.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022 ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article unique :**

Il est pris acte du rapport d'activité 2021 du concessionnaire relatif à la conception, la construction et l'exploitation d'une l'installation de valorisation des biogaz de l'ISDnD de l'Arbois.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

## **2022 CT2 297**

### **Approbation de la convention d'autorisation d'occupation du domaine public avec l'Association "Meyreuil Environnement" pour la gestion de la donnerie**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le but de développer un site d'échange de produits apportés en déchèterie mais encore en état d'usage, l'association à but non lucratif « Meyreuil Environnement » a manifesté son intérêt pour l'occupation d'un emplacement sur la déchèterie de Meyreuil en vue d'y développer un service gratuit dit de « Donnerie ».

Ce service consiste à mettre en place un espace géré par l'Association sur lequel les usagers de la déchèterie peuvent déposer des objets ou matériaux encore réutilisables et d'autres usagers peuvent en prendre possession.

Parce que ce projet participe à l'atteinte des objectifs réglementaires en matière de réemploi et de prévention des déchets et fort du constat que nombre de déchets apportés en déchèterie peuvent avoir une deuxième vie, le Territoire du Pays d'Aix souhaite réserver une suite favorable à cette demande.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 10 février 2020 dite « AGECE », l'article L.2224-13 du Code général des collectivités territoriales dispose que « Les collectivités territoriales et leurs groupements compétents pour la collecte et le traitement des déchets des ménages ont l'obligation de permettre, par contrat ou par convention, aux personnes morales relevant de l'économie sociale, solidaire et circulaire qui en font la demande d'utiliser les déchèteries communales comme lieux de récupération ponctuelle et de retraitement d'objets en bon état ou réparables. Les déchèteries sont tenues de prévoir une zone de dépôt destinée aux produits pouvant être réemployés. »

La convention a en conséquence pour objet d'autoriser l'association « Meyreuil Environnement » à implanter sur le site de la déchèterie de Meyreuil, dépendance du domaine public de la Métropole, charge à l'association d'organiser le site d'échange, un « espace donnerie » se présentant sous forme d'un abri d'environ 20 m<sup>2</sup> où les usagers de la déchèterie peuvent déposer des objets ou matériaux réutilisables et en prendre d'autres.

La convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles « Meyreuil Environnement », à titre précaire et révocable, est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, conformément aux dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques et notamment de son article L.2122-3, à occuper l'emplacement dédié afin de lui permettre d'organiser un lieu d'échange d'objets et de matériaux sur la déchèterie de Meyreuil.

La convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public. En conséquence, « Meyreuil Environnement » ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux, ni à l'occupation ou quelque autre droit.

L'activité dite de « donnerie » est mise en œuvre par une association à but non lucratif, sans contrepartie économique reçue des apporteurs ou ré-utilisateurs des objets donnés.

L'espace mis à disposition est strictement destiné à la gestion d'une « donnerie » sur la déchèterie et se limite à l'emplacement prévu à cet effet à savoir l'abri situé à l'entrée du site.

Sous la responsabilité de l'Association et selon les modalités qu'elle détermine, les bénévoles de l'association « Meyreuil environnement » s'obligent à :

- Accueillir et sensibiliser les usagers au geste de tri,
- Recueillir les dons des usagers,
- Organiser et gérer la réception et la récupération des objets et matériaux,
- Ranger sous l'abri les objets ou matériaux récupérés,
- Proposer une reprise des objets et matériaux au plus grand nombre d'usagers,
- Tracer, en poids ou en nombre et par type, les objets et matériaux échangés sur le site,
- Eviter les débordements en dehors de la zone dédiée,
- Maintenir « l'espace donnerie » propre et rangé,
- Faire un bilan mensuel des jours de présence sur la déchèterie et des objets et matériaux échangés sur le site en leur présence,
- Éviter le stationnement prolongé et gênant de véhicules d'usagers devant « l'espace donnerie ».

Les bénévoles de l'association seront présents sur site au minimum 2 jours par semaine, weekend inclus.

L'emplacement est mis à disposition par la Métropole à titre gratuit.

La convention, consentie à titre précaire et révocable, prend effet à compter de sa date de notification pour une durée d'un an renouvelable 3 fois par tacite reconduction sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 7 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la création d'un « espace donnerie » sur les déchèteries est un outil pertinent pour l'atteinte des objectifs de prévention et de gestion des déchets ménagers.
- Qu'il convient d'autoriser l'association « Meyreuil Environnement » à occuper temporairement le domaine public pour la gestion de « l'espace donnerie » de la déchèterie de Meyreuil.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention d'autorisation d'occupation du domaine public, à titre gratuit, avec l'association « Meyreuil Environnement » pour la gestion de la donnerie sur la déchèterie de Meyreuil.

**Article 2 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tous documents relatifs à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 298**

**Approbation de l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle de recherche et développement avec le BRGM pour améliorer la connaissance des circulations d'eaux souterraines sur l'ISDnD de l'Arbois**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les services du Territoire du Pays d'Aix ont été confrontés début 2021 à la nécessité d'améliorer leur connaissance des circulations d'eaux souterraines sur l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois. Pour ce faire, une première étude géophysique a été menée par le Bureau de Recherche et de Géologie Minière (BRGM) sur le site de l'Arbois à l'aval des casiers déchets et des ouvrages techniques de gestion des lixiviats, en début 2021. Sur la base de 4 profils de Tomographie de Résistivité, cinq zones présentant des anomalies ont été identifiées et positionnées.

Compte tenu des résultats de cette expertise, il a été décidé de poursuivre les investigations réalisées afin d'améliorer la connaissance des circulations d'eaux souterraines sur l'ensemble du site et notamment clarifier les origines des anomalies rencontrées. Il a été confié par convention, au BRGM, la réalisation d'un programme de recherche et de développements partagés avec le Territoire du Pays d'Aix, relatif à l'amélioration de la détection des pollutions par méthodes géophysiques. Une convention de recherche et développement pour une durée de deux ans a été signée le 10 novembre 2021.

L'avenant n°1 a pour objectif d'actualiser le programme de la convention en intégrant les actions de suivi des sondages réalisés par le Pays d'Aix pour vérifier les anomalies de Tomographie de Résistivité électrique détectées dans le cadre de la première étude géophysique. Le programme est modifié de la façon suivante : « intégration des sondages pour vérifier les anomalies de Tomographie de Résistivité électrique ».

Pour rappel, la durée prévisionnelle de réalisation du programme est de 24 mois à compter de l'entrée en vigueur de la convention et son échéancier n'est pas modifié par cet avenant qui a un effet immédiat.



Le montant de l'avenant est de 11 300 euros HT, soit 5.3 % du montant global initial de la convention. Le montant du programme en intégrant l'avenant n°1 fait l'objet de la répartition financière suivante :

ORGANISMES	TAUX	MONTANT HT
<b>Financement externe</b>		
BRGM	20 %	42 000 euros
<b>Autofinancement</b>		
Métropole Aix-Marseille-Provence	80 %	168 000 euros
Avenant 1 à la convention	100 %	11 300 euros
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>221 300 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement Déchets et Cycle de l'Eau du 7 juin 2022 ;

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle de recherche et développement avec le BRGM pour améliorer la connaissance des circulations d'eaux souterraines sur l'ISDnD de l'Arbois, pour un montant de 11 300 €HT.

##### **Article 2 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tous documents relatifs à l'exécution de cette délibération.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur le sur Budget Annexe « Collecte et Traitement des déchets Métropolitain » Fonction : 7213 Nature : 617.

Crédits nécessaires pour l'avenant :  
11 300 € HT pour l'année 2022

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2022 CT2 299**

**Approbation du plan d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire 2022-2025**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre du renforcement de la réglementation en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire par la directive n° 2018/851, le pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire, la loi Garot, la loi EGalim, la loi AGECE et plus récemment la loi Climat et Résilience, le Pays d'Aix a défini un premier plan d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire 2018-2019 approuvé par délibération n° 2017\_CT2\_517 lors du Conseil de Territoire du 29 novembre 2017.

Le gaspillage alimentaire est défini par le Ministère de l'agriculture comme étant « toute nourriture destinée à la consommation humaine qui, à une étape de la chaîne alimentaire, est perdue, jetée ou dégradée » (Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire, 2013).

Il est estimé que 14% des aliments produits sont perdus entre la récolte et la commercialisation, et que 17% de la production alimentaire mondiale totale est gaspillée. Chaque année en France près de 20% de la nourriture produite est jetée, cela représente 150 kg de nourriture par personne et par an, gaspillés tout

au long de la chaîne alimentaire depuis le producteur jusqu'au consommateur.

La Métropole a approuvé, par délibération n°AGRI 005-9906/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021, la feuille de route 2021-2024 du Projet Alimentaire Territorial. Ce PAT est le plus important de France en termes de superficie, de population et d'enjeux. Il a l'ambition d'accompagner la Métropole Aix-Marseille Provence et le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles vers une alimentation locale, durable, de qualité et accessible à tous.

De plus, par délibération n°DEA 038-8022/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019, la Métropole a approuvé le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025 (PMPDMA). Son objectif est de réduire de 10 % la quantité de déchets non dangereux des ménages et activités économiques en 2025 par rapport à 2015. Les déchets issus du gaspillage alimentaire y ont été identifiés comme un des flux prioritaires à éviter. En effet, sur le Territoire du Pays d'Aix, le gaspillage alimentaire est estimé à 37 kilos par habitant par an alors qu'au niveau national le gaspillage alimentaire est de 29kg/hab/an.

En conformité avec les apports de la loi Garot (2016) dans la réglementation française, le présent plan respecte la priorisation des actions en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire. Les actions de ce plan prévoient de développer l'accompagnement et la sensibilisation des acteurs de la restauration collective et des habitants afin de diminuer la quantité de gaspillage alimentaire.

Cette réduction est par ailleurs un des facteurs de réussite dans le respect de la réglementation en cours et concernant les biodéchets.

## **I – LES OBJECTIFS FIXÉS PAR LE PLAN MÉTROPOLITAIN DE PRÉVENTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS**

La Métropole a défini son Plan de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés qui constitue sa première étape de l'objectif 2035 d'une Métropole « zéro déchets zéro gaspillage ». Ce plan vise les déchets ménagers et assimilés à la charge de la collectivité et concerne tous les acteurs que ce soient les particuliers, les scolaires, les collectivités, les petites et moyennes entreprises, les associations et les touristes. En matière de lutte contre le gaspillage alimentaire, il prévoit les objectifs suivants :

- Engager les structures de restauration collective dans la lutte contre le gaspillage alimentaire :
  - Objectif métropolitain 2025 : 50 % des sites de restauration collective scolaire engagés dans une démarche de lutte contre le gaspillage alimentaire.
  - Impacts estimés sur les tonnages en 2025 : 430 tonnes évitées par an à partir de 2025.
  - État des lieux Territoire du Pays d'Aix – Janvier 2022 : 76% des sites de restauration collective scolaire engagés.

- Sensibiliser les habitants à la lutte contre le gaspillage alimentaire :

- Objectif métropolitain 2025 : 60 000 foyers sensibilisés au global.
- Impacts estimés sur les tonnages en 2025 : 50 tonnes évitées par an à partir de 2025.
- État des lieux Territoire du Pays d'Aix – Janvier 2022 : 21 746 personnes sensibilisées depuis 2019.

La prévention des déchets permet de :

- Changer nos comportements et d'économiser des matières premières épuisables, de limiter les impacts sur l'environnement et la santé et de réaliser des économies financières liées au traitement du déchet.
- Réduire les déchets produits et collectés sur le territoire et ainsi apporter une réponse à la saturation des exutoires de traitement et à l'augmentation programmée des coûts de traitement.

## **II – LES ENJEUX ET LE GISEMENT DES DÉCHETS ISSUS DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE DU PAYS D'AIX**

La loi sur la transition énergétique pour la croissance verte (TECV) du 17 août 2015 prévoyait la généralisation du tri à la source des biodéchets pour 2025. La loi anti-gaspillage pour une économie circulaire du 10 février 2020 a avancé la date au 31 décembre 2023, conformément aux exigences de la directive-cadre sur les déchets révisée en 2018. Les collectivités ont donc moins de deux ans pour mettre en œuvre une petite révolution, tant auprès des ménages que des gros producteurs – entreprises et établissements publics.

La lutte contre le gaspillage alimentaire est, pour le Territoire du Pays d'Aix, un enjeu important afin de limiter les tonnages de biodéchets à traiter.

Catégories	Sous-catégories	MODECOM Pays d'Aix 2018 Kg/habitant/an	MODECOM ADEME 2017 Niveau National Kg/habitant/an
Déchets putrescibles	Restes alimentaires consommables	26,6	23,1
	Produits alimentaires non consommés (sous emballages)	10,4	6
<b>TOTAL</b>		<b>37 Kg/habitant/an</b>	<b>29.1 Kg/habitant/an</b>

## **III – OBJECTIF DE RÉDUCTION DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE SUR LE PAYS D'AIX**

L'objectif du plan d'actions pour le Territoire du Pays d'Aix ci-après présenté est de diminuer, conformément à la réglementation en vigueur, de 50% ce gaspillage alimentaire sur la période 2018-2025 pour les domaines de la distribution alimentaire et de la restauration collective, puis sur la période 2018-2030 les domaines de la consommation, de la production, de la transformation et de la restauration commerciale. En l'espèce sur le Territoire du Pays d'Aix, la référence de départ est l'année 2018 et non 2015, date de référence du PMPDMA (faute de données exploitables pour la période entre 2015 et 2018).

#### **IV – BILAN DU PLAN D' ACTIONS 2018 - 2021 :**

##### **Axe 1 : Actions à destination des établissements recevant du public**

###### **1/ Animations dans les écoles**

L'objectif de cette action était de compléter le programme d'éducation à l'environnement « Apprendre pour agir » par la mise en place d'animations et ateliers complémentaires auprès des élèves pour les classes engagées dans le programme d'éducation à l'environnement « Prévention » comportant un volet « lutte contre le gaspillage alimentaire » et sur la consommation éco-responsable.

Objectif : 10 classes par an sur plus de 2 ans.

Réalisation : Nombre de classes accompagnées : 69 classes sur 3 ans soit 1 705 élèves et 69 enseignants. Impact sur le gaspillage alimentaire entre 2019 et 2021 : 1 421 kg. (Calcul selon fiche action A3-5 du PLPDMA).

###### **2/ La restauration collective des Communes**

Accompagnement des Communes volontaires dans la mise en place d'actions auprès de leur restauration collective (établissements gérés par le CCAS, cantines des écoles, centres aérés et/ou crèches, cuisine centrale).

Objectif : 10 établissements par an sur deux ans.

Réalisation : 16 établissements accompagnés sur 14 Communes : Vitrolles, Les Pennes-Mirabeau, Eguilles, Ventabren, Trets, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Cannat, Peyrolles-en-Provence, le Tholonet, Meyreuil, Peynier, Lambesc, Pertuis et Venelles.

Impact sur le gaspillage alimentaire : baisse du GA de 12 tonnes par an soit une baisse de 26 g/repas sur ces 16 établissements. Soit une baisse du GA de 0.75 t/an par restaurant scolaire.

###### **3/ Le Centre de Formation des Apprentis (CFA du Pays d'Aix)**

Le CFA du Pays d'Aix est engagé depuis 2014 dans un Agenda 21.

Objectif : diminuer le gaspillage alimentaire du CFA à différents niveaux (cuisine, restaurant d'application...).

Le CFA du Pays d'Aix représente 350 élèves par an répartis en formation métiers du goût (cuisine, restaurant, boulangerie, pâtisserie) et 144 repas servis par semaine au restaurant de l'établissement (hors vacances scolaires).

Réalisation :

- Organisation de sessions pour informer les apprentis des réglementations en cours et à venir.
- Réalisation d'une journée anti- gaspillage sur la base du volontariat pour former les apprentis aux recettes à base de sous-produits.

- Mise en place d'un partenariat conventionné pour ce qui peut être vendu.
- Utilisation de fiches de suivi quotidien pour connaître les quantités/parts jetées en boulangerie
- Mise en place d'une solution de gestion des biodéchets sur site : En cours.

Impact sur le GA : Les actions au niveau de la boulangerie ont permis une baisse de 1% du gaspillage grâce à une distribution plus efficace au sein du CFA soit 150kg /an ont été évités. La baisse n'est pas significative pour les autres actions car le CFA a déménagé entre les deux pesées et le restaurant a été fermé en partie à cause de la crise sanitaire ; malgré cela, 175 élèves sensibilisés soit 308 kg/an. Au total, 458 kg/an de gaspillage alimentaire ont été évités. (Calcul selon fiche action A3-5 du PLPDMA).

###### **4/ Action en partenariat avec le CROUS d'Aix en Provence**

Le CROUS s'investit dans des actions de sensibilisation des étudiants sur la lutte contre le gaspillage alimentaire :

Objectif : accompagner le CROUS dans la mise en place d'actions au sein d'un restaurant universitaire d'Aix-en-Provence afin de diminuer le gaspillage alimentaire à différents niveaux selon la méthodologie définie précédemment.

Réalisation :

- Limitation de la mise à disposition des dosettes individuelles de sauce ;
- Sensibilisation des convives par affichage ;
- Mise en place d'un gâchimètre à pain ;
- Action au niveau des cafétérias de vente des surplus (salades, pizza, desserts, etc.) en fin de journée à 1€.

###### **5/ Action menée avec l'association Unis cité**

Subvention pour la mise en œuvre du programme national « les anti gaspi » développé par l'ADEME auprès des Communes du Territoire du Pays d'Aix.

Objectif : 20 cantines du Territoire du Pays d'Aix sur l'année scolaire 2017/2018.

Réalisation : 15 restaurants scolaires accompagnés, 1000 enfants concernés et sensibilisés.

###### **6/ Outils d'accompagnement**

Objectif : Création d'un document support présentant des fiches sur les bonnes pratiques pour l'accompagnement des acteurs dans la mise en place, de manière autonome, d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire dans la restauration collective scolaire.

Réalisation : Création d'une boîte à outil permettant à chaque commune d'initier une démarche, basée sur le retour d'expériences des communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence axe 1-2/, de réaliser un diagnostic du gaspillage alimentaire et de proposer des actions testées par les communes.

Cette boîte est disponible sur le site internet Métropolitain :  
<https://www.ampmetropole.fr/reduire-trier-collecter-traiter-le-cercle-vertueux>

## **Axe 2 : Actions en matière de don alimentaire**

- **1/ Accompagnement du CFA du Pays d'Aix dans le développement du don alimentaire**

Objectif : Dans le développement du don alimentaire, le Conseil de Territoire est engagé dans le cadre de son agenda 21 mais non encore structuré.

Réalisation : Dans le cadre de l'accompagnement peu de gaspillage alimentaire, à titre d'exemple mise en place de distribution aux élèves de viennoiseries et de pain à la sortie de l'établissement ainsi que vente à emporter des plats du restaurant en cas de manque de réservation en salle.

- **2/ Réalisation d'un guide du don**

Objectif : en collaboration avec les partenaires à destination des associations et producteurs du territoire métropolitain. L'objectif de ce guide est de proposer un outil local décliné et adapté à notre territoire.

Réalisation : Ce guide est disponible sur le site internet Métropolitain :

<https://www.ampmetropole.fr/reduire-trier-collecter-traiter-le-cercle-vertueux>

## **Axe 3 : Actions à destination des habitants du Territoire en lien avec le Programme de Prévention des Déchets de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

L'objectif est de sensibiliser les habitants sur les gains économiques et environnementaux des bons gestes de lutte contre le gaspillage alimentaire avec les actions suivantes :

Organisation d'un événement de sensibilisation avec présentation des bons gestes de réduction du gaspillage : opération « mieux consommer, moins jeter » atelier de sensibilisation sur les marchés et dans les centres sociaux culturels, grandes surfaces. Atelier cuisine, recettes, etc.

Réalisation :

- Création d'une exposition itinérante pour mise à disposition des acteurs, des communes, ...
- Création d'une mallette de jeux dont un contre le gaspillage alimentaire et des fiches d'activités,
- Campagne de communication institutionnelle de promotion des bons gestes, Post Facebook lors du mois du gaspillage alimentaire vu par 14 293 personnes. Actions auprès des étudiants, actions grande distribution, stands et journée de lancement éducation environnement, stands marchés forains mois du gaspillage alimentaire.

## **Axe 4 : Développer la formation et l'information permettant de développer les bonnes pratiques en interne et au niveau des Communes du Territoire**

- Mise en place d'un système d'échange et d'information aux Communes et actions des bonnes pratiques en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Réalisation : En 2021, 4 envois d'actualités et d'informations anti gaspillage alimentaire par mail aux responsables des 14 Communes accompagnées (Chapitre IV Axe 1-2).

- Organisation en lien avec le PAT et la Métropole de rencontres entre toutes les Communes du Département et les Communes accompagnées par le CT1 et le CT2 présentant leurs expériences de lutte contre le gaspillage alimentaire en restauration scolaire, en juin et novembre 2021,

Réalisation : Au total, ce sont 86 participants ayant assisté en présentiel ou à distance à ces 2 rencontres.

- Participation au réseau REGAL' im (Réseau Pour Eviter le Gaspillage Alimentaire), réseau d'acteurs de la filière alimentaire impliqués dans la lutte contre les pertes et gaspillages alimentaires en Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur lancé le 16 octobre 2019 par l'ADEME, la DRAAF et le Conseil Régional de Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur. Participation à diverses rencontres et élaboration d'un livret recueillant 36 initiatives anti gaspi en Région suite à l'expérience d'accompagnement des restaurants scolaires (Chapitre IV Axe1-2).

- Articles dans le journal interne, site intranet, opérations de sensibilisation (expositions itinérantes, réunions d'information, ...).

Réalisation : Diffusion en octobre 2021 aux 500 agents du Territoire du Pays d'Aix un mail de sensibilisation au gaspillage avec recette de cuisine anti-gaspi : **800 kg par an évités**. (Calcul selon fiche action A3-5 du PLPDMA).

**Grace à l'ensemble des actions mises en œuvre pour cette première phase et au-delà de l'information diffusée en vue de faire évoluer les comportements, on peut estimer avoir évité de l'ordre de 50 tonnes par an pour une dépense globale sur la période de 2019 à 2021 de 142 000€TTC.**

## **V – PLAN D'ACTIONS DE LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE - 2022 - 2025**

L'ensemble de ces actions sera mis en œuvre avec les différents acteurs du Territoire pouvant influencer sur la lutte contre le gaspillage alimentaire.

## **Axe 1 : Actions à destination des établissements recevant du public**

### **1/ La restauration collective des Communes – volet 1**

Le projet consiste en l'accompagnement de Communes volontaires dans la mise en place d'actions auprès de leur restauration collective (cantines des écoles, centres aérés et/ou crèches, cuisine centrale).

- diagnostiquer pour mesurer et analyser les causes du gaspillage.
- concevoir et mettre en œuvre un plan d'actions.

Cet accompagnement sera effectué avec un prestataire externe.

**Objectif :** 10 établissements sur 3 ans

### **2/ La restauration collective des Communes – volet 2**

Le projet se déploie dans la continuité du premier plan d'actions. Il s'agit d'un suivi des Communes volontaires ayant été précédemment accompagnées.

Cette action permettra de consolider les démarches engagées et/ou mettre en œuvre des mesures correctives si nécessaire.

Cet accompagnement sera effectué en lien avec un prestataire externe.

**Objectif :** 10 restaurants scolaires sur les 16 accompagnés lors du précédent plan d'actions

- **3/ La restauration collective au sein de structures d'accueil pour personnes âgées** (de type EPHAD, résidences services, structures gérées par des CCAS.)

Accompagnement des établissements concernés par les évolutions des pratiques en matière de Déchets d'Activités Economiques, sur le même modèle que l'accompagnement de la restauration collective des Communes. Cet accompagnement sera effectué avec un prestataire externe à partir des actions suivantes : état des lieux, pesées, diagnostic, plan d'actions, accompagnement, consolidation.

**Objectif :** accompagnement potentiel de 9 établissements (Maisons de retraite, EHPAD, résidences sénior).

- **4/ Sensibilisation des collèges et lycées**

Accompagnement en priorité des établissements concernés par la future tarification et concernés par l'évolution des pratiques en matière de Déchets d'Activités Economiques. Plusieurs actions pourront être proposées : visites du centre d'enfouissement de l'Arbois des éco délégués, animation lors de la semaine du goût, animations complémentaires en collaboration avec le Département ou la Région, mise à disposition de l'exposition anti gaspillage...

**Objectif :** Etablissements soumis à la redevance spéciale : 30 collèges et 5 lycées

## **Axe 2 : Actions à destination des habitants du Territoire (en lien avec le Programme de Prévention des Déchets de la Métropole Aix-Marseille-Provence)**

### **1/ Animations dans les écoles**

L'objectif de cette action est de compléter le programme d'éducation à l'environnement « Apprendre pour agir » par la mise en place d'animations en périscolaire et ateliers complémentaires auprès des élèves des écoles du Territoire du Pays d'Aix. Ce volet éducatif pourrait être mis davantage en valeur lors de la semaine du goût, semaine de réduction des déchets et/ou développement durable, ou par des activités développées en périscolaire. Cet accompagnement sera effectué avec un prestataire externe à partir des actions suivantes :

**Objectif :** 3 activités par établissement en périscolaire développées sur 60% des établissements scolaires de primaire du Pays d'Aix sur la période 2023-2026. Sur le CT2 au total près de 69 écoles primaires soit 42 écoles accompagnées sur 3 ans, à raison de 15 élèves par atelier.

- **2/ Action en partenariat avec le CROUS d'Aix en Provence et résidence des Arts et Métiers ou autres**

Le CROUS a participé au volet 1 de l'accompagnement (chapitre IV Axe 1-4). Le CROUS s'investit dans des actions de sensibilisation des étudiants locataires sur la thématique de la lutte contre le gaspillage alimentaire avec l'aide de contrat civique. Le projet consiste à accompagner le CROUS dans la mise en place de différentes actions auprès des étudiants des résidences universitaires. Cette action sera développée en relation avec le Plan Alimentaire Territorial Métropolitain.

- **3/ Actions à destination de « familles zéro déchet »**

Cette action est transversale à différents plans et programmes du Pays d'Aix. En effet, elle est prévue au PMPDMA dans l'axe « valoriser les biodéchets », mais concerne en réalité tous ce qui est relatif à la réduction à la source, au réemploi et au recyclage (stratégie des 3R). Une « opération famille zéro déchets et composteurs innovants » est par exemple incluse dans le plan d'actions 2022-2025 de réduction et de gestion des déchets verts.

### **Animation auprès des habitants**

L'objectif est de sensibiliser les habitants sur les gains économiques et environnementaux des bons gestes de lutte contre le gaspillage alimentaire avec les actions suivantes :

- Organisation d'un événement de sensibilisation avec stands présentant les bons gestes de réduction du gaspillage : opération « mieux consommer, moins jeter » atelier de sensibilisation sur les marchés et dans les centres sociaux culturels,

grandes surfaces. Atelier cuisine, recettes, penser à la congélation, livret de recettes anti gaspi etc....

Objectif : 1 par an

- En partenariat avec le PAT, stands présents sur les manifestations et salons de la gastronomie

Estimation : gaspillage alimentaire évité 2 112 kg en 2025 (Calcul selon fiche action A3-5 du PLPDMA).

### **Animation de défis « familles zéro déchet » grâce à une plateforme numérique**

Sensibilisation de familles grâce à des moyens plus innovants (application smartphone, mail...), sous forme de défis proposés aux personnes volontaires. Ces défis seront relatifs à la stratégie des 3R, appliqués aux enjeux du Pays d'Aix.

Objectif : 100 familles par an

### **Accompagnement et animation de défis « familles zéro déchet »**

Il s'agit de sélectionner et d'accompagner des familles dans la réduction de leur production de déchets ménagers, sur le Territoire du Pays d'Aix de la Métropole.

Objectif :

- 25 familles accompagnées par Défi. Chaque Défi dure environ 1 an.
- Accompagnement ciblé sur la réduction et le tri des déchets.
- Réduction de 25% des Déchets Ménagers et Assimilés (ordures ménagères résiduelles, emballages, verre, biodéchets, déchets apportés en déchèterie ou par enlèvement sur rendez-vous) en moyenne par Défi.
- Sensibiliser les familles pour en faire de vrais relais de la démarche auprès de leur entourage.

Cet accompagnement sera effectué avec un prestataire externe

### **Axe 3 : Actions à destination des métiers/commerces de bouches ou restaurants (zone ZUD et INTER)**

- **1/ Accompagnement des commerces de bouche**

Accompagnement (sur le même principe que pour les restaurants scolaires des Communes : état des lieux avec pesées, diagnostics et préconisations). Inciter les commerces alimentaires de proximité à développer le don alimentaire aux associations ou pratiquer des prix en fin de journée.

Objectif : 20 établissements soumis à la future tarification

- **2/ Développement du label « mon restaurant responsable » auprès des établissements soumis à la future tarification** :

2022 : Lancement d'une expérimentation avec le CPIE, titulaire du label, dans 5 restaurants de la Commune de Venelles.

- **3/ Développer le « gourmet bag »** :

Une loi a été promulguée obligeant les restaurateurs à proposer des « doggy bags ». Pour ce faire l'État a souhaité développer la pratique afin de pouvoir emporter ce qui n'est pas terminé dans son assiette et a lancé le « Gourmet bag ». La marque « Gourmet Bag » est mise à disposition par le service public afin de participer à la prévention du gaspillage alimentaire en restauration commerciale, en encourageant une pratique peu répandue dans les restaurants français.

Objectif : développer ce système sur le Pays d'Aix

- **4/ Marchés forains éco responsables** :

En partenariat avec le Plan Alimentaire Territorial Métropolitain (PAT), lancer un appel à projets sur la récupération-transformation-don de fruits et légumes et autres invendus alimentaires des marchés forains.

### **Axe 4 : Actions à destination des agents, permettant de développer les bonnes pratiques en interne**

1/ Actions de proximité auprès des agents du Territoire du Pays d'Aix (capsules vidéo, diffusion d'un message de sensibilisation durant la semaine du goût, ateliers cuisines anti gaspillage, stands...).

Objectif : 1 action par an auprès des agents

2/ Travailler avec le protocole sur la gestion des marchés de traiteurs en relation avec le PAT.

3/ Participation au réseau régional de lutte contre les pertes et le gaspillage alimentaire « Régalim » Paca, initié par la DRAFF, l'ADEME et la REGION Provence-Alpes-Côte d'Azur.

4/ Participation au Projet Alimentaire Territorial Aix-Marseille-Provence et Pays d'Arles.

### **Axe 5 : Actions à destination des porteurs de projets innovants**

Attribution de subventions à des porteurs de projets innovants en partenariat avec le PAT.



## **Axe 6 : Organiser à Aix en Provence les assises Nationales/ ou Régionales de la lutte contre le gaspillage alimentaire soit au palais des congrès d'Aix ou au Technopôle de l'Arbois**

Rencontre des acteurs de la lutte contre le gaspillage alimentaire, sous forme d'ateliers, de tables rondes, de retours d'expériences : Prestation de service (ex : par le réseau idéal connaissances) et en partenariat avec le réseau Régalm et le PAT-AMP-Pays d'Arles, l'ADEME, DRAFF etc.

## **VI – Estimation des tonnages évités sur la période 2018-2025 :**

Plan d'actions 2018 à 2021		Bilan kg évités à la fin du 1er plan
Axe 1 : Actions à destination des établissements recevant du public	Animations dans les écoles	1 421
	La restauration collective des communes	12 000
	Le Centre de Formation des Apprentis (CFA du Pays d'Aix)	308
	Poursuite de l'action menée avec l'association Unis-cité	1 760
	Outils d'accompagnement	
Axe 2 : Actions en matière de don alimentaire		
Axe 3 : Actions à destination des habitants du Territoire en lien avec le Programme de Prévention des Déchets de la Métropole Aix-Marseille-Provence		35 012
Axe 4 : Développer la formation et l'information permettant de développer les bonnes pratiques en interne et au niveau des Communes du Territoire		951
Total kg évités à la fin de la mise en place du 1er plan d'actions 31/12/2021		51 452
Total tonnages évités par an		51 tonnes

### Plan d'actions 2022 à 2025

		Poids prévisionnels évités à la fin du 2ème plan d'actions
Axe 1 : Actions à destination des établissements recevant du public	La restauration collective des Communes volet 1	7 500
	La restauration collective des Communes volet 2	3 500
	La restauration collective au sein de structures d'accueil pour personnes âgées	12 000
	Sensibilisation des collèges et lycées	14 000
	Formation des agents de restauration collective	4 000
	Sensibilisation au label national « anti-gaspillage alimentaire »	non défini
Axe 2 : Actions à destination des habitants du Territoire	Animations dans les écoles	3 326
	Action en partenariat avec le CROUS d'Aix en Provence et résidence des Arts et Métiers ou autres	5 700
	Actions à destination de « familles zéro déchet »	3 170
Axe 3 : Actions à destination des métiers/commerces de bouches ou restaurants (zone ZUD et INTER)	Accompagnement des commerces de bouche	non défini
	Développement du label « mon restaurant responsable » auprès des établissements soumis à la RS :	non défini
	Développer le gourmet bag	70 000
	Marchés forains éco responsables :	non défini
Axe 4 : Développer la formation et l'information permettant de développer les bonnes pratiques en interne et au niveau des Communes du Territoire	Actions de proximité auprès des agents du Territoire du Pays d'Aix	900
Axe 5 : Actions à destination des porteurs de projets innovants PAT		non défini
Total kg évités à la fin de la mise en place du 2ème plan d'actions		124 096
Total tonnages évités de gaspillage alimentaire fin 2025		124 tonnes

## **VII – Budget et moyens humains mobilisés pour les actions de 2022 à 2025:**

### Les moyens financiers

Les budgets afférents seront votés annuellement pour l'ensemble du plan d'actions.

Axe 1 : Actions à destination des établissements recevant du public	153 000
Axe 2 : Actions à destination des habitants du territoire	85 000
Axe 3 : Actions à destination des métiers/commerces de bouches ou restaurants (zone ZUD et INTER)	92 000

Axe 4 : Développer la formation et l'information permettant de développer les bonnes pratiques en interne et au niveau des Communes du Territoire	En interne
Axe 5 : Actions à destination des porteurs de projets innovants PAT	A définir
<b>Budget prévisionnel 2022 à 2025 en euros</b>	<b>330 000 €</b>

Le budget prévisionnel de ce plan est de 330 000 euros pour 3 ans.

### Les moyens mis en œuvre :

- Des marchés de prestation de service, pour réaliser l'accompagnement des structures, prévus dans le plan de financement.
- Un responsable de projet nommé en interne parmi les agents de l'effectif.
- Les agents du service et un apprenti pour le suivi des différentes actions sur les deux ans.
- L'ensemble des actions sera suivi par la mise en place d'indicateurs de mesures dans le cadre des accompagnements notamment grâce aux pesées.

## **VIII – AIDES FINANCIÈRES**

Les dépenses pour ces actions peuvent être financées en partie par des recettes perçues auprès de l'ADEME, du Conseil Régional PACA, de la DRAAF.

A titre d'exemple, l'ADEME peut subventionner le Territoire dans la définition du projet en finançant à son échelle à 70%, des diagnostics et des études de faisabilité.

L'ADEME soutient depuis plusieurs années la lutte contre le gaspillage alimentaire au travers :

- De l'appel à projets annuel du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation dans le cadre du Programme national pour l'alimentation (PNA),
- Des appels à projets régionaux économie circulaire comportant un volet gaspillage alimentaire.

C'est à ce titre que le premier plan d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire s'est inscrit dans le cadre d'un appel à projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEA 018-2836/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets ;
- La délibération 2017\_CT2\_517 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 approuvant le plan d'action de lutte contre le gaspillage alimentaire 2018/2019 ;
- La délibération n°2019\_CT2\_682 du Conseil de Territoire du 12 décembre 2019 approuvant le Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025 ;
- La délibération n°DEA 038-8022/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés 2019-2025 ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 7 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de mettre en œuvre un plan d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire sur le Territoire du Pays d'Aix.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le plan d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire 2022 – 2025.

**Article 2 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2022 CT2 300**

**Rapport annuel d'activité 2021 sur le Prix et la Qualité du Service Public de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés du Territoire du Pays d'Aix**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

### **1 – Le contexte réglementaire**

Depuis le 1er janvier 2016, date de sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de prévention et de gestion des déchets.

Par délibérations n° FBPA 54-9156/20/CM et n° FBPA 063-10935/21/CM le Conseil de la Métropole a délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aix l'exercice de la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés. C'est dans ce cadre que le Territoire du Pays d'Aix élabore le rapport relatif à cette activité.

Ce document appelé « rapport annuel sur la qualité et le prix du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés » est tenu à la disposition du public au siège et dans les Mairies de chacune des Communes membres.

La loi du 17 août 2015, relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) et la loi du 10 février 2020 dite anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC), ont instauré de nouvelles dispositions en matière de prévention et de gestion des déchets. Le décret n°2015-1287 du 30 décembre 2015 précise les indicateurs techniques et financiers qui doivent figurer dans les rapports annuels sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés.

Conformément aux dispositions de l'article L.2224,5 du Code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT), il appartient au Président de l'EPCI de présenter ce rapport d'activité à son assemblée délibérante. Ainsi, le rapport annuel Déchets 2021 de la Métropole sera présenté au Conseil de la Métropole. Ce document global et métropolitain présentera les éléments émanant des six rapports d'activité des six Territoires.



Le présent rapport relatif aux actions du Territoire du Pays d'Aix sera annexé au rapport annuel Déchets métropolitain 2021.

## 2- Les indicateurs techniques et financiers du rapport annuel Déchets 2021 du Territoire du Pays d'Aix

Ce rapport contient des informations techniques et financières relatives à l'exercice de la compétence sur le Territoire du Pays d'Aix en matière de déchets ménagers et assimilés et notamment celles qui concernent :

- Le Territoire et les Communes concernées, la population et son évolution, les compétences en matière de prévention et gestion des déchets, l'organisation des services et les effectifs,
- Les actions en terme de sécurité dans le cadre de la démarche engagée au sein du Pôle Services à la Population,
- Les actions en terme de prévention des déchets dans le cadre du programme local de prévention des déchets,
- Les services, les équipements et les indicateurs techniques de la collecte des déchets ménagers résiduels, de la collecte sélective, des déchèteries, des collectes spécifiques ainsi que du traitement en ISDnD (Installation de Stockage des Déchets non Dangereux) des déchets résiduels,
- Les indicateurs financiers de l'activité de la gestion des déchets, dans le cadre du service public d'élimination des déchets (SPED) et du Budget Annexe.

Les principales informations du rapport annuel Déchets 2021 sont reprises ci-dessous. Les indicateurs techniques et financiers de l'activité sont exprimés dans le document par rapport à la population municipale INSEE en vigueur au 1er janvier 2021.

La population municipale est stable avec une évolution de + 0,49% entre 2020 et 2021.

## 3 - Les données quantitatives et qualitatives de l'activité déchets :

Le gisement des déchets ménagers et assimilés (DMA) est constitué des tonnages suivants :

- Le tonnage des **Ordures Ménagères et Assimilées (OMA) : 128 957 tonnes, soit 327 kg/hab/an**. Le tonnage diminue de **1,6 %** par rapport à l'année précédente soit 2 095 tonnes en moins, dues en partie à l'arrêt de la collecte des Déchets d'Activité Economique en ZAE et des gros producteurs dans les ZINTER.
- Le tonnage issu des **collectes sélectives et séparatives : 24 426 tonnes, soit 62 kg/hab/an**. Le tonnage augmente de **11,2 %** par rapport à 2020 soit 2 454 tonnes en

plus dues en partie aux actions relatives au passage à l'extension des consignes de tri des plastiques et le basculement au mode Biflux pour les PAV.

- Les 24 426 tonnes sont constituées de 23 785 tonnes issues de la collecte sélective des emballages et des papiers journaux revues auprès des ménages et de 610 tonnes de collecte séparative des cartons sur certains centres-villes (Aix-en-Provence, Les Pennes-Mirabeau, Gardanne, Pertuis...) et de 31 tonnes de sapins de Noël.

Les évolutions pour les différents flux de la collecte sélective issue des ménages sont :  
+ 16,3 % pour les emballages (hors Verre)  
+ 2,6 % pour le Verre

- Le tonnage de déchets collectés en **déchèteries : 141 830 tonnes, soit 360 kg/hab/an**. Le tonnage augmente de **8,5 %** par rapport à 2020 soit 11 164 tonnes en plus.

Remarque : la gestion des textiles étant considérée comme une action de prévention des déchets, les tonnages ne sont pas comptabilisés comme pris en charge par le service de collecte. Néanmoins, la collecte des textiles via une convention avec la société Provence TLC représente un tonnage de 686 tonnes.

- Le tonnage des autres apports en provenance des autres collectes (déchets verts, encombrants) et des services techniques (gravats, balayeuses, bois ...) utilisant directement les installations de valorisation et de traitement du Territoire du Pays d'Aix : 11 424 tonnes dont 43 % sont valorisés. Le tonnage a diminué de 5,1 % par rapport à 2020.
- Le tableau ci-dessous récapitule l'ensemble des tonnages collectés et traités en fonction des différents modes de collecte pour 2021 en comparaison avec l'année 2020 et celle de 2019. En effet, l'année 2020 a été une année marquée par la crise sanitaire avec l'arrêt des collectes sélectives au porte à porte et la fermeture des déchèteries.

	Tonnages 2021	Kg/hab/an 2021 (Insee pop. municipale)	Evolution des tonnages 2020 / 2021	Evolution * des tonnages 2019 / 2021
Collecte Ordures Ménagères et Assimilées	128 957	327	-1,6 % soit - 2 095 tonnes	- 6,5 % soit - 9 043 tonnes
Collecte Sélective Collecte Séparative	23 785 641	62	+ 11,2 % soit + 2 454 tonnes	+ 6,8 % soit + 1 551 tonnes
Collecte en Déchèterie	141 830	360	+ 8,5 % soit + 11 164 tonnes	+ 2 % soit + 2 906 tonnes
<b>Sous-Total</b>	<b>295 212</b>	<b>749</b>	+ 4 % soit + 11 522 tonnes	-1,5 % soit - 4 586 tonnes
Autres apports directs sur les différents sites de traitement et de valorisation	11 424	29	-5,1 % soit - 620 tonnes	-2,5 % soit - 299 tonnes
<b>TOTAL</b>	<b>306 637</b>	<b>778</b>	+ 3,7 % soit + 10 903 tonnes	- 1,8 % soit - 4 885 tonnes

- On constate une **augmentation de 3,7 % des tonnages par rapport à 2020** sur le Territoire du Pays d'Aix.

La **proportion de déchets entrant dans les filières de valorisation est de 51,7 %** du total des déchets traités (rappel en 2020 : 50 %). Le taux de valorisation (hors gravats et DDS) est de 33 %.

#### 4 - Les moyens et modes de gestion

##### Concernant les moyens matériels :

- 21 déchèteries sont à disposition des habitants dont 19 déchèteries en propriété et 2 accessibles via des conventions ou contrats de prestations,
- 4 centres de transfert existent sur le Territoire du Pays d'Aix sur lesquels 75 % des tonnages des déchets ménagers résiduels transitent et 82 % des tonnages de la collecte sélective au porte-à-porte,
- 2 centres de traitement des déchets ultimes utilisés dont 1 en propriété (l'ISDnD de l'Arbois) et 1 accessible via un marché public (l'ISDnD de la Malespine),
- un parc de plus de 120 véhicules de collecte pour assurer la collecte en régie sur une partie des Communes et 7 véhicules pour assurer le transport en régie des déchets dont 6 semi-remorques à fond mouvant alternatif FMA,
- un parc important de dispositifs de pré-collecte composé de bacs roulants, de colonnes aériennes et de dispositifs semi-enterrés, enterrés et escamotables (bacs ou colonnes).

##### Concernant les moyens humains :

360 agents font partie du Pôle Services à la Population constitué de 4 Directions dont 3 pour l'activité Déchets.

##### Concernant les modes de gestion des prestations :

- pour la collecte traditionnelle : 17 Communes sont collectées en régie, les autres en prestation déléguée au privé.
- pour la collecte sélective : 100 % de la population bénéficie de la collecte sélective en porte-à-porte ou en apport volontaire. Concernant les Communes bénéficiant du porte-à-porte, 12 Communes sont collectées en régie et les autres en prestation.
- pour la collecte sélective en apport volontaire : l'exploitation est réalisée en prestation déléguée au privé.
- pour la gestion des déchèteries : l'exploitation des installations est externalisée auprès de prestataires privés excepté le site de Puyloubier pour le haut de quai, le bas de quai étant systématiquement confié à des entreprises privées.

- pour les centres de transfert : l'exploitation est effectuée par des opérateurs privés sauf pour les sites d'Aix-en-Provence et de Rousset.

#### 5 - Les données financières – Le coût de la compétence :

Le coût de la compétence du service de collecte et d'élimination des déchets ménagers est de 177,29 € TTC/hab/an (ou 227 €/tonne).

La répartition par service des 177,29 € TTC/hab/an est la suivante :

- 73,05 €/hab/an pour la Collecte traditionnelle et prestations associées,
- 27,94 €/hab/an pour la Collecte sélective et le tri
- 34,40 €/hab/an pour le Traitement
- 41,90 €/hab/an pour le Transport/Logistiques et les Déchèteries.

Les recettes pour financer le service proviennent à 87 % de la TEOM et à 13 % des produits de valorisation matière, de la régie compostage, des subventions et de la vente de services sur le site de l'Arbois (traitement). Aucune recette complémentaire n'est perçue en provenance du budget général.

#### 6 - Les données financières – Compte de gestion 2021 du Budget Annexe du Service Public :

Dans le cadre des règles comptables énoncées par l'instruction budgétaire M57, le résultat de l'exercice 2021 du SPED en section d'investissement et de fonctionnement a été constaté au compte administratif.

Le compte de gestion 2021 fait apparaître un solde d'exécution positif de la section d'investissement et de la section de fonctionnement. Il a été décidé que l'excédent de l'exercice 2021 soit reporté en année 2022.

#### 7 - Les actions fortes de l'activité déchets 2021 :

En 2021, tous les services liés à l'activité Déchets ont fonctionné en respectant les conditions sanitaires et les gestes barrières nécessaires.

→ Concernant la **sécurité des collectes**, les actions engagées et mises en place depuis 2011 se poursuivent et ont permis de diminuer le nombre d'accidents afin de stabiliser la situation à environ 42 déclarations d'accidents par an. L'année 2021 s'est située dans la moyenne avec 41 accidents déclarés.

→ Concernant les actions de **prévention des déchets** dans le cadre du Plan Métropolitain de Prévention des Déchets, les actions suivantes ont été réalisées :

- **Établir un niveau de service aux professionnels**  
L'année 2021 a été consacrée à la mise en œuvre effective de la phase 2 c'est-à-dire à l'arrêt de la collecte des Gros Producteurs en zone INTER (hors Cafés, Hôtels, Restaurants).

En parallèle, achèvement des travaux de construction d'une voie d'accès pour une déchèterie professionnelle gérée par un prestataire privé sur un terrain de la Commune de Bouc-Bel-Air, suite à l'attribution d'un bail emphytéotique. Ouverture prévue au 2ème trimestre 2022.

**- Favoriser la gestion de proximité des bio-déchets**

Distribution de 2 064 composteurs individuels et 326 lombricomposteurs individuels,  
Développement du compostage collectif dans 19 nouveaux sites collectifs de plusieurs résidences et cantines scolaires,  
199 interventions pour le suivi des sites collectifs déjà en fonctionnement (81 sites opérationnels).  
Interventions auprès de 1 328 élèves pour les sensibiliser à la lutte contre le gaspillage alimentaire,  
Deux opérations de don de compost dans les déchèteries de Pertuis et Saint-Cannat.

**- Développer le réemploi**

Poursuite du soutien des ressourceries existantes.  
En 2021, 1 986 tonnes ont été détournées des circuits de collecte et traitement.

**- Sensibiliser à la réduction des déchets, à l'économie circulaire et accompagner des démarches transversales et innovantes**

Accompagnement et suivi des 150 commerces bénéficiant du Label « Commerces engagés ».  
Sensibilisation de 2 434 élèves à la réduction des déchets  
Opération « Stop Pub » avec près de 10 120 autocollants distribués, soit presque 184 000 depuis le début de l'opération.  
Exemplarité en interne de la collectivité avec la collecte de 2 100 kg de textiles usagés.

**→ Poursuite du déploiement de dispositifs enterrés pour les déchets résiduels et recyclables :**

Mise en place de 16 nouveaux dispositifs en 2021. Depuis le début du lancement du programme, ce sont 823 colonnes enterrées, semi-enterrées ou dispositifs escamotables installés sur 34 Communes.

**→ Concernant la poursuite de l'amélioration de la performance des recyclables :**

Action phare de l'année : Extension des Consignes de Tri (ECT) des plastiques et basculement de l'apport volontaire en Biflux : à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2021 tous les emballages et les papiers se trient sans exception : mise à niveau du parc de bacs collectifs, d'une partie du parc individuel, des colonnes d'apport volontaire ... accompagnée d'une campagne de communication et sensibilisation auprès de tous les habitants du Territoire du Pays d'Aix (plan média, sensibilisation de proximité et animation de stand).

Poursuite de l'optimisation de tri auprès de la Commune de Peyrolles-en-Provence : les actions en termes de communication de proximité ont été réalisées en début d'année et 2 200 foyers ont ainsi été sensibilisés,

Poursuite des opérations auprès des étudiants du CROUS avec la distribution de 3 600 sacs de pré-collecte,  
Poursuite des collectes séparatives : collectes des textiles, des cartons, des papiers dans les Directions et des sapins de Noël.

**→ Concernant l'information et la communication de proximité :**

Les conseillers du tri du Territoire du Pays d'Aix ont été présents lors de manifestations sur le Territoire qu'elles soient sportives, culturelles, éco-citoyennes ...

La communication auprès des Communes et de la presse locale a été réalisée en 2021 notamment lors du passage à l'ECT et du basculement des apports volontaires au mode Biflux et relayée par les sites internet ainsi que par la page Facebook du Pays d'Aix.

**→ Concernant les déchèteries :**

Poursuite du plan d'action déchets verts : fonctionnement des 5 plateformes de réception des déchets végétaux.

Reprise du service de collecte de l'amiante liée sur 4 déchèteries : 65 tonnes réceptionnées et traitées dans un centre spécialisé.

Afin de lutter contre les actes de vandalisme et les vols de métaux, l'ensemble des déchèteries a été équipé de systèmes de vidéo-surveillance.

Mise en service des équipements pour le contrôle d'accès par identification des plaques minéralogiques (LAPI) sur les déchèteries de Bouc-Bel-Air, les Pennes-Mirabeau, Vitrolles et Gardanne. A la fin 2021, ce sont 5 sites complètement équipés. Mise en service d'une nouvelle déchèterie sur la Commune de Vauvenargues.

Travaux d'extension et de rénovation de la déchèterie de Meyreuil.

**→ Concernant les centres de transfert :**

Démarrage des travaux de rénovation du centre de transfert et de la déchèterie de Rousset.

**→ Dans le domaine du traitement :**

Le site d'enfouissement de l'Arbois est certifié ISO 14001. La plateforme de valorisation des biogaz a produit 17,3 GWh d'électricité verte, correspondant à la consommation de 11 500 habitants. Grâce à un taux de valorisation des biogaz supérieur à 96,9 %, le Territoire du Pays d'Aix a bénéficié d'un taux de TGAP réduit, ce qui a représenté en 2021, une économie pour le fonctionnement des services du Territoire et un complément de recette grâce à la valorisation des biogaz.

L'éco-plateforme de valorisation des matériaux réalisée en collaboration avec la société Durance Granulats a permis en 2021 l'apport de 115 000 tonnes pour les besoins du site et l'évacuation de 28 500 tonnes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 7 juin 2022.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que le service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés doit faire l'objet d'un rapport annuel relatif au prix et à la qualité de ce service.
- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de Territoire et mis à la disposition du public.

#### **Délibère**

#### **Article unique :**

Est approuvé le rapport annuel Déchets 2021 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés 2021 du Territoire du Pays d'Aix.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2022 CT2 301**

#### **Approbation d'une convention entre ISOWAT et le Territoire du Pays d'Aix pour l'utilisation de cartons dans le cadre d'une expérimentation**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

De nombreuses actions existent et se développent en matière de recherche de nouvelles filières de recyclage des déchets dans une logique d'économie circulaire.

En effet, les derniers objectifs règlementaires en matière de valorisation de matière dans la loi pour l'économie circulaire et dans le Plan Régional poussent de nouvelles entreprises à développer des dispositifs pour améliorer le taux de recyclage et incitent à la création de nouvelles boucles locales pour l'essor de filières de recyclage en circuit court.

Dans ce contexte, la société ISOWAT, disposant d'un savoir-faire en matière de fabrication de ouate de cellulose à partir de papiers / cartons, a été retenue dans le cadre d'un projet de rénovation du bâtiment en partenariat avec l'établissement public Euroméditerranée pour assurer l'isolation thermique de bâtiments situés à Gardanne et à Marseille.

Participer à ce projet d'isolation est la garantie pour la société ISOWAT de pouvoir déployer des isolants bio-sourcés à partir de déchets fibreux et à terme, fort des résultats concluants obtenus, la garantie d'une vitrine pour répondre à l'appel à projet de l'ADEME relatif à « l'industrialisation de Produits et Systèmes Constructifs bois et autres biosourcés » en déposant un dossier pour développer la fabrication de ouate de cellulose à une échelle industrielle.

Par conséquent, la société ISOWAT sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour l'utilisation de 20 tonnes de fibreux. La convention qu'il est proposé de conclure avec ISOWAT s'inscrit dans le cadre du soutien de la collectivité au déploiement de projets d'économie circulaire, notamment pour des solutions innovantes permettant de créer de nouvelles filières de valorisation de matière.

Elle fixe les conditions de participation du Territoire Pays d'Aix pour la mise à disposition de 20 tonnes de fibreux et les modalités de participation financière de ISOWAT pour couvrir le rachat de la matière utilisée.

Ainsi, une participation financière de 112€ TTC par tonne sera demandée à la société ISOWAT (prix moyen 2021 de vente des produits fibreux papiers et cartons) soit une recette prévisionnelle de 2.240€ TTC pour le Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,  
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 7 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention de partenariat entre le Territoire du Pays d'Aix et la société ISOWAT Provence

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la mise à disposition d'un gisement de fibreux à la société ISOWAT Provence, avec une contribution financière, dans le cadre de l'expérimentation d'un dispositif innovant de transformation des cartons/papiers collectés en ouate de cellulose pour l'isolation de bâtiment situé sur le Territoire du Pays d'Aix.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention de partenariat à conclure avec la société ISOWAT Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de la présente délibération.

**Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe Collecte et Traitement des Déchets Métropolitains, en section de Fonctionnement : chapitre 70, imputation 70688, fonction 7212.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau – Cycle de l'eau et assainissement**

**2022 CT2 302**

**AVIS - Modification des statuts de la Régie des Eaux du Pays d'Aix pour l'extension de son périmètre d'exploitation**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière d'eau et d'assainissement, ayant eu pour conséquence un transfert des compétences des Communes à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, en charge de la compétence eau potable et de la compétence assainissement des eaux usées sur l'ensemble de son territoire.

Par délibération n°DEA 008-4227/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé, au 1er janvier 2019, une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des Eaux du Pays d'Aix » dont le siège est fixé à l'adresse suivante : 185, Avenue de Pérouse 13100 Aix-en-Provence.

La Régie des Eaux du Pays d'Aix a pour mission d'assurer le service public de la distribution d'eau potable sur le périmètre métropolitain défini comme suit :

- Aix-en-Provence,
- Gardanne,
- Saint-Marc-Jaumegarde,
- Saint-Paul-Lez-Durance,
- Saint-Estève-Janson,
- Venelles,
- Vitrolles (à compter du 1<sup>er</sup> août 2022).

Elle a également pour mission d'assurer le service de l'assainissement collectif sur le périmètre métropolitain défini comme suit :

- Aix-en-Provence,
- Châteauneuf-le-Rouge,
- Fuveau,
- Gardanne,
- Saint-Antonin-sur-Bayon,
- Saint-Marc-Jaumegarde,
- Saint-Paul-Lez-Durance,
- Saint-Estève-Janson,
- Venelles,
- Vitrolles (à compter du 1<sup>er</sup> août 2022).

Enfin, la Régie des Eaux du Pays d'Aix a pour mission d'assurer le service public d'assainissement collectif (traitement) sur la station d'épuration intercommunale Coudoux-Velaux-Ventabren.

Par ailleurs, plusieurs contrats de délégation de service public prendront fin d'ici décembre 2023 :

- Sur la Commune de Puyloubier : fin des contrats d'exploitation des services publics de l'eau potable et de l'assainissement avec la Société des Eaux de Marseille au 31 décembre 2022 ;
- Sur la Commune de Ventabren : fin du contrat d'exploitation du service public d'assainissement (collecte) avec la Société des Eaux de Marseille au 28 février 2023 ;
- Sur la Commune de Coudoux : fin des contrats d'exploitation des services publics de l'eau potable et de l'assainissement (collecte) avec la Société des Eaux de Marseille au 30 juin 2023.

Dans le cadre de la fin des contrats de délégation de service public de Puyloubier, de Ventabren et de Coudoux, une analyse juridique, technique et financière sur les modes de gestion a été réalisée. Le résultat de cette analyse préconise que la gestion de ces services par la Régie des Eaux du Pays d'Aix est la solution la plus performante, sur les plans économiques et techniques.

Ainsi, compte tenu de l'échéance des contrats de délégation de service public et de la cohérence à intégrer ces services à la Régie des Eaux du Pays d'Aix, il est proposé d'étendre le périmètre de la régie :

- à la Commune de Puyloubier au 1<sup>er</sup> janvier 2023, pour les compétences eau potable et assainissement collectif,
- à la Commune de Ventabren au 1<sup>er</sup> mars 2023, pour la compétence assainissement collectif (collecte),
- à la Commune de Coudoux au 1<sup>er</sup> juillet 2023, pour les compétences eau potable et assainissement collectif (collecte).

Enfin, le conseil d'administration reste composé de 40 membres et les statuts sont donc inchangés à ce propos.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEA 008-4227/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant modification des statuts et désignation des membres du Conseil d'Administration ;
- La délibération n° DEA 018-6491/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 portant extension du périmètre d'exploitation de la Régie des Eaux du Pays d'Aix et désignation des membres du Conseil d'Administration ;
- La délibération n°TCM 006-10708/21/CM du Conseil de la Métropole du 19 novembre 2021 portant extension du périmètre d'exploitation de la Régie des Eaux du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire**

**Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient, afin d'assurer les services publics d'eau potable et d'assainissement collectif sur la Commune de Puyloubier, d'étendre le périmètre de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des Eaux du Pays d'Aix » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.
- Qu'il convient, afin d'assurer le service public d'assainissement collectif (collecte) sur la Commune de Ventabren, d'étendre le périmètre de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des Eaux du Pays d'Aix » à compter du 1<sup>er</sup> mars 2023.
- Qu'il convient, afin d'assurer les services publics d'eau potable et d'assainissement collectif (collecte) sur la Commune de Coudoux, d'étendre le périmètre de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des Eaux du Pays d'Aix » à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023.
- Qu'il convient en conséquence d'approuver la modification des statuts de la Régie des Eaux du Pays d'Aix, ci-annexés.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'extension du périmètre de la régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des Eaux du Pays d'Aix », à la Commune de Puyloubier pour les compétences eau potable et assainissement collectif au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Article 2 :**

Est approuvée l'extension du périmètre de la régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des Eaux du Pays d'Aix », à la Commune de Ventabren pour la compétence assainissement collectif (collecte) au 1<sup>er</sup> mars 2023.

**Article 3 :**

Est approuvée l'extension du périmètre de la régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des Eaux du Pays d'Aix », à la Commune de Coudoux pour les compétences eau potable et assainissement collectif au 1<sup>er</sup> juillet 2023.

**Article 4 :**

Sont approuvés les statuts modifiés de la Régie des Eaux du Pays d'Aix ci-annexés.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 303**

**AVIS - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation souterraine d'eaux usées - Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air - Parcelle CD337 - Abrogation de la délibération n°2021\_CT2\_266**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Bouc-Bel-Air a engagé en 2017 l'extension du réseau d'assainissement collectif des eaux usées dans le quartier de la Petite Bastide. Cette extension de réseau a nécessité le passage en souterrain d'ouvrages sur des parcelles privées, au nombre desquelles la parcelle CD195 dont les propriétaires ont signé avec la Commune un protocole d'accord le 15 octobre 2018.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

A cette date, la Métropole s'est donc substituée à la Commune de Bouc-Bel-Air pour l'exécution des travaux pour lesquels la Commune de Bouc-Bel-Air s'était engagée.

Des modifications parcellaires sont intervenues depuis ; la parcelle CD195 a été divisée en CD313, CD314 et CD315, puis les parcelles CD313 et CD314 ont été réunies en CD337.

Une délibération avait été prise par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix le 27 mai 2021 pour constituer une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées sur la parcelle CD195. Celle-ci est désormais caduque au regard des modifications parcellaires effectuées depuis.

Il convient donc de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'assainissement sur la parcelle CD337 propriété de Monsieur Jean ANGELLA, Madame Marie ANGELLA épouse TERZIAN-BERNARD, Monsieur Pascal ANGELLA et Madame Jeanne ANTRANIKIAN épouse ANGELLA qui consentent à titre gratuit à la Métropole Aix-Marseille-Provence une servitude définitive de passage en tréfonds pour la canalisation d'assainissement collectif des eaux usées sur leur parcelle ci-avant désignée.

Cette servitude consistera à établir à demeure et de façon permanente une canalisation souterraine d'assainissement sur une longueur de 2,5m et une largeur de 3m, soit une superficie totale de 7,5m<sup>2</sup>, Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air.

Elle comporte :

- pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, son délégataire et ses fournisseurs et prestataires un droit d'accès permanent à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif ;
- pour les cédants l'interdiction d'élever toute construction ou de planter aucun arbre de plus de deux mètres à moins de 1,50 m de part et d'autre de la canalisation.

Cette servitude fera l'objet d'une réitération par acte authentique, aux frais de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 2021\_CT2\_266 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 mai 2021 relative à la constitution d'une servitude de passage sur la parcelle CD195 à Bouc-Bel-Air ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds nécessaire à une conduite d'assainissement des eaux usées sur la parcelle CD337 propriété de Monsieur Jean ANGELLA, Madame Marie ANGELLA épouse TERZIAN-BERNARD, Monsieur Pascal ANGELLA et Madame Jeanne ANTRANIKIAN épouse ANGELLA sise 165 impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à son délégataire ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est abrogée la délibération n°2021\_CT2\_266 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 mai 2021.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit pour le réseau d'eaux usées, sur la parcelle CD337 propriété de Monsieur Jean ANGELLA, Madame Marie ANGELLA épouse TERZIAN-BERNARD, Monsieur Pascal ANGELLA et Madame Jeanne ANTRANIKIAN épouse ANGELLA, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur une largeur de 1,5 mètre de part et d'autre de l'axe de la canalisation, comprenant une zone *non aedificandi* et un droit de passage pour l'entretien, la réparation et le remplacement du réseau, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente constitution de servitude.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 6137.



## Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2022 CT2 304**

**AVIS - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation souterraine d'eaux usées - Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air - Parcelle CD315 - Abrogation de la délibération n°2021\_CT2\_266**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Bouc-Bel-Air a engagé en 2017 l'extension du réseau d'assainissement collectif des eaux usées dans le quartier de la Petite Bastide. Cette extension de réseau a nécessité le passage en souterrain d'ouvrages sur des parcelles privées, au nombre desquelles la parcelle CD195 dont les propriétaires ont signé avec la Commune un protocole d'accord le 15 octobre 2018.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

A cette date, la Métropole s'est donc substituée à la Commune de Bouc-Bel-Air pour l'exécution des travaux pour lesquels la Commune de Bouc-Bel-Air s'était engagée.

Des modifications parcellaires sont intervenues depuis ; la parcelle CD195 a été divisée en CD313, CD314 et CD315, et la parcelle CD315 a été vendue.

Une délibération avait été prise par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix le 27 mai 2021 pour constituer une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées sur la parcelle CD195. Celle-ci est désormais caduque au regard des modifications effectuées depuis.

Il convient donc de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'assainissement sur la parcelle CD315 propriété de Monsieur Xavier MARTINEZ qui consent à titre gratuit à la Métropole Aix-Marseille-Provence une servitude définitive de passage en tréfonds pour la canalisation d'assainissement collectif des eaux usées sur sa parcelle ci-avant désignée.

Cette servitude consistera à établir à demeure et de façon permanente une canalisation souterraine d'assainissement sur une longueur de 2,5m et une largeur de 3m, soit une superficie totale de 7,5m², Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air.

Elle comporte :

- pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, son délégataire et ses fournisseurs et prestataires un droit d'accès permanent à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif ;
- pour le cédant l'interdiction d'élever toute construction ou de planter aucun arbre de plus de deux mètres à moins de 1,50 m de part et d'autre de la canalisation.

Cette servitude fera l'objet d'une réitération par acte authentique, aux frais de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 2021\_CT2\_266 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 mai 2021 relative à la constitution d'une servitude de passage sur la parcelle CD195 à Bouc-Bel-Air ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds nécessaire à une conduite d'assainissement des eaux usées sur la parcelle CD315 propriété de Monsieur Xavier MARTINEZ sise 165 impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à son délégataire ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif.

Délibère

**Article 1 :**

Est abrogée la délibération n°2021\_CT2\_266 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 mai 2021.

**Article 2 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit pour le réseau d'eaux usées, sur la parcelle CD315 propriété de Monsieur Xavier MARTINEZ, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur une largeur de 1,5 mètre de part et d'autre de l'axe de la canalisation, comprenant une zone *non aedificandi* et un droit de passage pour l'entretien, la réparation et le remplacement du réseau, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente constitution de servitude.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 6137.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 305**

**AVIS - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation souterraine d'eaux usées - Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air - Parcelle CD338 - Abrogation de la délibération n°2021\_CT2\_269**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Bouc-Bel-Air a engagé en 2017 l'extension du réseau d'assainissement collectif des eaux usées dans le quartier de la Petite Bastide. Cette extension de réseau a nécessité le passage en souterrain d'ouvrages sur des parcelles privées, au nombre desquelles les parcelles CD62 et CD135 dont les propriétaires ont signé avec la Commune un protocole d'accord le 15 octobre 2018.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

A cette date, la Métropole s'est donc substituée à la Commune de Bouc-Bel-Air pour l'exécution des travaux pour lesquels la Commune de Bouc-Bel-Air s'était engagée.

Des modifications parcellaires sont intervenues depuis ; les parcelles CD62 et CD135 ont été réunies en CD338.

Une délibération avait été prise par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix le 27 mai 2021 pour constituer une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées sur les parcelles CD62 et CD135. Celle-ci est désormais caduque au regard des modifications parcellaires effectuées depuis.

Il convient donc de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'assainissement sur la parcelle CD338 propriété de Monsieur Jean ANGELLA et de Monsieur Pascal ANGELLA qui consentent à titre gratuit à la Métropole Aix-Marseille-Provence une servitude définitive de passage en tréfonds pour la canalisation d'assainissement collectif des eaux usées sur leur parcelle ci-avant désignée.

Cette servitude consistera à établir à demeure et de façon permanente une canalisation souterraine d'assainissement sur une longueur de 2,5m et une largeur de 3m, soit une superficie totale de 7,5m², Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air.

Elle comporte :

- pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, son délégataire et ses fournisseurs et prestataires un droit d'accès permanent à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif ;
- pour les cédants l'interdiction d'élever toute construction ou de planter aucun arbre de plus de deux mètres à moins de 1,50 m de part et d'autre de la canalisation.

Cette servitude fera l'objet d'une réitération par acte authentique, aux frais de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 2021\_CT2\_269 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 mai 2021 relative à la constitution d'une servitude de passage sur les parcelles CD62 et CD135 à Bouc-Bel-Air ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds nécessaire à une conduite d'assainissement des eaux usées sur la parcelle CD338 propriété de Monsieur Jean ANGELLA et de Monsieur Pascal ANGELLA

sise 165 impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à son délégataire ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est abrogée la délibération n°2021\_CT2\_269 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 mai 2021.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit pour le réseau d'eaux usées, sur la parcelle CD338 propriété de Monsieur Jean ANGELLA et de Monsieur Pascal ANGELLA, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur une largeur de 1,5 mètre de part et d'autre de l'axe de la canalisation, comprenant une zone *non aedificandi* et un droit de passage pour l'entretien, la réparation et le remplacement du réseau, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

##### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente constitution de servitude.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 6137.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2022 CT2 306**

### **AVIS - Constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation souterraine d'eaux usées - Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air - Parcelle CD134 - Abrogation de la délibération n°2021\_CT2\_271**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Bouc-Bel-Air a engagé en 2017 l'extension du réseau d'assainissement collectif des eaux usées dans le quartier de la Petite Bastide. Cette extension de réseau a nécessité le passage en souterrain d'ouvrages sur des parcelles privées, au nombre desquelles la parcelle CD195 dont les propriétaires ont signé avec la Commune un protocole d'accord le 15 octobre 2018.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

A cette date, la Métropole s'est donc substituée à la Commune de Bouc-Bel-Air pour l'exécution des travaux pour lesquels la Commune de Bouc-Bel-Air s'était engagée.

Des modifications sont intervenues depuis ; la parcelle CD134 a changé de propriétaire.

Une délibération avait été prise par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix le 27 mai 2021 au nom des anciens propriétaires. Celle-ci est désormais caduque au regard des modifications parcellaires effectuées depuis.

Il convient donc de régulariser la servitude liée à la présence d'une conduite d'assainissement sur la parcelle CD134 propriété de Madame Monique PARSEYAN qui consent à titre gratuit à la Métropole Aix-Marseille-Provence une servitude définitive de passage en tréfonds pour la canalisation d'assainissement collectif des eaux usées sur sa parcelle ci-avant désignée.

Cette servitude consistera à établir à demeure et de façon permanente une canalisation souterraine d'assainissement sur une longueur de 2,5m et une largeur de 3m, soit une superficie totale de 7,5m<sup>2</sup>, Impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air.

Elle comporte :

- pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, son délégataire et ses fournisseurs et prestataires un droit d'accès permanent à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif ;

- pour le cédant l'interdiction d'élever toute construction ou de planter aucun arbre de plus de deux mètres à moins de 1,50 m de part et d'autre de la canalisation.

Cette servitude fera l'objet d'une réitération par acte authentique, aux frais de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 2021\_CT2\_271 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 mai 2021 relative à la constitution d'une servitude de passage sur la parcelle CD134 à Bouc-Bel-Air ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

##### **Où il rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'il convient de constituer une servitude définitive de passage en tréfonds nécessaire à une conduite d'assainissement des eaux usées sur la parcelle CD134 propriété de Madame Monique PARSEYAN sise 286 impasse de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à son délégataire ainsi qu'à leurs fournisseurs et prestataires d'accéder à la bande de terrain grevée de la servitude pour la surveillance, l'entretien et la réparation de la conduite d'assainissement collectif.

## Délibère

### Article 1 :

Est abrogée la délibération n°2021\_CT2\_271 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 mai 2021.

### Article 2 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit pour le réseau d'eaux usées, sur la parcelle CD134 propriété de Madame Monique PARSEYAN, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur une largeur de 1,5 mètre de part et d'autre de l'axe de la canalisation, comprenant une zone *non aedificandi* et un droit de passage pour l'entretien, la réparation et le remplacement du réseau, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

### Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente constitution de servitude.

### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 6137.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## 2022 CT2 307

### **Approbation d'une convention de financement pour la réalisation, par le Département des Bouches-du-Rhône, de travaux de création du réseau pluvial dans le cadre de l'aménagement de la rue de Pergine - RD8d sur la Commune de Mimet**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Département des Bouches-du-Rhône a aménagé la rue de Pergine à Mimet (RD8d) entre l'entrée de ville et le carrefour du Poteau, au cours de l'année 2021.

Le linéaire d'intervention s'étend sur environ 1 km.

Les aménagements de voirie ont notamment porté sur :

- l'uniformisation de la largeur de chaussée routière de la RD8d à 5,50 m entre l'entrée de ville et le raccordement à la RD8/RD7 (carrefour du Poteau) ;
- la mise en place côté amont, d'un caniveau de type CC2 ;
- l'amélioration du carrefour avec la rue de Balotesti.

Cet aménagement de voirie a nécessité le busage des fossés existants avec la réalisation d'un réseau continu de gestion des eaux pluviales.

La maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'opération a été assurée par le Département sur son domaine public routier et l'ouvrage de réseau d'eau pluviale est revenu à la Métropole Aix-Marseille-Provence après la réalisation des travaux réceptionnés le 28 octobre 2021.

La rue de Pergine étant située en milieu urbain, il revient au Territoire du Pays d'Aix dans le cadre de la compétence « Pluvial » de prendre à sa charge financière les travaux sur le réseau d'eau pluviale et d'entretenir ce nouvel équipement.

Le montant des travaux pour la partie assainissement pluvial s'élève à 168.489,00€HT soit 202.186,80€TTC.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANT (€)
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenarial	80%	134 791,20
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20%	33 697,80
TOTAL HT	100 %	168 489,00

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une nouvelle convention de financement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,  
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 7 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la nouvelle convention de financement pour la réalisation, par le Département des Bouches-du-Rhône, de travaux de création du réseau pluvial dans le cadre de l'aménagement de la rue de Pergine – RD8d sur la Commune de Mimet.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé la convention de financement, ci-annexée, pour la réalisation par le Département des Bouches-du-Rhône du réseau d'eau pluviale de la rue de Pergine – RD8d – Commune de Mimet.  
Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à 202.186,80€TTC.

**Article 2 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182909 nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 308**

**Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°21DEAP047 pour la réalisation, par la Commune du Puy-Sainte-Réparate, de travaux d'aménagement des réseaux humides dans le cadre de l'aménagement de voirie de la rue du Pressoir**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales (GCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier

2023, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Par délibération n°2021\_CT2\_633 du 9 décembre 2021, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a approuvé la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage (ci-après TTMO) n°21DEAP047 portant sur les travaux d'aménagement des réseaux humides dans le cadre de l'aménagement de voirie de la rue du Pressoir.

Compte-tenu de la multiplicité des interventions sur le périmètre du projet et du planning de réalisation souhaité par la Commune, il a été confié temporairement la maîtrise d'ouvrage à la Commune pour les travaux de réseaux humides nécessaires à cette opération.

Les travaux projetés sur les réseaux humides portent sur :

- La création du réseau d'eaux usées, d'eau potable et d'eaux pluviales dans la rue du Pressoir
- La dilatation du réseau d'eau potable avenue de la République
- L'extension du réseau d'eaux pluviales dans le carrefour chemin de la Garde – Boulevard de la Coopérative

Suite à la consultation des entreprises de travaux dans le cadre du renouvellement et de l'extension des réseaux humides, le montant de l'opération a évolué à la hausse. Les dernières estimations financières résultant du marché de travaux modifient le montant de l'opération qui est porté de 265.200,00 €HT soit 318 240,00 €TTC à 390.400,00 €HT soit 468.380,00 €TTC, soit une augmentation globale de 47% et réparti de la façon suivante :

- Pour la compétence eau potable : 84.500,00€HT soit 101.400,00 €TTC,
- Pour la compétence eaux usées : 22.000,00€HT soit 26.400,00 €TTC,
- Pour la compétence Pluvial : 283.900,00€HT soit 340.680,00 €TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2021\_CT2\_633 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9

décembre 2021 approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation par la Commune du Puy-Sainte-Réparate, de travaux d'aménagement des réseaux humides dans le cadre de l'aménagement de voirie de la rue du Pressoir ;

- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement Déchets et Cycle de l'Eau du 7 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver un avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°21DEAP047 pour la réalisation, par la Commune du Puy-Sainte-Réparate, de travaux d'aménagement des réseaux humides dans le cadre de l'aménagement de voirie de la rue du Pressoir.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°21DEAP047 pour la réalisation par la Commune du Puy-Sainte-Réparate, de travaux d'aménagement des réseaux humides dans le cadre de l'aménagement de voirie de la rue du Pressoir, portant le montant de l'opération de 265 200,00 €HT soit 318 240,00 €TTC à 390.400,00 €HT soit 468.380,00 €TTC.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y concourant.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182909 nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909
- le budget annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019290000, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019200100, nature 21532,

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2022 CT2 309**

**Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage 21DEAP014 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune du Puy-Sainte-Réparate pour les travaux d'aménagement des réseaux humides dans le cadre du Projet Urbain Partenarial du Grand Vallat**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales (GCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier

2023, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

De plus, l'article L.5218-2-I du CGCT prévoit que la Métropole est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ; ceci rend la Métropole seule habilitée à conclure des conventions de projets urbains partenariaux (PUP) telles que définies par l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme.

Par délibération du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont le périmètre a été délibéré avant le 31 décembre 2017 et a acté que, pour mener à bien ces projets, des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage seraient conclues pour chaque contrat de PUP.

Par délibérations des 19 juillet, 26 septembre et 11 décembre 2017, la Commune du Puy-Sainte-Réparate a instauré un périmètre de Projet Urbain Partenarial au lieudit « Le Grand Vallat » et approuvé deux conventions de PUP avec les sociétés COGEDIM et CS INVEST.

Par délibération n°2021\_CT2\_166 du 8 avril 2021, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a approuvé la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°21DEAP014 portant sur les travaux d'aménagement des réseaux humides dans le cadre du PUP dit du Grand Vallat.

Le programme des équipements publics rendus nécessaires pour l'opération d'aménagement portée par ce PUP s'élève à 976.193 €HT et porte sur des ouvrages de compétence communale (voirie, espaces verts) et des ouvrages de compétence métropolitaine à hauteur de 162.431 €HT répartis comme suit :

- Renforcement du réseau d'eau potable, pour un montant estimé à 69.502 €HT,
- Busage de fossés et extension du réseau pluvial, pour un montant estimé à 92.929 €HT.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire, la conclusion d'un avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°21DEAP014 au bénéfice de la Commune du Puy-Sainte-Réparate.

En effet, dans le cadre de la mise en séparatif des réseaux d'irrigation et des réseaux d'eaux pluviales, il est nécessaire de créer un réseau supplémentaire dédié aux écoulements des eaux pluviales sur le chemin de la Garde. Ce réseau d'eaux pluviales de diamètre 600 mm collectera le ruissellement pluvial sur une longueur de 260m.



Le montant de l'opération est ainsi porté de 162.431,00 €HT, soit 194.971.20,00 €TTC à 255 971,00 €HT soit 307.165,20 €TTC, soit une augmentation globale de 57% et réparti de la façon suivante :

- Pour la compétence eau potable, 69.502.00 €HT soit 83.402,40 €TTC,
- Pour la compétence Pluvial, 186.469,00 €HT soit 223.762,80 €TTC.

Conformément à l'article 2 de la convention n°21DEAP014, le surcoût des travaux est réparti à 50% entre la Commune et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,  
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2021\_CT2\_166 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 avril 2021 approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation par la Commune du Puy-Sainte-Réparate de travaux d'aménagement des réseaux humides dans le cadre du PUP dit du Grand Vallat ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement Déchets et Cycle de l'Eau du 7 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver un avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°21DEAP014 pour la réalisation par la Commune du Puy-Sainte-Réparate, de travaux d'aménagement des réseaux humides dans le cadre du PUP dit du Grand Vallat.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°21DEAP014 pour la réalisation par la Commune du Puy-Sainte-Réparate, de travaux d'aménagement des réseaux humides dans le cadre du PUP dit du Grand Vallat, portant le montant total de la convention de 162.431,00 €HT, soit 194.971.20,00 €TTC à 255 971,00 €HT soit 307.165,20 €TTC.

**Article 2 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y concourant.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182909 nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909
- le budget annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019290000, nature 21531.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2022 CT2 310**

### **Approbation du programme de travaux relatif à la réhabilitation et à l'extension des réseaux d'eau potable, d'assainissement, de pluvial et de DECI au quartier des Méjeans à Ventabren**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre d'un projet d'aménagement de voirie porté par la Commune de Ventabren, il est nécessaire au préalable :

. concernant le secteur des Hauts de Méjeans,

- de renouveler, renforcer et d'étendre le réseau public d'eau potable existant (canalisation PVC pression DN63 remplacée par une fonte ductile DN100 sur 435 mètres et une trentaine de branchements) en vue également d'y créer 2 nouveaux points d'eau d'incendie,
- d'étendre le réseau public de collecte des eaux usées permettant de desservir des propriétés actuellement assainies de manière autonome (pose d'un collecteur DN200 sur une 435 mètres et une dizaine de branchements),
- de créer un réseau public de collecte des eaux pluviales (pose d'un collecteur DN500 sur 320 mètres environ). Les branchements et ouvrages de raccordement nécessaires seront réalisés par la Commune au moment des travaux d'aménagement de la voirie.

. concernant le secteur du Puits de Méjeans, d'étendre,

- le réseau public de distribution d'eau potable permettant de desservir des propriétés actuellement alimentées par le Canal de Provence (pose d'une canalisation en fonte ductile DN100 sur 260 mètres et une dizaine de branchements) et également de créer un nouveau point d'eau d'incendie,
- le réseau public de collecte des eaux usées permettant de desservir des propriétés disposant actuellement d'un assainissement autonome (pose d'un collecteur DN200 sur 260 mètres et une dizaine de branchements).

Ces travaux portés par la Direction de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial du Territoire du Pays d'Aix débuteront courant 1<sup>er</sup> semestre 2023.

L'opération de travaux est estimée à 1.140.000,00€HT soit 1.368.000,00€TTC et se répartit comme suit :

- pour la compétence Eau Potable à 365.000,00€HT soit 438.000,00€TTC,
- pour la compétence Eaux Usées à 365.000,00€HT soit 438.000,00€TTC,

- pour la compétence Pluvial à 390.000,00€HT soit 468.000,00€TTC,
- pour la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie à 20.000,00€HT soit 24.000,00€TTC.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel global du programme de travaux est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANT (€)
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenarial 80% du montant €HT des études et travaux des réseaux d'eau potable (292.000,00€HT), d'eaux usées (292.000,00€HT), pluvial (312.000,00€HT) et de la DECI (16.000,00€HT)	80%	912.000,00
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20%	228.000,00
TOTAL HT	100 %	1.140.000,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 7 juin 2022.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le programme de travaux relatif à la réhabilitation et à l'extension des réseaux d'eau potable, d'assainissement, de pluvial et de DECI du quartier des Méjeans à Ventabren.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé le programme de travaux relatif à la réhabilitation et à l'extension des réseaux d'eau potable, d'assainissement, de pluvial et de DECI du quartier des Méjeans à Ventabren.

Le montant prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 1.140.000,00€HT soit 1.368.000,00€TTC.

### Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous documents relatifs au programme de travaux de réhabilitation et d'extension des réseaux d'eau potable, d'assainissement, de pluvial et de DECI du quartier des Méjeans à Ventabren.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019290000, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019200100, nature 21532,
- le Budget de l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182909 nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909
- le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182908 nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI908.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2022 CT2 311

**AVIS - GEMAPI - Approbation d'une convention de délégation de compétence avec l'EPAGE Menelik pour l'aménagement des cours d'eau et des bassins versants de l'Arc, La Touloubre, La Cadière, ainsi que la défense contre les inondations et les submersions marines, la protection et la restauration des milieux aquatiques**

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 19 décembre 2017, les élus métropolitains ont voté la mise en place de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), à l'échelle métropolitaine, souhaitant ainsi que cette nouvelle compétence devienne une opportunité de disposer d'une politique d'aménagement du territoire cohérente avec les enjeux de l'eau au sens large, tout en se déclinant par bassin versant hydrographique.

Par délibération du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément à la loi qui l'autorise, a arrêté le principe d'une taxe GEMAPI en vue de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a voté en date du 17 décembre 2020 le montant de l'enveloppe financière relative à la taxe GEMAPI pour les années 2021-2024, d'un montant total de 85,20 M€ TTC (soit une moyenne annuelle de 21,30M€) basé sur le programme d'actions GEMAPI 2021-2024 nécessaire à la mise en exécution de la feuille de route GEMAPI.

Par délibération du 4 juin 2021 et conformément aux conclusions des travaux de la démarche SOCLE (Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau), la répartition géographique de la compétence GEMAPI a été organisée auprès des structures existantes, en particulier les deux Etablissement Publics d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE), du SABA et du SMBVH, dont les périmètres géographiques ont été étendus. Pour rappel, les compétences transférées à cette occasion à ces 2 EPAGE concernent « *les études et les travaux d'entretien des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau, y compris les accès à ces cours d'eau, à ces canaux, à ces lacs ou à ces plans d'eau, d'une partie de l'item 2° de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement instituant la compétence GEMAPI* » à savoir :

- Le portage, l'animation des dispositifs de Contrat Rivière, PAPI, Plan Pluriannuel de Gestion et d'Entretien, Plan de Gestion de la Ressource en Eau.
- La réalisation des schémas directeurs, études à l'échelle des sous bassins versants ou de bassins versants ou de secteurs spécifiques.
- Les études et le suivi de la qualité des eaux et des milieux.
- Le renforcement et l'entretien du réseau des stations hydrométriques.
- Les actions de culture du risque inondation, de réduction de la vulnérabilité
- Les actions de gestion intégrées et concertées, de valorisation sociale, ISEF (Information Sensibilisation Education Formation), qui répondent à l'intérêt général de son périmètre.
- La contribution aux démarches métropolitaines (gouvernance, eaux pluviales, biodiversité, espaces naturels, ruissellement, urbanisme, voiries, déchets, cellule de veille hydrométéorologique) qui présentent un enjeu partagé avec les missions transférées et déléguées.
- Le fonctionnement de la structure : moyens humains et logistiques.

Une contribution statutaire annuelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence permet à chaque EPAGE d'assurer l'exercice de la part de la compétence GEMAPI transférée.

Chaque EPAGE peut, en outre, se voir déléguer, par convention, selon les modalités de l'article L. 1111-8 du Code Général des Collectivités Territoriales tout ou partie des items 1°, 2°, 5° et 8° de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement composant la compétence GEMAPI et portant des études, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations visant à :

1° L'aménagement du bassin ou d'une fraction du bassin hydrographique.

2° L'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.

5° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

8° La défense contre les inondations.

Dans ce but, par délibération du 5 Mai 2022, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé les statuts modifiés du SABA devenant l'EPAGE MENELIK dont le périmètre est constitué des bassins versants de l'Arc, de la Cadière et de la Touloubre ainsi que des bassins versants de l'étang de Berre et du Bolmon à l'exclusion des étangs eux-mêmes.

L'objet de la présente délibération est d'approuver la convention de délégation de compétences entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPAGE MENELIK ainsi que le programme prévisionnel d'action.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;
- La loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations ;
- La délibération n° MER 008-1502/16CM du 15 décembre 2016 engageant la Métropole Aix-Marseille-Provence dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2022-2027 ;
- Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- Les statuts des syndicats mixtes labélisés EPAGE visés dans le rapport de délibération ;
- La délibération du 7 février 2017 actant par le SABA un avis sur le volet GEMAPI du SDCI et la proposition du CA de dissolution du syndicat ;
- La délibération n° DEA 014-2832/17CM du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- Le SOCLE Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;
- La délibération n° DEA 052-3260/17CM du 14 décembre 2017 actant l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;

- La délibération n° FAG 019-4068/18CM du 15 février 2018 actant l'instauration de la taxe GEMAPI ;
- L'arrêté préfectoral du 29 avril 2019 relatif à l'entrée en vigueur des nouveaux statuts du SABA ;
- La délibération n° MET19/10192/CM approuvant la convention de délégation de compétence pour l'aménagement des cours d'eau, d'ouvrages et milieux associés du bassin versant de l'Arc (SABA) ;
- La délibération n° DEA 001-7143/19CM du 24 octobre 2019 approuvant la transformation en EPAGE du SABA ;
- L'arrêté inter préfectoral du 4 novembre 2020 portant transformation en Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE) du SABA et délimitation de son périmètre d'intervention ;
- La délibération n° TCM 001-9338/20CM du 17 décembre 2020 portant approbation du programme d'actions pluriannuel 2021-2024 ;
- La délibération n° FBPA 007-9109/20CM du 17 décembre 2020 portant approbation du montant de la taxe GEMAPI pour les années 2021-2024 ;
- La délibération n° TCM 007-10186/21CM du 4 juin 2021 d'approbation des conclusions de la démarche SOCLE et des modalités d'exercice de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TCM-004-11145/21CM du 16 décembre 2021 approuvant la répartition de la compétence GEMAPI et des missions associées ainsi que le périmètre géographique des EPAGEs ;
- La délibération n° TCM-010-11798/22CM du 5 mai 2022 approuvant les nouveaux statuts de l'EPAGE MENELIK (ex SABA)
- L'information des six Conseils de Territoire.

**Où le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'au vu des conclusions de la démarche SOCLE (Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau), il convient de mettre en œuvre l'organisation des syndicats correspondantes.
- Que l'EPAGE MENELIK soumettra au Préfet coordinateur de Bassin Rhône Méditerranée Corse, le 3 juin 2022, son

dossier de labellisation sur son périmètre étendu.

- Que la labellisation sera entérinée par arrêté inter préfectoral.
- Que les Lois MAPTAM et NOTRe permettent de déléguer tout ou partie de la compétence GEMAPI à un EPAGE.
- Que le Label EPAGE permet à un syndicat mixte de bénéficier des règles de délégation de compétence de l'article L 1111-8 du CGCT.
- Qu'il convient de fixer le cadre de cette délégation de compétence par convention.
- Qu'il convient de fixer par cette convention les compétences déléguées, la durée de la délégation et les modalités de son renouvellement, les objectifs à atteindre et les modalités de contrôle de la métropole Aix-Marseille-Provence, les indicateurs de suivi correspondants aux objectifs, le cadre financier, les modalités de résiliation.
- Que la convention de délégation de compétence prendra effet à la date de sa signature par les parties.
- Que les conventions en usage précédemment seront de fait caduques.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de délégation de compétence avec l'EPAGE MENELIK, ci-annexée.

**Article 2 :**

Est approuvé le programme prévisionnel d'action pour les années 2022 à 2026 dont les montants financiers seront inscrits au budget annexe GEMAPI, ci annexé.

**Article 3 :**

Est approuvé le paiement du montant de 200.000 euros TTC pour l'année 2022 détaillé dans le programme d'action, sur les crédits inscrits au budget annexe de GEMAPI.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

## **2022 CT2 312**

### **AVIS - GEMAPI - Approbation des Principes de la Gestion des Eaux Météoriques Métropolitaines (GEMM)**

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 19 décembre 2017, les élus métropolitains ont voté la mise en place de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), à l'échelle métropolitaine, souhaitant ainsi que cette nouvelle compétence devienne une opportunité de disposer d'une politique d'aménagement du territoire cohérente avec les enjeux de l'eau au sens large, tout en se déclinant par bassin versant hydrographique.

Par délibération du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément à la loi qui l'autorise, a arrêté le principe d'une taxe GEMAPI en vue de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Par délibération du 17 décembre 2020, la Métropole a voté le montant de l'enveloppe financière relative à la taxe GEMAPI pour les années 2021-2024, d'un montant total de 85,20 M€ TTC (soit une moyenne annuelle de 21,30M€) basé sur le programme d'actions GEMAPI 2021-2024 nécessaire à la mise en exécution de la feuille de route GEMAPI.

En 2021, la Métropole Aix-Marseille-Provence a défini les contours d'une doctrine et d'une ambition métropolitaine visant à préserver et restaurer les milieux aquatiques, tout en engageant des actions de réduction des niveaux du risque inondation sur l'ensemble du territoire.

Pour se doter des moyens au regard de ces ambitions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a significativement fait évoluer le budget prévisionnel pluriannuel des dépenses éligibles à la GEMAPI, conformément aux 4 items de l'article L211-7 du Code de l'Environnement qui définissent cette compétence, à savoir :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

Les dépenses annuelles sur l'exercice 2021-2024 ont évolué à hauteur de 21,3M € /an sur une répartition homogène entre la préservation et la restauration des milieux (GEMA), la prévention et la lutte contre les inondations (PI), ainsi que le soutien aux projets relevant des eaux météoriques métropolitaines (GEMM).

Cette ambition a pour objectif de développer une conscience commune de l'eau et des risques associés au sein de la Métropole permettant ainsi de :

- Concilier logique de projet et de développement durable à une gestion intégrée de l'eau ;
- Satisfaire la demande sociale, économique et environnementale d'un territoire où résident plus de 2 millions de personnes ;
- S'imprégner des enjeux multiples et travailler ensemble à une approche durable des projets par les différentes directions métropolitaines mais également les services communaux en comptant sur le soutien financier et technique des partenaires.

Le développement durable appliqué à la ville et la politique de prévention nécessitent de maîtriser l'urbanisation dans les secteurs vulnérables au risque d'inondation et d'intégrer les enjeux GEMAPI dans tous les projets de requalifications ou d'aménagements urbains, notamment en y intégrant des mesures de désimperméabilisation dans les projets de requalification.

Dans ce but, et même si les items 4 et 10 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement excluent clairement de la GEMAPI : *la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols et l'exploitation, l'entretien et l'aménagement d'ouvrages hydrauliques existants*, plusieurs ateliers, groupes de travail et réunions d'échange, ont associé les services GEMAPI aux services opérationnels concernés de la Métropole (pluvial, voirie, aménagement, etc.) pour définir les conditions d'une utilisation des ressources de la taxe pour lutter contre les inondations péri-urbaines :

- Réduction des inondations lors des épisodes de ruissellement et adaptation de la ville aux changements climatiques
- Meilleure gestion de l'eau pluviale intégrant la relation du bâti avec l'environnement, l'aménagement des espaces publics, la voirie, stationnement.
- Intégration et la restauration des cours d'eaux dans l'espace urbain.

A l'issue de ce travail concerté et collaboratif, il a été proposé de conditionner l'utilisation d'une partie du produit de la taxe GEMAPI aux études, travaux et mesures portées par les directions opérationnelles qui mettent en œuvre des actions en lien avec la Gestion des Eaux Météoriques Métropolitaines (GEMM) (évaluées à 7,1 M€ TTC en moyenne par an), à savoir :

- La prise en charge des études de caractérisation du risque ruissellement, estimant que ce dernier, reposant sur un ensemble de phénomènes hydrauliques aux frontières floues, est mal connu sur le territoire métropolitain. Sa prise en compte dans l'aménagement et les politiques de prévention reste en retard par rapport aux autres types d'inondations.

- La participation aux actions de renaturation et de désimperméabilisation des sols urbains du territoire en finançant des études et des travaux favorisant le cycle de l'eau en réduisant le ruissellement, favorisant la biodiversité et contribuant à réduire les îlots de chaleur et, au final, améliorant le cadre de vie des habitants.

- La participation à l'entretien d'ouvrages et d'équipements en finançant des études ou des travaux sur des axes hydrographiques présentant des enjeux en matière de reconquête des milieux aquatiques et de lutte contre les inondations en complément des actions portées sur le territoire en matière de GEMAPI par la Métropole et ses partenaires EPAGEs et EPTB.

Ces actions seront engagées sur l'ensemble du territoire métropolitain au droit des axes d'écoulement à enjeux GEMAPI. Une première version de la cartographie présentant la localisation de ces axes d'écoulement à enjeux GEMAPI est annexée (annexe 2) à la présente délibération. Elle sera complétée régulièrement, au fur et à mesure des échanges avec les parties prenantes (EPAGE, Communes).

Le niveau de participation financière à ces actions sera évalué selon des critères de caractérisation (voir tableau annexe 1) tenant compte du degré de contribution des ouvrages et équipements aux objectifs GEMA – sauvegarde des milieux aquatiques et de la PI - protection des populations et des biens contre les inondations.

L'évaluation reposera sur une analyse, pour diverses occurrences de pluies ou de crues, des bénéfices des aménagements en matière de protection des personnes (nombre des personnes sauvegardées, mises hors d'eau), de réduction des dommages aux habitations, de l'impact économique et plus globalement l'amélioration de la résilience du territoire métropolitain. Il ne s'agit pas, en particulier, de statuer sur l'intérêt ou l'opportunité des projets mais uniquement d'en justifier, sur tout ou partie d'entre eux, un financement par la taxe GEMAPI. Pour les bassins de rétention, les ouvrages ayant un objectif principal, la réduction de l'aléa inondation pour des pluies de périodes de retour supérieures à la décennale, pourront bénéficier d'un soutien financier pour leur entretien, leur réhabilitation voire leur création.

Au droit des axes hydrographiques à enjeu GEMAPI (carte annexée), les opérations d'entretien, de création, réparations d'ouvrages pourront être financées pour tout ou partie dès lors qu'ils sont de propriété métropolitaine et qu'ils permettent une amélioration de la qualité des milieux aquatiques ou que leur rôle en matière de protection contre les inondations soit démontré.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;
- La délibération n° MER008-1502/16CM du 15 décembre 2016 engageant la Métropole Aix-Marseille-Provence dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2022 – 2027 ;
- Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération n° DEA 014-2832/17CM du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- Le SOCLE Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 ;
- La délibération DEA 052-3260/17CM du 14 décembre 2017 actant l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- La délibération FAG 019-4068/18CM du 15 février 2018 actant l'instauration de la taxe GEMAPI ;
- La délibération n° TCM 001-9338/20CM du 17 décembre 2020 portant approbation du programme d'actions pluriannuel 2021-2024 ;
- La délibération n° FBPA 007-9109/20CM du 17 décembre 2020 portant approbation du montant de la taxe GEMAPI pour les années 2021-2024 ;
- La délibération n°TCM 007-10186/21/CM du 4 juin 2021 d'approbation des conclusions de la démarche SOCLE et des modalités d'exercice de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information des six Conseils de Territoire.

### **Où le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,  
Considérant**

- Qu'au vu des conclusions de la démarche SOCLE (Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau), sur l'exercice de la compétence GEMAPI à l'échelle de la Métropole afin de disposer d'une politique d'aménagement du territoire cohérente avec les enjeux de l'eau au sens large et notamment la préservation de la qualité des milieux et de la ressource en eau, ainsi que les risques liés aux inondations.
- La nécessité de lutter et de prévenir des risques inondations sur tout le territoire métropolitain de façon globale qu'elles soient induites par débordements de cours d'eau, de ruissellements ou par submersions marines.
- L'opportunité de conforter l'engagement du territoire métropolitain dans une démarche de développement durable.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés les principes de gestion des eaux météoriques métropolitaines.

**Article 2 :**

Est approuvé le principe d'une contribution du budget annexe GEMAPI au financement d'actions pilotées par la Métropole AMP dans le cadre de ses compétences après une analyse de leur éligibilité vis-à-vis des objectifs de la GEMAPI et notamment à celles liées à la gestion des eaux météoriques métropolitaines (GEMM).

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les actes correspondants.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 313**

**AVIS - GEMAPI Approbation de l'octroi d'une  
avance exceptionnelle aux EPAGEs HUCA et  
MENELIK**

Monsieur le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 19 décembre 2017, les élus métropolitains ont voté la mise en place de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), à l'échelle métropolitaine, souhaitant ainsi que cette nouvelle compétence devienne une opportunité de disposer d'une politique d'aménagement du territoire cohérente avec les enjeux de l'eau au sens large, tout en se déclinant par bassin versant hydrographique.

Par délibération du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément à la loi qui l'autorise, a arrêté le principe d'une taxe GEMAPI en vue de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Par délibération en date du 17 décembre 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a voté le programme d'actions pluriannuel GEMAPI 2021/2024. Ce programme d'action estimé à 85.20M€ sur la durée du programme soit en moyenne 21. 3M€/an.

Par délibération de 04 juin 2021 et conformément aux conclusions des travaux de la démarche SOCLE (Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau), la répartition géographique de la compétence GEMAPI a été organisée auprès des structures existantes, en particulier les deux EPAGEs SABA et SMBVH, dont les périmètres géographiques ont été étendus. La répartition des compétences a été approuvée.

Pour rappel :

Les études et les travaux d'entretien des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau, y compris les accès à ces cours d'eau, à ces canaux, à ces lacs ou à ces plans d'eau, d'une partie de l'item 2° de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement instituant la compétence GEMAPI, sont transférés aux EPAGEs. Une contribution statutaire annuelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence permettra à chaque EPAGE d'assurer l'exercice de la part de la compétence GEMAPI transférée.

Chaque EPAGE pourra se voir déléguer, par convention, selon les modalités de l'article L. 1111-8 du Code Général des Collectivités Territoriales tout ou partie des items 1°, 2°, 5° et 8° de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement composant la compétence GEMAPI et portant des études, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations visant à :

- 1-L'aménagement du bassin ou d'une fraction du bassin hydrographique.
- 2-L'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.
- 5-La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.
- 8-La défense contre les inondations.

Par délibération du 5 Mai 2022, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé les statuts modifiés du SABA devenant l'EPAGE MENELIK dont le périmètre est constitué des bassins versants de l'Arc, de la Cadière et de la Touloubre ainsi que des bassins versants de l'étang de Berre et du Bolmon à l'exclusion des étangs eux-mêmes.

Par délibération du 5 mai 2022, la Métropole a approuvé les statuts modifiés du SMBVH devenant l'EPAGE HUCA dont le périmètre est constitué des bassins versants de l'Huveaune, des Aygaldes, des côtiers.



Au-delà de leurs compétences statutaires, ces EPAGEs seront en charge d'opérations encadrées par la convention de délégations de compétences. Ces opérations sont partiellement financées par des subventions et dont le reste à charge incombe à la métropole. Afin de permettre aux EPAGEs de faire face au décalage de trésorerie auxquels ils seront confrontés dans un contexte de montée en puissance, et de limiter les frais induits par le recours à des lignes de trésorerie, la métropole souhaite verser une avance exceptionnelle remboursable aux titres de la délégation de compétences. Le reste à charge des compétences transférées étant couvert par les contributions statutaires. Cette avance exceptionnelle devra être remboursée au bout de trois années. (à compter de son versement).

Afin d'identifier et de calibrer les besoins en trésorerie pour les deux EPAGEs HUCA et MENELIK, une analyse des flux de trésorerie a été construite pour chacun d'eux, faisant apparaître d'une part, les Flux par opérations, (exprimés en € TTC), séquencés par quadrimestre, d'autre part les flux des financements par opération et par quadrimestre, tenant compte des taux, assiettes et calendrier de subventions de chaque partenaire (Etat, Agence de l'eau, Région, Département, UE) et des modalités du financement du reste à charge par la métropole Aix-Marseille-Provence.

Le positionnement des flux a permis d'identifier les points bas de la trésorerie et d'en déduire le montant de l'avance nécessaire pour conserver une trésorerie cumulée positive sur la période 2022/2024.

Pour l'EPAGE MENELIK, le tableau prévisionnel des flux de trésorerie fait ressortir un point bas de trésorerie de près de 2.5M€ au dernier quadrimestre 2023.

Pour l'EPAGE HUCA, le tableau prévisionnel des flux de trésorerie fait ressortir un point bas de trésorerie de près de 1.7M€ au dernier quadrimestre 2023.

L'avance exceptionnelle pourrait donc atteindre 2.5M€ pour l'EPAGE MENELIK et 1.7M€ pour l'EPAGE HUCA soit un montant global de 4.2M€, afin de conserver une trésorerie cumulée positive sur la période 2022/2024.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;
- La Loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations ;
- La délibération n° MER 008-1502/16CM du 15 décembre 2016 engageant la Métropole Aix-Marseille-Provence dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2022-2027 ;
- Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- Les statuts des structures syndicales des syndicats mixtes labélisés EPAGE visées dans le rapport de délibération ;
- La délibération du 7 février 2017 actant par le SABA un avis sur le volet GEMAPI du SDCI et la proposition du CA de dissolution du syndicat ;
- La délibération n° DEA 014-2832/17CM du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- Le SOCLE Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;
- La délibération n° DEA 052-3260/17CM du 14 décembre 2017 actant l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- La délibération N° FAG 019-4068/18CM du 15 février 2018 actant l'instauration de la taxe GEMAPI ;
- L'arrêté préfectoral du 22 février 2019 relatif à l'entrée en vigueur des nouveaux statuts du SMBVH ;
- L'arrêté inter préfectoral du 4 novembre 2020 portant transformation en Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE) du SMBVH et délimitation de son périmètre d'intervention ;
- L'arrêté préfectoral du 29 avril 2019 relatif à l'entrée en vigueur des nouveaux statuts du SABA ;

- La délibération n° DEA 001-7143/19CM du 24 octobre 2019 approuvant la transformation en EPAGE du SABA ;
- L'arrêté inter préfectoral du 4 novembre 2020 portant transformation en Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE) du SABA et délimitation de son périmètre d'intervention ;
- La délibération n° TCM 001-9338/20CM du 17 décembre 2020 portant approbation du programme d'actions pluriannuel 2021-2024 ;
- La délibération n° FBPA 007-9109/20CM du 17 décembre 2020 portant approbation du montant de la taxe GEMAPI pour les années 2021 ;
- La délibération n° TCM 007-10186/21CM du 4 juin 2021 d'approbation des conclusions de la démarche SOCLE et des modalités d'exercice de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TCM-004-11145/21CM du 16 décembre 2021 approuvant la répartition de la compétence GEMAPI et des missions associées ainsi que le périmètre géographique des EPAGEs ;
- La délibération n° TCM-010-11798/22CM du 5 mai 2022 approuvant les nouveaux statuts de l'EPAGE MENELIK ;
- La délibération n° TCM-009-11797/22 CM du 5 mai 2022 approuvant les nouveaux statuts de l'EPAGE HUCA ;
- La délibération du 30 juin 2022 approuvant la délégation de compétences avec l'EPAGE MENELIK pour l'aménagement des cours d'eau et des bassins versants de l'Arc, la Touloubre, la Cadière ;
- La délibération du 30 juin 2022 approuvant la délégation de compétences avec l'EPAGE HUCA pour l'aménagement des cours d'eau et des bassins versants de l'Huveaune, des Aygalades, des Côtiers ;
- L'information des six Conseils de Territoire.

#### **Où le rapport ci-dessus**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'au vu des conclusions de la démarche SOCLE (Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau), il convient de mettre en œuvre l'organisation des syndicats correspondants.

- Le programme d'action pluriannuel GEMAPI 2021-2024.
- La montée des plans de charge des EPAGEs

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé l'octroi d'une avance exceptionnelle à l'EPAGE HUCA d'un montant de 1.7 million d'euros et d'une avance exceptionnelle d'un montant de 2.5 millions d'euros à l'EPAGE MENELIK.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux modalités d'octroi d'une avance exceptionnelle remboursable, à l'échéance de la troisième année, à l'EPAGEs HUCA

##### **Article 3 :**

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux modalités d'octroi d'une avance exceptionnelle remboursable, à l'échéance de la troisième année, à l'EPAGEs MENELIK.

##### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les actes correspondants.

##### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget supplémentaire annexe GEMAPI nature 2745 sous politique A 468.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

## **Politique culturelle et sportive - Sports**

### **2022 CT2 314**

**Approbation des conventions annuelles de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit des associations AUC Rugby et Provence Rugby pour la saison 2022/2023**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2013\_A150 du Conseil communautaire du 18 juillet 2013, la Communauté du Pays d'Aix (CPA) a confié une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) Pays d'Aix Territoires afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan.

Au vu du résultat de cette étude, la CPA a déclaré, par la délibération n°2013\_A300 du Conseil communautaire du 19 décembre 2013, le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confié à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération.

Par la délibération n°2014\_B394 du 25 septembre 2014, le Bureau communautaire de la CPA a adopté un nouveau règlement intérieur pour les équipements sportifs ainsi que des conventions de mise à disposition des équipements sportifs et des locaux au profit des clubs du territoire, et notamment la convention de mise à disposition des équipements du stade Maurice David.

Lesdites conventions ont pour objet de préciser les conditions de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David, sis 20 avenue Marcel Pagnol, 13090, Aix-en-Provence, au profit des associations Aix Université Club Rugby (AUC Rugby) et Provence Rugby.

Les conventions jointes au présent rapport récapitulent l'ensemble des installations et espaces sportifs mis à disposition de chacun des deux clubs, leurs conditions d'utilisation, ainsi que la redevance due par l'AUC Rugby pour la prochaine saison 2022/2023.

La convention liant l'AUC Rugby et la Métropole Aix-Marseille-Provence traite les conditions de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David en faveur de son équipe 1 masculine évoluant en 2022/2023 en championnat de France de Fédérale 3 (5<sup>e</sup> division).

La convention liant l'association Provence Rugby et la Métropole Aix-Marseille-Provence traite les conditions de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David en faveur de ses équipes jeunes évoluant dans les différents championnats organisés par la Fédération Française de Rugby lors de la saison 2022/2023.

Afin de pouvoir honorer les contraintes d'accueil indiquées par les Organismes de Compétitions pour ces niveaux de pratique, il est nécessaire à l'AUC Rugby et à Provence Rugby de pouvoir disposer d'un terrain et d'espaces répondant à certains critères offerts par le stade Maurice David.

À compter de l'entrée en vigueur de chaque convention :

- l'AUC Rugby versera au Pays d'Aix une redevance de deux mille sept cents euros (2 700 €) pour la saison 2022/2023. Compte tenu du caractère payant des matchs de l'AUC Rugby pour le grand public, cette redevance est due et calculée selon les modalités définies par le Code général de la propriété des personnes publiques et inclut :
  - la valeur estimative du stade ramenée au temps d'occupation alloué à l'AUC Rugby ;
  - les charges d'exploitation du stade ramenées au temps d'occupation alloué à l'AUC Rugby ;

- Conformément aux dispositions dérogatoires prévues par l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, l'association Provence Rugby étant une association à but non lucratif concourant à la satisfaction de l'intérêt général, l'autorisation d'occupation est consentie à titre gratuit pour les utilisations du stade définies dans la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_A150 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 confiant une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan ;
- La délibération n°2013\_A300 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013, déclarant le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confiant à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération ;
- La délibération n°2014\_B394 du Bureau communautaire de la CPA du 25 septembre 2014 adoptant un nouveau règlement intérieur pour les équipements sportifs ainsi que des conventions de mise à disposition des équipements sportifs et des locaux au profit des clubs du Territoire ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 8 juin 2022.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Délibère

### Article 1 :

Sont approuvées les conventions de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et de certains locaux du stade Maurice David au profit des associations AUC Rugby et Provence Rugby, jointes en annexe du présent rapport, pour la saison sportive 2022/2023.

### Article 2 :

Le montant de la redevance annuelle de mise à disposition des installations sportives due par l'AUC Rugby est fixé à 2 700 € (deux mille sept cents euros) pour la saison sportive 2022/2023.

### Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

### Article 4 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : chapitre 70, nature 70323, fonction 322.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2022 CT2 315

### **PRODAS 2022 – Attribution de subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix (ci-après CPA) a adopté lors du Conseil communautaire

du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du Projet de Développement des Activités Sportives (ci-après PRODAS).

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en quartier prioritaire ville (ci-après QPV).

En partenariat avec les services des sports et Politique de la Ville des différentes Communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif PRODAS a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeubles) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif PRODAS a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quatre Communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec de nombreuses associations.

Le dispositif PRODAS permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix de subventionner jusqu'à 100% les projets d'actions proposés par les associations du Territoire.

Ces associations de proximité conduisent des actions d'initiation à la pratique sportive dont la liste et le calendrier sont joints au dossier de demande de subvention et dont la réalisation est contrôlée avant le versement du solde.

Les quatre subventions proposées sont détaillées dans le tableau joint pour un montant total de 16.200 euros.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvé par délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix ne sera pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix sera recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association.

Par ailleurs, l'article 59 du Règlement Budgétaire et Financier fixe les modalités de versement des subventions (quel que soit le montant de la subvention) comme suit :

- un acompte de 80% sera versé au bénéficiaire dès que la délibération sera exécutoire,
- le solde de 20% sera versé sur présentation, de préférence avant le 1er novembre 2022 :
  - du budget réalisé définitif ou provisoire de l'action signé du Président et du Trésorier de l'association ;
  - du rapport d'activités de l'action ;
  - s'il y a lieu, du dernier rapport du Commissaire aux Comptes certifié.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010\_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à la validation du projet PRODAS ;
- La délibération n°2017\_CT2\_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif PRODAS ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 8 juin 2022.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que le dispositif sportif, éducatif et social PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives) répond aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en QPV (quartier prioritaire ville).

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont attribuées quatre subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives dans le cadre du PRODAS telles que décrites dans le tableau ci-annexé pour un montant total de 16.200 €.

##### **Article 2 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section fonctionnellement : Chapitre 65, Fonction 326, Nature 65748.

##### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2022 CT2 316**

**Soutien au sport de haut niveau (saison 2021/2022) - Attribution d'une subvention à un club éligible de sport individuel**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a engagé à partir de 2002 une importante politique sportive permettant de rattraper le retard des infrastructures existantes et de développer la pratique du sport pour tous, de loisir, le sport de compétition et de haut niveau.

Plusieurs dispositifs ont été délibérés afin de mieux répondre aux besoins constatés tant en matière d'équipements que d'accompagnement de pratique

amateur et professionnelle autour notamment du soutien au sport de compétition de niveau national pour les sports individuels.

Cette politique de soutien à certaines disciplines de sports individuels évoluant en niveau national vise à mettre en valeur leur pratique et à valoriser les résultats obtenus par les clubs.

Au regard du niveau où le club de BMX des Pennes-Mirabeau évolue pour la saison 2021/2022 et des résultats obtenus en fin de saison sportive, il peut être éligible en 2022 à une subvention de 3.000 €, telle que détaillée dans le tableau ci-après :

Clubs (Guichet Unique 2022)	BP 2021/2022	Subvention sollicitée 2022	Subvention n-1	Subvention proposée 2022	Conven- tion
00000228	106.870 €	3.000 €	4.000 €	3.000 €	Non
TOTAL				3.000 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix pourra être recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association.

Par ailleurs, l'article 59 du Règlement Budgétaire et Financier fixe les modalités de versement des subventions (quel que soit le montant de la subvention) comme suit :

- un acompte de 80% sera versé au bénéficiaire dès que la délibération sera exécutoire,
- le solde de 20% sera versé sur présentation :
  - d'un compte de résultat définitif ou d'un compte de résultat provisoire accompagné dès lors du compte de résultat définitif de l'année n-1, signés du Président et du Trésorier de l'association,
  - s'il y a lieu, du dernier rapport du Commissaire aux Comptes certifié.

La délibération cadre modificative de la politique sportive de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix au titre du sport de haut niveau présentée en séance du Conseil communautaire du 11 décembre 2014 a rappelé les conditions et critères du Code du sport relatifs à l'attribution de subventions ou d'achat de prestations de services aux clubs sportifs selon qu'ils étaient gérés sous la forme d'associations ou de sociétés professionnelles :

- Concernant l'attribution de subventions, l'article L.113-2 du Code du sport dispose que les associations sportives, ou les sociétés qu'elles constituent, peuvent recevoir des subventions publiques pour des missions d'intérêt général. Ces subventions font l'objet de conventions conclues, d'une part, entre les collectivités territoriales et leurs

groupements et, d'autre part, les associations sportives ou les sociétés qu'elles constituent. Le montant maximum des subventions versées par l'ensemble des collectivités territoriales et de leurs groupements à l'association sportive et à la société qu'elle constitue ne peuvent excéder 2,3 millions d'euros pour chaque saison sportive de la discipline concernée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2012\_A006 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 relative à la politique sportive communautaire ;
- La délibération cadre n°2014\_A278 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° 2021\_CT2\_533 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 30 novembre 2021 relative au soutien au sport de haut niveau (saison 2020/2021) - Attribution de subventions aux clubs éligibles de sports individuels ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 8 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 3.000 € au club de BMX des Pennes-Mirabeau telle que décrite dans le tableau ci-dessus au titre de l'exercice 2022 pour la saison sportive 2021/2022.

## **Article 2 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

## **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65 / Fonction 30 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

## **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

## **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

## **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

## **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

# **Politique culturelle et sportive - Culture**

## **2022 CT2 317**

**AVIS - Salle des Musiques Actuelles du 6MIC - Approbation de l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public avec la SCIC IRIS SARL**

Monsieur le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° CSGE 004-6519/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué à la SCIC IRIS SARL (le délégataire) un contrat de Délégation de Service Public n°17/05 portant sur l'exploitation de la Salle des Musiques Actuelles du Pays d'Aix (la DSP) dénommée « 6MIC ». Le contrat de Délégation de Service Public arrive à échéance le 30 juin 2026.

Le présent avenant a pour objet d'intégrer deux nouveaux tarifs, s'appliquant pour l'un à la grande salle, pour le second à la salle club. Leurs conditions de commercialisation seront strictement encadrées. Ils s'insèrent ainsi à la marge dans l'activité de la Délégation sans remplacer, ni déséquilibrer les conditions fixées au cahier des charges pour

l'ouverture et l'accès des publics dans leur diversité. L'impact de la mise en place de ces tarifs permettra au délégataire d'assurer une programmation nouvelle d'événements, satisfaisant une demande plus large et assurant une offre plus diversifiée.

Sont également précisées les modalités de mise en œuvre des Activités accessoires, dont les Événements « hors les murs » qui participent du projet culturel et figuraient initialement dans l'annexe afférente au titre du projet remis par le délégataire.

L'introduction de ces modifications contractuelles est fondée sur les dispositions conjointes de l'article L.3135-1 et des articles R.3135-7 et R.3135-8 du Code de la commande publique dès lors que :

- Les incidences financières sont de faible montant au sens du Code de la commande publique ;
- Les modifications ne peuvent, en tout état de cause, être considérées comme substantielles.

En effet, en application des modalités de calcul prévues par les dispositions des articles du Code de la commande publique, en prenant en compte le chiffre d'affaire figurant dans le CEP actualisé figurant en annexe du présent avenant, l'incidence financière de l'avenant n°1 est de 430 693 euros soit 1,95 % de la somme prévisionnelle initiale des produits de la concession sur sa durée totale.

- Produits du contrat initial : 22 175 758 €

- Produits contrat après avenant 1 : 22 606 450 €

## **Les mesures de régularisation et d'ajustement contractuel sans incidence financière :**

Le présent avenant a également pour objet, sans incidence financière :

- De rectifier un certain nombre d'erreurs matérielles et apporter des précisions sur un certain nombre de dispositions du contrat et de ses annexes constatées au cours des deux premières années d'exploitation.

Plus précisément :

- Afin de renforcer l'opérabilité, l'indexation des contreparties nécessite un niveau de précision plus important au titre des séries d'index employés, ponctuellement des modalités d'application et des dates de calcul. L'indexation des tarifs nécessite une précision satisfaisant la résolution de la problématique de l'arrondi.
- Le présent avenant apporte aussi des modifications issues des récentes évolutions réglementaires nationales relatives aux documents sociaux des entreprises qui se traduisent par des adaptations aux documents susceptibles d'être transmis à l'Autorité déléguée dans le cadre du contrôle annuel de la DSP.
- Par ailleurs, la mise à disposition de l'équipement au 1<sup>er</sup> janvier 2020 a conduit à une mise à jour d'annexes relatives aux documents techniques du bâtiment, dont les plans, les fiches techniques et la désignation des équipements, qu'il convient de réintégrer dans les annexes au contrat.

- Plusieurs points de précision sont apportés aux définitions figurant au contrat, telle la notion d'opérateur local et de producteur privé extérieur.

Le projet d'avenant a été présenté à la Commission Concession de la Métropole pour information.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°CSGE 004-6519/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 portant approbation du contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation de la Salle des Musiques Actuelles du Pays d'Aix ;
- L'information de la Commission « Concession » du 21 juin 2022 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 22 juin 2022.

#### **Où il le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il est nécessaire de conclure un avenant au contrat de DSP afin d'intégrer deux nouveaux tarifs et de préciser les modalités de mise en œuvre des activités accessoires, ainsi que d'inclure diverses mesures de régularisation et d'ajustement contractuel sans incidence financière.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, au contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation de la Salle des Musiques Actuelles, à conclure avec la SCIC IRIS SARL.

##### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2022 CT2 318**

#### **Attribution d'une subvention de fonctionnement au Théâtre du Jeu de Paume - Approbation d'une convention**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix (ci-après CAP) décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

Le Conseil communautaire de la CPA a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 par la délibération n°2003\_A081. Cette politique culturelle poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Le Conseil communautaire de la CPA a choisi de devenir dès 2003 un partenaire privilégié d'opérateurs participant au rayonnement culturel du Pays d'Aix avec comme objectif de contribuer à l'éducation et au rapprochement des générations par la facilitation de l'accès à la culture (délibération N°2003\_A285 du Conseil communautaire de la CPA du 12 décembre 2003).



Sur la base des principes de déclaration de l'intérêt communautaire, il est possible de dégager un groupe d'opérateurs culturels répondant aux critères suivants :

- un rayonnement manifestement national ou international ;
- un caractère unique sur le Territoire ;
- une reconnaissance de l'État (Ministère de la Culture).

Le Théâtre du Jeu de Paume bénéficie d'une subvention de fonctionnement dans le cadre d'une convention triennale avec des objectifs partagés avec les autres collectivités ainsi que l'Etat. Cette convention doit être réactualisée en 2022.

Dans ce cadre, le Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire et affirme ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations d'excellence accessibles au plus grand nombre.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention de fonctionnement au Théâtre du Jeu de Paume, pour un montant total de 270 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver la convention d'objectifs et de moyens annexée au présent rapport.

N°	Nom association	Manifestation	Lieu de l'action	Date projet	Subvention N-1	Total budget prévisionnel	Montant sollicité TPA	Sollicité ville	Montant Proposé	% montant proposé	Convention d'objectif
0000 0977	THEATRE DU JEU DE PAUME	Fonctionnement général	Aix-en- Provence	Année 2022	270 000 €	2 026 008 €	270 000 €	935 000 €	270 000 €	13,33%	OUI

Les associations sont soumises aux règles de paiement du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 (cf. Article 58 « modalités de calcul » et article 59 « modalités de versement »).

Il précise notamment :

#### Modalités de calcul d'une subvention globale

Les subventions globales sont déterminées au vu de l'objet de l'organisme considéré et du programme d'actions qu'il se fixe pour atteindre les objectifs qu'il entend mettre en œuvre pour réaliser cet objet. Le montant de ces subventions peut être fixé à un niveau prenant en compte des conditions d'équilibre du budget de l'organisme bénéficiaire.

#### Modalités de versement

Un premier versement, correspondant à 80 % du montant total de la subvention sera mandaté après signature de la convention par les deux parties.

Le solde de la subvention (20 %) sera versé sur présentation du rapport d'activité annuel, du bilan financier, du compte de résultat signés par le bénéficiaire ainsi que le rapport de l'Expert-

Comptable ou du Commissaire aux comptes lorsque l'organisme en est doté.

Par ailleurs, conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association.

#### Conventions

L'attribution de subvention en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation de conventions. La convention bilatérale annexée à la présente délibération est élaborée pour le versement de la subvention au titre de l'exercice 2022.

L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003\_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FBPA-063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 8 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

## Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

## Délibère

### Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement pour un montant total de 270 000 € au Théâtre du Jeu de Paume.

### Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et le Théâtre du Jeu de Paume.

### Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## 2022 CT2 319

### **Attribution d'une subvention en investissement à la Fondation Vasarely - Approbation d'une convention**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix (ci-après CPA) décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. Le Conseil communautaire de la CPA a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003\_A080). La politique culturelle de la CPA confirme les objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Elle adjoint dans sa politique culturelle spécifique les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

La Fondation Vasarely a été reconnue d'utilité publique en 1971, classée Monument Historique en 2013 et a reçu l'appellation Musée De France en 2020.

Elle sollicite aujourd'hui la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix pour poursuivre son plan pluriannuel de restauration de 44 œuvres monumentales de Victor Vasarely. De part cette action soutenue par l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône, la Fondation a pour objectif de redonner un nouvel essor à cette institution exceptionnelle avec entre autres la réouverture des trois salles d'exposition didactiques dédiées à Victor Vasarely (Demande GU N° 00000822 du 8 novembre 2021).

Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement. Celui-ci est encadré par le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) et précise :

#### Base de calcul - Art 54.3 du RBF

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « Hors TVA ». Cependant, lorsque l'organisme subventionné justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « TVA incluse ».

La Fondation Vasarely est soumise à la TVA.

#### Modalités de versement - Art 55 du RBF

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, le Territoire du Pays d'Aix se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

Les modalités de paiement de cette subvention sont les suivantes :

- 50% d'acompte sur production d'un plan de financement global et des coûts prévisionnels de projet, signés par le représentant légal bénéficiaire de la subvention, à la signature de la convention.
- Le versement du solde en année N+1 ne peut être effectué en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Il est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention, accompagné des factures correspondantes acquittées. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

L'aide du Territoire du Pays d'Aix en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé par la convention d'investissement.

#### Révision du montant subventionné - Art 55.4 du RBF

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire prévus. Elle fait dans ce cas l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement en cas de trop-perçu.

Le dispositif de soutien aux associations pour l'investissement est sollicité ici par la Fondation Vasarely.

N°Dossier	Nom association	Manifestation	Lieu de l'action	Date projet	Total BP ou plan de financement	Montant Demandé	Sollicité ville	Grand op/Fct/Invest	Montant Proposé	Convention d'objectif
00000822	FONDATION VASARELY	Investissement: restauration des intégrations monumentales	Métropole	Année 2022	185 984 €	50 000 €	30 000 €	Investissement	50 000 €	OUI

Il est donc aujourd'hui proposé sur la base du tableau ci-dessus de procéder à l'attribution d'une subvention en investissement à la Fondation Vasarely pour un montant total de 50 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver la convention respective annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

##### Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003\_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 08 juin 2022.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

## Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

## Délibère

### Article 1 :

Est attribuée une subvention en investissement à la Fondation Vasarely, telle que présentée dans le tableau ci-dessus, pour un montant total de 50 000 €.

### Article 2 :

Est approuvée la convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et la Fondation Vasarely.

### Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581162457, Nature 4581, Fonction 311, Autorisation de Programme DI457AP2.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## 2022 CT2 320

### **Attribution de subventions d'investissement à des associations culturelles du Pays d'Aix - Approbation de conventions d'objectifs et de moyens**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix (ci-après CPA) décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. Le Conseil communautaire de la CPA a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003\_A080). La politique culturelle de la CPA confirme les objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Elle adjoint dans sa politique culturelle spécifique les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement. Celui-ci est encadré par le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) et précise :

#### *Base de calcul - Art 54.3 du RBF*

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « Hors TVA ». Cependant, lorsque l'organisme subventionné justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « TVA incluse ».

#### *Modalités de versement - Art 55 du RBF*

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, le Territoire du Pays d'Aix se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

Les modalités de paiement de cette subvention sont les suivantes :

- 50% d'acompte de la subvention votée, après la signature par les deux parties de la convention comprenant le plan de financement global signé par le représentant légal bénéficiaire de la subvention.
- Le versement du solde en année N+1 ne peut être effectué en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Il est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention, accompagné des factures correspondantes acquittées. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

L'aide du Territoire du Pays d'Aix en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé par la convention d'investissement.

**Révision du montant subventionné - Art 55.4 du RBF**  
Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire prévus. Elle fait dans ce cas l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement en cas de trop-perçu.

Le dispositif de soutien aux associations pour l'investissement est sollicité ici par les opérateurs suivants :

N°Dossier	Nom association	Manifestation	Lieu de l'action	Date projet	Total BP ou plan de financement	Montant Demandé	Sollicité ville	Grand op/Fct/Invest	Montant Proposé	Convention d'objectif
00001073	LA BOITE A MUS	Investissement : achat de matériel	Métropole	Année 2022	28 139 €	10 000 €	10 000 €	Investissement	10 000 €	OUI
00000997	ENTRACTE - 3BISF	Investissement : achat de matériel	Aix-en-Provence	Année 2022	16 800 €	3 500 €	4 000 €	Investissement	3 500 €	OUI

Il est donc aujourd'hui proposé sur la base du tableau ci-dessus de procéder à l'attribution de 2 subventions en investissement pour un montant total 13 500 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver les conventions respectives annexées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

### Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003\_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 8 juin 2022.

### Où le rapport ci-dessus,

### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

### Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

0  
0  
€

### Délibère

### Article 1 :

Sont attribuées deux subventions en investissement aux deux associations culturelles « la Boite à Mus » et « Entracte-3bisf », telles que présentées dans le tableau ci-dessus, pour un montant total de 13 500 €.

**Article 2 :**

Sont approuvées les deux conventions à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les associations bénéficiaires précitées.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581162445, Nature 4581, Fonction 311, Autorisation de Programme DI445AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2022 CT2 321**

**Attribution de subventions de fonctionnement à des associations culturelles du Pays d'Aix - Approbation d'une convention d'objectifs**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix a créé un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003\_A081). Cette politique culturelle aujourd'hui mise en œuvre par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien

social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et affirmant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Les caractéristiques du fonds d'intervention à destination des associations sont les suivantes :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations financées doivent être en rapport avec la compétence intercommunale et dépassent le strict cadre communal.

Les associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 59 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020.

**Modalités de calcul d'une subvention globale**

Les subventions globales sont déterminées au vu de l'objet de l'organisme considéré et du programme d'actions qu'il se fixe pour atteindre les objectifs qu'il entend mettre en œuvre pour réaliser cet objet. Le montant de ces subventions peut être fixé à un niveau prenant en compte des conditions d'équilibre du budget de l'organisme bénéficiaire.

**Modalités de versement sans convention :**

- 80% de la subvention après la notification de la subvention.
- Le solde de la subvention (20%) sera versé sur présentation du rapport d'activité et du compte-rendu financier de l'opération subventionnée.

Les subventions inférieures à 5 000 € (cinq mille euros) pourront faire l'objet d'un versement unique avec un contrôle a posteriori.

**Modalités de versement avec convention :**

L'attribution de subvention d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation d'une convention.

La convention annexée à la présente délibération est élaborée pour le versement d'une subvention au titre de l'exercice 2022.

L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis de la Commission culture du Territoire du Pays d'Aix.

Un premier versement, correspondant à 80 % du montant total de la subvention sera mandaté après signature de la convention par les deux parties. Le solde de la subvention (20 %) sera versé sur présentation du rapport d'activité de l'action et du compte rendu financier signés par le bénéficiaire.

Par ailleurs, conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

La proratisation pourra donc éventuellement être appliquée après analyse des documents transmis par l'association.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, la Métropole Aix-Marseille-Provence se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de sept subventions de fonctionnement à sept associations pour un montant total de 74 700 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.

N°	Nom association	Manifestation	Lieu de l'action	Date projet	Subvention N-1	Total budget prévisionnel	Montant sollicité TPA	Sollicité ville	Montant Proposé	% montant proposé	Convention d'objectif
0000 0686	Les écritures croisées	40ème fête du livre	Aix-en-Provence	14/10/22 au 18/10/22	13 000 €	140 000 €	20 000 €	Aix-en-Provence : 60 000 €	13 000 €	9,29 %	NON
0000 1541	Hexalab	Immersive 360°	Aix-en-Provence	1/06/22 au 18/12/22	0 €	43 000 €	10 000 €	Aix-en-Provence : 25 000 €	9 700 €	22,56%	NON
0000 0771	Saisis ton Kairos	Stages et Tournées OPPM JUNIOR	Métropole	1/01/22 au 15/12/22	36 000 €	116 737 €	39 000 €	0 €	36 000 €	30,84%	OUI
0000 0220	Les amis de Saint Marc Jaumegarde	6ème édition des soirées de Saint Marc Jaumegarde	Saint Marc Jaumegarde	24/08/22 au 27/08/22	0 €	180 000 €	25 000 €	Saint Marc Jaumegarde : 10 000 €	7 000 €	3,89%	NON
0000 0532	Festival de Durance	Festival de Théâtre amateur	Pays d'Aix	7/10/22 au 16/10/22	0 €	9 100 €	1 500 €	Meyrargues : 1 500 € Jouques : 600 € Peyrolles-en-Provence : 800 €	1 000 €	10,99%	NON
0000 0357	Tanghost	Festival de musique de chambre "côté cour"	Pays d'Aix	3/01/22 au 31/08/22	0 €	26 700 €	5 000 €	Aix-en-Provence : 5 000 € Puyricard : 1 500 €	5 000 €	18,73%	NON
0000 2006	Arts et Talents	Guitares et Jardins	Trets	01/07/22 au 30/09/22	0 €	83 500 €	3 000 €	17 000 €	3 000 €	3,59%	NON

**Total : 74 700 €**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003\_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 8 juin 2022.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées, pour l'exercice 2022, sept subventions en fonctionnement à sept associations pour un montant total de 74 700 € telles que présentées dans le tableau ci-dessus.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association « Saisis ton Kairos ».

**Article 3 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.



#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2022 CT2 322**

#### **Attribution de subventions complémentaires de fonctionnement à des associations culturelles du Pays d'Aix - Approbation d'avenants à des conventions**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix a créé un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003\_A081). Cette politique culturelle aujourd'hui mise en œuvre par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de

subventionnement devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et affirme ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Les associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 59 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020.

#### **Modalités de calcul d'une subvention globale**

Les subventions globales sont déterminées au vu de l'objet de l'organisme considéré et du programme d'actions qu'il se fixe pour atteindre les objectifs qu'il entend mettre en œuvre pour réaliser cet objet. Le montant de ces subventions peut être fixé à un niveau prenant en compte des conditions d'équilibre du budget de l'organisme bénéficiaire.

L'attribution de subventions d'un montant supérieur à 23 000 € nécessite l'approbation d'une convention.

En effet, les associations qui figurent dans le tableau ci-après ont toutes bénéficié d'une subvention pour l'exercice 2022 et chaque association a signé une convention d'objectifs pour le fonctionnement général de l'association ou pour réaliser une action culturelle.

Suite à des demandes complémentaires déposées en 2022, il s'agit ici d'approuver des avenants aux conventions d'objectifs signées entre le Territoire du Pays d'Aix et les associations concernées.

Ainsi, des avenants types bilatéraux (action et fonctionnement global) annexés à la présente délibération permettent le versement d'une subvention complémentaire au titre de l'exercice 2022.

Le montant de la subvention attribuée étant augmenté, il convient d'apporter les modifications nécessaires aux conventions afin d'ajuster le montant attribué et d'en modifier les modalités d'exécution.

#### **Modalités de versement avec convention :**

Un premier versement, correspondant à 80 % du montant total de la subvention est mandaté après signature de la convention par les deux parties.

Le solde de la subvention (20 %) est versé :

- sur présentation du rapport d'activité de l'action et du compte rendu financier signés par le bénéficiaire **dans le cadre du financement d'une action** ;
- sur présentation du rapport d'activité annuel, du bilan financier, du compte de résultat signés par le bénéficiaire ainsi que



le rapport de l'Expert-Comptable ou du Commissaire aux comptes lorsque l'organisme en est doté dans le cadre du financement du **fonctionnement général**.

Par ailleurs, conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

La proratisation pourra donc éventuellement être appliquée après analyse des documents transmis par l'association.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 17 subventions complémentaires de fonctionnement à 16 associations pour un montant total de 98 900 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver les avenants types aux conventions d'objectifs et de moyens à conclure avec elles annexés au présent rapport.

Le total des subventions perçues par ces associations sur l'exercice 2022 est de 989 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

### Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003\_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 063-10935/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2022\_CT2\_032 du Conseil de Territoire du 3 mars 2022 relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association « Atelier de la langue française » et l'approbation d'une convention d'objectifs ;
- La délibération n°2022\_CT2\_033 du Conseil de Territoire du 3 mars 2022 relative à l'attribution de subventions de fonctionnement à des associations culturelles du Pays d'Aix et l'approbation de conventions d'objectifs ;
- La délibération n°2022\_CT2\_106 du Conseil de Territoire du 28 avril 2022 relative à l'attribution de subventions de fonctionnement à des associations culturelles du Pays d'Aix et l'approbation de conventions d'objectifs ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 8 juin 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

N° Dossier	Nom association	Manifestation	Lieu de l'action	Date Projet	Total budget prévisionnel	Montant Sollicité Territoire du Pays d'Aix	Sollicité ville	Montant de la convention initiale	Avenant à la convention 2022	Fonctionnement général ou action	Montant Proposé au CT du 22/06/22	Total attribution 2022	% montant attribué
2407	LES LUMIERES	Concerts et actions culturelles 2022	Métropole	01/01/22 au 31/12/22	117 997 €	40 000 €	Aix-en-Provence : 5000 €	36 000 €	OUI	Action	4 000 €	40 000 €	34%
2420	IMAGES DE VILLES IMAGES DE VIE	Festival Image de Ville et action culturelle d'Image de Ville	Métropole	1/10/22 au 30/10/22	171 500 €	55 000 €	Aix-en-Provence : 47 000 € Marseille : 8 000 €	49 500 €	OUI	Action	5 500 €	55 000 €	32%
2419	RENCONTRES CINÉMATOGRAPHIQUES D'AIX EN PROVENCE	40ème festival tous courts	Métropole	21/11/22 AU 3/12/22	275 175 €	46 000 €	Aix-en-Provence : 71 100 €	41 400 €	OUI	Action	4 600 €	46 000 €	17%
2413	ASSOCIATION AIX'QUI?	Class'eurock 2022	Métropole	3/01/2022 au 30/11/2022	392 539 €	41 000 €	Aix-en-Provence, Martique s, Port de bouc et Guillestre : 42 000 €	36 900 €	OUI	Action	4 100 €	41 000 €	10%
2405	MUSIQUES-ÉCHANGES	Fonctionnement général	Métropole	Année 2022	252 500 €	45 000 €	Aix-en-Provence : 35 000 €	36 000 €	OUI	Général	4 000 €	40 000 €	16%
2409	OPENING NIGHTS	Par les villages 16ème édition	Pays d'Aix	21/01/2022 au 18/12/2022	128 500 €	112 000 €	Aix-en-Provence : 4 000 €	93 600 €	OUI	Action	10 400 €	104 000 €	81%
2408	SECONDE NATURE	Fonctionnement général	Métropole	Année 2022	709 500 €	135 000 €	Aix-en-Provence : 154 000 €	121 500 €	OUI	Général	13 500 €	135 000 €	19%
2423	ANONYMAL	Fonctionnement général	Pays d'Aix	Année 2022	739 650 €	39 000 €	V. détail Multi CT	35 100 €	OUI	Général	3 900 €	39 000 €	5%
2421	ATELIER DE LA LANGUE FRANCAISE	Fonctionnement général	Pays d'Aix	Année 2022	339 100 €	80 000 €	Aix-en-Provence : 50 000 €	72 000 €	OUI	Général	8 000 €	80 000 €	24%
2412	ASSOCIATION AIX'QUI?	Tour en Pays d'Aix 2022	Pays d'Aix	1/02/2022 au 30/11/2022	147 753 €	93 000 €	0 €	83 700 €	OUI	Action	9 300 €	93 000 €	63%
2439	GROUPE ET COMPAGNIE GRENADE JOSETTE BAIZ	Fonctionnement général	Métropole et international	3/01/2022 au 31/12/2022	855 400 €	23 000 €	120 800 €	20 700 €	OUI	Général	2 300 €	23 000 €	3%
2410	ASSOCIATION CAFÉ MUSIQUES LA FONDERIE	25ème édition du Zik Zak festival	Aix-en-Provence	3/01/2022 au 29/12/2022	240 680 €	111 000 €	Aix en Provence : 64 680 €	99 900 €	OUI	Action	11 100 €	111 000 €	46%
2442	LES FILMS DU DELTA	Nouv.o.monde Les journées Courts Bouillon Club médiathèque et divers ateliers	Rousset Trets Aix-en-Provence	Année 2022	142 250 €	46 000 €	Rousset : 64 500 €	41 400 €	OUI	Action	4 600 €	46 000 €	32%
2435	LE RELAIS DES POSSIBLES	Ze Bus	Aix-en-Provence	21/03/2022 au 21/11/2022	110 580 €	42 000 €	Politique de la ville : 21 000 €	27 900 €	OUI	Action	3 100 €	31 000 €	28%
2444	LES ECRIVAINS EN PROVENCE	33ème Salon Littéraire : Pays invite Dans Le Cadre Des "Lettres Venues D'ailleurs" L'Islande	Fuveau	1/09/2022 au 4/09/2022	111 150 €	40 000 €	6 000 €	34 200 €	OUI	Général	3 800 €	38 000 €	34%
2443	CHARLIE FREE	Fonctionnement général	Vitrolles	Année 2022	430 500 €	44 000 €	80 000 €	39 600 €	OUI	Général	4 400 €	44 000 €	10%
2411	ENTR'ACTE	Fonctionnement général	Métropole	Année 2022	599 033 €	23 000 €	111 000 €	20 700 €	OUI	Général	2 300 €	23 000 €	4%

**Total : 98 900€**

## Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

## Délibère

### **Article 1 :**

Sont attribuées, pour l'exercice 2022, 17 subventions complémentaires en fonctionnement à 16 associations pour un montant total de 98 900 € telles que présentées dans le tableau ci-dessus.

### **Article 2 :**

Sont approuvés les avenants types aux conventions d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les associations.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les avenants et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Institution

### **2022 CT2 323**

### **Création d'une Conférence Territoriale du Pays d'Aix**

Monsieur le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article 181 de la loi du 21 février 2022 dite « 3DS » prévoit la suppression des Conseils de Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix est le lieu où sont débattues et votées les décisions dont le périmètre et les enjeux portent spécifiquement sur le Pays d'Aix et ses communes.

La suppression de cet organe de gouvernance politique entraîne de fait la disparition de la principale instance de concertation entre les communes.

Malgré cette disparition, des dossiers structurants pour le Territoire du pays d'Aix et ses communes vont continuer à être présentés au Conseil de la Métropole, sans pour autant que dans le cadre de ces séances et de leurs commissions préparatoires le temps du débat soit respecté. D'autant plus lorsque ces discussions ne concernent que des problématiques propres à une fraction du territoire métropolitain, tels que des aménagements ou des schémas structurants portant sur des bassins de vie infra-métropolitains et supra-communaux.

Afin de permettre un débat de qualité tout en donnant le temps aux élus concernés d'aborder le fond des dossiers, il est donc proposé de créer une Conférence Territoriale du Pays d'Aix composée de l'ensemble des conseillers métropolitains représentant les communes de ce territoire.

Sa composition étendue à l'ensemble des conseillers métropolitains du pays d'Aix permet de répondre à l'objectif d'une construction métropolitaine respectueuse du consensus démocratique et se veut ainsi complémentaire de la Conférence Territoriale des Maires prévue par les dispositions de l'article 181 de la loi « 3DS ».

Les modalités de son organisation et de son fonctionnement, notamment les règles de désignation de ses organes et la fréquence de ses réunions, seront arrêtées par la Conférence Territoriale lors de sa première séance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale et notamment son article 181.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La nécessité de conserver une instance de concertation et de débat propre aux communes du Pays d'Aix, associant la totalité des représentants de celles-ci.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le principe de la création d'une Conférence Territoriale du Pays d'Aix composée de l'ensemble des conseillers métropolitains représentant la totalité de ses communes.

#### **Article 2 :**

Les modalités d'organisation de cette Conférence seront précisées dans un règlement intérieur adopté à l'occasion de sa première réunion.

#### **Article 3 :**

Le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de droit de la Métropole, est chargé de l'exécution de la présente délibération et, notamment, de la convocation de la première réunion de la Conférence Territoriale du Pays d'Aix.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	49
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	49
Majorité absolue	25
Pour	49
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**